07028-MP7eunivers1te 1/08/02 14:27 Page 1

7e université d'été de l'innovation rurale

La Septième Université d'Eté de l'Innovation Rurale

est organisée par

la Communauté de Communes Marciac et Vallons
et la Mission d'Animation des Agrobiosciences

en collaboration avec

le Sicoval et son Café des Sciences et de la Société

et avec le concours financier de

Union Européenne (Objectif 2),
Conseil Régional de Midi-Pyrénées, Conseil Général du Gers.

et avec le soutien de

Conseil Economique et Social Régional de Midi-Pyrénées,
Mairie de Marciac
Chambre Régionale d'Agriculture de Midi-Pyrénées,
Chambre d'Agriculture du Gers,
Association pour le Développement Agro-environnemental du Sud-ouest et de la Vallée de l'Adour (ADAESO)
Coopérative Producteurs Plaimont,
Coopérative Vivadour,
Pioneer Semences France – Maïs Union,
Fondation Pierre Sarazin,
Jazz in Marciac

avec la participation des

Etablissements d'enseignement supérieur agro-vétérinaire de Toulouse, membres d'AGROMIP

COMITE SCIENTIFIQUE ET PEDAGOGIQUE

Jacques ABADIE, Ecole Nationale Supérieure Agronomique, Institut National Polytechnique de Toulouse
Daniel BORDERIES, Café des Sciences et de la Société - Sicoval
Anita BORIES, AGROMIP
Arnaud de CASTELBAJAC, Pioneer Semences France-Maïs Union
Roseline FEYT, Ecole Supérieure d'Agriculture de Purpan
Jean-Claude FLAMANT, Mission d'Animation des Agrobiosciences
Anne-Marie GRANIE, Ecole Nationale de Formation Agronomique
Jean-Marie GUILLOUX, Mission d'Animation des Agrobiosciences
Christian GUITTARD, Chambre Régionale d'Agriculture Midi-Pyrénées
Patrick LEGRAND, Mission Environnement et Société, Inra
Jean PILLEBOUE, Université de Toulouse Le Mirail, Equipe « Dynamiques Rurales »

COMITE D'ORGANISATION

Anita BORIES, AGROMIP
Jean BUGNICOURT, Chambre d'Agriculture du Gers
Arnaud de CASTELBAJAC, Pioneer Semences France-Maïs Union
Francis DAGUZAN, Conseil Général du Gers
Jean-Claude FLAMANT, Mission d'Animation des Agrobiosciences
Anne-Marie GRANIE, Ecole Nationale de Formation Agronomique
Jean-Marie GUILLOUX, Mission d'Animation des Agrobiosciences
Bernard WISS, Vivadour

Photographie : Gilles CATTIAU ;
Maquette : Gilles SIRE ;
Mise en page : Nuances du Sud
Impression : Imprimerie 34

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 3

Jazz in Marciac…

Dans un canton agricole du Gers, à plus d'une heure de voiture de Tarbes et deux heures de Toulouse et de Bordeaux, Marciac est un chef-lieu de 1 200 habitants. « Jazz in Marciac » est devenu l'un des principaux festivals de jazz en France, reconnu dans le monde artistique et musical, un rendez-vous incontournable pour les amateurs de jazz au milieu de l'été, dans une ambiance unique qui associe de manière innovante la culture du jazz et la culture rurale, l'événement culturel et le développement local. Plus de 100 000 visiteurs en une semaine !

L'Université d'Eté de l'Innovation Rurale

« En plein Gers, en plein Jazz » : c'est dans cette ambiance que l'Université d'Eté installe son chapiteau pour la sixième année consécutive. Désormais partie intégrante du programme de Jazz in Marciac, elle vous propose des mises au point des connaissances sur les dynamiques du monde agricole et rural, et ses rapports avec le monde urbain. Elle a également pour but d'apporter une information constante et d'engager un débat public sur les sujets qui préoccupent la Société dans le domaine des agrobiosciences, du devenir de l'agriculture et de l'alimentation.

Ses préoccupations

- Analyser les évolutions économiques et sociales concernant l'agriculture et les autres activités dans les espaces ruraux
- Mettre en lumière et comprendre les initiatives innovantes du développement local
- Insister sur les liens entre les territoires ruraux et les productions agricoles et agro-alimentaires
- Illustrer les caractéristiques à la fois modernes et sécurisantes de l'agriculture
- Identifier les orientations de la recherche scientifique et des innovations technologiques, et en raisonner les conséquences.

Ses participants

L'Université d'Eté de l'Innovation Rurale mobilise les meilleurs spécialistes capables de faire une mise au point magistrale sur les thèmes choisis. Elle est aussi un Forum de débat au sein duquel se retrouvent :

- les responsables politiques, professionnels ou associatifs intervenant dans les productions agricoles et agro-alimentaires, le développement local et l'aménagement du territoire en milieu rural
- les opérateurs économiques des filières agricoles, agro-alimentaires et forestières (fournisseurs de l'agriculture, industriels et transformateurs, distributeurs, financiers…)
- les chercheurs du secteur public ou des firmes, les universitaires et les enseignants, les étudiants
- les journalistes de la presse économique et professionnelle.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 4

« Quand les sciences du vivant bouleversent notre regard sur le monde »

8 AOUT 2001

9 h 00-9 h 30 – Enregistrement et accueil des participants.

9 h 30-10 h 00 – Ouverture de l'Université d'Eté, première journée

• **Francis DAGUZAN**, Vice-Président du Conseil Général du Gers, Président de la Charte intercommunale du Pays de Marciac
• **Hervé OSSARD**, Président du Centre INRA de Toulouse
• **Jean-Claude FLAMANT**, Responsable de la Mission d'Animation des Agrobiosciences

Présentation de l'Université et de la journée par **Jean-Marie Guilloux**, Mission d'Animation des Agrobiosciences.

10 h 15-12 h 00 – Conférence

« La morale du gène »
par **Jean-Didier Vincent**, Biologiste.

Interlocuteur : **Alain Trousson**, Professeur de philosophie

« Les enjeux du programme Génoplante dans le contexte mondial »
par **Guy Riba**, directeur scientifique Inra

Interlocuteur : **Gérard Faure**, Confédération française des semenciers

« Quand la génétique nous convie à un autre regard sur nous-mêmes »
Conférence
par **Dominique Desjeux**, socio-anthropologue

14 h 00-18 h 00 – Conférence

« Effets médiatiques : réflexions sur l'éthique des médias »
par **Patrick Champagne**, sociologue Inra

Interlocuteur : **Jean-Didier Vincent**

Forum

« Débat public : instrument de régulation démocratique de la science et de la technologie ? »
Animé par **Dominique Desjeux**
Avec **Daniel Boy**, politilogue
Georges Bories, expert européen
Jean-Claude Flamant
Fabrice Marty, collège de direction de l'Inra.

18 h 00 – Clôture de la journée
par **Bernard Raynaud**, vice-président du Conseil régional Midi-Pyrénées.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 5

« L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ? »

9 AOUT 2001

9 h 00-9 h 30 – Enregistrement et accueil des participants.

9 h 30-11 h 00 – Forum

« Quelles perceptions avons-nous, agriculteurs, de la demande sociale ? »
Présentation du travail engagé par un groupe d'agriculteurs de la Communauté de Communes Marciac et Vallons, restitué par **Jean Pilleboue**, sociologue.
Débat animé par **Anne-Marie Granié**.

11 h 00-12 h 00 – Conférence

« Qu'est-ce qu'un paysan aujourd'hui ? »
par **Bertrand Hervieu**, Président de l'Inra

14 h 00-16 h 00 Table ronde

« Que demandons-nous aux agriculteurs et à l'agriculture ? »
Animée par **Bertrand Hervieu**

Avec **Marie-Josée Nicoli**, UFC-Que-Choisir
Hervé Bichat, Conseil général du GREF
André Pochon, agriculteur
Bertrand Raux, CLCV
Bérangère Chambon, UMINATE
Jean de Galard, ancien président de la Chambre départementale d'agriculture (31)
Jean-Claude Flamant, directeur de la MAA

16 h 00-18 h 00 – Conférence

« Quels scénarios du futur pour le système agricole ? »
Par **Philippe Lacombe**, économiste.

18 h 00 – Clôture de la journée

Mais aussi, durant ces deux jours…

Espace Littérature :
avec les librairies « Préface » (Colomiers) et « Mouchet » (Vic-en-Bigorre).

Espace débats en plein air :
animation de débats, organisés sous les platanes, proposés au public et aux visiteurs du festival de « Jazz in Marciac ».
Proposé et animé par **Patrick Legrand**, Mission Environnement et Société de l'Inra.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 6

TABLE DES MATIERES

p. 7		Ouverture de la Septième Université d'été de l'Innovation Rurale…

8 AOUT « Quand les sciences du vivant bouleversent notre regard sur le monde »

p. 9	CONFERENCE	par Jean-Didier Vincent : **« La morale du gène »**
p. 14	INTERLOCUTEUR	Alain Trousson
p. 14	DEBAT	
p. 16	CONFERENCE	Guy Riba : **« Les enjeux du programme Génoplante dans le contexte mondial »**
p. 19	INTERLOCUTEUR	Gérard Faure
p. 23	CONFERENCE	par Dominique Desjeux : **« Quand la génétique nous convie à un autre regard sur nous-mêmes »**
p. 27	CONFERENCE	par Patrick Champagne : « Effets médiatiques : réflexions sur l'éthique des médias ».Page
p. 32	INTERLOCUTEUR	Jean-Didier Vincent
p. 33	DEBAT	
p. 37	FORUM	**« Débat public : instrument de régulation démocratique de la science et de la technologie ? »**
p. 44	CONCLUSION	

9 AOUT « L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ? »

p. 47	OUVERTURE	
p. 49	FORUM	**« Quelles perceptions avons-nous, agriculteurs, de la demande sociale ? »**
p. 63	CONFERENCE	par Bertrand Hervieu : **« Qu'est-ce qu'un paysan aujourd'hui ? »**
p. 70	TABLE RONDE	animée par Bertrand Hervieu : **« Que demandons-nous aux agriculteurs et à l'agriculture ? »**
p. 83	CONFERENCE	par Philippe Lacombe : **« Quels scénarios du futur pour le système agricole ? »**
p. 90	CONCLUSIONS	par Jean-Claude Flamant, Francis Daguzan et Alain Bénéteau
p. 94		Liste des participants

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 7

OUVERTURE DE LA SEPTIEME UNIVERSITE D'ETE DE L'INNOVATION RURALE

Jean-Louis GUILHAUMON,
MAIRE DE MARCIAC, VICE-PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MARCIAC ET VALLONS, PRESIDENT DU FESTIVAL JAZZ IN MARCIAC

En plein accord avec l'équipe de Jean-Claude Flamant, nous avons souhaité donner cette année une impulsion nouvelle à l'Université d'Eté, en l'ancrant plus encore sur les préoccupations locales. C'est parce que nous en avons élargi la portée et le cadre que nous avons créé les « Forums de l'innovation rurale ». Le nombre de participants locaux démontre bien que les questionnements de cette 7e Université d'Eté sont très largement partagés par les citadins comme par les ruraux.
Avant de laisser la parole à Francis Daguzan, je tiens à remercier l'équipe organisatrice de la Communauté de Communes et plus particulièrement Fabienne et Gilles Martin.

Francis DAGUZAN,
MAIRE DE TRONCENS, CONSEILLER GENERAL, VICE-PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MARCIAC ET VALLONS

Je voulais tout simplement vous accueillir sur ce territoire de Marciac et, plus largement, dans le cadre du « pays » nouvellement constitué, le Val d'Adour.
Ici, l'agriculture a une empreinte forte sur les paysages et l'économie. Les débats que nous avons, tant au niveau du Groupe de Réflexion qu'au sein de la Communauté de Communes, s'alimentent des réflexions des agriculteurs et, plus largement, de tous les acteurs du territoire. Ces nombreux échanges contribuent à animer ces deux journées.
Nous avons certainement un rôle à jouer, les uns et les autres, pour le devenir des espaces ruraux, des citoyens et pour l'ensemble d'une population rurale qui connaît, aujourd'hui, un besoin de repères nouveaux par rapport au « bon de commande » de demain, qui sera certainement différent de celui d'hier.
Je laisse à présent la parole à Jean-Claude Flamant, qui a la charge d'animer ces journées, avec l'espoir qu'aujourd'hui et demain, s'exprimeront des idées et des solutions nouvelles.

Jean-Claude FLAMANT
DIRECTEUR DE LA MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOSCIENCES

Je veux remercier en votre nom à tous Jean-Louis Guilhaumon, Francis Daguzan, ainsi qu'Henri Cormier, président de la Communauté de Communes, qui représentent les institutions qui portent l'Université d'Eté.
Nous en sommes à sa 7e édition. 7 ans, c'est l'âge de raison et il me semble que nous sommes en train de passer une étape importante. Cette année est celle, en effet, où convergent plusieurs évolutions : celle de la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA) d'abord, qui s'est progressivement mise en place et qui est désormais bien installée, dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région. Elle est ainsi cofinancée par le Conseil régional Midi-Pyrénées et par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, et elle est gérée par l'École Nationale de Formation Agronomique (Enfa) qui, à Toulouse, forme tous les enseignants des lycées techniques du Ministère de l'Agriculture. La MAA est également installée physiquement au sein de cet établissement, bénéficiant de tous ses services et infrastructures.
Deuxième évolution : dans les prochains mois, nous lancerons, avec le Sicoval et la Communauté de Communes des « cafés-débats », à Marciac, sur le modèle des Cafés des Sciences et de la Société du Sicoval, qui se déroulent mensuellement à Ramonville.
Troisième point : la constitution du groupe local de réflexion, dont les conclusions vous seront présentées demain. Il s'agit d'un travail à long terme, dans le cadre du développement économique de la Communauté de Communes.
Quelques mots à présent pour vous rappeler quels peuvent être les ingrédients de l'Université d'Eté de l'Innovation Rurale, qui commence à constituer une véritable tradition. Premiers éléments de la recette : le cercle et le carré. Jean-Pierre Estrampes, en effet, nous avait expliqué qu'ici, à Marciac, nous combinions le cercle et le carré. Le cercle, c'est celui de la musique de jazz. Le carré, c'est la forme urbanistique de cette bastide.
Deuxième ingrédient : la combinaison des compétences du pôle universitaire et scientifique de la métropole toulousaine et celles des territoires du Gers.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 8

Troisième ingrédient : les participants que vous êtes, d'origines, de compétences et d'intérêts extrêmement divers, qui font la richesse de cette Université : scientifiques, universitaires, responsables agricoles, responsables d'association, élus, journalistes, et puis, tout simplement, des personnes qui cherchent au milieu de l'été à se retrouver dans un cadre convivial.

Quatrième point : des conférences de haut niveau, avec des intervenants d'envergure nationale et internationale, qui viennent ici nous apporter des éléments de discussion. Car l'esprit de ces deux jours ne consiste pas à parvenir immédiatement à des conclusions, mais à éclairer les décideurs que nous sommes tous plus ou moins.

Cinquième point : la tradition veut maintenant que cette Université d'Eté dure deux jours, avec, le premier jour, un thème centré sur les biotechnologies, les sciences du vivant, et, le deuxième jour, un thème concernant les espaces ruraux et l'agriculture.

Ces deux journées sont elles-mêmes précédées par « La Conversation de Marciac », un laboratoire d'idées, qui rassemble entre trente et quarante personnes, pour échanger leurs points de vue sur les thèmes à éclairer au cours des années suivantes.

Je ne voudrais pas oublier au cours de cette présentation les « grains de sel » qui s'ajoutent progressivement au fil des années : un espace « Livres » qui s'est encore agrandi, associant la librairie « Préface » de Colomiers à celle de M. Mouchet, de Vic-en-Bigorre, vous proposant une offre vaste d'ouvrages en complément des interventions que vous allez écouter aujourd'hui et demain.

Autre nouveauté : à partir de 11 h 30, s'ouvre un espace de discussions « off », sous les platanes, qu'organisent Patrick Legrand et ses amis de la Mission « Environnement et Société » de l'Inra. Là encore, il s'agit de donner des coups de sonde, de produire des efforts de lucidité.

Quelques mots, à présent, sur les thèmes développés cette année : « Quand les sciences du vivant portent un regard sur le monde », et « L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ? » Le mot clé commun à ces deux journées est celui du bouleversement. Ceux qui étaient ici il y a deux ans se souviennent peut-être que nous avions arrêté l'Université d'Eté à midi, parce que la station Mir devait tomber sur le Gers. Ç'aurait été un grand bouleversement, mais ça ne s'est pas produit !

Tout d'abord, reconnaissons que les sciences du vivant, l'agriculture, l'alimentation font aujourd'hui l'ouverture des journaux télévisés, la une des quotidiens, nourrissent des enquêtes dans les magazines… Ce n'était pas le cas il y a dix ans. Jamais il n'y a eu autant de livres dont le titre comporte le mot « vache ». Même les enjeux de la mondialisation semblent se concentrer sur les questions de la vache folle, de la fièvre aphteuse, des Ogm. Comme l'a écrit notre collègue Jacques Berthelot (Ensat), l'agriculture est « le talon d'Achille de la mondialisation ». Il s'agit donc bien d'un bouleversement, car les outils que nous apportent les sciences du vivant sont de plus en plus puissants. Ne rendent-ils pas nécessaire une réflexion ? Sont-ils simplement des moyens complémentaires dans la progression de l'humanité ou bien bouleversent-ils nos manières de penser et notre regard sur le monde ?

Deuxième thème : que vient bouleverser la demande sociale, en complète transformation, au niveau de cette activité jugée traditionnelle, mais qui s'est elle-même beaucoup transformée, à savoir l'agriculture ?

Cela dit, qu'entendons-nous par bouleversement, quelles sont ses caractéristiques et ses propriétés ? S'agit-il de ruptures susceptibles d'entraîner des désordres, ou d'une mutation qui nous fait passer d'un ordre à un autre, vers une nouvelle cohésion de la société ? Ou bien encore s'agit-il tout simplement d'un mot, au-delà duquel, en définitive, les choses continuent comme avant, dans la même logique ? En conséquence, quels sont nos comportements sociaux : est-ce que nous nous engageons dans des situations de conflits, ou bien dans des situations de compromis, de négociations ? A nous d'échanger autour de la place des débats publics dans cette référence au bouleversement et des processus de décisions que cela entraîne.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 9

8 AOUT 2001

QUAND LES SCIENCES DU VIVANT BOULEVERSENT NOTRE REGARD SUR LE MONDE

SEANCE DU MATIN

CONFERENCE

Par Jean-Didier VINCENT,
NEUROBIOLOGISTE, DIRECTEUR DE RECHERCHE CNRS, AUTEUR DE PLUSIEURS OUVRAGES (CF. BIBLIOGRAPHIE) ET CHRONIQUEUR À FRANCE CULTURE.

« La morale du gène »

Je ne suis pas généticien. Je me situe plutôt du côté de la physiologie et de la biologie du comportement. Je vais essayer de vous présenter un certain nombre de données sur le sujet pour ensuite ouvrir les débats et répondre à vos différents questionnements sans avoir la prétention de bouleverser votre entendement…

J'aurais préféré, en tant que consommateur, vous parler des cépages bordelais, mais je voudrais d'abord féliciter les viticulteurs du Gers qui ont fait une réapparition en force, et qui permettent à toutes les nouvelles générations de boire des vins tanniques et puissants. Des félicitations donc, notamment au nom de la petite calebasse qui me recouvre la tête ce matin pour avoir abusé des Côtes de Saint-Mont, du vin très agréable et gouleyant.

Cette petite introduction me permet d'aborder l'éternel débat sur la nature, qui oppose d'un côté les sociophilosophes, tenants de la liberté et de l'autonomie de la pensée – il y a ici, au premier rang, un néokantien impénitent (N.D.L.R. : Alain Trousson) – de l'autre ces malheureux biologistes accusés de tous les maux parce qu'ils aliènent la liberté de l'homme par un déterminisme assez mal compris. J'espère que le débat sera agité et que j'aurai l'occasion de dire, une fois de plus, ses quatre vérités à mon ami Alain Trousson qui, d'ailleurs, n'en tient jamais compte.

Pour faire très simple, on a attribué aux généticiens le fait qu'ils supportaient un déterminisme absolu du biologique : une logique programmatique, qui va du gène au récepteur, le gène étant l'essence du « produit ».

Il y a une vingtaine d'années, avant que ces débats ne soient à la mode, j'avais introduit le concept « d'état central fluctuant » qui avait pour ambition de réintroduire la subjectivité : celle-ci se déploie selon trois dimensions : la dimension corporelle, la dimension extra-corporelle, et la dimension temporelle qui comprend l'histoire du sujet, le temps de son développement (ontogenèse) et le temps de l'espèce (la phylogenèse).

L'ACTE ET L'AFFECT

Or, durant ces vingt dernières années, on a eu tendance à dire que la biologie a surtout commencé dans le domaine du développement, grâce à la découverte des gènes homéotiques (1), qui donne de l'eau au moulin du déterminisme en montrant une extraordinaire conservation de la structure des animaux, voire des

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 10

plantes. Du coup, il devient très difficile de trouver notre liberté là-dedans. En revanche, avec la notion d'individu, qui induit une interaction avec un milieu, ce dernier étant fabriqué par un individu qui, à son tour, subit les contraintes de ce milieu, je peux essayer de « sauver mes petits », de ne pas être trop désespéré par ce qui va m'arriver, malgré mes gènes.

Pour réintroduire la notion de subjectivité, mon postulat de départ concernant nos comportements est le suivant : l'acte – c'est ainsi, d'une manière générale que l'on désigne les comportements - est subordonné à l'état et non l'inverse, comme l'affirment certains psychologues. L'état affectif, avec ses extrêmes, plaisir, déplaisir, souffrance, éloignement, aversion, etc., l'émotion au sens très général du terme, est secondaire à l'acte. Ce qui est programmé, c'est l'acte. Ce qui va être effectué, c'est l'acte. Et ce qui sera ressenti, l'affect, est la conséquence de l'acte. L'état vient secondairement. On est affecté par notre acte, pour parler comme un philosophe.

La théorie qui est la base de toutes mes réflexions affirme le postulat inverse : l'action est subordonnée à l'état affectif et le sujet, c'est-à-dire le « corps/esprit » est son propre motif : cette subjectivité, ces états affectifs fondamentaux qui sont le plaisir et l'aversion, assistent la puissance de l'action sur le sujet.

Je voudrais également rappeler que toute cette histoire de gène est essentiellement un produit de l'évolution et que nous sommes des vertébrés. Or, les vertébrés, dont les crâniates (2), c'est en quelque sorte l'invention de la liberté, c'est-à-dire la place pour la subjectivité liée à un individu et à un seul.

A l'appui de ma thèse, quelques mots sur la récente découverte des plus vieux fossiles au monde de vertébrés : deux poissons crâniates, âgés de 540 millions d'années, déterrés dans les schistes de la province du Yunnan, en Chine. Ces deux petites bestioles, le Haikouichtys et le Myllokunmingia, 200 millions d'années seulement après le début des pluricellulaires, ont déjà toutes les caractéristiques d'un vertébré. D'abord, tout est dans la tête : contrairement aux prochordés (3) tels que l'amphioxus (4), un poisson dépourvu de tête qui ne dispose que d'une petite vésicule cérébrale à peine ouverte, ces deux poissons disposent déjà de cinq vésicules, et sont dotés de tous les systèmes sensoriels majeurs. Pour faire une métaphore un peu hardie,

ces poissons sont tournés vers l'avant avec une souplesse de mouvement, une mobilité et donc un pouvoir d'action sur le milieu d'une extraordinaire plasticité. Tout est centré à l'avant de son organisme : les yeux, les oreilles et une bouche extraordinaire, sans mâchoire mais avec un système de dentitions. Car c'est un prédateur majeur.

COMMENT NAISSENT LES SYSTEMES DESIRANTS

Autre innovation fabuleuse, qui va être le support de l'affectivité : l'apparition de la crête neurale. En clair, c'est à partir de ces animaux que va apparaître un système sympathique et para-sympathique des ganglions et des systèmes sensoriels latéro-dorsaux qui permettent l'ouverture sur le monde et une modulation de l'état interne en fonction du milieu extérieur.

Dans le groupe de recherche que je dirige, nous avons montré l'évolution de ces systèmes de neurotransmission (adrénaline et noradrénaline), qui gèrent les mécanismes désirants avec la dopamine. A l'intérieur du cerveau, le développement de ces processus neurobiologiques crée les systèmes de récompense ou de punition, et conditionne toutes les relations de l'individu avec « son » monde. Nous devenons ainsi des êtres affectifs. Ce qui signifie qu'une intention apparaît dans notre motricité. Tout ce qui nous vient du monde va être soumis à l'état interne, l'état du sujet, cet « état central fluctuant » qui module le comportement. Pourquoi est-ce une innovation formidable ? Parce que c'est l'ouverture vers les chemins de la liberté, pour reprendre un terme célèbre. Si on regarde l'évolution, on s'aperçoit que les espèces vont vers toujours plus d'affects, accompagnant un développement du cerveau vers l'avant, toujours plus d'ouvertures sur le monde sur le plan moteur et sur le plan sensoriel, les deux interagissant pour déterminer nos « comportements ».

Derrière tout cela, il y a évidemment les gènes de développement. Ces gènes homéotiques, les mêmes chez l'homme que chez la mouche, vont seulement se dupliquer pour occuper des territoires nouveaux, s'allonger, se complexifier. Et ce, avec les mêmes sys-

(1) les gènes homéotiques définissent la position de l'organe, lors du développement embryonnaire. Ils sont extrêmement stables. Reste qu'à la fin du XIXe siècle, on découvre chez la mouche drosophile des mutants, dont une partie du corps s'est transformée en une autre. On parle alors de mutation homéotique (pattes à la place des antennes par exemple). La mise en évidence de l'implication des gènes, dits homéotiques, dans l'édification des embryons, a été couronnée par un prix Nobel en 1995.

(2) Phylum (source primitive d'où est issue une série généalogique) qui comprend, outre les vertébrés, les myxines, c'est-à-dire les premiers animaux pourvus d'un crâne, mais sans vertèbres.

(3) Avec les vertébrés, les prochordés font partie des chordés, c'est-à-dire des organismes caractérisés par la présence d'une chorde (ou corde) dorsale, sorte d'ébauche de la colonne vertébrale.

(4) L'amphioxus est le seul descendant encore vivant des prochordés. Ce petit poisson plat vit dans les eaux peu profondes de Californie.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 11

tèmes de neurotransmetteurs mais qui vont être organisés différemment. Peu à peu, on va voir apparaître, chez un poisson primitif - une myxine -, la noradrénaline qui n'existait pas jusque-là. De rudimentaires, les systèmes désirants vont progressivement se renforcer.

Tous les éléments qui nous déterminent historiquement sur les plans de l'évolution sont là. Et c'est finalement la sélection naturelle qui va amener cette adaptation extraordinaire qu'a été la nôtre, liée au hasard de la génétique, et qui débouche sur ce sage métaphysique qui s'appelle l'homme. C'est là du moins le nom de l'espèce. Car j'aurais pu parler aussi de la femme, un autre sujet auquel je consacre beaucoup de réflexions et de travaux pratiques depuis ma puberté.

LA FONCTION DE LA VIOLENCE

Aujourd'hui, j'ai choisi essentiellement de vous parler de la violence. Génétique et violence, c'est un sujet à la mode. Bien entendu à Marciac, vous ne savez pas ce qu'est la violence, sauf à la suite d'un match de rugby ! En revanche, je suis sûr que cette bête chinoise dont j'ai parlé tout à l'heure était violente, qu'elle avait cette « capacité d'agressivité » comme on dit, même si je n'aime pas beaucoup ce terme d'agressivité, parce qu'en fait, elle fait partie de l'ordinaire de l'homme. Comme vous le savez, nous descendons peut-être de Seth, mais il y a eu sans doute des mélanges avec Caïn…

Est-ce que la violence émane du cerveau, comme tous nos comportements ? Ou bien est-elle le fruit de la culture et de l'éducation, un produit de la société ou de l'espèce ? On sait bien que l'agressivité en tant que comportement antagoniste est plus développée chez certains types de chimpanzés que chez d'autres. Parmi les quelque 150 espèces de singes, les plus proches de nous génétiquement sont les petits chimpanzés noirs que l'on appelle les bonobos. Ceux-là ne sont pas très violents. Ils sont plutôt dans les fonctions d'apaisement ; ils passent leur temps à se faire des papouilles. J'ai voulu amener ma femme voir les bonobos de San Diego. Je lui ai montré une femelle isolée et j'ai fait ma fameuse danse que je fais très bien. J'ai dit à ma femme : « tu vas être impressionnée, parce qu'elle va me répondre. » Je me mets donc à gigoter, et la femelle s'est alors tournée vers ma femme puis a lancé un regard par-dessus son épaule, en ma direction, du genre : « occupe-t-en ». Si vous aviez vu la connivence entre ces deux femelles pour se foutre de ma gueule ! Passons.

Je souhaite biologiser la violence ; c'est-à-dire faire l'étude de sa valeur adaptative, de sa fonction dans le groupe et pour l'individu. A-t-elle une valeur fonctionnelle ? Fait-elle partie des capacités qui ont été retenues par l'espèce pour l'adaptation au milieu ? Auquel cas, loin de vouloir réprimer la violence, il faudrait plutôt qu'on la cultive. Certaines sociétés humaines le font, d'ailleurs. Dans une société bien organisée, la violence a une fonction sociale de régulation. Il ne faut donc pas la diaboliser. Et puisque j'ai parlé de Caïn, précisons que son crime ne réside pas dans la violence elle-même mais dans la connaissance du bien et du mal, cette connaissance que nous avons de nos propres comportements et la notion de conscience réfléchie qui fait qu'à travers l'autre, nous sommes capables de nous penser nous-mêmes. Dans notre cortex frontal, on l'a découvert récemment, il existe des neurones « miroirs » qui suivent le comportement de l'autre. Quand vous apprenez à un singe à faire un geste, ces neurones s'allument, ils sont corrélés au déroulement du geste. Mais plus étonnant, lorsque ce singe voit un autre singe faire le même geste, ses neurones le suivent aussi, comme s'ils le reproduisaient mentalement. Il est ainsi capable de donner à l'autre une intentionnalité qu'il partage, ce qui nous ramène à notre propre fonctionnement. C'est-à-dire à la capacité que nous avons à nous attribuer l'acte que nous faisons. Ce n'est pas forcément une règle. Il y a des schizophrènes totalement dépersonnalisés de leurs actes : ce n'est pas eux qui font l'acte. Cette possibilité de s'auto-attribuer un acte passe par la capacité de partager l'intentionnalité. C'est essentiel : les jugements de valeur, ceux qui passent par le filtre du bien ou du mal, du bien-être et du mal-être, ne sont pas fondés seulement sur une connaissance de l'acte, mais sur la possibilité d'attribuer à l'autre le même état affectif que celui que nous éprouvons. Le partage de la subjectivité passe par le partage de l'intentionnalité qui est le propre des singes très évolués et qui est poussé à son extrême chez l'homme.

PLAISIR ET AVERSION

Sous la pression de certains éthologistes tels que Karl Lorenz, on a longtemps considéré la violence comme un instinct, qui dépend donc d'une pression interne, par exemple d'hormones déclenchant des séquences comportementales d'agression. Ne s'agit-il pas plutôt de quelque chose de beaucoup plus fluctuant, certes inscrit dans l'espèce, mais qui est commandé, soutenu par l'état affectif ? C'est ce que j'appelle les processus opposants : dans le cerveau des vertébrés, particulièrement chez l'homme et les vertébrés supérieurs, les actes et les affects mettent en tension les systèmes désirants qui fonctionnent sur une sorte de trépied : le désir et deux états affectifs sous-jacents, le plaisir d'une part, et d'autre part l'aversion. Cela semble un peu manichéen mais c'est pourtant ainsi que cela fonctionne. Quand vous mettez en tension un système de plaisir, le système opposé tire en sens inverse. Du coup, si l'on prend l'exemple de la drogue, pour obtenir le même résultat affectif la fois suivante, il faudra une

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 12

dose un peu plus forte. Car ce qui tire en sens inverse, qui est de l'ordre de l'aversion, persiste plus longtemps : quand l'état de plaisir s'arrête, l'aversion, qui a une plus grande inertie, est encore présente. C'est ce qu'on appelle le manque. C'est la même chose pour les types qui font du jogging, de la chute libre ou autre : ils mettent en tension un système d'aversion et de tolérance. La tolérance fait qu'ils ont de moins en moins mal, ils sont dans un état secondaire d'euphorie qui suit la souffrance. Toutes nos conduites fonctionnent là-dessus. Certes, je prends des cas caricaturaux d'addiction, de dépendance créée par ce système. En latin, addictus (« adonné à) désignait celui qui, ne pouvant pas rembourser ses dettes, devenait esclave de son créditeur. Eh bien, le joueur est un addicte, l'anorexique mentale est une addicte, l'obèse également. Le sexe aussi peut créer des addictions. L'addiction, c'est toujours plus, toujours plus, toujours plus. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que toutes nos représentations, nos cartes cognitives, y compris dans ce cortex pré-frontal, vont se construire selon les entrées sensorielles. Ce que j'appelle la « représentaction » recouvre l'idée que l'action est indissociable de la représentation : quand vous voyez un objet dans votre tête, vous avez une action qui le décide. Chaque perception est accompagnée d'une sorte de geste sous-jacent : on ne peut pas séparer le moteur et le sensoriel au niveau des représentations. Tout cela va se construire dans des périodes critiques du mouvement du cerveau, parfois de façon extrêmement définitive : pour le langage, cela s'opère dès l'âge de huit mois. On peut construire ce système de langage avec des neurones miroir : je te parle, tu me comprends et tu me parles. Le système de partage de subjectivité s'opère, bien que ce soit « précablé », le plus souvent dans l'hémisphère gauche pour ce qui concerne la région impliquée dans la production du langage.

Or ce qui joue pour le langage va jouer aussi pour toute une série de comportements relationnels qui vont construire les cartes cognitives, c'est-à-dire ce que je sais du monde et ce que j'ai développé comme moyens pour agir sur ce monde, pour obtenir ma satisfaction. Si, au moment où se construisent ces cartes cognitives, celles-ci sont « vandalisées », c'est-à-dire exposées à des processus ingérables, les stratégies d'obtention d'objets du désir vont être perverties. C'est là que se construisent les troubles du serial killer ou plus simplement de l'exhibitionniste, à des degrés très divers. Ils se sont construits sous les instances de la connaissance du bonheur et du malheur. C'est là que se mettent en place les stratégies futures, c'est là que s'opère notre représentation du monde. Si, à ce moment-là, l'enfant est violé ou battu, les schémas de comportement qui vont être construits seront pervertis. Vous savez tous que les parents d'enfants battus sont eux-mêmes d'anciens enfants battus, que tous les serials killers ont connus de graves traumatismes dans leur enfance. Il existe d'autres perversions : je pense, par exemple, que l'anorexie mentale est acquise très tôt chez la fille.

VIOLENCE, SEROTONINE ET DOPAMINE

Pour comprendre le fonctionnement de ces systèmes de récompense et d'aversion, il faut aller voir du côté des neurotransmetteurs. Le cerveau est constitué de cent milliards de neurones regroupés en différents ensembles (centres, aires, réseaux…), qui libèrent à leur extrémité des neuromédiateurs – la dopamine, l'adrénaline, la noradrénaline, la sérotonine et l'acétylcholine. Ainsi que je le disais tout à l'heure, ils sont apparus chez « mes » poissons chinois. Les médicaments prescrits pour les états dépressifs et autres troubles psychiques tapent sur ces cibles-là : soit sur le récepteur, soit sur le neurotransmetteur lui-même, soit sur la recapture du neurotransmetteur, c'est-à-dire sa concentration dans la fente synoptique. Prenons la sérotonine : il est clair que la diminution de son taux (ce déficit de sérotonine se situe soit du côté de ses récepteurs de la sérotonine, soit du côté de sa libération de sérotonine, soit au niveau d'une recapture exagérée) est en général corrélé à des traumatismes - la sérotonine baisse chez les sujets violés -, à des violences impulsives, à des attitudes suicidaires selon une étude très célèbre de Marie Asberg [1] dans les années 70. C'est-à-dire que cette violence peut être retournée sur soi-même. On constate enfin la même baisse de la sérotonine cérébrale pour l'alcoolisme héréditaire, transmis de père en fils, qui apparaît précocement et qui s'accompagne de violence. Il y a là un premier point de débat : la violence est-elle liée à l'alcoolisme ? Y a-t-il une corrélation génétique entre alcoolisme et violence ou est-ce une relation de causalité, l'alcoolisme étant primaire, la violence secondaire ou l'inverse ? Rien ne permet a priori de résoudre ces problèmes, car le milieu notamment influe sur le taux de sérotonine.

Mon laboratoire a mené une expérience pour laquelle j'avais un enthousiasme mitigé, et qui était dirigé par le professeur Michel Benezech (N.D.L.R. : psychiatre, ancien directeur du service chargé du suivi médical et psychiatrique de la prison de Gradignan). Il s'agissait de pratiquer des tests d'enregistrements de sommeil chez de grands criminels. Effectivement, leur taux de sérotonine était abaissé. Le problème, c'est que l'environnement et notamment l'enfermement, s'accompagne aussi d'une chute de la sérotonine cérébrale. D'où

(1) La scandinave Marie Asberg est la première, en 1976, à avoir observé chez les sujets suicidaires un niveau bas de sérotonine.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 13

la question une fois encore sur les effets et les causes.
Concernant la dopamine, à présent, celle-ci intervient surtout dans la toxicomanie et l'alcoolisme. Chez les personnes sujettes à ces conduites addictives, il y aurait parfois des anomalies génétiques du côté des transporteurs de la dopamine.
Reste que dans ces systèmes qui gèrent les processus opposants, il est très difficile pour un neuropharmacologue de s'y retrouver, car il y a les hormones évidemment – avec une association entre violence et mâles. D'ailleurs, il est très rare de voir des femmes qui battent leur mari, même si j'en ai connu. Il y a quand même une spécificité qui est liée au sexe. N'empêche que ça ne servirait à rien de les castrer, parce que c'est probablement encore une cause secondaire. Peut-être ces systèmes sont-ils sensibles à l'action de la testostérone, qui est transformée via l'aromatase (1) en oestradiol, c'est-à-dire en hormone femelle, pour qu'elle devienne un agent d'agressivité. Vous voyez que rien n'est simple ! Par exemple, la caille mâle agresse la caille femelle sauf quand l'aromatase se met en fonction, auquel cas la violence se transforme en tendresse…
Il faut également évoquer brièvement le niveau d'expression de l'ocytocine, qui est l'hormone du lien, de la tendresse, de l'affectivité. Elle est stimulée notamment lors du comportement sexuel chez le ouistiti, qui fait l'amour en permanence parce que ça solidifie le couple. Il y a une fonction reposante de l'ocytocine. Donc voilà le premier précepte moral : faites l'amour pas la guerre.
Dernier élément avant de vous passer la parole : je souhaiterais parler du « criminel né » parce que c'est quand même une vieille mythologie. Une étude a porté sur une famille de Hollandais, dont tous les hommes, de père en fils, finissent en prison pour meurtre. Ceux-ci ont un déficit d'une enzyme qui intervient dans le métabolisme de la sérotonine. De même, on a beaucoup parlé des expériences sur les vrais et les faux jumeaux adoptés, pour savoir si la délinquance avait un facteur génétique. Ce facteur existe ! Il est discutable, mais des éléments montrent qu'il y a un certain déterminisme génétique de la violence. Chez un certain nombre de criminels au sens anglo-saxon du terme, on a montré une délétion au niveau d'un gène, sur le chromosome 17, qui intervient dans le transport de la sérotonine.
Les États-Unis mettent en avant la notion de psychopathologie, notamment pour les personnalités asociales. C'est-à-dire de personnalité déterminée génétiquement, qui présente des anomalies probablement visibles en imagerie médicale. Pour l'école de Cambridge cela se situe dans le cortex frontal. Pour d'autres, c'est du côté de l'amygdale. En tout cas, aujourd'hui, les avocats qui défendent ce type de personnes arrivent à la cour avec, dans leur dossier, des IRM et autres scanners…
Tout cela est très discutable, il y a beaucoup de nuances à apporter. Car soit l'accusé est un grand malade et il ne faut pas le libérer. Voire, si c'est aux États-Unis, il va être condamné à mort, car cela devient un argument pour l'accusation : c'est une bête malfaisante, on l'élimine. N'oublions pas que les États-Unis sont la patrie de l'eugénisme… Souvent les avocats argumentent : ce n'est pas lui, ce sont ses gènes. Comme si on était autre chose que ses gènes !
J'ai ouvert un certain nombre de problèmes. Il y a d'autres choses à dire, dont on pourra discuter si vous avez des questions et si Alain veut bien maintenant me provoquer.

(1) Aromatase : enzyme des ovaires et du placenta qui, via des processus d'oxydation, joue un rôle essentiel pour la fabrication des œstrogènes, dont fait partie l'hormone oestradiol.

BIBLIOGRAPHIE DE J.-D. VINCENT :

Principaux ouvrages :
« *Biologie des passions* », O. Jacob, 1986. Réédité en collection Opus.
« *La Chair et le Diable* », O. Jacob, 1996.
« *Qu'est-ce que l'homme ?* », avec Luc Ferry. O. Jacob. 2000.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 14

INTERLOCUTEUR

Alain TROUSSON

PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE. MEMBRE DU COMITE NATIONAL DES PROGRAMMES.

Jean-Didier, à chaque fois que je t'écoute, je suis émerveillé par tes connaissances et ton talent. Je vois deux problématiques dans ton propos, encore que tu n'es pas, nous le savons, un fanatique du biologisme.
Premier problème : tu as dit que nous étions des vertébrés, ce que je suis prêt à reconnaître, mais tu as parlé à ce propos d'invention de la liberté. Alors, ça, cela me pose problème ! Si je te comprends bien, la liberté serait une faculté sélectionnée par l'évolution, donc un produit de la nature. A mes yeux, c'est une contradiction dans les termes : si l'on fait de la liberté une production de la nature, ça n'est plus la liberté, qui est justement le pouvoir de s'écarter de la
nature. Évidemment, on peut sophistiquer l'argumentation, ce que fait A. Comte-Sponville dans son dialogue avec notre ami Luc Ferry (1), et dire que la liberté est bien un pouvoir de s'écarter de la nature, mais que c'est cette dernière qui produit cet écart.
Évidemment, me rattachant aux traditions humanistes, j'ai tendance à postuler la liberté comme un pouvoir absolu, que nous n'exerçons certes pas 24 heures sur 24, qui n'exclut pas que nous ayons peur, que nous soyons pris dans un environnement, mais c'est un postulat. Sinon, je ne vois pas comment je peux justifier la morale. Le simple fait de distinguer le bien et le mal et de recommander l'un ou l'autre implique l'hypothèse de la liberté. Voilà pourquoi il me gêne d'en faire un produit de l'évolution.
En revanche, ce qui m'intéresse dans ton propos et que j'aimerais que tu développes, c'est ce que tu as dit sur la dopamine et la sérotonine à propos de la violence. Peut-on parler d'inégalités génétiques concernant l'alcoolisme, la drogue, la violence ? A ce moment-là, pour nous qui faisons partie d'une démocratie, qui nous référons aux droits de l'homme, comment va-t-on prendre en charge ces inégalités ? Comment faire face à ce que nous apprend le biologiste là-dessus ?

Jean-Didier Vincent

Les philosophes partent d'un postulat qui est en soi louable mais il est vrai que la biologie les gêne un peu. De même que la mort a toujours gêné les biologistes. Face à quelque chose de génétiquement déterminé, les libertés philosophiques ont peu de prise, même si c'est un peu caricatural. Cela dit, passer à une notion selon laquelle la liberté est conférée par un milieu qui va faire son tri dans ce que nous propose un génome, ça ne change rien au problème. Tu postules cette liberté, mais ce postulat est une création de tes capacités cognitives, c'est-à-dire des possibilités que tu as de t'interroger par rapport à l'autre. C'est quand même le produit de ton cerveau ; tu ne peux pas faire l'impasse sur ce point.
Alors, il ne s'agit pas de parler de déterminisme absolu, mais de dire qu'il y a des formes précablées dans le cerveau. Tu me demandes : est-on inégal devant la génétique ? Bien sûr ! On est inégaux même en matière d'intelligence, on est inégaux sur l'appréhension de la musique, on est inégaux au niveau sensoriel, au niveau des capacités verbales, de nos systèmes désirant, devant l'alcoolisme, devant la société… En revanche, on peut décréter une fois pour toutes que nous postulons une philosophie de la liberté et qu'on s'y tiendra, un point c'est tout ! Pas la peine de chercher à concilier cette philosophie avec la malheureuse biologie.
Face à un serial killer, qu'allez-vous faire ? Lui couper le cou ? Où est la philosophie de la liberté là ? On l'empêche de nuire au nom de la philosophie de la liberté des autres ?

DEBAT

Jean-Pierre Zalta,

GENETICIEN

Ce débat entre scientifiques et philosophes ne date pas d'aujourd'hui. La progression des connaissances n'a rien changé à la nature du débat. Moi j'ai commencé à apprendre cela en philo, au lycée ; même avant, d'ailleurs, en lisant des bouquins. Tout ce que tu as dit est scientifiquement inattaquable. Je veux bien que la liberté soit acquise comme tu le dis, mais il y a un point sous-jacent dont tu n'as pas parlé, qui est le soubassement de tout le système et qui ne peut être appréhendé par les voies scientifiques, ce sont les voies de la conscience. Or c'est un problème fondamental. La liberté n'a de sens que s'il y a conscience.

J.-D. Vincent

Je suis à 100 % d'accord.

Un participant dans le public

Ma question sera extrêmement simple et brutale, et je rebondis sur le propos de mon ami Zalta et de notre collègue philosophe : pour un biologiste généticien, qu'est-ce que l'Hominisation ? Je suis convaincu que cette question implique toutes les autres y compris celle de la liberté.

Une autre participante

J'ai en face de moi un philosophe qui ne défend pas fortement le concept de liberté, ce qui est fort dommage. J'ai lu « La biologie des passions » il y a quelques an-

(1) « La Sagesse des Modernes », André Comte-Sponville, Luc Ferry. Robert Laffont 1998.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 15

nées et j'ai lu les ouvrages de Jean-Pierre Changeux. Je comprends un petit peu la biologie, même si je n'ai pas vos connaissances. Je suis actuellement étudiante en maîtrise de philosophie des sciences au Mirail ; j'ai repris mes études avec conviction, et j'ai un discours à faire passer. Je suis très émue et choquée par l'attitude générale de cette assistance qui à tendance à rire quand on fait une effroyable comparaison entre l'homme et l'animal. Je pensais qu'en 2001, on s'était un petit peu élevé…
Je suis effarée de voir à quel point vous réduisez l'être humain à des réactions hormonales, génétiques. C'est vraiment très grave.

Jean-Didier Vincent
Je ne peux pas laisser dire ça. Ce sont des procès d'intention qui sont quasi staliniens. D'abord, c'est vous qui me ramenez à « La biologie des passions » que j'ai écrit il y a vingt ans. Depuis, je pense avoir changé d'idée sur la question. Je parle plus de passions et je les réserve à l'humain ; j'ai écrit beaucoup de livres pour parler d'une question qui m'interroge constamment : celle de l'hominisation. Et mes relations avec l'animal sont beaucoup plus compliquées que vous ne le prétendez, même si je ne suis pas bouddhiste. Je ne mélange pas sentiment et science, je ne mélange pas philosophie et biologie. Et pour la question de l'être, pour les questions de croyance, je préfère me comporter en théologien qu'en philosophe. On me demande de faire le biologiste, je fais le biologiste. Mon métier, c'est la biologie, je vous raconte l'état actuel des faits scientifiques. Que voulez-vous que je fasse ? Que j'aille bêler pour défendre les animaux ? Ce n'est pas ma tasse de thé.

La même participante
Mais défendre l'homme, oui.

Alain Trousson
Je voudrais réagir par rapport à vos propos, mademoiselle. Certes, on n'est pas obligé d'avoir le sens de l'humour. Mais lorsque la salle a ri à partir de certaines facéties de mon ami Jean-Didier, je ne vois pas ce qu'il y avait de condamnable et en quoi ça remettait en cause la différence entre l'homme et l'animal. Jean-Didier sera d'ailleurs le premier à dire que le rire est le propre de l'homme.
Quant à la défense de la liberté humaine, je pense que vous n'avez pas compris grand-chose à mon propos. Toutes les personnes présentes dans cette salle sont venues, je crois, librement et elles pourraient vous dire que je ne cesse de défendre la liberté et la différence entre l'homme et l'animal. Je pense donc qu'il y a un léger malentendu. Et si vous êtes en maîtrise de philo, je vous conseille de travailler vraiment très sérieusement.

Une participante
Je suis assez autodidacte en matière de biologie. Je suis tout à fait d'accord avec les conclusions de Monsieur Vincent, et je vais lancer une boutade puisqu'on va parler plus tard des Ogm : pourrait-on modifier l'homme génétiquement pour le rendre meilleur ?

Jean-Didier Vincent
Vous venez de prononcer des mots qui sont quand même relativement dangereux, même sur le mode de la plaisanterie. Rendre l'homme meilleur génétiquement, c'est un programme qui s'appelle l'eugénisme. Il y a deux façons de rendre meilleur : il y a la sélection que pratiquaient les premiers eugénistes aux États-Unis, qui interdisaient l'immigration des races nordiques - ça date de 1929 –, qui ont promulgué un décret proposant de stériliser un certain nombre de couples. Les nazis ont beaucoup travaillé dans ce sens…
Et puis il y a, aujourd'hui, la possibilité d'intervenir directement sur le génome. C'est effectivement redoutable. Il y a un hurluberlu (1) qui raconte actuellement qu'il veut cloner l'homme ! Cela ouvre la possibilité de dire et de faire des conneries. Donc votre question n'était ni impertinente, ni oiseuse : elle est l'une des grandes questions de l'homme contemporain et de sa liberté. Et ce n'est pas en bêlant avec les moutons que l'on évitera à la liberté de péricliter comme elle a tendance un peu aujourd'hui. Mais là, c'est aux philosophes de se battre, plus qu'aux biologistes.

Jean-Claude Flamant
Merci à tous deux, Alain Trousson et Jean-Didier Vincent. Pour la deuxième partie, nous avions invité Daniel Baudru, économiste au Laboratoire de Recherches sur l'Économie, les Politiques et les Systèmes Sociaux, à l'Université du Mirail. Il a été nommé tout récemment à Paris et il prenait ses fonctions avant-hier. Il s'est donc excusé de ne pouvoir intervenir. Guy Riba a accepté de préparer une intervention et nous l'en remercions. Ce dernier est membre du collège de direction de la Direction Générale de l'Inra où il est chargé plus spécialement des questions relatives aux plantes et aux produits végétaux. Il va nous présenter le cas de Génoplante, une entreprise controversée à propos de laquelle la Direction générale de l'Inra et les firmes associées engagent une réflexion approfondie. Et ce, aux plans de la stratégie, des financements et de la protection juridique de l'analyse du génome des plantes en vue de leur amélioration. Nous lui avons demandé de plancher sur la stratégie d'organisme de recherche en partenariat avec des firmes dans un contexte de mondialisation.

(1) Il s'agit du médecin italien Sévérino Antinori, qui a annoncé, au début du mois d'août, qu'il était capable de cloner l'être humain, en garantissant à 99 % qu'il ne créerait pas de monstres… C'est ce même médecin qui a permis, en 1994, la grossesse d'une femme de 62 ans.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 16

CONFERENCE

Par Guy RIBA
Directeur scientifique « Plantes et produits du végétal » à l'Inra

« Les enjeux du programme Génoplante dans le contexte mondial »

J'ai trois points communs avec Jean-Didier Vincent : le goût du vin, mon origine sud-ouest et une passion pour la biologie. En revanche, contrairement à lui, je manque de poésie et d'humour. Aussi Mesdames et Messieurs, maintenez à un haut niveau votre taux de sérotonine afin d'éviter la violence.

Avant de présenter Génoplante, j'aimerais reprendre les éléments du contexte. Premier point, qui pèse lourdement sur l'évolution des recherches en biologie depuis quatre ans : la montée en puissance des attentes du citoyen et du consommateur. C'est l'élément le plus nouveau puisqu'il s'agit de répondre à cette demande et non plus seulement de produire. Je rappelle que lorsque l'Inra a été créé, il y a une cinquante d'années, il y avait 4 millions d'agriculteurs et 400 chercheurs. Aujourd'hui, il y a environ 650 000 agriculteurs et 4 000 chercheurs… Vous voyez l'évolution. La production devient un objectif insuffisant, face à la prise en compte de l'environnement d'une part et de la qualité des produits d'autre part.

Le deuxième élément est l'insertion de l'agriculture dans un contexte mondialisé. L'objectif de notre mission n'est pas d'interdire à tel ou tel pôle agricole de se développer, c'est au contraire de promouvoir une agriculture mondiale multipolaire, au sein de laquelle l'Europe est présente et notamment la France, qui a toujours eu une fonction agricole majeure.

Ceci pose problème. Vous avez vu qu'au cours des cinq dernières années, les États-Unis ont dit oui aux aides à l'agriculture en mentionnant qu'elles étaient vouées à disparaître à l'issue de ces cinq ans. Or, cette année, elles ont été à nouveau prolongées pour sept ans et elles sont encore plus importantes que les précédentes. Vous connaissez comme moi la problématique des pays en voie de développement, qui doivent produire plus pour assurer la sécurité alimentaire ; vous connaissez aussi la difficulté que rencontre aujourd'hui l'Europe, compte tenu de la discordance d'analyse entre les différents états membres, du manque de clarification de la Commission et de son manque d'ambition concernant les productions agricoles. Je rappellerai simplement, pour donner un chiffre, qu'aujourd'hui nous sommes à peine à 30 % d'approvisionnement en protéines végétales et que si l'on continue dans la même voie, comme semble l'annoncer le 6e PCRD (1), ce déficit va s'aggraver.

LA BIOLOGIE : UNE NOUVELLE « PAIRE DE LUNETTES »

Troisième élément du contexte : l'évolution sans précédent de la biologie. Jean-Didier en a présenté plusieurs aspects. De mon côté, j'en citerai trois : d'abord, la biologie entre dans l'ère de la grande échelle. Longtemps, la génétique dans les entreprises semencières reposait sur un homme, spécialiste d'une espèce et capable, en se promenant dans un champ, de sélectionner quelques génotypes en observant les plantes. Il faisait cela sur des dizaines de milliers d'individus végétaux et s'il était bon, il faisait la fortune de l'entreprise qui parvenait ainsi, à partir de quelques génotypes, à sélectionner des variétés compétitives.

Aujourd'hui, le métier est bouleversé : on dispose de centaines de milliers de données sur les génomes de ces plantes, qui sont traitées par la bio-informatique et qui permettent de sélectionner les plantes. Il n'y a rien de transgénique là-dedans, c'est simplement une nouvelle « paire de lunettes ». Dans ce changement d'approche de la biologie, je m'inscris tout à fait dans le débat précédent selon lequel la génomique nous permettra d'avoir un regard sur l'ensemble de l'organisation du vivant. Il faut donc en parallèle renforcer les approches systémiques pour avoir une vision de plus en plus intégrée, car ce qu'on aura par les cent mille ou le millier de données ne nous permettra pas, dans un délai à moyen terme, de comprendre le fonctionnement des individus et encore moins le fonctionnement des peuplements. Donc tout en changeant nos lunettes pour mieux regarder le génome, il faut regarder ce qui se passe au niveau global, à l'échelle de la parcelle voire du paysage.

Ensuite, toujours dans les grands bouleversements de la biologie, notons la recomposition du tissu industriel. Bien malin qui peut dire aujourd'hui ce qui adviendra, tant pour les entreprises semencières que les entreprises agroalimentaires. On nous a raconté pendant longtemps qu'il fallait associer la semence au phy-

(1) Le PCRD, Programme Cadre de Recherche et Développement, recouvre l'ensemble des activités communautaires de l'Europe en la matière. Le 5e PCRD couvre la période 1998-2002, avec un budget de 14,96 milliards d'euros sur quatre ans.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 17

tosanitaire pour essayer de faire un package qui serait complété par des services : le progrès génétique serait associé à des produits et à des recommandations. Et puis on a botté cette idée d'un grand coup de pied, en disant que ce qui était à présent structurant, c'étaient les sciences du vivant. Il fallait alors rapprocher la pharmacie et l'agropharmacie. Enfin, depuis deux ans, tout ce système est en train d'exploser car les deux filières, pharmacie et agropharmacie, n'ont pas les mêmes retours sur investissement. Du coup, les actionnaires ont retiré leurs titres. Il y a eu de vastes recompositions et on ignore comment ce système va évoluer.

Enfin, troisième point que je signalerai dans le domaine de la biologie : l'appropriation du vivant, avec ses deux significations. L'une qui consiste à dédier telle caractéristique du vivant à un usage précis ; les demandes du consommateur comme du citoyen vont dans ce sens-là. L'autre, plus dangereuse, qui consiste à capter des ressources génétiques. Sur ce point, il faut être vigilant et tout faire pour que les réglementations et les techniques ne permettent pas d'aller dans ce sens-là.

EMPECHER LA FUITE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

Au vu de toutes ces données, les préoccupations de l'INRA sont complexes. Elles sont le fruit d'assemblages des données les plus avancées dans les divers champs pluridisciplinaires et aux différentes échelles d'organisation du vivant.

De fait, nous avons été obligés de mettre en place des programmes transversaux. Par exemple sur les protéines végétales, sur les « porcheries vertes », sur l'agriculture biologique, sur le réchauffement climatique, ou encore sur des programmes concernant la génomique. Parmi ceux-ci, l'un s'appelle Génoplante. Son ambition consiste à permettre aux agriculteurs français et européens d'accéder aux progrès génétiques, sans être obligatoirement dépendants de sociétés multinationales qui, elles, sont en mesure aujourd'hui de décider de la répartition d'espèces cultivées dans le monde, du fait de leur situation monopolistique. La stratégie de Génoplante se décline selon trois objectifs. Premièrement : se doter des moyens modernes d'accès à la connaissance. Deuxièmement : constituer un pôle d'expertises pour assurer l'indépendance de la recherche publique. Troisièmement : empêcher la fuite de la propriété intellectuelle et se doter des moyens de manager les licences de cette propriété.

Quels sont les moyens de Génoplante ? Le premier d'entre eux réside dans la fédération de tous les acteurs concernés par la génomique végétale. Nous avons été particulièrement échaudés par le précédent programme « bio avenir » qui, finalement, s'est traduit par de l'argent public passé sous le contrôle du privé, pour des applications définies par ce dernier. Les chercheurs ont été traumatisés par ce fait. Il n'est pas question de renouveler ce processus.

Les types d'acteurs fédérés sont de trois grandes catégories d'acteurs : les établissements publics de recherche, dont le CNRS et l'Inra représentent à peu près 60 %, auxquels s'ajoutent le Cirad et l'IRD ; des établissements privés, dont les filières des productions agricoles végétales, notamment Sofiprotéol et Sigma, et des entreprises semencières regroupées soit sous Biogemma, comme Limagrain, soit sous Bioplante. Enfin, troisième partenaire de Génoplante : les ministères de la recherche et de l'agriculture.

Quant aux moyens financiers, Génoplante représente un milliard deux cent mille francs tous les cinq ans, qui se répartissent par tiers pour chaque catégorie de partenaires.

Nous rentrons dans la troisième année de fonctionnement de ce pôle ; les contrats sont tenus, les crédits sont alloués et l'ensemble des partenaires a respecté les règles.

Par ailleurs, la prise en compte des critiques nous a conduits à différencier deux structures, le volet recherche et le volet propriété intellectuelle. Le premier est géré dans le cadre d'un GIS. Les programmes de recherche sont définis par les chercheurs, tant du privé que du public. Le second volet, la propriété intellectuelle qui se traduit principalement par les brevets, est géré par une société à actions simplifiées. Car aujourd'hui, nous sommes contraints de produire des brevets pour éviter que d'autres ne les prennent à notre place. Prenez l'exemple du neem, une légumineuse combustible des pays tropicaux : depuis plusieurs siècles, les populations habitant au pied de ces arbres ont constaté qu'ils avaient des propriétés particulières. Traditionnellement, elles broient les feuilles et utilisent l'écorce à des fins médicales. Or les Indiens ont vécu 18 mois de conflit avec une société américaine qui avait breveté les matières actives de cet arbre et voulait en empêcher l'utilisation.

Il faut donc que l'on soit vigilant. C'est pourquoi l'Inra est opposé au dépôt de brevets qui concernent des génomes entiers, des variétés, des séquences dont on ne sait rien, et nous serons en opposition avec les États-Unis sur ces points. Nous sommes en revanche favorables au dépôt d'un brevet portant sur une séquence dont on connaît la fonction pour une application précise. Enfin, nous devons être vigilants sur la politique de licence que nous accordons à ce brevet et nous devons en rester maître. Ceci fait partie intégrante de la constitution fondatrice de Génoplante : nous avons liberté de donner gratuitement des licences de brevet à des associations qui s'occupent d'agriculture, dont les revenus sont inférieurs à 10 000 $ par an. Pour nos collègues du Cirad et de l'IRD, dont le travail est essentiellement tourné vers les pays en voie de déve-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 18

loppement, promouvoir l'émergence d'une agriculture par les acteurs locaux passe par ces licences gratuites pour avoir accès aux progrès génétiques.
Enfin le dernier moyen dont on se dote pour organiser Génoplante est son organisation à l'échelle européenne, qui n'est pas encore aboutie, car c'est très compliqué. La Commission Européenne, face aux approches de la génomique, manque de clarification dans son discours et d'ambitions. Avec le 6e PCRD, nous sommes en train de revivre les travers du Plan précédent. En clair, la génomique, sauf celle qui a des fins médicales, est pratiquement exclue du 6e plan et nous n'aurons pas plus de crédits. Dans le même temps, les États-Unis ont multiplié par dix leurs budgets…

DIRE NON AUJOURD'HUI, C'EST DIRE NON JUSQU'EN 2025

Les programmes de Génoplante distinguent maintenant le générique et l'appliqué. Le générique peut se décliner dans d'autres espèces, à partir d'espèces modèles comme le riz et l'*Arabidopsis thaliana* (vulgairement, arabette des dames). On se bat notamment pour disposer, à l'échelle mondiale et à l'échelle européenne, d'un plus grand nombre d'espèces modèles, comme le Medicago truncatula, dont Jean Dénarié, ici présent, est un grand spécialiste. Il s'agit d'une luzerne qui devrait nous permettre d'intervenir au niveau des protéines végétales. Les programmes appliqués sont dédiés à des espèces, telles que le maïs, le blé, le colza, le tournesol, le pois et bien d'autres.
Quant aux outils de la génomique, l'enjeu principal réside dans l'informatique. Les ambitions et les applications portent sur deux grands champs : la structure du génome et son fonctionnement. Comprenez bien que l'essentiel des apports de Génoplante réside dans l'élaboration et la production de cartes génomiques très précises, qui nous permettront d'avoir des jalons suffisamment serrés pour améliorer considérablement la connaissance et la sélection des variétés conventionnelles, et pour déterminer les gènes qui ont une fonction précise, pour une application précise.
Quelles sont les frontières de Génoplante et ses exigences en amont ? Il est impératif d'avoir une politique sur nos ressources génétiques afin de préserver ces ressources, ce qui est la fonction première des organismes publics. Il est également nécessaire de caractériser et d'évaluer les risques et les avantages qui résultent des innovations variétales, qu'elles concernent des variétés conventionnelles ou transgéniques. Lorsque vous avez une variété résistante à une maladie par introduction d'un gène, que ce gène ait été introduit par transgénèse ou introduit par croisement ne change rien. Lorsque vous « lâchez » une variété porteuse de ces gènes, elle se diffuse tout de suite dans l'ensemble des sociétés semencières et elle est utilisée partout en France en même temps. En fait, on finance pendant près de 20 ans une dizaine de personnes pour sortir un matériel végétal amélioré qui, en moins de deux ans, peut être oublié parce que, par exemple, la résistance a été contournée. C'est exactement ce que nous sommes en train de vivre aujourd'hui avec le tournesol et avec certaines variétés légumières. Il faut donc que l'on mette en place des programmes qui permettent d'élaborer des méthodes afin de donner des guides pour arriver à gérer ces résistances, et des programmes en amont pour évaluer les risques et les avantages de ces variétés.
Enfin, nous nous préoccupons fortement du débat social, qui a des conséquences économiques : aujourd'hui, en Europe, il n'y a pas d'Ogm parce que le consommateur n'en veut pas. Mais dans le monde, existent déjà 45 millions d'hectares de variétés transgéniques. Pour l'instant, il n'y a pas de grand bouleversement économique qui résulte de cet état de fait, mais qu'en sera-t-il demain ? On ne sait pas. En tout cas, les économistes doivent continuer les recherches pour essayer de mesurer et de suivre précisément ces évolutions.
Par ailleurs, l'une des conséquences du débat social consiste à impliquer les acteurs beaucoup plus en amont. Le consommateur a eu l'impression d'être floué. Ce n'est pas tellement le produit qu'il remet en cause, mais le fait qu'on ait tenté de le mettre en place sans qu'il en soit informé. Et ce concomitamment avec des problèmes autres tels que la vache folle ou le sang contaminé. Du coup, l'existence même des essais sur les variétés transgéniques est remise en cause.
A titre d'illustration, nous nous sommes associés à des sociologues pour mettre au point une méthode qui permette d'aborder ce problème d'implication en amont, pour préciser l'ensemble des enjeux. C'est le cas sur la vigne transgénique. En France, personne n'en veut, surtout pas Jean-Didier. Il n'empêche qu'aujourd'hui, la France est de très loin le pays dans le monde qui utilise le plus de produits phytosanitaires dans les vignes. Au Chili, en Californie, en Australie, les vignerons n'en utilisent pas tout simplement parce qu'ils n'observent pas les maladies que nous, nous devons traiter. Pour vous donner une idée des enjeux, il faut savoir qu'entre le moment où vous avez l'idée de faire un croisement de vignes et le moment où vous buvez le premier verre de vin commercialisé, il se passe exactement 23 ans ! Dire non aujourd'hui, c'est dire non jusqu'en 2025. C'est ce type de questions dont nous devons débattre ensemble pour que l'Inra se positionne en prenant en compte tous ces éléments.
En conclusion, nous croyons en la génomique. Nous pensons que tout le monde en a besoin pour avancer, progresser, que cette ambition doit s'élargir notamment à l'Europe et que ce programme doit en inspirer d'autres, comme celui de la génomique animale, non pas dans le but de créer des animaux transgé-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 19

niques, mais de conduire une meilleure recherche en génétique.
L'environnement social doit permettre de favoriser le débat sur les enjeux, dans une plus grande transparence et dans le respect des acteurs, des opérateurs et des associations.

INTERLOCUTEUR

Gérard FAURE,
CONFEDERATION FRANÇAISE DES SEMENCIERS

Je voudrais simplement apporter quelques éléments de réflexion en tant que représentant de l'industrie semencière.
Je me souviens qu'il y a deux ans, ici même, nous avions eu une grande discussion sur la capacité des scientifiques à communiquer. Je crois que ce matin, entre Monsieur Vincent et Monsieur Riba, nous avons beaucoup progressé.
Deuxième remarque : nous parlons essentiellement du végétal. Or les investissements dans ce domaine sont sans commune mesure avec ceux de la santé, très nettement supérieurs.
Troisième remarque : tous ces nouveaux métiers de la biologie ont introduit une dimension tout à fait inédite, qui est indépendante du territoire. C'est peut-être sa caractéristique première et celle qui pose le plus de questions. Je voudrais ajouter cependant que ces aspects de la biologie ne reflètent qu'une partie du métier de semencier. Car entre cette connaissance du génome ou cette création de gène et le moment où une variété est mise à disposition de l'agriculteur, interviennent beaucoup de métiers qui vivent un bouleversement et pour lesquels on n'a pas encore trouvé de points d'équilibre au niveau des structures, des entreprises.
Depuis trente ans, c'est vrai qu'on a vu beaucoup de sortants et d'entrants dans le domaine des semences…
Enfin pour réagir d'une façon par rapport à tes propos, je ne suis pas vraiment d'accord avec ce côté manichéen qui consiste à dire que la France doit se positionner contre les multinationales. Je crois que la chose est plus complexe et que la délocalisation des recherches amont fait qu'il est difficile de prôner l'un contre l'autre. Nous sommes dans un contexte où il faut déterminer précisément les enjeux qui dépassent les frontières nationales. Mais il faut effectivement une recherche publique forte et qu'elle soit présente dans ces domaines nouveaux de la biologie. En tant que groupement d'entreprises semencières, depuis les plus petites jusqu'aux plus grandes, nous y sommes très favorables.
Je n'aime pas, non plus, le terme d'appropriation : il vaut mieux parler en terme de propriété intellectuelle et de ses limites. En matière de sélection végétale, cette propriété intellectuelle est ancienne ; il y a trois jours, dans une émission de grande écoute, quelqu'un a signalé qu'au XVIIe siècle, la variété de tulipes au Pays-Bas valait le prix d'un château et d'un bateau réunis !

Bernard BRUNET,
MEMBRE DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL REGIONAL
Il me semble qu'au regard des dangers de l'eugénisme sur lequel Jean-Didier Vincent a attiré notre attention à deux reprises, nous affrontons les mêmes problèmes avec la sélection ou la modification génétique. Le danger est le même, bien que la sélection soit un peu mieux acceptée. Je suis néophyte en la matière, mais il me semble qu'il en va de la biodiversité et donc de la préservation des possibles pour l'avenir.
Nous avons beaucoup réfléchi au Cesr, avec Jean-Claude Flamant, sur la prospective. De votre côté, vous avez parlé des 25 ans qui sont nécessaires entre la création d'un nouveau plan et le premier verre de vin qui en sortira. Mais au-delà des 25 ans, ce qui est peut-être en jeu c'est justement le maintien de la biodiversité. Et il me semble qu'on resserre le champ des possibles. Ne pourrait-on pas, parallèlement aux budgets dédiés à la recherche génétique, investir également pour la diversification des espèces ?

François-Gilles LE THEULE,
DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION GENERALE DES PRODUCTEURS DE MAIS (AGPM)
Dans cette région, nous assistons à la recomposition du tissu industriel qu'évoquait M. Riba, et à l'apparition de cette dimension sociétale, d'ailleurs traitée par la mission que dirige aujourd'hui notre ami Flamant. Nous sommes tous interpellés par cette idée d'aller de la cellule végétale au paysage, et nous nous rendons compte que c'est compliqué. Mais doit-on se contenter d'attendre, de regarder, de tenter de passer entre les gouttes en attendant la retraite ou bien peut-on, au contraire, faire quelque chose ?
Moi, j'ai l'impression qu'il y a besoin d'une recomposition, non seulement du tissu industriel, mais aussi du monde économique, des organismes collecteurs, des organismes de recherche et des acteurs politiques. Il y a des communautés de communes, il y a des coopérations régionales, de nouvelles structures se mettent en place et il y a un gigantesque désordre. Bien malin qui va prévoir ce qui va se passer dans tous ces domaines de la recherche, de l'économique et du politique. Comment nous, qui sommes très impliqués dans le Sud-Ouest, pouvons jouer un rôle et essayer de piloter le bateau ? Y a-t-il des marges de manœuvre ? Comment peut-on se structurer pour y voir plus clair ?

Un agriculteur

J'ai été parfois assez scandalisé par certains de vos propos, notamment quand vous estimez qu'il est de votre devoir d'aider le tiers-monde, en leur fournissant du matériel génétique, alors qu'on sait très bien que les obstacles principaux que le tiers-monde rencontre relèvent de problèmes politiques et de répartition de richesses plus que de répartition de production elle-même.

D'autre part, votre discours était un sympathique plaidoyer pour les multinationales de l'agroalimentaire. On sait très bien que les stratégies des multinationales consistent à rechercher le profit maximum et le plus rapide possible, en se servant notamment des progrès de la génomique. Elles foncent là-dessus et vous autres, de la recherche publique, essayez de les aider ? Il faudra m'expliquer pourquoi parce que moi, pauvre paysan, je voudrais que la recherche publique me donne les moyens de travailler dans mon champ au lieu d'être un client captif des multinationales. Ce que l'agriculteur demande pour pratiquer une agriculture vraiment paysanne, c'est que vous lui donniez vraiment le moyen de résoudre son problème sur son terrain, sur son territoire. Et ça, je ne pense pas que le gène puisse y arriver.

On sait très bien que 80 % des Ogm produits par Monsanto sont résistants aux pesticides. En Argentine, depuis quelques années, la vente de Round-Up a été multipliée par deux ou trois.

Si une demande sociale s'exprime à propos d'environnement, c'est tout simplement parce qu'il y a eu des dégâts parfois irréversibles. Il ne s'agit pas d'une opinion un peu passagère, mais de faits réels.

Yves FRANÇOIS,

AGRICULTEUR

J'ai une vision peut être un peu différente de mon collègue. Je viens du département de l'Isère et je suis aussi producteur de semences.

Tout d'abord, je suis un peu rassuré par le discours que vous avez tenu sur Génoplante. Je m'aperçois qu'il y a une évolution qui me paraît intéressante. Moi ce qui m'intéresse au même titre que vous, mais peut être encore plus en amont, c'est que les agriculteurs ont été longtemps des spectateurs et qu'ils peuvent devenir de plus en plus des acteurs, pour participer à la décision et à la façon de fonctionner. Même si les structures agricoles dont je fais partie, que ce soit l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA) ou d'autres syndicats, ne me paraissent pas prêtent, elles-mêmes, à associer les paysans…

Je voulais également insister sur l'opposition entre les objectifs que vous fixez à la recherche publique et la biodiversité. Je suis d'accord avec l'intervenant précédent : il est très important de mettre au moins autant de moyens sur la recherche génomique que sur la biodiversité, vis-à-vis des générations futures. Il se trouve que je suis très sensible à cette histoire de générations futures car, pour la petite histoire, j'habite à côté de Superphénix, générateur bien connu, et je suis bien placé pour voir que les erreurs faites, il y a 25 ans, ont des conséquences aujourd'hui. Cela me laisse perplexe sur la réalité des progrès quand on plonge trop rapidement vers une technologie innovante.

Christian GARNIER,

URBANISTE ET MEMBRE DE FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT :

On a l'impression de découvrir aujourd'hui seulement les questions liées à l'alimentation, à la « mal-bouffe » etc. Franchement, on a vraiment la mémoire courte parce que les histoires de résidus de pesticides dans les années 60, de veaux aux hormones et autres problèmes sont évoqués depuis belle lurette. Si on a effectivement changé dans nos comportements et si un certain nombre d'institutions ont évolué, dont l'Inra, c'est peut-être parce qu'il y a eu des crises, qu'on n'en est pas à la première ni à la dernière ! Voilà pour une simple réflexion.

Ensuite, dans l'exposé que nous avons entendu et qui m'a beaucoup intéressé, j'ai eu l'impression à un moment donné que vous vous cachiez encore un petit peu dans votre bois. Car est-il encore vrai aujourd'hui que l'opinion - pour faire court parce qu'il faudrait disserter un peu pour savoir ce que ça veut dire – n'est pas tant opposée au produit, mais plutôt à la manière de le lancer sur le marché sans concertation ? J'en doute. Je ferais le parallèle avec le nucléaire. Peu importe qu'on soit pour ou contre, ce n'est pas la question, mais on a eu le même discours en la matière : ce n'est pas le nucléaire qui fait peur, c'est la manière dont on le construit. J'ai entendu ça beaucoup pendant une paire de décennies. Ne pensez-vous pas que l'opinion a compris que l'agriculture était aussi une entreprise économique ? Et que, de la même manière que la société a demandé un certain nombre de choses par rapport à l'industrie, elle demande aujourd'hui à l'agriculture, non seulement une information, mais aussi un contrôle. Il y a une crise de confiance. Elle a lieu depuis longtemps contre le privé, c'est pour ça qu'on entend parler de multinationales ici, contre les institutions publiques également. Je me demande si l'opinion ne va pas demander un droit de regard, y compris sur les programmes de recherche de l'Inra.

Marie VELLA,

REPRESENTANTE DE L'UFCS (ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS)

Je connais monsieur Riba, parce que nous avons organisé des débats citoyens Ogm où vous interveniez. A mon avis, les consommateurs se sont vraiment sentis floués par les Ogm dans la mesure où on en consomme depuis des années, sans en avoir jamais été informés. Au

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 21

fur et à mesure que nous nous sommes battus pour avoir un étiquetage de plus en plus précis, nous nous sommes aperçus que certains produits contenaient des Ogm et nous espérons avoir un étiquetage encore plus précis, qui mentionne même les quantités d'Ogm en deçà du seuil de 1 %.

Jean BOYAZOGLU,
PRESIDENT DE LA COMMISSION
« DENOMINATION D'ORIGINE » DE L'UE :

Pour ma part, je suis ravi de voir que l'Inra a un peu changé de point de vue sur ce qui se passe Outre-Atlantique. J'appartenais à ceux qui disaient « faites attention », mais à l'époque nous n'étions pas pris au sérieux. Même chose concernant votre position sur le renforcement de la recherche publique. Je respire. Car on a vu ce qui est arrivé dans d'autres pays, comme les Pays-Bas où un grand organisme de recherche publique s'est complètement écrasé.

Je dis toujours que l'Inra est un éléphant. Grâce à Dieu qu'il existe, cet éléphant, en Europe. Vous me permettrez toutefois d'être en désaccord sur la question du vignoble. Il ne faut pas jouer à l'apprenti sorcier avec les productions traditionnelles et historiques. Quand vous vous référez à ce qui se fait dans le Nouveau Monde, il faut aussi se rappeler que là-bas, ils ont joué la carte des vins variétaux, et non pas une approche historique. Je ne suis pas anti-Ogm mais je me méfie de l'Ogm dans la production traditionnelle, comme je me méfie d'ailleurs des croisements dans ce domaine.

Guy RIBA

Je vais répondre en sept points à ces remarques. Le premier point, qui a été évoqué par deux ou trois personnes, c'est celui de la biodiversité. Effectivement, c'est un des enjeux essentiels, qui doit être pris en compte sous différentes acceptions. La biodiversité a deux acceptions. La première, ce sont les ressources génétiques, le potentiel dont on dispose et que l'on doit absolument préserver. Effectivement, il y a beaucoup de moyens qui ont été mis en place par rapport à cela. Je voudrais évoquer par exemple le Bureau des Ressources Génétiques (BRG) qui existe déjà de longue date mais qui a été réorganisé au cours des dernières années d'une manière efficace. Des réseaux de conservation ont été mis en place ainsi qu'une charte liant les différents responsables de pools de ressources génétiques. Au sein du BRG, un enjeu essentiel et réglementaire existe : celui de parvenir à harmoniser les accords au niveau mondial car par-delà l'océan Atlantique, on n'a pas la même vision des ressources génétiques ni les mêmes exigences réglementaires.

La deuxième acception de la biodiversité consiste à faire en sorte que, dans une région donnée, les cultures produites n'entachent pas la biodiversité environnementale. Je dois le dire, c'est un peu une révolution à l'Inra puisque ce point là ne figurait absolument pas dans les programmes. Or il constitue aujourd'hui le quart des activités du département de génétique et amélioration des plantes. Et comme nous n'avons pas de botanistes à l'Institut, nous traitons ce problème grâce à des associations nouvelles, créées avec des laboratoires universitaires que l'on soutient.

Un deuxième point concerne l'appropriation du vivant. C'est vrai que ce terme est inélégant mais, quand même Gérard, il faut faire attention : tu es bien placé pour savoir qu'autour de la notion de dérivation essentielle, il ne faut pas se leurrer ; il y a quand même une menace de certaines entreprises privées qui tentent de s'approprier tous les génomes, notamment sur le maïs. C'est là que la génomique peut beaucoup nous aider : lorsqu'on aura suffisamment de jalons pour faire la filiation - la phylogénie comme disait Jean-Didier - des différentes variétés, nous devrons parvenir à nous mettre d'accord sur le fait qu'à partir d'un certain seuil, des variétés n'appartiennent plus aux mêmes lots et que tous ne peuvent être détenus par la même société.

Le troisième point concerne les agriculteurs acteurs. Effectivement, comme l'a fait remarquer un participant, les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne sont pas tant conjoncturels que structurels. Et les interrogations qui existent aujourd'hui sur les Ogm porteront demain sur d'autres innovations. Aussi, comment mettre en place un nouveau processus de relations avec la société, de façon à pouvoir traiter ces problèmes, non pas dans le but d'imposer l'innovation, mais bien de traiter a priori les questions qui la concerne ?

Le quatrième point porte sur les pays en voie de développement. Je suis d'accord avec la personne qui l'a évoqué et je ne pensais pas avoir fait l'apologie des multinationales. Je ne pense pas que les pays développés pourront pourvoir à tous les besoins nutritionnels des pays en voie de développement. Inévitablement il y a aura implication des acteurs, des agriculteurs sur place. De même qu'il faudra les doter des moyens d'accès au progrès génétique pour la production de semences et pour les productions in fine. Donc je partage son interrogation et je suis favorable à ce que la recherche publique puisse doter ces agriculteurs de moyens.

Cinquième point : les besoins de contrôle et de vigilance. Oui, c'est incontournable et c'est déjà le cas. Je ne parle pas seulement de la Commission du Génie Biomoléculaire ou de la Commission du Génie Génétique que présidait Jean-Pierre Zalta, mais je parle aussi du Comité de bio-vigilance qui est une organisation pluripartenaires, avec les syndicats agricoles, les représentants écologistes, les consommateurs, des experts, la recherche, etc. L'objectif de ce Comité consiste à analyser les protocoles et les résultats des données qui résultent de l'observation de cultures d'Ogm en France.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 22

Nous avons été parmi ses promoteurs. L'idée était bien de créer un dispositif structurel, car je suis absolument persuadé que l'évaluation des risques doit être pérenne et durable.

Sixième point, le vignoble. Je me suis mal fait comprendre et je partage ce que dit Jean Boyazoglu. Concernant cette culture, il s'agit bien d'avoir quelque chose de très en amont. Aussi, pour la première fois, nous n'avons pas mis sur le terrain les variétés transgéniques résistantes dont nous disposons car nous avons des craintes. Nous tenons à ce que tout le monde s'exprime là dessus.

Pour conclure, mon intervention se situait strictement dans le domaine de la sélection végétale et je ne peux donc pas prendre en compte tous les problèmes soulevés. Quant au débat d'aujourd'hui, je ne voudrais pas qu'on le centre sur la seule problématique des Ogm car on réduirait considérablement notre vision du futur.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 23

CONFERENCE

Par Dominique DESJEUX
PROFESSEUR D'ANTHROPOLOGIE SOCIALE ET CULTURELLE A LA SORBONNE, DIRECTEUR DE LA COLLECTION « SCIENCES SOCIALES ET SOCIETE » AUX PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, DIRECTEUR DE LA REVUE « SOCIETES ET CONSOMMATIONS » EDITEE PAR L'HARMATTAN.

« Quand la génétique nous convie à un autre regard sur nous-mêmes »

En réalité, je vous parlerai d'autre chose que le sujet annoncé, car la génétique ne me conduit à aucun nouveau regard pour moi-même ! En revanche, je me suis demandé à quel autre regard elle me convie sur le monde, ce qui est beaucoup plus intéressant. J'ai sélectionné trois problèmes, et je vais essayer d'être bref, c'est-à-dire que je vais être long mais que je vais faire quand même un effort. Vous savez, quand un politique vous dit « je vais être clair », vous êtes sûr qu'il ne va pas l'être. Moi c'est pareil. C'est un grand classique de la rhétorique.

LA RANGE-ROVER ET LE PLUVIOMETRE

Le premier thème que je traiterai, qui est à la fois le plus concret et le plus abstrait, c'est celui de l'échelle des observations. En tant sociologue et anthropologue, je travaille à la fois en France et dans les pays étrangers, sur des choses très micros et des choses très macros.
Si je me mets dans une posture d'observation, notamment par rapport aux débats que j'écoute depuis ce matin, comment je comprends la réalité des comportements humains ? Evidemment, ce n'est pas dans une logique éthique, qui constitue une deuxième position : celle du jugement de valeurs. Je m'efforce au contraire de mettre entre parenthèses la question éthique, même si je suis convaincu que mes positions en la matière organisent en partie mon regard.
Depuis ce matin, donc, je me rends compte que plusieurs positions sont défendues. Or, pour moi, ces différences s'expliquent par la notion des échelles.
Il y a à peu près six ou sept ans, je faisais l'évaluation d'un point de vue sociologique des travaux de l'Orstom au Niger qui traitaient des problèmes météorologiques et du lien entre agriculture et eau. Nous avons mené des entretiens au Niger, sur un territoire de 10 km², où nous avons eu la chance d'observer des gens qui travaillaient à différentes échelles, mais tous cherchant à avoir une approche globale. Certains travaillaient dans la géologie, à – 400 mètres, d'autres en pédologie, à – 40 cm, d'autres sur les plantes, à la surface du sol, d'autres avec des WAP, des systèmes de recueil d'évapotranspiration à 20 m de hauteur, d'autres en avion à 200 mètres d'altitude, et d'autres avec des satellites à 1 000 ou 2 000 mètres. Toutes ces échelles réunies permettaient d'essayer de comprendre le système de liens entre le sol, la plante, l'eau. Bien évidemment, on ne pouvait pas trouver une cause première à tout ça.
Au passage, il y avait un autre point intéressant, qui m'a beaucoup aidé par la suite à comprendre ce qu'est la précision, qui est toujours relative à un état des connaissances d'une science donnée, à un budget et à un temps donnés. J'ai en effet une position extrêmement relativiste en matière de méthode - je ne suis pas relativiste comme individu, mais je le suis quant à une généralisation totale des résultats. Dans le cas présent, il y avait une histoire assez drôle. Sur place, nous disposions de petits pluviomètres qui avaient à peu près 5 % de marge d'erreur. Pour ramener celle-ci à 2 %, il fallait faire une tournée de plus par semaine pour relever ces appareils, soit quatre fois par semaine au lieu de trois fois. Manque de pot, comme il fallait s'y rendre en Range-Rover, une tournée de plus équivalait à une plus grande consommation de carburant et ça leur « avalait » tout leur budget de fonctionnement de recherches. D'où l'abandon de cet objectif… Cela nous montre à quel point la précision n'existe pas en soi, mais par rapport aux contraintes existantes.
Ce préalable est important pour mieux cerner comment je vais me situer par rapport à nos propos sur la biologie, la génomique, l'agro-industrie, à la philosophie et à notre malheureux néo-kantien qui est ici le seul dans cette salle et qui est notre « bouc hémisphère ».
Car la solution que je propose dans une perspective d'observations, consiste à montrer que si la liberté existe, et que j'appellerai en tant que sociologue une marge de manœuvre, elle dépend de l'échelle d'observation.

L'ECHELLE, LE FLOU ET LE NET

Faisons un schéma très simplifié de la recherche, depuis la macro-sociologie jusqu'à la biologie, la chimie, la physique… Si je suis un macro-sociologue, en terme d'observation, je vais plutôt privilégier des effets déterministes ; je vais créer des liens, par exemple, entre l'appartenance à telle classe sociale, telle génération ou telle culture, et des comportements personnels.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 24

Si je descends à une échelle plus microsociale, qui est la mienne, je vais m'intéresser à l'action entre les acteurs, avec beaucoup plus d'effets de liberté. Puis on peut encore descendre d'un cran avec la psychologie, où je vais focaliser sur le choix, la liberté maximum. Et je vais continuer à descendre, par exemple vers l'inconscient, où là, tout d'un coup, l'effet de liberté diminue. J'arrive enfin à la biologie ou à la génétique, où l'on discerne de moins en moins les marges de manœuvre possibles.

D'où une première conclusion que je tire concernant l'approche de grandes échelles : il n'y a pas de centre de l'observation, il n'y a pas de cause première. Nous sommes tous positionnés, en tant que chercheur, sur une échelle ou sur une autre, et suivant la distance que l'on prend par rapport à notre échelle, suivant la place qu'on occupe sur l'échelle, nous aurons tantôt des approches déterministes, tantôt des approches privilégiant les marges de liberté.

Par ailleurs, suivant la place qu'on occupe ou suivant le type d'échelle pour lequel on opte, un même « objet » observé apparaîtra très net à l'un et très flou à l'autre. Pour moi, qui travaille dans le microsocial, le génome est d'une hyper abstraction ! Je vais même certainement confondre biologie moléculaire et génomique. Qu'est ce que j'accepte ? J'accepte que je sois sur une base, en l'occurrence la micro-sociologie, et que plus je m'éloigne d'elle, plus ça va être flou.

Donc je ne vais pas trancher entre déterminisme et liberté, entre inné ou acquis. Car au même moment, suivant l'ordre d'observation pour lequel j'opte, j'aurai de l'inné, de l'acquis, du déterminisme, de la liberté. Pour moi, la liberté est un continuum mais l'observation, elle, est discontinue. Je ne crois pas qu'on puisse observer de façon continue l'ensemble des systèmes de causalité des phénomènes humains, depuis la macro-sociologie jusqu'à la biologie.

Travaillant à la fois sur le symbolique, le social et le matériel, je peux faire d'autres découpages et là encore, suivant l'échelle d'observation, la dimension symbolique va être très faible ou très forte. Ce matin, j'écoutais ce qui était dit en biologie : la dimension sociale est pratiquement inexistante dans ce qui a été exposé. Peu importe pour moi ! Cela prouve simplement qu'à un moment donné, elle est trop loin ; qu'est-ce qu'un généticien ou un biologique peut dire des classes sociales ? A mon avis, pas grand-chose.

Cette approche me permet à la fois d'être assez sûr de ce que je raconte quand je suis sur mon échelle, et quand les autres ne disent pas comme moi, de ne pas nécessairement proférer que ce sont des cons, même si c'est une hypothèse qu'il faut garder quand même à l'esprit…

SISYPHE ET LE PROGRES

La deuxième question posée est celle du progrès. Il ne s'agit pas d'éliminer cette notion, mais de la poser autrement. L'aborder à travers ce qui a été dit aujourd'hui sur la biologie me paraît extrêmement intéressant. Je travaille beaucoup en ce moment sur la technologie de l'information, les e-commerces, le téléphone mobile etc. Eh bien, on se rend compte qu'à chaque fois qu'on a une nouvelle technologie, on introduit en même temps du positif et du négatif et on se demande si c'est un progrès. Quand j'ai travaillé dans des établissements d'enseignement et de recherche agricoles en Afrique, je rencontrais les mêmes problèmes, concernant l'introduction de la riziculture en ligne à Madagascar, puis l'introduction de maraîchages au Congo, ou celle du téléphone mobile en France. J'observe toujours un même phénomène, qui a été également évoqué ce matin à propos de la vigne : à savoir que le temps de diffusion de l'innovation est extrêmement long. Ou, au contraire, extrêmement court, selon l'échelle d'observations.

Personnellement, je pensais que le téléphone mobile ne marcherait pas - personne n'est parfait - et d'ailleurs je suis toujours extrêmement prudent parce que je m'étais appuyé à l'époque sur des enquêtes montrant que les parents avaient une peur bleue des factures. A quel moment le téléphone mobile s'est développé ? Quand on a sorti les mobi-cartes et les forfaits car cela a levé l'incertitude sur les factures. Mais surtout, nous disposons à présent de calculs sur les temps d'innovation, qui montrent que la vitesse de diffusion du téléphone mobile est à peu près la même que celle qu'a connue la radio dans les années 30…

Donc, résumons : le temps de diffusion de l'innovation est très long et a des effets positifs et négatifs à chaque fois. D'où la question de la notion de progrès. Pierre Teilhard de Chardin (1) écrivait en 1949 : « Comme j'ai eu l'occasion de le dire en maintes occasions, rien n'est plus injuste et plus vain que de protester et de lutter contre le chômage grandissant auquel nous conduit inexorablement la machine. C'est injuste, parce que sans les multiples automatismes qui se chargent de travailler, aucun de nous n'aurait le loisir de créer, d'aimer, de penser. Aucune force physique ou psychique ne paraît capable d'empêcher l'humanité pendant plusieurs millions d'années encore de chercher, d'inventer, de créer en toutes directions ». C'est extrêmement intéressant. Et cela date de 1949 ! C'est-à-dire qu'il y a eu déjà la bombe atomique, la seconde guerre

(1) Pierre Teilhard de Chardin, 1881-1955. Prêtre jésuite, géologue et paléontologue, il a élaboré une mystique autour du concept de la « noosphère », enveloppe pensante autour de la terre. Principaux ouvrages : « Le Phénomène Humain », « L'avenir de l'homme », « La place de l'homme dans la nature ».

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 25

mondiale avec des millions de morts. Eh bien Teilhard de Chardin exprime cet optimisme autour de la notion de progrès, à l'égard de la technique et des innovations…

Aujourd'hui, fait nouveau, les nouvelles technologies ne métabolisent plus automatiquement le positif et le négatif ; elles ne créent plus automatiquement du progrès. A partir de ça, où va-t-on ? D'un côté, j'ai l'impression que l'on va vers la pensée post-moderne, le new-age. C'est-à-dire plus d'histoire, plus d'institutions, plus de plaisir immédiat. Je ne vous cache pas que politiquement, cela me paraît extrêmement dangereux : c'est la position de l'extrême droite, d'une pensée politique qui ne s'affirme pas forcément extrêmement conservatrice ou passéiste, mais qui fonctionne sur un mode esthétique, émotionnel, purement sensible et qui ne prend pas en compte le fait qu'existent des institutions, des rapports de pouvoir, des classes sociales, des enjeux et des intérêts. C'est une espèce de fuite dans l'imaginaire.

De l'autre côté, il y a une remise en cause du progrès parce qu'au fond, il n'est plus possible de penser le progrès aujourd'hui comme quelque chose de linéaire, une vision à très long terme comme chez Teilhard de Chardin, d'un alpha vers un oméga.

Ma position personnelle, complètement subjective, n'est ni post-moderne ni linéaire. Elle serait plus proche de ce que Camus appelait le mythe de Sisyphe [1]. Cette histoire m'a toujours frappé. Je l'ai lue en 64, j'avais 18 ans et j'étais très religieux à l'époque – aujourd'hui, je suis agnostique - j'avais une soif de sens, et j'étais fasciné par l'idée qu'on pouvait monter une pierre qui redescendait et qu'on remontait etc. Pour moi, c'est ça l'idée de progrès. C'est lié à une montée de la démocratie, dont je sais qu'elle sera toujours à remonter, à reconstruire. Il me semble qu'il est possible de penser la notion de progrès non pas en termes d'absolu, non pas en termes de linéaire, non pas en termes de fuite dans le présent et dans l'imaginaire esthétique, mais comme quelque chose qui se construit au fur et à mesure. J'ai beaucoup aimé ce matin l'idée de construction, selon laquelle rien n'est donné a priori même si tout est structuré a priori. C'est là-dedans que se situe éventuellement le progrès mais ce n'est pas un progrès pour tout le monde. Il y en a qui perdent et il y en a qui gagnent.

LIMITES FLOUES, FRONTIERES VIVES

La troisième problématique qui me paraît intéressante, c'est celle des frontières. J'ai noté par exemple une question formulée ce matin : « Où met-on la barre ? ». Doit-on la placer plus haut, plus bas ? On est typiquement sur une question de frontière. Quand on vous traite de manichéen, ou de réductionniste ou d'impressionniste, ce sont des questions de frontière. Moi qui suis un sociologue qualitatif, je suis régulièrement traité d'impressionniste par un sociologue quantitatif et si je suis de mauvaise foi, je vais le traiter à mon tour de réductionniste. Ce qui est complètement idiot. C'est une façon de ne pas tenir compte des positions et des argumentaires de l'autre. Tous ces mots, manichéen, réductionniste ou impressionniste, sont en réalité des façons de repositionner le débat mais en soi, on est forcément manichéen, réductionniste, impressionniste. Pour résumer tous les débats que nous avons eus, ce qu'on appelle les frontières c'est ce qu'on catégorise. On a tous des catégories dans la tête, et bien évidemment, nous ne sommes d'accord entre nous sur ces catégories. J'emploie un concept dans une publication qui s'appelle « limites floues, frontières vives » [2]. Pour moi, cela résume toute la vie sociale, toutes les tensions et les conflits, toutes les limites. La bataille se fait toujours sur les frontières. Elle ne se fait pas là où c'est bien stable. Pour revenir à la biologie, vous disiez qu'elle était à présent à une macro échelle : on change de frontière. Et c'est là qu'est la bataille, avec un effet pervers selon moi, qui serait de croire que nous sommes les premiers, les seuls, les plus malheureux à avoir franchi les frontières nouvelles : l'histoire des pesticides, du veau aux hormones, des Ogm… Mais ce n'est pas nouveau. A travers les innovations technologiques, on passe notre temps à passer les frontières, à lutter pour ou contre ces dernières. Je ne suis pas du tout écolo mais je trouve normal que les écolos se battent pour défendre des choses, car s'il n'y a pas de batailles, il n'y a pas de construction. C'est là qu'on a, malgré tout, un peu de liberté. Si on ne se bat pas autour de ces frontières, il ne se passe rien et on tombe sous la loi du plus fort. Pour moi, les conflits sont sains, c'est le principe de la démocratie.

Toujours est-il qu'à un moment donné, ces frontières sont floues. Plusieurs exemples : des débats ont eu lieu

(1) Sisyphe, roi légendaire de Corinthe, condamné par les dieux à rouler éternellement, sur la pente d'une montagne, un rocher qui ne cesse de retomber. En 1942, A. Camus publie « Le Mythe de Sisyphe », qui illustre, selon l'auteur, la condition humaine.

(2) « Limites floues, frontières vives. Des variations culturelles en France et en Europe », sous la direction de C. Bromberger et A. Morel. Les Cahiers d'Ethonologie de la France, n° 17, mars 2001.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 26

à la Renaissance, au moment où l'on a pratiqué les premières dissections, qui étaient interdites par l'Église. J'imagine qu'on a dû annoncer des horreurs à venir si l'on disséquait malgré tout. A côté, la génomique, ce sont des clopinettes.

Le même débat a eu lieu avec Galilée. Je ne justifie ni la dissection, ni la génomique, je justifie simplement le fait qu'il y ait tension et conflit au passage d'une frontière, que les deux positions sont légitimes et qu'on ne saura qu'avec l'histoire, grâce à des luttes, des accords ou des partenariats, qui a tort ou qui a raison.

Autre exemple : le chemin de fer. On a proféré des horreurs à ce sujet. Cela allait notamment empêcher la communication parce qu'avec la diligence, on avait le temps de discuter. Manque de pot, d'autres textes plus anciens attaquent la diligence ! Car celle-ci remplaçait le cheval et la marche à pied et qu'elle allait donc ramollir notre société.

Troisième type d'exemple : au Congo, j'ai travaillé dans des sociétés matrilinéaires, où la filiation passe donc par les femmes et non par les hommes. Et puis, dans les 60, les Européens sont arrivés avec leur système bi-linéaire, où la filiation passe donc par le père et la mère et cela a posé un problème plutôt marrant : les fonctionnaires congolais touchent des salaires et des allocations familiales. Mais à qui vont les allocations familiales ? Car dans la mesure où ce sont des hommes, leur vraie famille n'est pas constituée par leurs enfants, mais par leurs neveux ! Ce qui créait systématiquement un conflit. Vous voyez bien, là, le passage de frontière. Je ne connais pas de société sans frontières, sans divisions d'étages entre les hommes et les femmes, mais il n'est écrit nulle part que les hommes sont à la cuisine et les femmes au bricolage ou l'inverse si vous préférez. Donc je ne défends pas du tout la place des frontières. Je dis simplement qu'on ne peut pas échapper à ces dernières ni aux batailles et que c'est ce qui nous fait progresser. C'est pourquoi je crois au progrès limité dans un temps limité.

Merci infiniment.

BIBLIOGRAPHIE DE D. DESJEUX :

Principaux ouvrages :

« *Quand les Français déménagent. Circulaiton des objets domestiques et rituels de mobilité dans la vie quotidienne en France* ». Dominique Desjeux, Anne Monjaret et Sophie Taponier. PUF. 1998

« *Les territoires de la mobilité* », Michel Bonnet, D. Desjeux. PUF. 2000

« *Objet banal, objet social. Les objets quotidiens comme révélateurs des relations sociales* ». Isabelle Garabuau-Moussaoui, D. Desjeux. L'Harmattan. 2000.

« *Le sens de l'autre* », D. Desjeux, Sophie Taponier. L'Harmattan. 1991.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 27

SEANCE DE L'APRES-MIDI
CONFERENCE

Patrick CHAMPAGNE,
SOCIOLOGUE INRA, CENTRE DE SOCIOLOGIE DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE
A LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME.
AUTEUR DE L'OUVRAGE FAIRE L'OPINION. LE NOUVEAU JEU POLITIQUE,
PARIS, EDITIONS DE MINUIT, 1989.

« Effets médiatiques : réflexions sur l'éthique des médias »

Depuis une vingtaine d'années, le thème des « dérives » des médias est devenu un thème récurrent de colloques et de débats. L'expression laisse entendre qu'il y aurait une manière « non dérivée » de faire du journalisme. Or, je voudrais montrer que ces fameuses dérives font partie intégrante du fonctionnement même du journalisme tel qu'il est structuré aujourd'hui. Ces réflexions actuelles et insistantes sur les médias doivent être considérées comme un indice des transformations profondes qui travaillent le monde journalistique. Je vais essayer de ne pas trop rester dans les généralités, d'autant qu'un certain nombre de choses sont aujourd'hui bien connues – tels les faux scoops, la recherche du sensationnel, etc. - parce que notamment les médias font de plus en plus d'émissions ou de reportages sur les médias… Je voudrais donc centrer mon propos sur un secteur seulement du journalisme, mais qui nous intéresse plus particulièrement, à savoir l'évolution du journalisme scientifique depuis une quarantaine d'années.

Les scientifiques se plaignent aujourd'hui fortement de la manière dont certains de leurs travaux sont médiatisés. On peut mettre en relation ce constat avec des changements relativement importants qui sont en train de se produire dans la carrière des journalistes scientifiques. Pour résumer brièvement ces transformations, je dirais de manière un peu schématique que l'on est passé d'un type de journalisme un peu à part qui était fait par des gens qui aimaient la science, qui avait envie de faire partager leur passion, qui devait souvent lutter dans les rédactions pour imposer leurs articles, à un journalisme ordinaire qui traite désormais de la science comme de n'importe quel autre domaine, sans souci particulier de vulgarisation, qui recherche comme ailleurs des scoops, des scandales, des informations sensationnelles, etc. Autrement dit, on est passé de la médiatisation de « La Science » à une information scientifique banale, qui obéit aux lois ordinaires de la production de l'information. La science et la médecine ne sont plus l'objet d'un traitement à part, on pourrait même dire d'un traitement « de faveur ».

LE MILITANTISME DES JOURNALISTES SCIENTIFIQUES DES ANNEES 50

Le journalisme scientifique, qui est apparu dans la presse quotidienne dans les années 50 et qui est donc, dans l'histoire du journalisme, une spécialité relativement récente, était en effet un journalisme à part qui avait créé ses propres associations professionnelles. Ces journalistes voulaient « servir » la science et diffuser ses valeurs. Ils voulaient réconcilier la population avec la culture scientifique et avaient un état d'esprit que l'on peut dire « militant ». Il y a là un processus très général qu'on a pu observer dans d'autres domaines du journalisme : ceux qui créent des nouvelles rubriques sont presque toujours des militants qui veulent faire changer les choses et qui utilisent la presse et son pouvoir de diffusion à cette fin. Ce fut également le cas, par exemple, dans ces années 50 et 60, des journalistes économiques ou sociaux qui se proposaient de faire connaître à leurs lecteurs le monde de l'économie. Les journalistes qui couvraient le secteur social étaient de même des gens très fortement impliqués dans le syndicalisme.

Les journalistes scientifiques insistaient sur la spécificité de la science, sur le respect que la presse devait avoir pour les chercheurs – on mettait en avant de grandes personnalités – et qui justifiait à leurs yeux le traitement journalistique à part de ce domaine. Il y avait la volonté de faire échapper la rubrique scientifique au mode de traitement habituel de l'univers journalistique. On ne recherchait pas le scoop à tout prix mais surtout à donner une information sérieuse et pédagogique. Car, dans ces années 50 et 60, la science se complexifiant, tendait de plus en plus à être coupée du lecteur moyen, ce qui supposait donc un effort particulier de mise à niveau que les journalistes scientifiques pensaient avoir vocation à faire. D'où leur préférence pour les chroniques régulières parce qu'elles permettaient de donner continuité et cohérence à la transmission d'une culture scientifique minimum auprès des lecteurs.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 28

Ces journalistes qui sont aujourd'hui perçus comme des journalistes « à l'ancienne » expliquaient également que la vie scientifique est régie par un tempo long qui n'est pas celui des médias : les découvertes ne sont que progressivement confirmées et de plus il peut exister des délais importants entre une découverte et ses applications pratiques. Ce rythme s'accommode mal du tempo rapide et ponctuel des médias.

Ces journalistes spécialisés étaient respectueux des autorités savantes. (Peut-être est-il utile que de préciser ici, pour éviter les malentendus fréquents dont la sociologie est l'objet, que mon propos n'est pas de glorifier ou de critiquer le journalisme d'hier mais seulement de montrer qu'il existe deux modes de régulation de l'activité journalistique qui ont chacun leur logique propre qu'il faut prendre en compte pour essayer de comprendre ce qui se passe aujourd'hui). Donc ces journalistes étaient en général très respectueux des autorités scientifiques, ce qui veut dire notamment qu'ils ne décidaient pas qui, dans le monde savant, devait être interviewé, et qu'ils se sentaient encore moins autorisés à intervenir dans la vie et les controverses scientifiques. Ils n'en étaient que des porte-paroles. Or, il y a précisément sur ce point des changements récents puisque un certain nombre de débats scientifiques sont devenus des débats médiatiques et médiatisés, les conflits entre chercheurs, qui sont naturels dans l'univers de la science mais se règlent entre savants selon des procédures spécifiques, sortent maintenant dans la presse où ils trouvent des journalistes prêts, souvent en toute incompétence, à prendre partie pour tel ou tel chercheur, les conflits entre scientifiques se retraduisant alors en conflits entre journalistes…

Autrefois, les scientifiques n'étaient pas très « chauds » pour être médiatisés et ce, pour des raisons diverses. D'abord parce que la médiatisation produit des effets de notoriété qui risquent d'être décalés par rapport aux consécrations internes au milieu scientifique. En quelques émissions de radio ou de télévision, vous pouvez devenir une gloire pour les journalistes, d'autant plus qu'ils n'ont pas toujours les moyens de distinguer les fausses valeurs des vraies et qu'ils ont intérêt à penser que la personne qu'ils mettent en avant est un génie reconnu, ou méconnu si le monde savant ne semble pas lui accorder grand crédit. Le monde scientifique se méfiait particulièrement des médias de grande diffusion et ne souhaitait pas qu'il intervienne directement dans le fonctionnement de l'univers scientifique. Il n'y avait qu'une communication minimale vers le grand public, et encore était-elle assurée par les gloires reconnues par le milieu scientifique lui-même, celui-ci veillant de manière jalouse à ce que de jeunes scientifiques ambitieux n'aillent pas se montrer de manière inconsidérée dans les médias pour faire avancer leur carrière. Et lorsque c'était le cas, cela retardait les carrières au lieu de les accélérer. Il y avait donc une sorte de régulation interne relativement stricte. Seules quelques personnalités scientifiques un peu en marge du monde de la recherche et sachant communiquer passaient dans les médias à grande diffusion et représentaient « La Science » ou « le Grand Savant » pour le grand public non sans quelques réticences dans la communauté des chercheurs. Il en fut ainsi d'Alain Bombard, Jean-Yves Cousteau, Paul-Émile Victor, Haroun Tazieff, etc. qui sont restés longtemps des figures emblématiques du stéréotype du grand scientifique. Il était alors impensable que des conflits comme celui des cancers de La Hague, du nuage de Tchernobyl, du sang contaminé, etc. soient médiatisés de manière polémique. C'est qu'il ne venait pas à l'idée d'un journaliste scientifique de médiatiser de tels débats, jugés très techniques et très complexes et qui étaient censés être de la compétence exclusive du monde de la science. Et il venait encore moins à l'idée d'un scientifique de venir régler ses problèmes scientifiques devant les médias. Alors qu'est-ce qui a changé pour comprendre qu'il en soit, en partie, ainsi désormais ?

LES INFOS « CLIPS »

Les choses se sont faites graduellement mais il est clair que mai 1968 a constitué un moment important dans le basculement du traitement de l'information scientifique dans les grands médias généralistes. A partir de cette date, la médiatisation de la science, qui passait obligatoirement par les autorités responsables, va progressivement leur échapper du fait de l'humeur anti-institutionnelle et anti-hiérarchique qui s'est développée à partir de cette époque. Cette ambiance va favoriser des contacts entre de jeunes journalistes, parfois issus du milieu scientifique, et de jeunes chercheurs qui manifestaient une certaine autonomie par rapport à leurs aînés. Bien évidemment, ces nouvelles connexions qui s'instaurent dans les années 60-70 vont être déplorées à la fois par les autorités établies de la science et par certains journalistes « à l'ancienne » qui commencent à dénoncer les fameuses « dérives » : celles de la marchandisation de l'information, du poids croissant de l'actualité (« l'actu ») au détriment de l'information continue et des articles de fond, de l'urgence qui conduit à travailler superficiellement et à multiplier erreurs et approximations, du traitement anecdotique des sujets, etc. Ils supportent mal la pression des rédactions en chef qui poussent à inventer des scoops, souvent artificiels dans le domaine scientifique, à rechercher le sensationnel et à attiser une concurrence exacerbée entre journalistes. Bref, s'opère progressivement une transformation de la fabrication même de l'information qui conduit souvent à une recherche dérisoire de l'exclusivité ou, à l'inverse, pousse au « suivisme » qui conduit à traiter certains sujets uniquement parce que les autres

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 29

médias en parlent et cela indépendamment de l'intérêt intrinsèque du sujet. De même, ils constatent avec inquiétude le poids de la télévision, qui tend à imposer à tous les médias ses propres formats, ses propres contraintes, ses infos « clip », ses séquences brèves, ses interviews réduites à quelques phrases décontextualisées, son « auto zapping » pour retenir le public devant la chaîne, etc.

A cela s'ajoute la généralisation dans la presse de ce que les journalistes eux-mêmes ont appelé le « syndrome Watergate », en référence à l'affaire du même nom. (Pour mémoire, en 1972, deux journalistes du Washington Post avaient mis au jour l'implication de Richard Nixon, alors au pouvoir, dans l'affaire des écoutes illégales du siège du parti démocrate. Richard Nixon fut contraint à démissionner et la presse américaine fut ainsi confortée dans l'idée qu'elle constitue un « quatrième pouvoir ».) Cette affaire célèbre « travaille » les jeunes journalistes qui rêvent de « se payer » un ministre pour se faire connaître et pour booster leur carrière. Il y a des journalistes qui essayent d'avoir dans leur « tableau de chasse » des personnalités importantes et cela d'autant plus que s'ils parviennent « à lever un scandale », ils peuvent devenir assez rapidement rédacteur en chef. Certains journalistes le sont d'ailleurs devenus pour moins que ça. Il y a l'exemple bien connu de ce journaliste de France 2 qui, en 95, lors de l'élection présidentielle, avait suivi en continu pendant 20 minutes la voiture présidentielle, fenêtre ouverte, J. Chirac, ne disant rien, se bornant seulement à faire des sourires. Du point de vue de l'information, le contenu de cette séquence est proche du zéro absolu, mais France 2, en terme d'audience, avait battu TF1. La rédaction avait sablé le champagne le soir même pour cette seule raison, fière comme ils disent « d'avoir niqué TF1 ». A cela s'est ajouté le fait que la séquence en question a été achetée par des télévisions étrangères, ce qui renforçait l'idée qu'ils avaient été « très bons » et que la séquence était géniale. Quant au journaliste qui était sur la moto et qui tendait en vain son micro vers l'élu, il a pris pour cet exploit journalistique des galons et est devenu rapidement rédacteur en chef. Ce qui a fait dire à un autre journaliste de la rédaction, dans un jeu de mots qui montre que cette vision de l'information n'est pas partagée par tous les journalistes de télévision, que l'auteur de cet exploit journalistico-sportif était un « moto-didacte ».

DENONCER PLUTOT QU'ENONCER

Pour revenir au syndrome Watergate, découvrir un scandale quand les enjeux pour un jeune journaliste sont aussi importants en terme de carrière peut conduire à inventer des scandales, à en voir là où il n'y en a pas. Et cela, le plus souvent, en toute bonne foi. Il y a maintenant une logique dominante qui conduit à faire de l'information avec des révélations, des fuites, des informations exclusives. On est dans une logique de dénonciation plus que dans une logique de l'énonciation. Et cela a également atteint le journalisme scientifique. Dans ce contexte, l'inquiétude des journalistes à l'ancienne est loin d'être partagée par les jeunes journalistes. Bien au contraire, elle dessine en creux le portrait d'une nouvelle manière de concevoir le métier de journaliste, qui est fortement présente au sein des nouvelles générations, dont le profil sociologique a changé. Ces nouveaux journalistes sont le plus souvent passés par Sciences Po ou par une école de journalisme ; nombre d'entre eux couvrent la rubrique scientifique sans en avoir les connaissances ou le goût mais seulement comme une étape dans leur carrière : le marché étant très saturé, les rubriques les plus « nobles », les plus prestigieuses - politique, économique – sont inaccessibles. Alors, certes, ce n'est avec le journalisme scientifique qu'on fait les premières pages mais ce secteur est encore un peu ouvert. On s'y engage donc faute de mieux, en attendant d'aller ailleurs. Et ils deviennent journalistes « scientifiques » sans considérer que la science est un domaine à part qui mérite un traitement spécifique. Ils se sentent journalistes d'abord. C'est pourquoi ils ne pensent pas faire toute leur carrière dans ce type de créneau journalistique. Il y a là un phénomène très général qu'on retrouve dans d'autres spécialités du journalisme, par exemple dans le journalisme sportif.

Pour ces jeunes journalistes, la seule compétence indispensable à leurs yeux et aussi à ceux des rédactions en chef qui les embauchent, consiste à savoir faire des articles qui seront lus. Ils se veulent même les agents actifs d'une sorte de normalisation du traitement médiatique de la science et ils jugent par exemple que leurs aînés sont trop complaisants à l'égard des autorités scientifiques. Ils préfèrent avoir une approche plus critique. Du coup, ils portent une attention particulière à l'information « qui dérange », « qui fait débat ». Ils se disent : « Si je fais un entretien avec un grand scientifique, il va m'expliquer ses recherches, et je vais être sa porte micro. A la limite, il faudra que je lui fasse relire mon papier pour voir si je n'ai pas écrit des âneries, et finalement, j'aurais bien servi la science mais je ne me serais pas servi moi, en tant que journaliste ». En revanche, s'il choisit une information qui fait débat, il interroge les « pour » et les « contre » et il n'a pas à faire relire son article par ceux qu'il a interviewés, car ni les uns ni les autres ne seront satisfaits, ce qui veut dire, pour un journaliste, que son article est « objectif ». Et c'est beaucoup plus valorisant pour le journaliste qui pense médiatiser un problème de société, sans parti pris, en donnant la parole à tous. Mais cela conduit parfois à fabriquer de faux débats, à faire intervenir directement les journalistes dans la vie scientifique, certains d'entre eux se percevant même comme une

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 30

instance d'appel supérieure au monde savant comme on l'a vu, par exemple dans l'affaire dite de « la mémoire de l'eau ». Bien que Jacques Benvéniste ait été sévèrement critiqué par ses pairs, cette affaire a donné lieu à de nombreux articles soutenant le scientifique dans Le Monde, celui-ci prenant la défense du chercheur contesté. Des scientifiques ont écrit au quotidien pour dire qu'ils étaient scandalisés par le traitement que ce quotidien faisait de cette affaire, considérée comme réglée dans la communauté scientifique.

Cette lente évolution que je viens de retracer grossièrement permet toutefois de comprendre un certain nombre de choses dans le traitement journalistique actuel de problèmes scientifiques comme ceux qui portent, par exemple, sur le nucléaire ou sur les OGM. Je ne dis pas que la situation est aujourd'hui meilleure ou moins bien que par le passé, mais que c'est un signe d'une transformation profonde qu'il faut savoir interpréter non seulement en tant que citoyen, mais aussi en tant que scientifique pour comprendre ce qui est en train de se passer et savoir comment réagir.

LE PARADOXE DE LA COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE

Mais je serais incomplet si je n'évoquais pas rapidement les transformations qui parallèlement, ont également touché un milieu scientifique lui-même, pris depuis longtemps dans une contradiction : la science se constitue contre l'opinion commune et essaie d'établir des vérités contre le sens commun mais celle-ci a malgré tout besoin du soutien de ce qu'on appelle « l'opinion publique » pour exister, pour se développer, pour bénéficier de financements qui sont très majoritairement publics et sont donc décidés par les politiques, donc indirectement par les citoyens. La science est une activité de service public qui dépend des politiques menées par les gouvernants et soutenues par les élus. La science doit rendre des comptes, doit se justifier d'exister en montrant, par exemple, qu'elle s'intéresse aux problèmes des gens (lutte contre les maladies, amélioration du bien être, etc.). Les scientifiques très médiatiques l'ont très bien compris. Ils savent que, pour avoir des fonds, il faut convaincre la population, faire de grands coups médiatiques afin que l'opinion publique soutienne les savants, les chercheurs. Pasteur l'avait compris en son temps qui a agi en ce sens. Or, l'attitude de l'opinion à l'égard de la science oscille, depuis le XIXe siècle, entre deux attitudes opposées : d'un côté, elle participe dans ce credo dans la science en tant que source de progrès, mais de l'autre, il y a la crainte des dégâts de la science, et même de savants fous qui peuvent déclencher des catastrophes, ce qui renvoie au mythe de Faust. L'acceptation de la science ne va donc pas de soi. Il faut convaincre l'opinion que la science doit être soutenue parce qu'elle est bénéfique.

A cela s'ajoute le fait que le fonctionnement même du monde scientifique, et notamment de la recherche publique, a profondément changé depuis une trentaine d'années. La recherche publique est fortement concurrencée par la recherche privée et, depuis la fin de la guerre froide, les gouvernants ont fortement diminué les crédits en faveur de la science fondamentale (la menace de guerre s'est éloignée), ce qui oblige désormais les scientifiques à chercher ailleurs des sources de financement et donc les amène à se tourner vers le grand public, celui de la télévision. Depuis une vingtaine d'années, tous les grands organismes de recherche publics (INRA, INSERM, CNRS, etc.) se sont dotés de services de communication parce qu'il faut faire de la communication, valoriser auprès des médias les travaux scientifiques menés par ces organismes. Il y a même, dit-on, des scientifiques qui, au moment où se décide le renouvellement des crédits pour les laboratoires, prennent contact avec certains de leurs amis journalistes pour que des articles flatteurs soient publiés, même s'il n'est pas sûr que l'effet positif recherché soit au rendez-vous. Donc un changement fort s'est également opéré chez les scientifiques qui portent désormais un regard plus accueillant à l'égard des médias surtout depuis la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide.

L'EFFET « LOFT STORY »

Un troisième type de changement doit également être pris en compte. C'est celui qui touche à la hiérarchie entre les médias et à leur impact. On le voit avec ce qu'on peut appeler l'effet « Loft Story » : il existe de nouveaux rapports aujourd'hui entre la télévision et la presse écrite. Avec le développement des médias audiovisuels, l'information a mis si l'on peut dire un « turbo » ou si l'on veut un accélérateur et un amplificateur. Elle a un impact qu'aucun journal ne peut atteindre car elle touche la quasi totalité du public alors que la presse écrite ne touche que des publics plus restreints et segmentés. Avant la télévision, les grands journaux populaires tiraient à un ou deux million d'exemplaires, ce qui est considérable mais c'est peu comparé aux 20 ou 30 millions de personnes qui regardent les journaux télévisés… Et comme ils se ressemblent tous, on peut dire que les téléspectateurs voient quasiment le même journal télévisé quelle que soit la chaîne qu'ils regardent.

Non seulement la diffusion est massive mais il y a aussi les effets spécifiques de l'image. Faire un article dans la presse écrite sur la maladie de la vache folle n'a rien à voir avec un reportage diffusé à l'heure du repas, montrant des vaches malades, conduites à l'abattoir… Ce

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 31

spectacle télévisé, ressassé tous les soirs, a rendu plus d'un téléspectateur végétarien alors que cette épidémie n'a fait en France, en 5 ans que 3 ou 4 victimes avérées ! De même, dans l'affaire du sang contaminé, la vidéo des époux Gaudin, qui ont filmé jour après jour leur fils atteint du SIDA en train de mourir, a fortement contribué à installer une certaine perception de cette affaire, telle que toutes les discussions rationnelles et scientifiques ne pouvaient pas faire le poids, ce que le très médiatique ministre de la santé de l'époque, Bernard Kouchner, qui avait été invité par la rédaction d'« Envoyé Spécial » à regarder et à commenter ce film, avait parfaitement compris, celui-ci se bornant à demander pardon aux victimes et renonçant à expliquer ce qu'était l'état des connaissances sur le sujet en 1985, ce qu'on savait, ce qu'on savait pas, etc.

Outre l'impact des images, il ne faut pas non plus négliger l'impact de la radio qui, heure par heure, diffuse et répète les mêmes informations dans les flashs plusieurs fois par heure. Il y a quelque temps, j'ai interrogé des personnes qui avaient été mises en examen et qui me disaient qu'à force d'entendre toutes les heures leur mise en examen ils finissaient par croire en leur culpabilité et se sentaient quasiment condamnées à la fin de la journée !

Les médias audiovisuels imposent à l'ensemble de la presse écrite le traitement qu'ils ont adopté bien qu'ils ne soient que des médias de reprises qui fabriquent l'information à partir de la presse écrite. Mais ils opèrent une sélection et instaurent leur propre hiérarchie de l'information qui s'impose après à la presse écrite. Ainsi, *Le Monde* a fait trois fois sa Une sur *Loft Story*, ce qui n'a d'ailleurs pas échappé à un certain nombre de lecteurs qui ont écrit leur indignation au médiateur du journal. Cette émission méritait-elle ce traitement en tant qu'information ? quelle que soit la réponse à cette question, cela montre en tout cas l'influence de la télévision sur un quotidien qui se présente comme un journal de référence. Autre exemple tiré d'une conférence de rédaction de *Charlie Hebdo*, journal décalé, marginal, qui se veut libre et dérangeant. Dans la conférence de rédaction qui a lieu chaque semaine, il est décidé de ce que le journal mettra en première page, page importante pour l'hebdomadaire car elle sert d'accroche au public et pèse sur les ventes. Dans cette conférence de rédaction, le rédacteur en chef lance généralement la discussion en demandant quel a été le programme de la télé de la semaine. Lors de l'émission *Loft Story*, il y a eu des résistances de la part de certains journalistes. Ils n'ont pas pu cependant ne pas en parler et ont proposé de faire des articles critiques sur le phénomène, sur la pression qu'exerce cette « télé réalité », etc. Mais comme le dira l'un des rédacteurs, en fait *Charlie Hebdo* ne pouvait pas ne pas parler de Loft Story, même à sa manière. Tout simplement parce que leurs lecteurs avaient cette émission dans la tête et n'auraient pas compris pas que leur journal n'en parle pas. La télévision conduit ainsi à imposer les sujets de conversation, de ce dont il convient de parler.

On voit donc qu'il ne faudrait pas croire que les journalistes font ce qu'ils veulent et que, par exemple, ils peuvent fabriquer des scandales sur n'importe quoi. Ils sont sous la contrainte de leur public. S'ils optent pour tel ou tel sujet, tel ou tel mode de traitement, c'est parce que « ça marche » auprès de leur public. Et si ça marche, c'est qu'il se passe des choses dans le monde social lui-même. Toutes les transformations journalistiques que j'ai évoquées ne sont possibles que parce que d'autres mutations plus globales sont en résonance, que les journalistes ne font que reprendre cela dans leur tout petit milieu professionnel. Parmi les facteurs de mutation sociale, il y a notamment l'accroissement continu de la scolarisation dans nos pays qui contribue à engendrer des perceptions différentes de l'avenir, du rapport à la mort, à la santé.

ON A LA MORALE DE SES INTERETS

Pour conclure, il me semble que les analyses que je propose montrent qu'on ne peut pas régler le problème par une réponse en terme d'éthique, en disant par exemple aux journalistes que ce qu'ils font n'est pas sérieux, que « ce n'est pas bien parce que ce n'est pas moral ». Car très souvent, le discours moral s'aligne progressivement sur les pratiques, les individus ayant naturellement la morale de leurs intérêts. Je veux dire par là qu'aujourd'hui, les jeunes journalistes qui dénoncent les scandales et même les fabriquent ont tout à fait le sentiment de faire un travail moral et démocratique. Et ceux qui transgressent la déontologie professionnelle telle qu'elle s'est constituée par le passé le savent : simplement ils obéissent à des pressions beaucoup plus fortes, dont celles de l'argent, celui par exemple que l'on peut gagner en un seul scoop qui marche. Le fonctionnement des médias qui sont aussi des entreprises économiques les conduit à revisiter ce qu'ils considèrent comme « moral ». La seule barrière éthique ne résiste pas aux sommes colossales que certains médias audiovisuels peuvent gagner en faisant par exemple des programmes de « télé réalité » comme on l'a vu avec la multplication de ces programmes en dépit des proclamations. On trouvera que Loft Story 1, si décrié, n'est pas si immoral que cela ; tout donne à croire que la deuxième édition de cette émission suscitera beaucoup moins de protestations, et que la troisième édition sera considérée comme une émission parmi d'autres.

On peut toujours mettre en place des codes de déontologie, mais il faut savoir que si on les multiplie c'est précisément parce que la déontologie traditionnelle est de moins en moins respectée. Le rappel à la morale est

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 32

une sorte de dénégation : il n'y a pas besoin de code de déontologie tant que la morale est respectée sans qu'il soit besoin de la rappeler. C'est lorsque celle-ci n'est plus respectée que l'on la remet en avant pour la discuter, c'est-à-dire pour la changer.

Les premiers acteurs sociaux qui ont été confrontés à cette vaste transformation des médias que je viens d'évoquer rapidement et sommairement furent les hommes politiques. Dès les années 60, ils ont été mis en face de la médiatisation de la vie politique par la télévision. Qu'ont-ils fait ? ils n'ont pas dit qu'il fallait plus de morale mais ils ont cherché à comprendre comment ça marche afin de tirer parti de ce nouveau média pour faire passer leurs messages conformément à la logique de ce médias et donc pour faire, avant la lettre, de la « communication ». Les médias sont ainsi. Il ne sert à rien d'espérer les changer, sauf à passer pour de scandaleux censeurs ou des archaïques. Il faut apprendre à s'en servir tels qu'ils sont, et fabriquer par exemple ce que j'appelle des « pièges à journalistes » (des faux scoops, des petites phrases, etc.) pour faire passer son message. Certains scientifiques l'ont compris qui, après une période de mécontentement parce qu'ils se faisaient piéger par les journalistes, ont appris à communiquer et ont vu ce qui faisait courir les journalistes, ce qu'ils aiment bien mettre dans leur journal. Il s'agit moins de mettre en place des codes de déontologie que d'apprendre à se servir des médias pour les faire fonctionner à son profit. C'est le cas sur le problème des OGM : les associations de consommateurs, de défense de l'environnement, mais aussi les entreprises qui les fabriquent, les pouvoirs publics qui ont organisé la conférence des citoyens et même les scientifiques, tous communiquent désormais vers les médias pour essayer de faire entendre leur point de vue et pour que l'information diffusée à leur propos soit plurielle. Nous sommes dans une phase dans laquelle l'information est de plus en plus étroitement dépendante des stratégies de communication des différents acteurs sociaux parties prenantes des débats de société.

Je vous remercie.

INTERLOCUTEUR

Jean-Didier VINCENT,

En écoutant vos propos, je me suis dit, comme à chaque fois que j'écoute un sociologue : comme il a raison ! Il faudra qu'un jour, on fasse la sociologie de la sociologie, pour expliquer pourquoi elle produit cet effet-là ! Et puis, c'est un peu comme un goût qui passe assez vite. Mais comme toujours, on commence par se dire : comme il a raison. Je reprendrai la notion d'échelle de Desjeux, dont nous avons eu la démonstration cet après-midi. A votre échelle d'observation, tout ce que vous avez dit sur les médias est vrai. Mais moi, qui suis à la fois un mandarin - sur le retour – très au fait des institutions, et à présent concerné par les médias puisque je suis producteur sur France-Culture, j'ai toutes les raisons, soit de me sentir visé, soit d'être à un autre niveau d'échelle de vision.

Première remarque en forme de critique, mais ce n'est pas une critique : une fois de plus, vous êtes terriblement hexagonal. La presse scientifique, c'est-à-dire celle qui s'adresse exclusivement à un milieu scientifique, Nature, Science, The Lancet, dotés de comités de lecture exclusivement anglo-saxons, et qui ont un niveau d'abonnés en France ridiculement bas par rapport aux autres pays développés. Or il se trouve que c'est cette presse elle-même qui a initié la dérive médiatique car le premier niveau d'analyse de l'article que vous soumettez, c'est son caractère médiatique, jugé par un premier comité uniquement journalistique ; il doit être suffisamment sensationnel pour attirer l'attention de la communauté scientifique, toutes disciplines confondues. Mais cet effort de pluridisciplinarité est un faux effort, car il se borne, en réalité, au résumé qui figure dans les cinq premières pages de Science ou de Nature. D'autre part, ces revues publient de plus en plus d'articles faits de courtes interviews, petites phrases, citations, le tout mis bout à bout pour donner l'impression d'un article exhaustif sur une question. Cela donne : « Jean-Didier Vincent dit que tatatatata…, mais Alain Trousson lui répond que tatatata… » Ce qui fait que la frontière entre la recherche en France, très hexagonale, et ces journaux est de plus en plus étroite. On parlait de frontières ce matin. Je dirai qu'il n'y en a plus. D'autant qu'avec le Net, les articles sont en ligne et que des journaux tels que El Païs, Le Monde et Nature ont des contrats d'association tels que si vous êtes abonné à Nature sur le web, vous recevez Le Monde sur le Net avant la publication papier. D'où des articles qui portent sur des informations très ponctuelles, mais cela dit d'excellente qualité. Parce que c'est bien beau de tirer sur Le Monde, on peut certes le faire sur Jean-Yves Nau qui est manifestement un type mouillé dans tous les scandales depuis vingt ans, mais on ne peut pas le faire sur Catherine Vincent et toute une série de journalistes qui connaissent bien leur domaine

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 33

et leur métier. Ce sont peut-être des journalistes qui appartiennent à ce que vous avez très justement appelé « des journalistes à l'ancienne », mais pas tout à fait.

« L'incompréhensible, s'il est un peu poétisé, vaut mieux que le faussement compréhensible ».

Autrement dit, vous avez aujourd'hui l'information en direct dans ces fameux médias ; vous n'avez plus besoin d'être quelqu'un qui parle bien, qui se fait écouter et qui aime ça, auquel les médias téléphonent chaque fois qu'il y a un truc qui vous concerne un tant soit peu. Parce que la science n'est plus hexagonale. Elle est anglo-saxonne et elle est éminemment médiatisée dès le départ et volontairement.

Ma deuxième remarque rejoint ma casquette de producteur à France Culture. Il y a deux ans, Laure Adler est venue et nous a dit : « On n'entend plus les scientifiques sur France-Culture ». Il faut dire que cette station atteint au maximum 200 000 auditeurs. J'ai proposé une émission qui s'appelle « In Vivo », au parti pris très difficile à tenir. Eh bien, nous nous sommes heurtés à ce moment-là aux journalistes maison, qui sont d'excellents professionnels, mais qui disaient : « On ne va pas laisser les scientifiques faire leur journalisme, leur médiatisation eux-mêmes. Ils ne vont tout de même pas vendre leur propre salade ». C'est pourtant ce que nous avons fait. Il se trouve que c'est l'une des émissions - et dieu sait pourtant qu'il y en a - la plus incompréhensible de France Culture ! Je m'en vante, parce que nous donnons la liberté. S'il faut, à chaque fois que l'on présente un truc sur le génome, réexpliquer la structure de l'ADN ou rappeler ce qu'est le code génétique, on n'en sort pas, on y passe l'heure. En revanche, quand on parle, par exemple, de gènes homéotiques, l'auditeur qui souhaite des explications nous appelle. Et finalement, les gens apprennent à rêver ; des scientifiques viennent parler de leurs travaux avec leur langage très crypté, très ésotérique. Cela fait rêver. Quand vous entendez Bruno Latour parler de sociologie, vous vous posez des questions. Car nous sommes ignorants par rapport aux collègues d'autres disciplines que la nôtre. Ils ont tous leur jargon mais nous avons décidé une fois pour toutes que l'on ne résoudrait pas ce paradoxe de la vulgarisation. Car soit on tombe dans le trivial, soit dans l'incompréhensible et peut-être ai-je tort, mais je prétends que l'incompréhensible, s'il est un peu poétisé, vaut mieux que le faussement compréhensible.

Voilà, pour moi, les deux points qui me semblaient importants.

DEBAT

Hervé BICHAT,

CONSEILLER GENERAL DU GENIE RURAL DES EAUX ET FORETS, AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

J'ai un peu scrupule à prendre la suite mais j'aimerais poser deux questions. Je pense que le problème des relations entre les scientifiques et la société ne relève pas seulement du journalisme. Il y a un autre problème qui a été évoqué ce matin et qui mériterait certainement d'être approfondi. J'en ai discuté avec Dominique Dormont qui anime les travaux sur les problèmes de vache folle et qui est résolument opposé à intervenir dans les médias, notamment à la télévision. Selon lui, le combat est inégal : comment expliquer des choses de plus en plus compliquées en de moins en moins de temps ? Voilà le problème. En revanche, dès qu'on passe à la presse écrite, un certain nombre de choses sont possibles. Ce moyen d'expression est, du coup, beaucoup mieux accepté.

Mario BORILLO,

DIRECTEUR DE RECHERCHES EN SCIENCES COGNITIVES

Jean-Didier Vincent a évoqué le rôle que pourraient jouer dorénavant, dans la communication scientifique, les nouvelles technologies ; il y a là une question qui n'est pas seulement d'ordre technique, mais aussi de nature psycho-culturelle.

Deuxième remarque : Jean-Didier a également évoqué, dans son intervention que je trouve très pertinente, la question des publications. Dans le domaine de l'informatique, il en va de même. La publication scientifique va dans le sens de la spectacularisation, pour employer un terme qui n'est plus d'actualité mais qui l'était dans les années 70. Si la logique interne du monde de la science et de la technologie conduit effectivement à une évolution de la communication de cette nature, qu'en est-il de ce que les vieux rêveurs comme moi considèrent être une fonction extrêmement importante de la communication, au sens de la culture scientifique et technique et de la démocratie ? Nous sommes en train d'être digérés par une incroyable machine techno-scientifique qui opère également dans le domaine de la vie mentale.

Gérard Faure,

PIONEER FRANCE-MAIS

Je crois que tous les journaux ont le droit d'avoir une opinion. En revanche, il m'est arrivé d'insister sur le phénomène de répétition, qui me surprend. Quand chaque matin, pendant trois mois, on voit à la télé des extractions de morceaux de cervelle au moment du petit-déjeuner, cela me paraît exagéré…

Je suis également étonné que souvent, pour un même fait, les interprétations journalistiques soient totale-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 34

ment en opposition. Et je me permets de vous interroger, monsieur Champagne : ne serait-il pas intéressant de voir comment les journalistes réagissent à vos propos ? Le 23 septembre prochain, se tient un colloque sur l'agriculture et les médias, avec des journalistes de tous médias. Il serait bien que vos propos fassent partie du débat.

Valérie PEAN,
MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOSCIENCES
Puisqu'on parle de la presse et des sciences, je partirais de quelque chose de tout bête, la Une de la Dépêche du Midi, ce matin : « On va cloner l'être humain ». La première réaction, un peu facile, est de dire : « Ils sont nuls ». Puis, après les avoir traités d'imbéciles, la deuxième réaction consiste à se dire que la science est sortie des médias spécialisés. Je trouve très intéressant que l'on parle de la presse spécialisée, mais parlons aussi du traitement de la science par la presse généraliste.
La science est donc sortie de sa rubrique, elle se balade de la Une à la rubrique Faits divers, en passant par les pages Société. Bientôt, on la trouvera également à la météo et aux mots croisés. Cela interroge sur deux points : quelle est la place de la science dans la société, et quelle est la place que l'on veut donner à la science dans les médias ?
Dernière remarque : Ce phénomène nouveau est à prendre en compte et demande un apprentissage. Alors, effectivement on a bien pointé que les chercheurs étaient modérément prêts à l'apprentissage mais il y en a qui en sont aussi des militants. En revanche, nous avons souvent invité des journalistes, qui sont très rarement venus à ce type de débat, parce qu'ils estiment que se cultiver ne fait pas partie de leur métier.

Bernard BRUNET,
MEMBRE DU CESR MIDI-PYRENEES
Ce constat est assez terrifiant. Il est terrible que le journalisme, scientifique ou autre, ne pallie pas la fantastique carence de la vulgarisation. N'y a-t-il pas là une responsabilité de la part des scientifiques qui ont laissé tomber une véritable œuvre de vulgarisation, qui consisterait non pas à expliquer à des journalistes de manière simple des choses qui sont complexes, mais d'aller vers les gens, là où ils sont ? J'imagine que si, demain, les jeunes chercheurs avaient dans leur feuille de route, dans leur contrat, l'obligation d'aller vers les gens pour expliquer ce que sont les grands enjeux des débats scientifiques d'aujourd'hui, peut-être que le rapport de pouvoir entre les médias, la société, les scientifiques seraient différents. J'en veux pour preuve l'extraordinaire succès qu'a eue l'« Université de Tous Les Savoirs (UTLS) » qui a été fréquentée par des gens de tous niveaux, et pas simplement par des amateurs éclairés.

Erwane MONTHUBERT,
MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOSCIENCES
Vous avez donné l'impression qu'il y aurait une sorte de construction de l'information en forme de mayonnaise à l'intérieur même de la presse, c'est-à-dire qu'ils se renvoient en boucle l'information sans automatiquement la vérifier. Deuxième remarque : vous avez parlé du journalisme scientifique et j'aurai voulu avoir votre point de vue sur la différence entre le journalisme scientifique et le journaliste spécialisé de la rubrique santé, car j'ai eu l'impression, à les lire ces dernières années, qu'ils ont pris également une importance fondamentale mais qu'ils n'ont pas exactement le même parcours : il y a plus de spécialistes, d'anciens médecins par exemple. Ils sont bien des journalistes scientifiques et conservent l'idée qu'ils remplissent une mission par rapport à la santé publique… Sur la polémique autour de la vaccination contre l'hépatite B, certains d'entre eux sont intervenus pour dire qu'il s'agissait de rumeurs sans fondement. Ils ont pris position très clairement dans ce débat.

Gérard GOMA,
ENSEIGNANT-CHERCHEUR A L'INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES APPLIQUEES (INSA TOULOUSE)
J'ai bien aimé le propos de Jean-Didier Vincent, pour une raison très simple : il a mis en évidence que les mots ont un sens, que chaque discipline a ses mots, et qu'ont faire des efforts pour comprendre ces mots et aller plus loin. Je crois que l'informé, celui qui va étudier, utiliser l'information, doit lui-même faire un effort. Le journaliste qui, par exemple, parle des OGM doit savoir de quoi il parle et il doit savoir expliquer, donc il doit faire l'effort d'aller un peu plus loin. D'autre part, on ne peut pas avoir de position d'après un simple propos journalistique et puis taper sur les médias. Ils ont leurs torts, c'est clair, mais je crois que nous aussi devons faire l'effort d'aller plus loin. Moi je suis de la génération où on m'a enseigné qu'il n'y a pas de culture sans efforts… ni sans adrénaline !

Alain TROUSSON,
PROFESSEUR DE PHILOSOPHIE
J'aimerais poser trois constats, sans porter aucun jugement de valeur, que je soumets à votre analyse sociologique. Premièrement, il me semble que la vulgarisation scientifique ne s'est jamais aussi bien portée, en France en tout cas, comme le montrent les succès de librairie de La plus belle histoire du monde. Deuxième constat, la connaissance scientifique en France ne fait toujours pas partie de la culture générale. Personnellement, j'appelle de mes vœux une culture générale scientifique. J'attends avec impatience que dans les premiers cycles universitaires littéraires par exemple, on enseigne aux étudiants une histoire des idées scientifiques, des découvertes majeures qui ont bouleversé

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 35

les deux ou trois derniers siècles. La culture scientifique en France est toujours, je force le trait bien sûr, une culture technique. Peut-être est-ce dû à notre système dualiste universités/grandes écoles. Donc la vulgarisation scientifique, oui, mais à quel niveau ? Et comment faire que la science fasse partie de la culture ? Quand on dit d'un être qu'il est cultivé, ça ne veut pas dire du tout qu'il connaît Claude Bernard. Mais qu'il a lu Balzac et qu'il connaît Racine.

Troisième constat : il y a quelques années, la page Débats du Monde, qui est toujours dirigée par Michel Kajman, avait traité l'affaire de la mémoire de l'eau. J'avais été frappé de voir à quel point ce débat avait été entièrement fabriqué. Kajman procède à la façon d'un chef d'orchestre autoritaire. C'est un peu le Boulez du journalisme - j'ai une dent contre Boulez. Il choisit le sujet, il organise, il distribue… En plus, en France, nous n'avons quasiment plus que deux journaux. Les débats sont ligotés.

Patrick CHAMPAGNE

Je ne vais pas répondre à toutes les remarques, pour des raisons de temps, mais également parce que je n'ai pas compétence sur tous les points évoqués. Ce qui a été dit sur les revues scientifiques et leur récente évolution est parfaitement vrai. J'ai essentiellement parlé de la science dans la presse généraliste mais il est tout à fait exact que même les revues scientifiques de haut niveau sont de plus en plus soumises aux pressions économiques dans la production de l'information ; elles cherchent elles aussi maintenant à être médiatiques et des connexions de plus en plus étroites s'instaurent entre ces dernières et la presse généraliste. Quelques journalistes « à l'ancienne » pensent même que certains articles qui paraissent dans ces revues pourtant de haut niveau sont entièrement déterminés par la logique du scandale.

Ensuite, à propos de la position réservée de Dominique Dormont à propos de la télévision, je dirais juste qu'elle illustre bien l'une des réactions des scientifiques à l'égard des problèmes de médiatisation dans l'audiovisuel. Est-ce le fin mot ? je n'en suis pas sûr mais c'est une position provisoire de prudence

Concernant l'information sur Internet, il est vrai que cela risque de changer les choses par rapport à la presse écrite et audiovisuelle. D'une part, c'est accessible, peu onéreux, et surtout cela fait « sauter » la censure qu'exerce la presse, que connaissent bien tous ceux qui ont un jour essayé d'écrire à un journal pour réagir sur des articles jugés faux ou qui ont tout simplement voulu user de leur droit de réponse. D'autre part, nombre de rapports et de données qui, autrefois, étaient d'accès difficile voire confidentiel sont déversés aujourd'hui sur Internet et contribuent à alimenter un débat nouveau, qui n'aurait pas pu se produire auparavant. D'ailleurs, beaucoup de journalistes sont inquiets parce que le Net grignote beaucoup de leur propre pouvoir, et que le rêve d'un journaliste, c'est d'imposer l'information qu'il a lui-même sélectionnée, nombreux étant les journalistes qui pensent que la seule bonne information digne de paraître, c'est la leur…

Quant à la question de la répétition, ou plutôt de la reprise des informations, c'est en effet un fait essentiel. Il faut savoir que la presse est d'abord lue par les journalistes, d'abord pour savoir ce dont il faut parler parce que les concurrents en parlent, ou au contraire parce qu'ils n'en parlent pas. Bref, ce sont des lectures professionnelles obligées et cela explique très largement la circularité de l'information qui fait que nous avons l'impression qu'elle est « objective » alors qu'elle est circulaire et que tout le monde en parle.

Vous avez également évoqué la vulgarisation scientifique, notamment dans la presse spécialisée, telle que *Sciences et Vie*, *Science et Avenir* ou encore la défunte revue *Eurêka*, ce qui donne au passage une indication sur le sombre avenir de la (bonne) vulgarisation scientifique. Euréka était une excellente revue de vulgarisation d'un point de vue scientifique mais elle est morte précisément de n'avoir pas abusé des ficelles journalistiques et des titres alléchants. Les revues scientifiques ont des lectorats différents du public généraliste. C'est un milieu spécialisé qui veut s'instruire, qui a une véritable curiosité sur la science, et cela rejoint la question sur l'*Université de Tous Les Savoirs*. C'est vrai que c'est ces conférences sont un succès mais celui-ci reste limité car ces conférences touchent peu de monde personnes, au regard du public que touche la télévision ? 1 000 à 1 500 personnes au maximum se rendent aux conférences, ce qui, compte tenu de la taille des amphithéâtres, suffit pour donner le sentiment d'un vaste public. Mais c'est presque rien à l'échelle de l'audiovisuel et même de la presse écrite. Pour mieux appréhender la différence, je citerai rapidement une anecdote : je menais un entretien avec un chroniqueur judiciaire d'une chaîne de télévision. Nous discutions et il me parlait du pouvoir énorme de diffusion de la télé. Il disait : « Prenons un article dans *Le Monde*, sur telle importante affaire judiciaire. *Le Monde* est tiré à 400 000 exemplaires et, étant donné la circulation du journal, il est peut-être lu ou vu par deux millions de personnes. Ces deux millions de personnes ne lisent pas le journal de A à Z. Admettons que 10 % des gens seulement s'intéressent aux problèmes judiciaires et vont lire cet article. On tombe à 200 000 personnes. Et encore… combien vont lire l'article en entier ? Certains ne vont lire que le chapô (le résumé de l'article qui figure sous le titre, en caractère gras) et disons 50 000 à 100 000 personnes aura lu intégralement l'article en question. Moi, ma chronique dure deux minutes, ce n'est rien, mais je vais toucher des millions de personnes. Le point de vue que je vais défendre aura un impact d'autant plus grand que je m'adresse à des gens qui ne connais-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 36

sent rien de l'affaire et seront donc portés à me croire sur parole ». Et nombre de gens se font une opinion uniquement à partir de ce qu'ils ont entendu dans les médias… La plupart des gens ne connaissaient de l'affaire du sang contaminé ou de la vache folle que ce que les médias généralistes ont pu en dire et qui n'était pas nécessairement ce que les scientifiques en disaient. Le pouvoir des journalistes de télévision est d'autant plus grand que ce qu'ils disent tend à aller, pour des raisons complexes, dans le sens de ce que les gens ont envie d'entendre. Nous sommes là dans un cercle vicieux.

Certes, les lieux de vulgarisation sont en développement, mais, vous savez, un livre que l'on dit « à succès » est vendu à 100 000 exemplaires, ce qui est en soi formidable mais quel est son poids face à une information qui passe tous les soirs auprès de 40 millions de personnes. Bien sûr, cela n'a pas la même portée, cela ne fait que circuler dans les têtes, mais quand même…

Un dernier exemple pour montrer les difficultés de l'information scientifique : on constate que l'opinion publique s'est mobilisée contre les OGM. Très bien. On le sait d'après des sondages. Mais creusez un peu : quand on demande aux sondés ce qu'est un OGM, on a des surprises qui ne sont au reste guère surprenantes. On s'aperçoit en effet que 30 % d'entre eux au grand maximum savent réellement ce que c'est que les OGM. Cela signifie que 70 % des gens expriment leur opposition sur quelque chose dont ils ne savent rien. En fait, il est probable qu'ils répondent ainsi parce qu'ils sont contre une certaine représentation de la science que cristallisent aujourd'hui les OGM. Mais, et je conclurai sur ce point, pour qu'il y ait débat démocratique, et cela est nécessaire aussi dans le domaine de la science, il faut préalablement informer l'opinion et mettre en place de vraies structures de discussion et d'échange.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 37

FORUM

« Débat public : instrument de régulation démocratique de la science et de la technologie ? »

Animé par :
Dominique DESJEUX

Je vais donner la parole, pour commencer, à Daniel Boy. Selon moi, le titre de ce forum - le débat public, instrument régulation démocratique de la science et de la technologie -, n'est pas d'une très grande clarté. Il manque quelque part un mot sur le rôle de la science et de la technologie dans le débat public : en clair, le rôle de l'expert.

Daniel BOY,
POLITOLOGUE AU CENTRE D'ETUDES
DE LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE (CEVIPOF),
auteur du livre « Le progrès en procès »

Pour lancer le débat, il y a, selon moi, plusieurs questions : pourquoi ressent-on le besoin d'imaginer qu'il pourrait y avoir un débat démocratique sur la science ? Pourquoi faudrait-il débattre démocratiquement de la science ? Pourquoi les scientifiques ne font-ils pas la science tranquillement tandis que les politiques votent les budgets de la recherche ? C'est une vieille histoire en réalité, qui commence il y a une trentaine d'années, quand les gestionnaires de la science en France se sont dit que quelque chose était en train de se passer entre la science et la société : c'est que cette évidence selon laquelle le progrès scientifique est accepté de bon cœur, sans discussion, est en train de s'éroder. Dans les années 60, on commence à parler de la nécessité de débattre au lieu de se contenter de remettre les décisions scientifiques aux politiques ou aux experts qui décident dans le secret de leur sagesse. Car la sagesse est parfois un peu unilatérale. Les choses commencent donc à se fissurer. Et en trente ans, beaucoup de choses se sont passées avant que ne s'opèrent de vraies transformations. En fait, les vraies questions ont été abordées beaucoup plus tard, vingt à vingt-cinq ans après, Quand on a commencé à se demander quelle procédure on pourrait utiliser pour éviter que les experts ne tranchent seuls, unilatéralement, et donc pour y associer des gens intéressés.

Mais c'est un type d'organisation lente. Car il n'est pas simple de convier à des débats démocratiques des gens qui sont directement intéressés par un problème spécifique. Par exemple, des gens qui veulent savoir s'ils courent un danger à vivre sous une ligne à haute tension, ou si le prix de leur maison va se trouver diminué du fait que l'autoroute est tracée au bout de leur jardin. Ce type de débats est apparu par le local et on voit bien qu'on ne peut plus faire ce qu'on faisait autrefois, c'est-à-dire se contenter de mener des enquêtes d'utilité publique. Vous savez : on vous fait signer un registre pour dire que vous n'êtes pas d'accord et puis c'est tout. Vous avez signé le registre et c'est le commissaire enquêteur, généralement un ancien ingénieur des Ponts et Chaussées, qui décide qu'il n'y a pas vraiment de problèmes, qu'il y a bien quelques emmerdeurs qui…, mais que dans l'ensemble les gens sont d'accord et que le débat est donc terminé. Ce type de procédure n'est plus possible.

De ce biais du local, on est arrivé peu à peu à l'échelle nationale : les enjeux scientifiques et techniques débattus, tels que les Ogm, n'ont plus d'intérêt direct et concret pour le riverain. Et là, se pose la question de savoir ce qu'est un débat public. On ne le sait pas. Même les sociologues et les philosophes ne le savent pas très bien. On n'a pas le mode d'emploi

J'ai eu la chance de participer à une méthode, celle de la conférence de citoyens. Je précise qu'il y a mille inventions dans ce domaine, aux plans local et national. Qu'est-ce qu'une conférence de citoyens, ou plutôt une conférence de consensus ? Cela a été inventé au Danemark, en 1987, par le Directeur du Technology Radët, l'équivalent de notre Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques. Le scénario est le suivant : face à un enjeu scientifique qui intéresse fortement la société - prenons les Ogm puisque c'est sur ce thème qu'a eu lieu notre conférence des citoyens, en France, en 1998 - il s'agit d'organiser une rencontre entre une quinzaine de profanes tirés au sort et des experts. S'ils s'étaient contentés de mettre ces publics face à face, les Danois n'auraient rien inventé d'intéressant, car à tous les coups, les profanes se font rouler dans la farine. Surtout si c'est un débat public à la télévision. Sauf que les Danois ont décidé de former ces profanes pendant deux week-ends : des chercheurs leur expliquent par exemple comment fonctionne la transgénèse, quels sont les enjeux, etc. C'est à l'issue de ces deux week-ends qu'on va les mettre en face d'experts qu'ils auront eux-mêmes choisis, pour discuter, poser des questions. Puis les « profanes » se retirent, délibèrent et remettent un avis qui, au Danemark, est solennellement transmis au

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 38

Parlement. En France, les conclusions de la Conférence des Citoyens sur les Ogm ont été intégrées dans le rapport du Président de l'Office Parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (N.D.L.R. : Jean-Yves Le Déaut). Évidemment, cela pose beaucoup de questions. Où va ce rapport, peut-on décider le contraire de ce qui a été dit par cette Commission ? Mais du moins, c'est du concret qui fait un peu avancer les choses et réfléchir ; c'est une des modalités d'action qui va dans le sens de la construction d'un débat démocratique sur la science et la technique.

Georges BORIES,

PRESIDENT DU COMITE SCIENTIFIQUE D'EXPERTISE « ALIMENTATION ANIMALE », DG XII, CHERCHEUR INRA

Un certain nombre de réactions que j'ai entendues au cours de cette journée éclairent l'intérêt de ce débat public, que je perçois comme un contre-pouvoir par rapport à différents types de conformisme scientifique et de distorsions médiatiques.

Par rapport à mon métier d'expert à l'AFSSA et au niveau européen, se pose un problème contingent qui est celui du processus de décision. Nous vivons une période troublée – on en a vu tous les ingrédients – et malgré tout il faut continuer à décider. Or il me semble actuellement qu'il y a une phase un peu occultée : celle de la gestion du risque. On a clarifié le débat en ce qui concerne l'évaluation du risque ainsi que ce qui touche à l'expertise scientifique. On a essayé de la dégager d'une sorte de gangue ; on lui reprochait d'être contingente de rapports de force ou de contraintes diverses, notamment en relation avec l'industrie, les finances, etc. L'intention était donc d'isoler le processus d'expertise scientifique public, de le « purifier », de rendre transparents les rapports, immédiatement publiés sur Internet. Mais à côté de cet effort de clarification, le processus décisif de la gestion du risque, qui est du ressort strict du politique, continue à être très obscur. Nous sommes là dans un domaine incertain. C'est une boite noire. On ne voit pas du tout comment ça se passe. Et le défaut majeur, c'est qu'on ne sait pas gérer ce qui autrefois l'était par une approche collective, impliquant à la fois les scientifiques et les différentes parties prenantes dans un système de compromis, où tout le monde se connaissait. Ce qui manque actuellement, c'est la participation de la société civile, qui n'est absolument pas institutionnalisée.

Il me semble que nous avons besoin, au-delà de la nécessité du bouillonnement, de l'effervescence du débat public, d'un système plus instrumentalisé, plus opérationnel dans le processus d'intervention. Des individus d'origines très diverses discutent entre eux, au travers d'associations qui représentent tous les acteurs de la société civile - consommateurs, environnementalistes, etc. - mais ils ne se retrouvent pas dans une position clairement affichée de représentation et d'analyse en profondeur de l'échange. Quand on réfléchit à ce que doit être la recherche dans dix ans, dans quelle direction s'orienter, on doit y impliquer toutes les parties prenantes. Au niveau de l'évaluation des risques et de la décision, on doit trouver les formes de fonctionnement démocratique dans lesquelles toutes les parties prenantes participent à un consensus de discussion et de prise de décision. C'est par ce biais qu'on retrouvera certainement une clarification du jeu qui reste aujourd'hui obscur et qui conduit actuellement à une décision qui, souvent, apparaît tombée du ciel, à l'encontre des opinions scientifiques.

Fabrice MARTY,

SECRETAIRE GENERAL DU COLLEGE DE DIRECTION DE L'INRA

Je développerai un point de vue un peu différent. J'ai travaillé auparavant auprès de Marylise Lebranchu (N.D.L.R. : ancienne Ministre de la Consommation), notamment sur les Ogm. A présent, je suis à la Direction Générale de l'Inra, mais je suis arrivé un peu après la bataille dans la mesure où s'était déjà opérée la prise de conscience de la nécessité des débats publics, bien qu'on en eût une vision assez floue.

J'adhère totalement à l'idée que les sujets scientifiques sont devenus des sujets de société et qu'on peut concevoir une co-construction dans le cadre réglementaire. C'est ce qui est demandé par la société civile et les politiques y adhèrent de plus en plus fortement. Et puis on peut également avoir des idées plus politiques, par exemple en termes de démocratie participative et d'égalité de dignité de tous citoyens, qu'ils soient experts ou profanes, informés ou pas informés. L'objectif est de déboucher sur de nouveaux processus de décisions – ainsi que le disait Georges Bories - sachant que ces processus se déroulent aussi bien dans la sphère technique que dans la sphère politique ou dans une sphère de co-construction dans un débat public. C'est le fait nouveau.

En réalité, une fois qu'on a dit que le débat public était nécessaire, on n'a répondu à rien. D'ailleurs, quand j'ai lu le titre de ce forum, cela m'a fait sourire, car chaque mot énonce une difficulté qu'on rencontre lorsqu'on veut organiser ce type de débat. Guy Riba a évoqué ce matin ce que l'Inra projette de faire au niveau institutionnel sur les Ogm et le vignoble. Les associations de consommateurs ont également évoqué leurs actions sur les Ogm. C'est extrêmement complexe. Personne n'a de recette. Certaines expériences sont extrêmement innovantes, y compris celles des conférences de consensus, mais on voit bien que chaque mot pose problème, demande des arbitrages, des défis, des paris. Prenons seulement le mot « débat ». Signifie-t'il une mise en opposition des différentes opinions qui tentent de dia-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 39

loguer, ou au moins d'être répertoriées, ou doit-il parvenir à un consensus, du moins à une vision co-construite ? Répondre à cette question, c'est déjà un sacré choix.
Ensuite, prenons le mot « public ». Cela veut-il dire qu'on s'ouvre à de nouvelles sensibilités, et à de nouveaux représentants - par exemple des associations de consommateurs ou de défense de l'environnement - ou bien qu'on souhaite aller au niveau du citoyen profane pour recueillir son expression en direct, ou encore qu'on rend transparent le contenu du débat ?
Continuons de dérouler le titre… « Instrument ». Cela suppose que quelqu'un tient cet instrument. Qui est-il ? Est-il légitime ? Quel est son objectif ? Une co-décision, une co-construction, un éclairage de ses propres décisions ? Là aussi, il faut opérer un choix en amont et l'annoncer, sinon c'est un leurre. Sachant qu'en général, la première idée de ceux qui participent au débat, c'est qu'ils vont co-décider. Du moins, j'espère que ça le sera de plus en plus. Pour ma part, à travers les deux expériences auxquelles j'ai participé, il s'agissait d'éclairer de façon la plus riche possible les décisions qui seront prises ultérieurement. En tout cas, il faut le dire dès le début aux participants au débat public.

D. DESJEUX
Quelles étaient ces deux expériences ?

Fabrice MARTY
La première portait sur les débats Ogm avec des associations de consommateurs, et la seconde, qui est en cours de construction, porte sur les Ogm et les vignes, dont Guy Riba a parlé ce matin.
Je continue à dérouler l'intitulé de ce forum. « Régulation démocratique » Là je pense qu'on est au cœur du problème. La régulation démocratique, nous la connaissons déjà. C'est tout simplement notre république, nos élus, le système représentatif. Alors dire qu'un débat public contribue à la régulation démocratique, c'est quelque chose d'extrêmement fort. Est-ce que ce nouvel outil ajoute quelque chose par rapport à la régulation républicaine ? Est-ce qu'elle la remplace ? J'ai tendance à aborder la question différemment : est-ce que les élus apportent quelque chose au débat public, est-ce que le débat public apporte quelque chose aux élus ? C'est un aspect qu'il nous faut tout particulièrement étudier avant de lancer une opération de débat public. C'est une des questions principales du débat que nous avions lancé avec Marylise Lebranchu auprès de la population, via les associations de consommateurs : nous avons commencé par expliquer aux parlementaires quelle était notre idée et celle des associations, puis les parlementaires ont dialogué avec nous et, à la limite, nous nous sommes rassurés mutuellement.
Enfin, terminons par les derniers mots : « science et technologie ». Moi, mes petites expériences portaient uniquement sur la gestion de l'innovation. On peut se poser la question de savoir si le débat sur la science est légitime, du moins au sens le plus théorique du mot science, c'est-à-dire le latin scire, qui signifie savoir. On peut également se poser la question de la légitimité ou de la justification du débat public sur la technologie, à partir du moment où celle-ci se définit comme la formalisation de certains systèmes. Personnellement, j'ai l'impression que le débat public émerge lorsque la société vit concrètement l'effet d'une innovation.
Donc qu'on soit à un niveau politique ou au sein d'un organisme de recherche, lorsqu'on veut faire un débat public, on doit se poser toutes ces questions, bien qu'elles soient extrêmement complexes à résoudre. Ce sont en quelque sorte les préliminaires, qui sont très difficiles à surmonter. Car si tous les débats publics semblent un peu mêmes, il n'en est rien. Je pense qu'ils ont ni le même statut, ni la même légitimité, ni la même justification, ni les mêmes objectifs. Il n'y a pas de recette pré-établie, du moins je ne la connais pas. L'avenir me semble très ouvert de ce point de vue.

Jean-Claude FLAMANT,
DIRECTEUR DE LA MISSION D'ANIMATION DES AGROBIOSCIENCES
Mes collègues ont souhaité que je participe à cette table ronde. Leur argument : la Mission d'Animation des Agrobiosciences peut se construire comme centre d'animation des débats et des controverses sur l'agriculture, l'alimentation et des sciences du vivant dans leurs rapports avec la société. Par conséquent, nous voulons acquérir progressivement une expérience dans l'organisation des débats publics. Du même coup, nous nous posons des questions en interne, sur la fonction du débat public, ses objectifs, ses suites.
A l'automne dernier, nous avons ainsi acquis une belle expérience, quand le Ministère de l'Agriculture, avec les ministères de la Consommation et de la Santé, nous a confié la charge de concevoir et d'analyser les États Généraux de l'Alimentation. Cela a été un moment fort, qui me revient régulièrement en mémoire. A travers les notes que j'ai prises, mais aussi les enregistrements et la publication que nous en avons tirée. J'ai régulièrement en tête les témoignages de gens qui ont participé à l'une des tables rondes, à Lyon, Lille, Nantes, Marseille ou Toulouse. Dans chacune de ces métropoles, nous avons réuni une centaine de personnes débattant par table de douze : six personnes impliquées dans le système d'alimentation et six personnes qui sont seulement citoyens. Cette première phase a été prolongée par cinq forums publics dans ces mêmes villes, chacun réunissant de 200 à 500 personnes. Au final, le colloque national s'est déroulé à Paris, le 13 décembre, avec 600 personnes.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 40

A l'issue de ce processus, le Premier Ministre a chargé le Conseil National de l'Alimentation de produire un rapport sur le débat public en matière alimentaire. Donc, vous le voyez, ce sujet continue à être à l'ordre du jour avec, notamment, une séance plénière du CNA durant laquelle nous rendrons compte de ce qu'a entendu la Mission d'Animation des Agrobiosciences, mais aussi l'équipe de sociologues qui nous entouraient et qui analysent cette matière.

A ce niveau, je souhaiterais préciser deux choses. Il y a vingt ou trente ans, lorsque j'étais chercheur à l'Inra et qu'on nous parlait de la demande sociale, nous répondions que seuls le chercheur et l'activité de recherche ont la capacité de transformer ce que disent les gens en sujet de recherches. Quand on nous demandait de quelle manière nous choisissions nos sujets de recherches, nous répondions que nous écoutions beaucoup d'interlocuteurs, mais qu'ensuite, nous étions seuls à même de décider de ce que nous pourrions engager comme programme de recherches.

C'est peut-être vrai en matière de connaissance, au sens où Fabrice Marty l'entendait, mais aujourd'hui, dans le chaînage production de connaissances – technologies - transfert de technologies - développement économique, dès lors qu'émerge une contestation sur le fonctionnement de l'économie, sur la technologie, sur la notion de progrès, elle touche également la fonction de la recherche. C'est pour cela que nous avons souhaité faire ici un forum sur la régulation démocratique des choix de programme de recherche. C'est la question, nous l'entendons, elle est posée.

Je crois que parmi les bouleversements dont on parle depuis ce matin, il y a probablement celui-ci, qui n'est pas une attitude de contestation de la recherche, mais une interrogation en remontant la chaîne sur ce qu'est exactement la fonction de la recherche. C'est un premier point. Et par rapport à la capacité des chercheurs de démontrer qu'ils ont raison, j'évoquerai un débat qui s'est déroulé à Toulouse il y a quelques années, auquel participaient des élus. Après avoir entendu notre ami Jean-Pierre Zalta, l'un des députés présents nous a dits : « J'ai compris. Vous aurez toujours raison ! Et les élus auront toujours tort à l'Assemblée Nationale, parce que vous, vous savez utiliser les transparents. » Maintenant, nous savons en plus utiliser Power Point, ce qui est encore plus performant… Mais la remarque vaut quand même.

Je reprendrais aussi ce que disait Georges Bories sur l'aide à la décision, et qui figure dans le texte élaboré par le Conseil National de l'Alimentation. Les remarques que nous avons faites sur ce premier texte validaient certes cette question de l'aide à la décision publique, mais à travers notre expérience, ajoutaient au débat public une vertu : celle de l'élaboration par les acteurs eux-mêmes de leurs propres représentations. En clair, le débat public ne consiste pas seulement à écouter ce que disent et ce que pensent les gens. S'il est organisé correctement, les différents acteurs vont plus loin en analysant l'objet même sur lequel on les fait débattre. On me dit toujours que je suis optimiste, mais ça me paraît fortement réjouissant.

Autre remarque : au travers des analyses que nous avons faites au niveau du Conseil Économique et Social Régional, nous voyons monter, pour les décennies à venir, ce qu'on appelle l'individuation, c'est-à-dire le fait que chaque individu raisonne et revendique d'abord pour lui-même. Quand on extrapole, on se demande alors ce qui fait société, ce qui fait partage. Eh bien, je pense que le débat public peut être justement un élément d'élaboration et de construction.

Juste deux points pour finir et pour donner un exemple. La question de la vache folle et des farines animales revient très régulièrement dans les débats auxquels je participe. Mais il y a une question qui n'est jamais abordée : quelle vache laitière voulons-nous ? Parce que le schéma qui ressort des débats sur l'alimentation, c'est le fait que la vache laitière est une vache à herbe. Et une vache à herbe de base produit 3 000 litres de lait par an. Nous savons maintenant, grâce aux progrès acquis en nutrition animale, qu'avec la combinaison d'une bonne herbe, d'une bonne conduite en pré, de foins bien coupés et de céréales, on arrive à
5 000 litres de lait. Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'un litre de lait amortit deux fois le prix d'entretien de la vache laitière de 600 kg. Si elle produit 6 000 litres au lieu de 3000, on répartit les 600 kg journaliers sur deux fois plus de lait, lequel est donc produit à moindre coût. La recherche poursuit actuellement le travail de sélection et j'ai participé à ces travaux d'amélioration génétique par le contrôle laitier, le testage de taureaux sur leur descendance, l'insémination artificielle. Des choses certes sophistiquées, mais qui ne sont pas des modifications génétiques, et qui permettent d'enregistrer une augmentation de la production de lait de 1 à 2 % par an. Combiné aux progrès de la nutrition, on arrive à 4 ou 5 % par an. En 20 ans, cela veut dire qu'on parvient à faire produire presque 10 000 litres de lait par an à une vache. Là encore, on répartit le coût d'entretien de la vache sur non plus 3 000 ou 6 000 mais sur 9 000 litres, c'est-à-dire trois fois plus que la vache de base des années 50. Seulement ce que l'on ne dit pas, c'est que pour nourrir une telle vache, on ne peut plus se contenter de la stricte combinaison de l'herbe, du foin et des céréales. On abolit le foin d'une alimentation protéinique de très haut niveau, où l'on a besoin d'acides aminés comme pour les monogastrisques de type volailles ou porcs que la vache laitière ne trouve pas dans la ration ordinaire. Il faut donc ajouter du tourteau de soja. Cela coûte cher. En revanche, les farines animales sont très intéressantes et tout le monde y trouve son compte puisqu'elles permettent de recycler les déchets d'abattoir. A ce moment-là, le pro-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 41

blème est le suivant. Avons-nous besoin de vaches produisant 9 000 litres de lait ? Ce n'est pas le généticien qui va le décider, ni le nutritionniste, ni le physiologiste. Nous n'allons pouvoir orienter les recherches sur la production de lait de vache à l'Inra, alors même que le lait, c'est quand même un produit basique, que s'il y a débat public et si on finit par se mettre d'accord avec les industries, les agriculteurs, les gestionnaires de la nature… Voilà un exemple sur lequel me semble-t-il, à terme, les chercheurs ont besoin du débat public et la société a besoin d'être éclairée si nous ne voulons pas aller droit dans une impasse.

Gérard FAURE
Je voudrais revenir sur un des points soulignés par Fabrice Marty. En fait, ce débat se situe au niveau de la connaissance et je vois difficilement comment il peut y avoir des échanges démocratiques sur des avancées scientifiques qui explorent un monde inconnu, alors que vous avez évoqué principalement des innovations technologiques déjà diffusées.

Fabrice MARTY
Je suis d'accord sur la distinction que tu opères. Mais le contre exemple, c'est le problème des clonages. Est-ce qu'on accepte de financer la recherche sur les clonages ?

Gérard FAURE
On peut se demander si le clonage n'est déjà pas une partie applicative.

Fabrice MARTY
C'est vrai.

Gérard FAURE
Par ailleurs, je souhaitais revenir sur les conférences citoyennes, dont celle sur les Ogm en France, qui a été pour moi une expérience très intéressante, donnant lieu à des résultats qui n'étaient pas absurdes. Pourquoi cette expérience n'a-t-elle pas été renouvelée ? En revanche, elle a trouvé une suite dans sur une deuxième expérience, celle des débats citoyens (1) sur lesquels je suis beaucoup plus critique. J'ai participé à une vingtaine de séances et je peux dire que ce n'était pas vraiment ouvert au public. Bref, la conférence citoyenne me paraissait beaucoup plus productive.

Dominique DESJEUX
Quelle était la différence entre les deux méthodes ?

Gérard FAURE
La conférence citoyenne, comme l'a expliqué Daniel Boy, reprenait l'expérience danoise en choisissant une quinzaine de personnes sur une durée relativement longue, en leur permettant de choisir leurs interlocuteurs, en les formant le plus objectivement possible sur des bases scientifiques et en les laissant libres d'exprimer une opinion. Leurs conclusions étaient tout à fait sensées. Quant aux débats citoyens, il s'agissait d'expériences multiples, dans lesquelles on demandait à des citoyens de s'exprimer mais sans formation et sans qu'aucune publicité ne soit faite autour de ces échanges.

Dominique DESJEUX
D'après vous, pourquoi la conférence citoyenne n'a pas été reconduite ?

Daniel BOY
Je me suis aperçu que les politiques n'en étaient pas fanatiques. La décision initiale a été prise par le cabinet du Premier Ministre, Lionel Jospin, mais peu de politiques s'y sont ensuite intéressés, en dehors de Jean-Yves Le Déaut qui était en charge de cette conférence. Car quand on organise un débat public, on « joue » avec des choses qui sont relativement imprévisibles et on met en jeu la légitimité. On peut faire mille débats publics, ici ou là, sur mille problèmes, en invitant les représentants de la société civile, c'est-à-dire des associations. Mais ce que je trouve malin de la part des Danois, c'est d'avoir mis au point une formule un peu plus explosive, en optant pour des profanes, qui représentent les citoyens, en accrochant un processus au Parlement qui leur confère une légitimité symbolique, une certaine solennité. Et croyez-moi, du coup, les citoyens prennent ça très au sérieux parce qu'on leur explique qu'on leur confie une mission. De plus, c'est profondément politisé et mis sur la scène publique. Ce n'est pas un débat public, c'en est une maquette, mais quand celle-ci est bien conçue, bien ficelée, cela fonctionne.
La question sous-jacente, qui a été posée à deux ou trois reprises, est la suivante : c'est quoi une conférence ? C'est quoi le débat public ? La distinction est ambiguë et, selon moi, on ne peut pas démêler les deux. Quelle que soit sa forme, un débat est public en soi, pour soi. Il s'agit de faire circuler les idées dans la société, de faire que la société débatte de certaines choses. La conférence est une commission consultative, et l'on peut se demander quel est son statut dans le débat public par rapport au processus décisionnel. Il y a toujours eu des commissions consultatives. Lisez le dernier livre de Pierre Rosanvallon (2) sur l'histoire de la démocra-

(1) Sollicités par le gouvernement en juillet 2000, ces débats qui portaient sur les Ogm ont été organisés par trois associations de consommateurs et se sont déroulés dans toute la France à l'automne.

(2) « La démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France. Gallimard, NRF. 2000.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 42

tie en France : il y a plus d'un siècle, ces commissions étaient constituées de représentants de l'état, d'experts, de syndicats… La différence aujourd'hui, c'est qu'on insuffle pour la première fois un élément un peu dynamiteur : les profanes. Quant au politique, il reste légitime parce qu'il est élu. On n'a rien trouvé de mieux jusqu'à maintenant : l'élu est libre décide de suivre ou de ne pas suivre l'avis de la commission.

Malgré tout, les politiques ne tiennent manifestement pas à ce que ce soit institutionnalisé. Moi je travaille pour que ça le devienne. On pourrait imaginer, par exemple, que l'Office Parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques, qui est inconnue de 90 % de nos concitoyens, assume un rôle également pour la société, et non plus seulement pour le Parlement, en rajoutant, dans la loi de 1983 qui l'a fondé, qu'il a la possibilité d'organiser ce type de débats quand il le juge souhaitable.

Fabrice MARTY

La conférence citoyenne est extrêmement utile dans la mesure où elle entérine une idée établie depuis très longtemps en France, selon laquelle le profane peut avoir une idée éclairée et de bon sens, même sur des questions très complexes. Cela a permis de le prouver et certaines décisions du gouvernement l'ont validé.

Concernant les débats publics sur les Ogm, je suis d'accord avec Gérard Faure, c'est un peu un nain au niveau politique dans la mesure où les parlementaires n'en voulaient pas. Du moins, leurs réactions n'ont guère été enthousiastes. La légitimité de ces débats est encore à creuser. Mais, en fait, leur logique était autre. Il s'agissait de ne pas se contenter de s'adresser aux représentants des mondes industriels, agriculteurs et autres, pour atteindre le cœur de la société civile via des canaux qui n'étaient pas ambigus par rapport à des canaux parlementaires.

Je vois que vous faites la moue. J'ai participé à bon nombre de ces débats, souvent incognito. Il est vrai qu'ils se sont faits sans aucune publicité, mais c'était voulu. Il faut savoir qu'il y a eu quand même près de 70 débats, qui ont attiré en moyenne 60 personnes, y compris dans des petites communes du rural, en plein milieu de semaine. Il n'y avait pas de tribune, pour instaurer une égalité et chacun venait à titre personnel. Une méthode commune a été néanmoins mise en œuvre, pour donner les mêmes documents – notamment la diffusion de courts-métrages –, les animateurs ont été formés au niveau national, et, à chaque fois, deux experts étaient présents dans la salle, dont un scientifique. Certes, rien n'est parfait, chaque débat public est un pari. Dans cette configuration très explosée au plan géographique, cela démultipliait les risques. Je pense que c'est une expérience dont il faut sortir des leçons à la fois négatives et positives mais ce qui est certain, c'est que c'est très différent de la conférence de consensus et que cela sortait vraiment des sphères classiques.

Alain TROUSSON

En complément de la question de la légitimité qui a été évoquée, j'aimerais ajouter un autre problème. Nous sommes dans une société qui évolue très rapidement - on parle même de « révolution » - et dans une telle situation, on l'a déjà observé autrefois, nos propres personnalités perdent leur cohérence. Il est clair le citoyen qui est en nous, le contribuable et le consommateur que nous sommes également, réagissent différemment. Le consommateur veut des produits de meilleure qualité. Le contribuable veut payer le minimum d'impôts pour évacuer les déchets. Le citoyen essaie de voir les choses à long terme. La difficulté, c'est que toutes les innovations issues de la science et qui font évoluer la société, mettent en jeu différentes facettes en nous qui aboutissent à des réactions divergentes. Ceci explique pourquoi nous avons tellement de mal à revenir à des consensus. D'ailleurs, certains philosophes expriment l'idée qu'il est illusoire de penser qu'on peut arriver à un consensus. Selon John Locke (1), le système parlementaire ne repose pas du tout sur le consensus mais sur l'acceptation qu'il y a une majorité d'idées et que c'est elle qui exerce le pouvoir sur la minorité. Peut-être ces idées qui ont fondé notre République sont aujourd'hui mises en cause.

Ensuite, concernant les conférences de consensus, il me semble que nous avons eu tort, en France, d'organiser le débat « à chaud ». Il vaudrait mieux multiplier ces débats avec un peu plus de distance, hors des situations de crise. D'autre part, personnellement, j'attends de ces conférences qu'elles permettent de dégager plusieurs argumentations de natures différentes – économique, technique, politique, éthique - et qu'au bout du compte, quelque chose de bien réel soit porté à la connaissance du public car la démocratie, qui a pour tâche de gérer des intérêts divergents, doit avoir en mains, pour ce faire, des argumentations de ce type.

D'autre part, vous l'avez souligné, dans une conférence de citoyens, il faut assurer une formation. Car pour débattre de façon solide, il faut quand même s'appuyer sur des connaissances. Cela dit, il y a quand même un défaut de culture scientifique en France et ce d'autant plus qu'on aborde des connaissances complexes. Ainsi, cette année, j'ai lu deux ouvrages sur les Ogm, signés par des scientifiques, l'un de l'Inra, l'autre du CNRS, eh bien, ces deux ouvrages sont contradictoires. Si on

(1) John Locke, philosophe britannique de la fin du XVIIe siècle et du début du XVIIIe siècle, est l'auteur de plusieurs essais sur le gouvernement civil qui eurent un retentissement considérable à l'époque des Lumières et qui inspirèrent les fondateurs des États-Unis ainsi que les révolutionnaires français.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 43

ouvre des revues, on nous annonce le plus souvent une série de catastrophes épouvantables, y compris dans des articles signés par d'éminents scientifiques. Comment voulez-vous que le profane s'y retrouve ? De mon côté, je me demande si l'activité de la science n'est pas devenue extrêmement perméable aux influences ou aux convictions politiques et idéologiques.
Ainsi, Jean-Claude, tu nous fais une peinture de l'expertise scientifique qui est d'une neutralité virginale, mais il est bien évident, quand tu décris la production des vaches laitières, que tu as ton avis là-dessus et que tu penses qu'il est absurde d'élever des vaches pour produire 12 000 litres de lait. Or, lorsque tu vas rendre ton expertise, tu ne vas sans doute pas donner ton opinion mais elle va transparaître. On oublie cela. On fait comme s'il était possible de séparer le bon grain de la science de l'ivraie de l'idéologie, quelle soit de gauche ou de droite.

Auguste TEMPLIER,
UNIVERSITE DU PAYS DE CHARENTES
Je trouve que les gens ont besoin d'agora, indépendamment des processus décisionnels. Ils ont besoin de mettre leur parole dans le pot commun, quel que soit le devenir de cette parole. C'est un peu comme Loft Story : on a besoin de se montrer dans son mode d'être et puis on disparaît. Si on a été retenu, remarqué, pourquoi ne pas faire fortune avec ça ? Comme disait Monsieur Flamant, cela « fait » société, quitte à sortir de la réunion avant la fin.
Quant à l'aspect décisionnel, c'est beaucoup plus complexe. C'est d'ailleurs parfois en déconnexion. Un chef d'entreprise vous dira qu'on aura beau débattre, ce qui l'intéresse, c'est la décision de son banquier et de son comptable. Il se fige de ce que pense l'agora. De même, parfois, l'Agora se fiche des décisions qui découleront du débat. Il y a donc des pontages à faire progressivement.

Marie VELLA
L'association que je représente, l'UFCS, a organisé les débats citoyen à Toulouse, Revel, Saint-Gaudens. Avec une autre association, Familles Rurales, nous avons organisé ces débats également dans l'Aveyron. Nous sommes tous bénévoles, et nous sommes tous allés à Paris pour nous former pendant quelques jours. Ces débats m'ont paru très intéressants parce que nous avions comme mission de collecter les remarques et les réactions pour les faire remonter à Paris. Nous en avons eu des centaines, que je tiens à votre disposition et je vous assure qu'elles sont très intéressantes, même si les gens ne comprenaient pas exactement ce qu'étaient des Ogm. Ils posaient des questions très pertinentes. En fait, ce qui m'a un peu gêné, c'est que nous avions plus de personnes pour les Ogm, que des « anti ». Quant aux médias, aux lendemains de ces débats j'ai téléphoné à TLT pour leur demander pourquoi ils n'étaient pas venus. Du coup, j'ai été invitée à débattre pendant une heure avec un chercheur de l'école vétérinaire et un agriculteur de la Confédération Paysanne.

Bernard BRUNET
On arrive à la fin de ce débat et ce qui me pose problème, c'est la question de la décision que vous avez évoquée les uns et les autres. La décision ne risque-t-elle pas de se trouver diluée, et donc retardée, ce qui serait la pire des choses ? Dans une démocratie représentative, qui est le pire des systèmes à l'exception des autres, c'est bien connu, la décision appartient effectivement aux élus majoritaires. Ce qui est donc essentiel, c'est d'éclairer les conditions de cette décision par un débat public, de rendre ce débat transparent, de publier ses attendus et de les rendre accessibles à tous les citoyens. Enfin, il faut qu'il y ait réversibilité de la décision, ce qui a un coût. Mais peut-être que le vrai principe de précaution est le report indéfini de la décision…

Dominique DESJEUX
Qu'est-ce que la réversibilité ?

Bernard BRUNET
Le fait de pouvoir revenir sur des choix, plus exactement de la décision. Sur les déchets nucléaires, par exemple, il y a des moyens de réversibilité à très long terme.
De même, les lois sur la bioéthique ont eu un caractère réversible, et même révisables.

Hervé OSSARD,
PRESIDENT DU CENTRE INRA DE TOULOUSE
Je souhaite reprendre le thème du débat mais de façon un peu plus concrète du point de vue de la recherche. Nous avons un problème de société, en particulier sur les OGM, et se met actuellement en place une régulation que j'estime être non démocratique. Très concrètement, il y a un an, nos essais sous serre ont été détruits, et nous ne sommes pas les seuls à vivre ce type de choses.
Nos concitoyens expriment des préoccupations très sérieuses, des inquiétudes vives. Ce matin, Guy Riba a émis des propositions sur la façon de mettre en débat public certaines de nos décisions. Je crois qu'il faut s'en préoccuper sérieusement. Sinon, la plupart des chercheurs qu'ils soient du public ou du privé, risquent de ne pas pouvoir développer un certain nombre de projets de recherche dans les prochaines années, pour peu qu'il y ait une probabilité de destruction des essais.
Moi, je trouve très bien d'en parler cet après-midi, et l'instruction du débat par la Mission Agrobiosciences me paraît très bonne ; le débat public a un rôle à jouer dans une régulation démocratique. C'est même un point de départ.

Un participant
Je voulais enchaîner sur ce que tu dis, Hervé. Nous avons, et la société a à gérer des choses relativement contradictoires. Il faut bien prendre conscience que s'il y a destruction des essais Ogm, c'est parce qu'on sait où ils sont, ce qui répond à une demande de transparence. Dans notre société, la transparence fait l'objet d'une forte demande et elle monte en puissance dans tous les domaines. Or si la transparence se traduit parce que l'on va considérer comme un désordre public, que fait-on ? Ceux qui sont pour la destruction des essais Ogm diront qu'ils ont raison devant le monde entier. Que se passe-t-il si tout groupe dit « j'ai raison contre tout le monde » et estime, par conséquent, que ses actes sont légitimes, et que la loi n'est pas bonne ? Dans ce cas, il faut effectivement faire évoluer la loi, ce qui nous ramène à la démocratie et ça nous pose à tous des problèmes.

Un autre participant
Nous parlons de la régulation de la science et de la technologie mais en fait, il me semble que les innovations technologiques sont fortement sous la dépendance du système économique dominant. Ne faudrait-il pas plutôt se poser la question de la régulation économique ? D'autre part, le poids de la recherche publique ayant tendance à diminuer au profit de la recherche privée, ne faudrait-il pas davantage réfléchir aux moyens d'agir sur ce processus. Voilà, selon moi, les enjeux réels, plutôt que la seule régulation de la science.

Bertrand RAUX
ASSOCIATION CONSOMMATION, LOGEMENT ET CADRE DE VIE (CLCV)
Il y a un préalable au débat public, c'est la capacité d'expertise des parties prenantes. Le milieu associatif dispose parfois de ces moyens d'expertise. C'est important pour qu'il y ait une réelle participation au débat scientifique. Cela relève d'une réelle démocratie participative.

CONCLUSIONS

Daniel BOY
Il me semble que nous sommes en train de construire progressivement un nouveau système. J'ai malgré tout une grande confiance dans ce processus de débat public, qui correspond à un vrai changement de société. Sur la nécessité de réguler d'abord le système économique avant de réguler le système scientifique, c'est ce que j'aurai dit, moi aussi, il y a quelque temps. Mais pour avoir vu certaines décisions ou négociations, notamment celles du Protocole de Carthagène à Montréal (1), j'ai quand même l'impression que les demandes ne clivent pas autant que ça le scientifique et l'économique. La question sur la science peut d'ailleurs faire l'objet plutôt d'une réflexion sociale et non économique.

Alain TROUSSON
Pour moi, le débat public ne se substitue pas aux autres éléments de la démocratie. C'est un empilement de structures. Un bon débat public, avec un public bien formé, est fondamental et n'occulte pas les autres éléments du dispositif. Au contraire, il l'enrichit. Il n'a pas besoin d'être consensuel. Il doit permettre de dégager une vue générale pour que le politique in fine, dans sa sagesse et dans sa délégation suprême, décide. Donc c'est un empilement d'éléments.

Un intervenant
Des élections ont lieu prochainement ; pourquoi ne pas prendre au sérieux les critiques de la démocratie ? Des propositions de lois sont en cours de discussion sur les enquêtes d'utilité publique, la démocratie de proximité et la Commission nationale du débat public : elles sont d'une incroyable timidité. Nos représentants sont un peu en retard dans cette affaire. Je pense qu'il faut faire avancer les choses ; encore une fois, il n'y a pas de solution mais essayons d'avoir un peu plus d'audace. A mon avis, c'est aux électeurs d'y veiller.

Un intervenant
Comme l'a dit Mme Vella, il y a fondamentalement un débat à mener sur la régulation des échanges. Je regrette que, dans les débats vigoureux engagés par certaines organisations, on parte du principe que le capitalisme étant mauvais, ses produits le sont aussi. Cela ne permettra jamais de résoudre les questions ; en revanche, affirmer d'emblée que nous devons

(1) Le Protocole de Carthagène (Colombie) porte sur la prévention des risques biotechnologiques, notamment à l'égard des Ogm. Ce protocole a été négocié à Carthagène, adopté par les États à Montréal, en janvier 2000 et ratifié par le Conseil des États le 11 décembre 2001.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 45

discuter des échanges économiques ayant des implications sur l'innovation, ça me paraît tout à fait intéressant.

Deuxième point : les associations de consommateurs ont dit dans un premier temps qu'ils n'avaient jamais demandé les Ogm. Et effectivement, une innovation, on ne la demande jamais. Sinon, ce n'est pas une innovation. En revanche, une innovation se développe progressivement, se répand dans la société. Là, si on achète de l'innovation, et si on y trouve donc plus d'avantages que d'inconvénients – comme l'a dit D. Boy, l'innovation contient du positif et du négatif - un marché se constitue. C'est tout simple : si on ne veut pas d'une innovation, il n'y a pas de marché. C'est une loi du capitalisme.

Bernard RAYNAUD,

VICE-PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL MIDI-PYRENEES

Tout d'abord, je serais vraiment prétentieux de vouloir conclure une journée à laquelle je n'ai pu assister dans son ensemble. Je souhaitais également vous prier d'excuser Martin Malvy, président du Conseil Régional de Midi-Pyrénées, qui n'a pu être présent aujourd'hui, mais qui a toujours marqué son intérêt pour cette initiative qu'est l'Université d'Eté de l'Innovation Rurale. Cette dernière a largement anticipé la nécessité du débat public et de la rencontre, qui est aujourd'hui pointée, face aux multiples difficultés qui se sont succédé dans le monde agricole et agroalimentaire ces dernières années. Une sorte de rupture, une incompréhension grandissante divise actuellement le monde rural, considéré comme le monde de la production des produits alimentaires, et le monde urbain, fait de consommateurs de plus en plus préoccupés parce que contiennent leurs assiettes. Une rupture qu'il convient d'atténuer, car il y avait auparavant un lien charnel entre ces deux mondes, à travers le rapport à la nature, à l'environnement, au produit.

Cette Université d'Eté prend chaque année un peu plus d'ampleur, ce qui semble bien prouver qu'elle est au diapason des enjeux sociétaux en terme de débat public. Ce dernier doit se développer, traverser toute la société, constituer le croisement de mondes qui se côtoient sans se connaître et parfois sans se comprendre : le monde de la recherche, dont le fondement est d'aller vers l'inconnu et d'essayer de le maîtriser ; le monde des technologies qui est à la charnière de la science et de la production ; le monde économique, la distribution et les consommateurs. Tous ces acteurs, toutes ces structures doivent se rencontrer et vivre ensemble en bonne intelligence.

Les débats que nous avons ici sont fortement nourris par l'actualité, cette dernière étant elle-même nourrie par la médiatisation. Or les élus, qui sont aussi, ne l'oublions pas, des consommateurs et des citoyens, reçoivent les informations et vivent sur le terrain un ensemble de problèmes aigus : l'ESB, la fièvre aphteuse, les pollutions, les Ogm… Comme vous tous, nous sommes assaillis par toutes ces données et nous sommes incapables de faire la part des choses de manière la plus objective possible. D'où la nécessité de créer ces espaces de débats, de rencontres, sur des sujets qui interpellent, qui inquiètent et qui, très franchement, laissent désemparés la plupart d'entre nous. Ce qui présente d'ailleurs un risque de repliement sur soi qui serait dramatique. Nous devons au contraire susciter l'espoir d'une évolution vers la maîtrise des progrès de la science et des technologies.

Votre Université d'Eté participe pleinement de cette volonté de jeter des ponts entre les chercheurs, les producteurs, les consommateurs, en n'oubliant jamais que tous ces acteurs sont des citoyens et que ces citoyens sont garants dans leur activité de cette transparence que vous évoquiez. Cette volonté des hommes de communiquer, aucune réglementation ne permettra de la décréter et de la susciter. En revanche, la loi peut favoriser l'instauration d'une plus grande transparence. J'ajouterais que c'est une responsabilité collective, au sens fort du terme, que vous endossez en organisant cette manifestation : vous vous mettez en danger, vous prenez un risque en allant vers des interlocuteurs qui posent des questions auxquelles, parfois, vous ne pouvez pas répondre. C'est également une prise de responsabilité pour les élus et les institutions comme la nôtre. Martin Malvy l'a dit l'an dernier, le Conseil Régional a pris ses responsabilités, il mène une politique clairement axée sur le soutien à la qualité, à la traçabilité, à la sécurité sanitaire des aliments, qui s'est notamment traduite, au mois d'octobre 2000, par le lancement des 1res « Rencontres Agriculture, Alimentation et Société » sur ces thèmes. Celles-ci ont connu un succès tel que, dès l'an prochain, nous créons avec la participation de l'ensemble des partenaires professionnels et des scientifiques, la Semaine Internationale de la Sécurité et de la Qualité alimentaires (SISQA). Celle-ci comprendra, en plus de la seconde édition des Rencontres, un séminaire professionnel sur les signes de qualité et un Salon grand public sur la qualité alimentaire (1).

Midi-Pyrénées a des atouts extraordinaires. C'est en effet la région qui compte le plus de produits agroalimentaires sous signes officiels de qualité et il y a là un terrain favorable pour mener ce débat fondamental sur l'évolution de notre société. Il y a là les supports

(1) En raison des événements survenus en septembre 2001 à Toulouse – l'explosion d'AZF -, la Sisqa n'a pu être maintenue dans son intégralité. Seules les 2es Rencontres « Agriculture, alimentation et Société » ont pu se dérouler. L'ensemble du dispositif de la SISQA a donc été reporté en novembre 2002. Pour plus de renseignement, consulter le site du Conseil régional Midi-Pyrénées : www.sisqa.org

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 46

nécessaires à initier les échanges et les informations de manière exemplaire, à accompagner toutes les initiatives qui vont dans ce sens. C'est le cas pour la Mission d'Animation des Agrobiosciences à laquelle nous avons fixé, avec l'Etat, un certain nombre de priorités et de missions précises. Et puis il s'agit aussi de redonner confiance, à la fois aux producteurs qui sont soumis aujourd'hui à de fortes turbulences, et aux consommateurs. Cette confiance restaurée passe par la mise en place des outils de la transparence, dont font partie cette Université d'Eté et la SISQA. Il faut trouver ou retrouver un équilibre entre les exigences économiques, les progrès scientifiques, la préservation de l'environnement, le souci de la qualité, la participation citoyenne et démocratique. Je vous félicite de votre initiative et je vous remercie pour votre accueil.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 47

9 AOUT 2001. MATINEE

L'AGRICULTURE PEUT-ELLE ETRE BOULEVERSEE PAR LA DEMANDE SOCIALE ?

INTRODUCTIONS A LA JOURNEE

Francis DAGUZAN
VICE-PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
DE COMMUNES DE MARCIAC ET VALLONS

Cette année, nous avons essayé d'associer à cette rencontre un maximum de personnes, d'acteurs locaux, au-delà de la Communauté de communes puisque nous allons très rapidement pouvoir raisonner en termes de Pays. En effet, le Pays du Val d'Adour a été reconnu officiellement par les services administratifs régionaux, inter-régionaux - d'Aquitaine et de Midi-Pyrénées -, par les trois départements concernés et l'ensemble des communes qui avaient déjà délibéré sur le périmètre du Pays et sa charte.

Dans cette charte de Pays, force est de constater que nous vivons dans une zone agricole dont l'économie agricole est importante. Force est de constater également que nous avons, nous aussi, à prendre en compte la demande sociale et celle du consommateur concernant des productions quelque peu décriées aujourd'hui, peut être par méconnaissance, par manque d'information ou par simple volonté de désinformer. Il y a eu un débat intéressant hier sur la médiatisation. A nous, aujourd'hui, acteurs locaux, de rentrer dans le jeu et d'en sortir de la meilleure manière possible, en étant à l'écoute de chacun et en étant efficaces, afin que notre territoire puisse prouver, une fois de plus, que nous sommes capables de répondre à une demande qui se fera certainement de plus en plus pressante et de plus en plus compliquée. Je ne vais rien ajouter de plus. Bienvenue à Marciac dans le cadre de ce festival.

Jean-Claude FLAMANT
RESPONSABLE DE LA MISSION D'ANIMATION
DES AGROBIOSCIENCES

Beaucoup d'entre vous étaient présents hier, d'autres n'y étaient pas. Quelques mots donc de présentation de la logique de cette Université d'Eté. Organisée dans le cadre de la Communauté de communes Marciac et Vallons, cette Université est conçue - au sein des Forums de l'Innovation Rurale - par la Mission d'animation des agrobiosciences, qui est un centre d'animation des débats et des controverses sur l'agriculture, l'alimentation, les sciences du vivant et leurs rapports avec la société. La Mission d'animation des agrobiosciences, constituée avec l'aide originelle de l'Inra, est aujourd'hui financée totalement dans le cadre du contrat de plan État Région, pour moitié par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et pour l'autre moitié par le Ministère de l'agriculture et de la pêche au titre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Voici donc la septième édition de l'Université d'été de l'innovation rurale. Pour la troisième année consécutive, elle dure deux jours et elle est constituée de deux volets : le premier, hier, est un « regard sur les biotechnologies et les sciences du vivant » ; le second, aujourd'hui, un « regard sur les évolutions de l'agriculture et du monde rural ».

Un mot clé à ces deux journées : le bouleversement

Il existe un point commun entre ces deux journées : c'est le mot clé bouleversement. Il nous est apparu important de réfléchir à ce terme. Hier, nous l'avons abordé en traitant l'angle suivant : « Quand les sciences du vivant bouleversent notre regard sur le monde ».

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 48

Les conférenciers et les débats ont montré que les progrès actuels considérables des sciences du vivant nous amènent à nous réinterroger sur nos rapports à la morale, à la société, sur la manière dont la recherche agronomique peut s'engager et développer ses activités dans un contexte de mondialisation, sur la manière aussi dont les médias, désormais, portent les crises et les bouleversements vers l'opinion… Ceci n'est pas sans conséquence sur nos propres comportements.

« L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ? », tel est le sujet d'aujourd'hui. Réalisez que depuis quelque temps, il ne se passe pas de semaine sans que les titres à la Une des journaux ne soient en rapport avec l'agriculture, l'alimentation, le monde rural, les sciences du vivant… Réalisez aussi que les négociations mondiales du commerce achoppent sur les questions de l'agriculture comme Jacques Berthelot, ici présent, l'a illustré dans un livre récent, « L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation » (1). Réalisez encore que les journaux télévisés - la télévision joue un rôle considérable par ses images - s'ouvrent souvent sur ces questions d'agriculture et d'alimentation : vache folle, bûchers d'animaux atteints de fièvre aphteuse, etc.

Nous avons donc pris le parti de nous placer dans un contexte de bouleversements, sur lesquels nous devons nous interroger : sont-ils voulus ? Sont-ils subis ? Quelles conséquences ont-ils sur nos rapports au territoire ? Sur nos rapports au reste de la société ? Comment nous situons-nous par rapport aux mécanismes économiques ? Les conséquences de ces bouleversements mènent-elles à des conflits ou devons-nous nous engager dans un système de négociation, de compromis, de débats ? Ou peut-être faut-il ignorer - cet élément a surgi hier - dans certains cas les sources de bouleversement. Au cours de ces deux journées, nous cherchons à la fois instruire les questions des rapports des sciences du vivant et de la société, de l'agriculture et de la société, mais réfléchir aussi à ce thème du bouleversement. Et en tirer des conclusions ce soir.

Quelques innovations au menu

Nous avons pensé quelques innovations d'organisation pour cette Université d'été. D'abord, pour la deuxième année consécutive, un espace livres est à votre disposition. Vous pourrez y retrouver les ouvrages d'un certain nombre de conférenciers, que vous aimeriez lire après les avoir écoutés. Vous découvrirez aussi une librairie de Vic-en-Bigorre proposant des ouvrages pour une meilleure connaissance régionale. Deuxième point : vous aurez accès, à partir de 11 heures, sous les platanes, à des cercles de discussion sur des sujets que les membres de ces cercles définissent ensemble. Ces cercles sont animés et suivis par des collègues de la Mission environnement et société, de l'Inra Paris, qui édite notamment le Courrier de l'environnement, que vous pouvez recevoir gratuitement sur simple inscription.

Autre innovation, dans l'organisation même de la journée. L'équipe de la Mission d'animation des agrobiosciences s'interroge en permanence sur la manière d'organiser des débats publics. Il y a différentes manières de faire et nous savons qu'elles ne sont pas sans conséquence sur nos expressions d'où, par exemple, l'expérience de ces cercles de discussion à l'extérieur du chapiteau.

Et puis, autre nouveauté, nous avons demandé au groupe local de réflexion, préoccupé par ce sujet du bouleversement de l'agriculture par la demande sociale, de nous restituer son travail de réflexion en guise d'introduction à la journée. Ensuite, Bertrand Hervieu, qui arrive de Chine, nous rejoindra. Nous lui avons demandé de réfléchir avec nous à la question « Qu'est-ce qu'un paysan aujourd'hui ? ». Car, vous entendrez dans la restitution du groupe local que la réflexion ne porte pas uniquement sur des questions économiques, mais aussi sur l'existence même de l'agriculteur.

Après que les agriculteurs nous aient dit comment ils perçoivent la demande sociale, logiquement, cet après-midi, une table ronde portera sur la question « Que demandons-nous aux agriculteurs et à l'agriculture ? ». Nous avons convié à y participer des représentants d'organismes et d'associations. Puis, nous demanderons à un membre du groupe local de réflexion de nous rejoindre à la tribune pour réagir, ainsi qu'à deux sages, deux agriculteurs aînés qui n'ont pas le même regard sur l'agriculture : Jean de Galard, qui a été président de la Chambre d'agriculture de la Haute-Garonne, et André Pochon, agriculteur en Bretagne, qui depuis de très nombreuses années défend les concepts, les orientations de l'agriculture durable. Il est également l'auteur d'un certain nombre de livres forts intéressants, dont « Les sillons de la colère » (2), que vous trouverez à la librairie. Puis, en fin d'après-midi, Philippe Lacombe, qui a animé un groupe de prospective de la DATAR sur « Les futurs de l'agriculture », nous livrera la production de ce groupe de travail. Viendra enfin le temps de la conclusion. Nous essaierons ensemble de dégager les leçons de cette journée. Voilà le menu. Je laisse la place à Gilles de Mirebeck et Jean Pilleboue qui ont suivi les travaux du groupe local de réflexion et qui vont introduire la présentation de ses résultats. A la suite de cette présentation, Anne-Marie Granié, qui est sociologue à l'Enfa, l'École nationale de formation agronomique de Toulouse, animera le débat.

(1) Jacques Berthelot, « L'agriculture, talon d'Achille de la mondialisation, clés pour un accord agricole solidaire de l'OMC », préface de José Bové, Ed. L'harmattan, mars 2001

(2) André Pochon, « Les sillons de la colère – La mal bouffe n'est pas une fatalité ». Ed. Syros, mai 2001

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 49

SEANCE DU MATIN
FORUM-DEBAT

Gilles DE MIRBECK
PRESIDENT DE L'ASSOCIATION PAIS

« Quelles perceptions avons-nous, agriculteurs, de la demande sociale ? »

Comme cela a été dit, les Forums de l'Innovation Rurale s'articulent autour de trois pôles qui se complètent et s'enrichissent mutuellement : un groupe local de réflexion, l'Université d'été et des cafés-débats qui devraient débuter au cours du dernier trimestre de cette année.
Le groupe local de réflexion a été mis en place début juin et ses travaux seront menés de manière régulière tout au long de l'année, afin de contribuer à la démarche de développement de la Communauté de communes et du pays. La Communauté de communes a confié l'animation de ce groupe à l'association Païs, dont je suis un des responsables.
La création de cette Association répond à la volonté de promouvoir des transferts de savoirs, par des échanges d'expériences entre des communautés basées en France ou à l'étranger. Ces échanges concernent plus spécialement le développement local, dans ses différentes composantes qu'elles soient économiques, culturelles ou sociales. L'Association travaille donc dans le Gers, mais aussi dans les îles du Cap Vert et au Mozambique.

Des débats soutenus, trois thèmes retenus : les produits, le paysage, la vie rurale

Cette Association a donc participé à la composition du groupe, constitué en partie des membres de la commission économie, agriculture de la Communauté de communes Marciac et Vallons, et d'agricultrices et d'agriculteurs représentatifs de la diversité de la production gersoise. Ce groupe comprend donc des éleveurs de bovins, notamment de la race locale mirandaise, de porc gascon, des volaillers, des céréaliers, des personnes qui font de l'accueil à la ferme, des agriculteurs bio ou en conversion, des CTE, et même un artisan boulanger, qui est le président de l'Association du pain du terroir gersois. Ce groupe a commencé à travailler, à partir du mois de juin, sur cette question à laquelle nous voulions répondre : « Quelles perceptions les agriculteurs ont-ils de la demande sociale ? ». Nous avons organisé quatre séances, animées par Jean Pilleboue et moi-même.
De la première séance, menée à bâtons rompus, ont émergé trois thèmes : « quels produits, bons et pas chers ? », « le paysage » et « la vie rurale ». Jean vous en parlera. Puis, chacun de ces thèmes a fait l'objet d'un débat dont les résultats vous seront présentés par un rapporteur.
Ces débats ont été très riches. Je ne suis pas sûr que nous arriverons à rendre compte de toute leur diversité. Quelqu'un a dit hier que c'est « à travers l'autre que nous sommes capables de nous penser nous-mêmes ». Je crois que ces séances ont permis aussi aux agriculteurs de ce groupe de se questionner sur le métier d'agriculteur, sur le rôle de l'agriculture mais aussi sur la légitimité de la demande sociale.

Jean PILLEBOUE
GEOGRAPHE

C'est à la demande de Jean-Claude Flamant que j'ai participé avec Gilles, en parfaite entente, à l'animation du groupe, qui s'est d'ailleurs faite d'elle-même. Nous en avons été un peu les porte-plumes et éventuellement aujourd'hui les porte-voix, sans plus. Quelques remarques préalables, générales, transversales aux trois thèmes. Je rappelle la question qui a été posée : « Quelles perceptions avons-nous, agriculteurs, de la demande sociale ? »
Une question très complexe, à deux étages. D'un côté, la société se fait des idées sur l'agriculture et sur la campagne qui ne sont pas forcément étayées. De l'autre, les agriculteurs de la Communauté de communes qui participent à ce groupe de travail et qui, bien entendu, ne prétendent pas représenter tous les agriculteurs, se font une idée sur ces idées. Ils ont donc parfois, c'est normal, une certaine distance par rapport à la demande sociale, par rapport à la matérialité des choses.

Il y a dans notre société un accord fondamental sur un certain nombre d'exigences simplistes, qui ne concernent pas que l'agriculture et la campagne

Deuxième remarque : je dirais que la demande sociale s'exprime dans les médias, mais surtout par des comportements, des réactions, des agissements de touristes et de consommateurs. Les choix des consommateurs manifestent la demande sociale. Quand leurs choix se portent sur une viande et en délaissent une autre, c'est de la demande sociale. Il ne s'agit pas simplement

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 50

d'opinions. Et plutôt que demande sociale, j'ai envie de dire exigence sociale, car elle est extrêmement contraignante. De plus, cette demande s'exprime par une multiplicité de canaux d'expression et, bien sûr, il existe différentes catégories sociales, etc. Je n'interviendrai pas sur ce point. Pourtant, en écoutant le groupe, il nous a semblé qu'il y a dans notre société un accord fondamental sur un certain nombre d'exigences simples, on peut dire souvent simplistes, qui ne concernent d'ailleurs pas que l'agriculture et la campagne. De la même façon que tout le monde se réjouit que Zidane soit champion du monde, tout le monde veut que l'alimentation soit la meilleure possible, que les paysages soient beaux et verts, que l'eau soit pure, que la campagne soit vivante, etc. Là, les différences sociales ne jouent pas ou, si elles jouent, ce n'est pas dans le sens que l'on croit. Quelqu'un le dira sans doute : ceux qui acceptent de payer la qualité ne sont pas ceux qui ont le plus d'argent.

On ne peut pas prendre la demande sociale pour argent comptant

En dehors d'une certaine unicité, il est bien connu que la demande sociale est versatile ; dans ses formulations, elle est souvent contradictoire ou confuse. Cela me semble extrêmement important. Il a été dit hier que les gens sont alternativement consommateurs, touristes, contribuables, citoyens, etc., qu'ils disent tout et son contraire, qu'ils veulent le calme et l'autoroute, que l'alimentation soit bonne et pas chère. C'est le « et » qui est important. En clair, il est impossible de prendre la demande sociale pour argent comptant. Cela donne donc de l'autonomie aux agriculteurs qui doivent élaborer leur propre discours et surtout ne pas être à la remorque de la demande sociale.

Troisième remarque : quelle légitimité a cette demande sociale ? Les gens ont-ils tous les droits envers les agriculteurs ? Dans les revues, on lit que les temps ont changé, qu'on n'est plus dans les années 60 où l'État aidait les agriculteurs simplement pour qu'ils produisent plus. Aujourd'hui, on attend qu'ils produisent plus, mais aussi de la qualité et qu'ils entretiennent de beaux paysages, de l'eau propre, qu'ils gardent la campagne vivante et que tout cela soit accessible à tous. C'est ce qu'on appelle la campagne devenue bien public, appropriée par tous. Dans certains livres, ce changement est considéré comme allant de soi, évident. Il faut que les agriculteurs s'y fassent.

Dans le groupe, cela n'est pas apparu comme évident. Je cite : « Les gens s'attribuent le droit de juger ce que nous faisons et même le droit de veto sur ce que nous faisons. Ont-ils ce droit ? C'est bien de se demander ce que les citadins attendent de nous, mais ne pouvons-nous pas dire, nous aussi, ce que nous attendons des citadins ? »

Établir les bases d'un échange, sinon ce sera légitimité contre légitimité, agriculteur contre touriste

Cela est extrêmement positif, car ce sont les bases d'une discussion, d'un échange et non pas d'un diktat qui serait imposé. Donc, les bases d'un échange, d'une négociation entre parties. Sinon, ce sera légitimité contre légitimité : la légitimité du propriétaire agriculteur qui dit « n'entrez pas, ce n'est pas chez vous » contre la légitimité du touriste qui lui répond « c'est du bien public », même s'il n'emploie pas l'expression. Et tout droit le conflit.

Les trois thèmes retenus par le groupe de réflexion révèlent les trois points consensuels de la demande sociale :

1) L'agriculture produit essentiellement des produits alimentaires qui doivent être bons et pas chers ;

2) L'agriculture produit ou entretient des paysages, mais a aussi la charge de ne pas détériorer les ressources. J'avais noté cette réflexion dans un groupe : « Quand les consommateurs sont contents, ils sont souvent prêts à payer plus. En revanche, pour l'entretien du paysage ils ne sont pas forcément prêts à payer, puisque c'est considéré comme naturel, normal. » ;

3) Sur le plan social, les citadins attendent des campagnes vivantes.

Ce sont des thèmes modernes. Il y a 20 ans, ils auraient été différents. Gilles l'a dit, le groupe a énormément débattu, il a été extrêmement vivant et, sans porter de jugement, il n'y a pas eu de fractures entre positions syndicales. J'ai juste entendu qu'il y avait des différences entre ceux de la plaine et ceux des coteaux, entre le maïs et le reste. En tant que géographe, on ne se refait pas.

FORUM-DEBAT

Animé par :
Anne-Marie GRANIE,
SOCIOLOGUE A L'ENFA, ECOLE NATIONALE DE FORMATION AGRONOMIQUE.

Nous allons maintenant passer au débat. Hier après-midi, on a longuement discuté des différents types de débats, de leurs formes, de la meilleure situation pour que tout le monde s'exprime, se comprenne, parle un langage qui soit entendu de part et d'autre. En ce nous concerne ce matin, trois thèmes sont à traiter. Nous allons procéder ainsi : un rapporteur va intervenir sur chaque thème et son exposé sera suivi d'un débat, ainsi thème après thème.

Je voulais simplement vous dire que je suis ravie d'animer ce débat, parce qu'il me paraît essentiel. Essentiel aussi - ceux qui me connaissent savent l'attention que j'y attache -, derrière tout cela se pose la question centrale de l'identité socioprofessionnelle des agriculteurs aujourd'hui et celle des relations entre les agriculteurs et les autres acteurs. Cela m'agace de dire les agriculteurs et la société, car en réalité les agriculteurs font partie de la société. Sans vouloir vous manipuler, j'attends de ce débat une contribution à l'éclairage du sens du devenir et à la construction d'une « citoyenneté terrienne » comme dirait Edgar Morin. Je passe d'abord la parole à Nicolas Pomies qui est rapporteur du thème concernant les produits.

Nicolas POMIES,
RAPPORTEUR DU GROUPE LOCAL DE REFLEXION
SUR LA QUESTION DES PRODUITS

Sur le thème des produits, les avis étant très partagés, la synthèse n'a pas été facile. D'abord, nous sommes partis de la constatation qu'il n'y a pas une agriculture mais des agricultures donnant de nombreux produits. Il n'existe donc pas un seul métier mais des savoir-faire très différents, qui n'ont parfois même rien à voir. Face à ces produits très divers, la demande sociale est très diverse et très complexe. De notre point de vue d'agriculteurs, nous avons essayé de chercher ce qui gouverne cette demande sociale. Est-ce le pouvoir d'achat et la question du prix ? Est-ce l'attention portée à la qualité ? L'image du produit ? Ou bien son mode de commercialisation ? Tout cela à la fois ?

Les deux premiers thèmes, à savoir le pouvoir d'achat et le prix, et la qualité, nous sont apparus intimement liés, donc indissociables, tout comme il nous semble évident que la production de masse est nécessaire et indispensable. Nous avons analysé ce thème des produits, de leur qualité et de leur prix, d'abord d'un point de vue de la demande ensuite d'un point de vue de l'offre, donc de la production.

Une certaine impuissance des agriculteurs

Concernant la demande, il est ressorti de nos débats qu'on nous demande du bon et du pas cher, sauf qu'on se heurte à la définition du mot qualité. Pour certains, il sous-entend la qualité sanitaire bactériologique ou exempte de résidus de produits. Pour d'autres, la qualité se situe du côté du goût, de l'environnement ou encore des conditions de production. Cette demande en terme de qualité nous est donc apparue très diverse et mobile dans le temps. Là, nous avons noté l'influence énorme des médias et de la publicité. Et nous n'avons pu que constater notre impuissance à maîtriser tout cela.

Du point de vue de l'offre, les questions posées sont restées… des questions : peut-on produire de la qualité à bas prix ? Ou, de la même manière, une production de masse peut-elle être de bonne qualité ? Une question essentielle. Pour nous, évidemment la qualité a un prix. Il est ressorti de nos débats que, très souvent, la qualité restait le moyen d'obtenir une plus-value, chacun d'entre nous s'étant positionné en fonction de ses choix de production.

Comme nous l'avons dit, la demande est très volatile et les choix de production se font sur du très long terme, l'agriculteur travaille sur 10, 20 ans… Chacun a fait des choix et les a défendus. Certains ont fait des choix productifs, d'autres à plus petite échelle, parfois de plus grande qualité.

Toujours concernant le problème du rapport qualité/prix et du point de vue de la demande, nous avons souligné que la qualité ne doit pas être synonyme de retour en arrière. On ne labourera plus avec des bœufs, la qualité doit être signe de progrès, bien sûr.

Enfin, il est souvent ressorti que nous, agriculteurs, sommes souvent impuissants face à la qualité qui est de plus en plus réglementée et prise en charge par la grande distribution et encore plus impuissants face aux prix.

Maintenant, sur l'image des produits. Elle revêt une importance considérable parfois même plus grande que la qualité intrinsèque. Cette image est très importante, notamment dans le Gers, où les produits ont une connotation de produits traditionnels. Nous avons aussi parlé de la notion de terroir, très porteuse, mais aussi très fragile, notamment quand la grande distribution s'en empare. Pour citer des propos de certains agriculteurs : « On a un bon produit, mais pas ou peu de moyens pour le faire connaître » Encore cette notion d'impuissance…

Comment pouvons-nous rester maîtres de nos produits, de leur image, de leur qualité, de leur prix ?

Ensuite, la demande sociale peut-elle être gouvernée par le mode de commercialisation des produits ? Là, nous avons abordé, notamment, la question des labels, où il règne un certain flou du côté des consommateurs. De notre avis, les Aoc et les Labels rouges restent les plus connus ; le label bio commence à l'être un peu aujourd'hui. Il faut de nombreuses années pour faire connaître un label. Nous avons également parlé de la vente directe. Nous pensons que ce mode de commercialisation a tendance à se développer, mais cela reste-t-il l'exploitation d'une niche de marché ou est-ce une alternative à un mode de commercialisation plus traditionnel ? Nous avons noté que dans certains pays, en Suisse notamment, la vente directe est beaucoup plus répandue qu'en France.

Pour conclure, une question reste en suspens : doit-on garder une agriculture diverse face à une demande diverse ? Donc, toujours cibler l'offre. Il ressort fortement des débats, notre impuissance face à la maîtrise de la qualité, des prix bien sûr et de l'image. Face à cette impuissance, comment pouvons-nous rester maîtres de nos produits, de leur image, de leur qualité, de leur prix ?

Anne-Marie GRANIE

Nous allons commencer un débat sur ce thème. Nous avons 25 minutes pour échanger.

Les prix au consommateur n'ont pas baissé. Ce sont plutôt la grande distribution et les transformateurs qui ont pris des marges

JACQUES BERTHELOT,

ANCIEN MAITRE DE CONFERENCES A L'ENSAT, TOULOUSE.

Par rapport au prix, le problème est un peu plus compliqué maintenant, parce que les agriculteurs ne sont plus payés pour leurs produits, uniquement par des prix, mais aussi par des aides, donc par les contribuables. En face d'eux, des consommateurs qui paient une partie des produits par le prix et l'autre par leurs impôts. Avez-vous pris cela plus ou moins en compte ? D'autre part, face à vous, les véritables consommateurs de produits agricoles sont les transformateurs - 90 % de la nourriture est transformée - et la grande distribution. La demande alimentaire des consommateurs, elle, s'adresse à la grande distribution, sauf pour les circuits courts ou pour un certain nombre de fruits et légumes. Les consommateurs achètent prioritairement des produits alimentaires. Vous, vous vendez des produits agricoles. Avez-vous pris en compte ces interférences ?

Le problème du prix : théoriquement, les prix auraient dû baisser sur les céréales et la viande bovine. Un exemple, depuis 1992, le prix des céréales a chuté de 50 %. Mais dans la pratique, on sait bien que les prix au consommateur n'ont pas baissé. Ce sont plutôt la grande distribution et les transformateurs qui ont pris des marges supplémentaires. Est-ce que le fait qu'on tende à aller vers une baisse des prix théoriques à la production, qui ne se traduit pas au niveau de la consommation, ne biaise pas un peu le débat ? Vous, agriculteurs, comment vous situez-vous par rapport à ce problème indirect des prix ?

Est-ce qu'on veut toujours des agriculteurs en France ?

Nicolas POMIES

Oui, nous avons abordé ces questions. Sur le problème des prix, on a du mal à cerner là où on veut nous amener, les objectifs de tout cela. C'est vrai qu'aujourd'hui une grande partie de la rémunération est versée sous forme de primes. Globalement, pour le groupe, c'est un mauvais constat, une évolution vers laquelle on ne souhaitait pas aller. C'est vrai, ce ne sont pas les consommateurs qui achètent aux agriculteurs. On a considéré que les transformateurs sont parfois des intermédiaires aussi impuissants que nous face à la grande distribution. J'ajoute une autre question abordée par le groupe : est-ce qu'on veut toujours des agriculteurs en France ?

Un intervenant

Une manière de répondre à cela serait de ne plus être uniquement des producteurs de matière première, mais aussi des producteurs de produits alimentaires, d'amener le produit le plus loin possible.

Gérard ORLIAC,

CES MIDI-PYRENEES

Je vous félicite pour cet excellent travail, mais si vous envisagez d'aller plus loin, ne pensez-vous pas que votre groupe de travail devrait être un peu plus transversal ? Il est vrai que dans leur grande majorité les Français souhaitent garder des agriculteurs. La question ne se pose pas à mon avis. On n'a pas envie non plus que vous vous transformiez en industriels de l'alimentation. Ne pensez-vous pas qu'il faudrait vous associer à d'autres professions, de la santé par exemple, car la meilleure prévention en terme de santé, c'est encore ce que l'on a dans son assiette ; ou encore à la distribution, car il faut bien parler avec ses représentants. Et n'envisagez-vous pas une réflexion un peu plus prospective ?

Hélène de RESSEGUIER

Bien sûr, il serait intéressant d'associer d'autres catégories professionnelles à nos groupes de travail. Vous parlez des professions de santé. Dans notre groupe, éleveurs bovins, laitiers ou producteurs de légumes, nous

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 53

ne sommes pas trop inquiets sur la qualité de nos produits. On a fait beaucoup de tabac avec la vache folle, mais je crois que les éleveurs bovins de notre région et d'autres régions de France ne sont pas inquiets sur la qualité de leur viande. Le sujet a été très médiatisé, mais je pense que la sécurité alimentaire en France, par rapport à l'Europe, n'est pas un problème. Maintenant…

Jean PILLEBOUE

Venant de l'extérieur, ce qui m'a frappé, c'est que les agriculteurs d'ici restent encore une des bases de la société rurale. Ceux qui sont membres de la Commission agriculture de la Communauté de communes sont souvent maires de leurs communes. Il me semble que ceci est assez significatif.

Les agriculteurs, eux-mêmes, veulent-ils encore exister ?

Bertrand RAUX,

CLCV, CONSOMMATION, LOGEMENT, CADRE DE VIE

En matière d'aides de la Communauté européenne, on est quand même un petit peu surpris… Vous posez la question, « Veut-on encore des agriculteurs pour demain ? », mais à voir les agriculteurs au sein de leurs instances professionnelles et la redistribution des aides, on peut se poser aussi la question de savoir si les agriculteurs eux-mêmes veulent encore exister. 20 % des plus gros producteurs se partagent 80 % des aides européennes et quand on sait que, parmi ces 20 %, 4 % des céréaliers en prennent 40 %, on ne comprend pas pourquoi les 80 % d'agriculteurs qui ramassent les miettes ne réagissent pas autrement. Alors, comment refondre les aides ? Le mieux serait qu'elles disparaissent et que l'agriculteur vive de la vente de ses produits.

Nous préférerions de loin vivre de la vente de nos produits que d'aides

Hélène de RESSEGUIER

Ce que vous venez de dire est très important. Nous préférerions de loin vivre de la vente de nos produits que d'aides. Vous parliez des gros céréaliers… Nous sommes dans une région où il y a de belles propriétés de céréales, mais aussi de petites exploitations. Dites-vous bien qu'on aimerait bien y vivre et que nos enfants y vivent aussi. Je pense qu'il y a quelques solutions. Quant à dire qu'on a envie de tous disparaître… On se demande plutôt si on n'a pas envie que nous disparaissions. Nous, on a envie de rester agriculteurs et de proposer à nos enfants de le rester aussi.

Un intervenant

Les règles ont été fixées par Bruxelles ou par la Commission et nous n'avons pas adhéré à ce système d'aides que nous subissons.

Notre vie quotidienne est faite de la contemplation de la puissance de la distribution

Mario BORILLO,

« CONSOMMATEUR NAIF »

Notre vie quotidienne est faite de la contemplation de la puissance de la distribution. A Blagnac ou à Labège, on comprend concrètement ce qu'est cette puissance et ses flux financiers qui sont le nerf de la guerre. Ma question est la suivante : pouvez-vous agriculteurs, opérateurs du monde rural, producteurs, vous organiser de façon à ce qu'un rapport de force soit pensable avec la distribution, qui permette de modifier cette répartition des richesses ? Où va l'argent que nous payons pour manger normalement de la viande après ce qui s'est passé dans les dix dernières années ?

Nicolas POMIES

Dans nos débats sur la distribution, deux groupes se sont distingués : d'un côté, les fatalistes qui déplorent cette situation ; de l'autre, ceux qui disent qu'il faut mieux maîtriser les prix et les produits. Des expériences réussies, comme ces éleveurs de Charolais qui vendent leurs bovins devant les supermarchés, nous laissent penser qu'il ne faut pas être fataliste, mais se défendre.

Les agriculteurs n'ont-ils pas un problème de capacité d'organisation face à la distribution ?

Christian GARNIER,

FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Je ne reviendrai pas sur le système des aides, parce que ma Fédération a quelque peu contribué à mettre ce problème sur le tapis. Maintenant, je crois que tout le monde commence à être conscient que ce système a été construit dans un autre siècle, à une autre époque, avec une autre demande sociale et politique. Sur le plan des rapports de force, il semble que, pour les non-agriculteurs, les agriculteurs ont peut-être intérêt à pousser pour que le système soit remis à plat dans le sens de leurs intérêts et de ceux des consommateurs-citoyens-contribuables. Et puis, pour prolonger les questions précédentes : avez-vous parlé aussi - non de vous battre sur le plan syndical traditionnel -, mais de votre capacité à vous organiser pour aller au-delà des ventes de démonstration devant un hypermarché et à remettre en cause, au moins pour certaines productions, un modèle de taylorisme et d'intégration par l'aval, face auquel vous vous dites impuissants. Même si beaucoup d'entre vous sont partis, il reste encore quelques agriculteurs dans ce pays : peut-être cette région n'est pas la plus en retard de ce point de vue là, mais n'y a t il pas un problème de capacité d'organisation face à un système que tout le monde dénonce, pour vous battre face à la distribution ?

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 54

Les questions portent uniquement sur la viande et jamais sur le lait…

Paul MELLIET,
ELEVEUR A BARRAN, PRESIDENT DE L'ASSOCIATION DES ELEVEURS DU GERS

En tant que responsable, avec deux de mes collègues, du restaurant des éleveurs, à droite du chapiteau, je voudrais faire une constatation de terrain, onze soirs à Marciac. Sur deux lignes essentielles du débat, la qualité et l'image, les questions posées par nos clients portent uniquement sur la viande et jamais sur le lait. Pour moi la réponse est simple : le lait - mon intention n'est pas de dresser une production contre une autre - est entre les mains d'énormes groupes financiers, souvent les mêmes que la distribution. Il y a partout en France et chez nous, de petits distributeurs qui font un excellent travail sans avoir les moyens de faire face. Autrement dit, je demande aux gens qui ont une culture et une instruction autres que la nôtre : vous mangez, je l'espère, de la viande bovine une fois par semaine, mais tout le monde mange ou boit tous les jours des yaourts, du lait, des laitages, sans que jamais personne ne s'interroge de savoir si il y a exactement les mêmes choses dans le lait que dans la viande.

Vous pouvez boire notre lait en toute tranquillité

Hélène DE RESSEGUIER

Je me permets d'intervenir à propos du lait, parce que je suis éleveur laitier. Je peux vous dire que, même si nous appartenons à de grands groupes, les normes sont draconiennes. Je pense que vous pouvez boire notre lait en toute tranquillité, comme la viande. Il n'y a pas de problème de lait, je l'espère, jusqu'au jour où on découvrira peut-être quelque chose.

Chiche ! Versons les aides aux contribuables !

JACQUES DAGUZAN,
PRESIDENT DE LA COMMISSION AGRICOLE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MARCIAC ET VALLONS.

On n'a pas rapporté quelque chose qui a été dit dans le groupe de réflexion et que j'avais lancé en partie : chiche ! pourquoi les aides ne seraient-elles pas versées aux contribuables que nous sommes tous, plutôt qu'aux agriculteurs ? Car ce ne sont que des aides compensatoires, qui ne portent que sur certaines productions, pour compenser les prix mondiaux - qu'on ne maîtrise absolument pas - et qui ne permettent certainement pas de vivre. Si nous, les consommateurs, devions restituer ces aides qui nous seraient versées, sous forme de remboursements d'impôts ou de versements directs, je ne suis pas certain que le revenu aille à l'agriculteur directement par les prix, parce que vous seriez encore taxés par la grande distribution et les autres. Cherchez l'erreur ! Je suis désolé, la question qui nous implique est de servir des produits de bonne, voire d'extrême bonne qualité, qu'on est capable de produire à un coût de revient permettant quand même de vivre sur ce territoire. Hélène de Resseguier a parlé de l'installation des jeunes. Dans le Gers, ici en particulier, si papa ou maman n'ont pas mis un peu d'argent de côté pendant 40 ou 50 ans pour l'aider, il ne s'installera pas. Vous n'aurez plus d'agriculteurs, vous irez chercher les productions au Brésil, en Argentine ou dans les pays de l'Est. Là, comment contrôlerez-vous la qualité ? Je souhaiterais que cette réflexion de base soit évoquée dans la journée.

Anne-Marie GRANIE

C'est prévu dans le cadre du troisième thème avec Hélène de Resseguier.

Confiscation des marges : où passent les plus-values ?

Jean-Louis CAZAUBON,
RESPONSABLE AGRICOLE DES HAUTES-PYRENEES, FDSEA.

Le problème que vous évoquez est difficile. Je ne pense pas qu'on va le résoudre en une journée. Concernant les aides, je préférerais personnellement qu'il n'y en ait aucune et que nous soyons rémunérés uniquement par les prix. Tous les agriculteurs vous le diront. Reste un problème : la confiscation des marges, de la valeur ajoutée. Où passe-t-elle ? je suis éleveur laitier, je produis des yaourts et du fromage blanc et j'ai un atelier de vente directe. Avec la crise de la vache folle, il y a actuellement une perte de 2 000 F par animal de race laitière. Un exemple : un avant d'animal se vend 5 à 6 F, mais le consommateur paie toujours cette viande au même prix, le steak haché à 55 F/kg. Où passe la différence ? Moi je n'en sais rien, le circuit est très difficile à pénétrer.

On a intérêt à se rapprocher des associations de consommateurs, si elles jouent le jeu

Ensuite, on parle du consommateur. Quel est son comportement ? Combien y a-t-il de profils de consommateurs ? Le consommateur est un homme ou une femme libre ! Il fait ce qu'il veut, ce dont il a envie à chaque instant. Un jour, il consomme du bio, le lendemain un steak purée ; un jour, il cherche un produit festif, le lendemain, le meilleur marché. La seule issue que nous ayons, en Midi-Pyrénées, est de mettre les terroirs en avant. Beaucoup de travail a été réalisé, Midi-Pyrénées est peut-être la région qui compte le plus de labels et d'Aoc. Je crois qu'il y a une méconnaissance totale de notre métier. Il ne faut pas se cantonner à ce

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 55

qui est véhiculé dans la presse. Nous sommes sans doute fautifs en terme de communication. Comment faire pour ouvrir nos fermes, faire savoir comment s'élabore un produit ? Le président de l'Association des éleveurs du Gers vient d'en parler. Beaucoup de départements savent que notre issue est là. On a sans doute intérêt à se rapprocher des associations de consommateurs, à condition que celles-ci jouent le jeu.

Quelles alternatives pour l'agriculture ?

Une participante

Cela a été dit à de multiples reprises, un des gros problèmes en agriculture, ce sont les bas prix et la quantité de capital nécessaire pour s'installer. On parle de vente directe, d'accueil à la ferme, de transformation, mais tout cela est extrêmement difficile. Ça demande aussi des capitaux, de la main d'œuvre… Peut-on réussir dans cette voie, éviter de devoir toujours accumuler du capital et des hectares, pour pouvoir s'installer ? Des agriculteurs peuvent-ils nous donner des exemples concrets d'alternatives ? A quelles conditions ça peut marcher étant donné les problèmes réglementaires, etc.

Agriculteur, homme (ou femme) à tout faire ?

Hélène de RESSEGUIER

Je suis éleveur laitier, nous avons aussi des chambres d'hôte. Je pense que les exploitations moyennes sont de plus en plus souvent obligées de trouver un complément de revenus. Si on dresse des poulaillers à l'horizon, ce n'est pas pour gâcher les campagnes, mais bien par besoin d'obtenir ce complément. Le problème, c'est souvent un autre métier. Je fais de l'agrotourisme, ce n'est pas ma formation initiale. On est paysan, on s'interroge sur une autre activité, puis on se lance dans des investissements sans savoir très bien si on est en mesure d'assurer ce genre de chose. On fait le cuisinier, l'hôtelier, d'autres deviennent éleveurs de volailles alors qu'à l'origine ils sont maïssiculteurs, etc. De plus en plus, maintenant, un agriculteur fait tous les métiers.

Un intervenant

Un élément, pour compléter. Je suis installé sur 14 hectares. Dans les petites structures, pour démarrer il faut aller vers la plus-value, vers le produit de qualité, il faut additionner les métiers, transformer et vendre directement. Je fais du canard gras, je conserve et puis j'ai un cheptel de veaux que je vends directement aux particuliers. C'est possible.

Hélène de RESSEGUIER

A ce propos, je voudrais dire qu'au sein de notre Communauté de communes Marciac et Vallons, nous avons demandé une étude, destinée aux petits producteurs de volailles et de bovins, afin de savoir s'il est possible de monter un atelier de transformation et d'aller au bout de la commercialisation. C'est-à-dire éviter la grande distribution…

Anne-Marie GRANIE

Jean-Luc Sanson va nous rapporter maintenant les résultats des débats sur le paysage et les ressources.

Jean-Luc SANSON

RAPPORTEUR DU GROUPE LOCAL DE REFLEXION SUR LA QUESTION DU PAYSAGE ET DES RESSOURCES

« Pour nous, c'est un débat lourd. On a plus de questions que de réponses »

Je suis vigneron sur Beaumarchais, dans les coteaux, vigneron en Côtes de Saint-Mont, dans le groupe Plaimont, une production à la fois de qualité et organisée jusqu'à un certain point.

Le thème était donc le paysage et la demande sociale vis-à-vis de l'espace rural. Comment percevons-nous cette demande, qui est nouvelle pour nous, les paysans ? Nous avons l'habitude de débattre entre nous de choses techniques sur les produits, les ventes… mais, l'environnement jusqu'à présent, on en faisait simplement partie. Et voilà qu'il faut prendre en compte une demande extérieure. Pour nous, c'est un débat lourd. On a plus de questions que de réponses.

L'entretien du paysage va comme quelque chose de naturel

En préambule, on a essayé de savoir pourquoi cette demande existe. Nous, les paysans, avons l'impression que le consommateur est plus disposé à donner des coups qu'à décerner des compliments. Il lui paraît normal que ce paysage, ces ressources répondent à sa demande du moment, qui évolue. On attend de l'agriculteur qu'il ne dégrade pas le paysage qui est un patrimoine commun. A tort ou à raison, les consommateurs perçoivent cette dégradation et en accusent, en premier lieu, les agriculteurs qui sont les occupants de cet espace. Toute dégradation vient donc obligatoirement de l'agriculteur. Cela sous-entend, qu'autant on est prêt à rémunérer un produit, autant l'entretien du paysage va comme quelque chose de naturel. Il n'y a pas à payer pour ça. Pourtant, ça demande un travail. Dans ce débat, nous avons tenté de décomposer le paysage. Il y a d'un côté le visuel, l'impression qu'on a quand on arrive dans le pays, et, d'un autre côté, les ressources, c'est-à-dire la façon dont nous traitons notre milieu.

Quand les citadins arrivent dans nos paysages, ils ont parfois un choc. Il y a un hiatus entre l'image et la réalité

Les paysages, d'abord. Dans le mot paysage, comme dans le mot paysan, il y a pays. Ce paysage qui nous entoure a été fait par les paysans depuis des générations.

Le paysage naturel n'existe plus que dans de rares régions du monde. Le citadin ne perçoit pas bien que le paysage qui nous entoure est complètement artificiel. C'est un paysage de travail créé, modelé au fil des générations par les techniques dont les paysans disposaient. Le paysage naturel qu'on retrouve dans certaines friches n'est pas forcément plus joli qu'un paysage cultivé. Aussi, la vision du paysage de la plupart des gens est restée bloquée à une ruralité des années 50-60, avant que l'agriculture ne connaisse les grandes transformations de la mécanisation, qu'elle ne devienne extensive. Nous aussi, paysans, nous avons cultivé cette image pour vendre nos produits, une image certes un peu passéiste. Quand les citadins arrivent dans nos paysages, ils ont parfois un choc entre l'image qu'ils en ont et ce qu'ils voient. Il y a un hiatus entre l'image et la réalité. Un peu moins peut-être dans notre région, qui conserve encore beaucoup de bocages et de bois, mais ça existe. On nous reproche qu'il n'y a plus de haies, des choses de ce genre. D'un côté, on aime bien avoir des paysages colorés. Sans le colza, sans le tournesol, le Gers ne serait plus le Gers. D'un autre côté, on est prêt à accepter les jachères. Sauf qu'une jachère non entretenue c'est franchement « dégueulasse ».

L'organisation du paysage correspond aux exigences de l'économie

Notre groupe de réflexion a une permanence : il revient très souvent à l'économie. Car en fait, nous vivons de notre pays. Il a été dit qu'il ne faut pas oublier que l'organisation du paysage correspond aux exigences de l'économie. Si on ne fait que cultiver un paysage, on n'arrivera pas à vivre. Les années sont révolues, où on a un peu vécu à crédit sur les générations futures. Maintenant, l'entretien du paysage a un coût, surtout pour la partie qui n'est plus directement liée à l'économie, la partie que l'on ne cultive plus ou qui n'est plus rentable à cultiver. Il faut entretenir cette partie, mais ce n'est pas gratuit. Qui paie cet entretien ? Le problème a été posé dans les CTE, les contrats territoriaux d'exploitation, où l'on rémunère en partie l'agriculteur pour des actions d'entretien du paysage. C'est vrai qu'un CTE coûte moins cher qu'un Canadair - bien que notre région ne connaisse pas de grands incendies de forêts.

Si l'économique va bien, le paysan coupe les ronces ; s'il tire la ficelle, les ronces passent après. Il faut déjà que l'agriculteur s'assure un revenu minimum pour qu'il envisage l'entretien du paysage sur le même plan que les autres productions. Autrement, on lui demande plus qu'il ne peut faire. On le voit bien dans les coteaux : si on ne fait pas l'effort de maintenir les paysages, une friche se développe très vite et, au bout de 3 à 4 ans, ce n'est pas le broyeur qu'il faut c'est le bull !

Beaucoup d'erreurs ont été commises dans les 30 dernières années, elles se corrigent

Mais, l'entretien du paysage n'est pas forcément contradictoire avec l'économie. Parfois, ils sont directement liés. Le paysan gagne aussi à disposer d'un sol entretenu et sain et à revenir à des pratiques anciennes. Souvent, quand on cultive de grandes parcelles, on se rend compte qu'il existe des différences de sols. D'ailleurs, beaucoup d'anciens numéros du cadastre correspondaient à un type de sol. Pour la vigne, on arrive à reséparer les parcelles. Ceci dit, ne nous mettons pas trop en accusation. Les paysages de la région ne sont pas les plus bouleversés. Il y a eu beaucoup d'erreurs commises dans les 20 ou 30 dernières années, elles se corrigent. Visuellement, les bâtiments se cachent, on revient un peu aux tuiles, on supprime les tôles. Les remembrements et les restructurations ne sont plus seulement liés à la machine, on prend à nouveau en compte le terrain et l'équilibre de l'exploitation. C'est vrai, il y a eu des excès dans les abattages, dans les grandes parcelles, mais nous en avons été les premières victimes, quand les orages provoquent des dégâts sur les cultures de printemps, quand toutes les semences vont au fond, quand les fossés sont bouchés. La réaction est en cours. Des solutions simples nous sont proposées dans les CTE, comme les bandes enherbées, mais elles ne sont pas efficaces partout. Les solutions sont souvent individuelles, liées à un terroir particulier.

L'accessibilité du paysage se pose parfois avec force

Deuxième point : l'accessibilité du paysage se pose parfois avec force. Prenons l'exemple des chemins ruraux. Les promeneurs, les pêcheurs exigent l'accessibilité. A la limite, il faut pouvoir accéder partout… et en voiture. C'est une source de conflit avec les agriculteurs qui font un usage différent de ces chemins créés pour les charrettes et qui ne correspondent plus aux exigences agricoles. A notre avis, cela relève de la responsabilité des communes ou des communautés de communes de définir l'usage de l'espace avant que les conflits n'arrivent. Mais pour cela, encore faut-il que les agriculteurs gardent une part de pouvoir dans les communes. Quand ils n'y sont plus, c'est le plus souvent une catastrophe, parce que lorsque ce sont des gens qui ont le temps qui prennent en charge ces problèmes, ils finissent par nier le côté agricole ou à ne le considérer uniquement que comme une dégradation. Il faut aussi des lieux de concertation dans des espaces communaux, où ceux qui ont une vision différente de l'espace puissent les confronter. Les agriculteurs paient ce manque de communication. C'est notre faute, nous sommes restés entre nous. L'évolution de l'agriculture, rapide certes, est perçue comme un choc. Il faut éduquer les gens qui vien-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 57

nent chez nous, leur expliquer qu'un paysage n'est pas neutre, qu'il est fait par des paysans qui s'y inscrivent et y travaillent, qu'il évolue et que nous vivons aussi avec cela.
Autre point abordé dans notre débat, les ressources de l'espace et la pollution. Les pollutions secondaires, comme les odeurs, ne se posent pas beaucoup ici. Nous avons peu de concentrations d'élevage et, désormais, ces problèmes sont pris en compte dès la création des structures. Autre pollution secondaire, le bruit. Les citadins veulent du calme à la campagne, car ils sont habitués au bruit continu, mais pas à celui, intempestif, du coq, du tracteur ou de l'arrosage. Il faut prendre le temps de leur expliquer que ces bruits, saisonniers, sont liés à l'activité agricole. En général, on y arrive. Ensuite, on nous accuse d'avoir fait disparaître la faune sauvage. C'est une idée fausse, il y en a davantage aujourd'hui. De même, il y a beaucoup plus de forêts. Il suffit de corriger.

Un pavé dans la mare : qui paie l'eau ? Qui pollue ?

Le gros problème reste celui de l'eau qui concentre toutes les pollutions. Question : à quoi sert le coût de la mobilisation en eau ? A l'agriculture pour l'arrosage, mais aussi à la salubrité des rivières. Ce coût est souvent uniquement porté par les agriculteurs, directement ou par l'intermédiaire du ministère de l'Agriculture. Est-ce normal que seuls les agriculteurs paient cette ressource en eau et non pas tous les usagers, les pêcheurs, les pratiquants de sport nautique, les consommateurs d'eau ? Quant à la pollution de l'eau, on nous le répète assez, nous faisons partie des pollueurs. Mais nous ne voulons pas nous flageller en permanence, nous ne sommes pas les seuls en cause. L'industrie est interpellée uniquement quand il y a des accidents, sans qu'on n'évoque jamais la pollution régulière. Les phosphates, bon ! Ils viennent directement du rejet des ménages. On ne parle aussi que des polluants que l'on sait mesurer, des pesticides par exemple, mais assez peu des métaux lourds qu'on ne mesure pas dans les eaux potables. Sachez, que l'agriculteur prend tout cela en compte. Il compte maintenant. Il diminue ses intrants, ses pesticides, ses engrais. Mais ce problème de la gravité de la pollution est aussi une question de perception. On mesure la pollution d'il y a 20 ans ou 30 ans et les efforts de correction effectués aujourd'hui ne se voient pas encore. On ne peut pas aller plus vite. Il y a eu une prise de conscience de la part des paysans et les jeunes sont formés en ce sens.

Anne-Marie GRANIE

Le temps restant étant limité, nous allons demander à Hélène de Resseguier de faire son exposé, puis vous pourrez poser vos questions.

Hélène de RESSEGUIER

RAPPORTEUR DU GROUPE LOCAL DE REFLEXION SUR LA QUESTION « DES CAMPAGNES VIVANTES, A QUELLES CONDITIONS ? »

Je suis agricultrice, maire de mon petit village, également propriétaire de chambres d'hôte. Je fais partie de ces agriculteurs qui aimeraient rester là et que leurs enfants y restent aussi. Notre groupe a rassemblé un peu plus de 15 personnes. Le débat a ressemblé un peu à ce que nous vivons aujourd'hui. Un grand débat, pas très organisé, allant un peu tous azimuts. On a discuté, polémiqué. C'était très sympathique, mais il n'est pas très facile de vous rapporter ces échanges.

Quelle est la légitimité de la demande sociale ?

Notre question était donc celle-là : « Des campagnes vivantes, à quelles conditions ? » Nous avons d'abord débattu sur la légitimité de la demande sociale et des exigences qu'elle a à notre égard. Voici quelques réflexions du groupe : « Les citadins n'ont rien contre l'agriculture, mais les agriculteurs les embêtent un peu. Ils trouvent qu'ils polluent, qu'ils produisent mal et ne sont pas les bons gardiens du paysage. » « Les citadins veulent venir ici pour le calme, mais ils veulent aussi l'autoroute à proximité pour retrouver vite leur ville ». Ou encore : « Si notre campagne n'est pas toujours très belle à cause des bâtiments, c'est comment en ville ? Ça pue aussi ! Finalement, ça pue moins chez nous ! » Voilà pour l'ambiance.
On a aussi évoqué le problème des aides de la Pac. Vous nous traitez d'assistés. Sachez que nous nous sentons très assistés et nous répétons, une fois encore, que nous préférerions de loin qu'on nous paie nos produits plutôt que de toucher des primes qui ne nous servent pas forcément. Elles servent peut-être le consommateur, mais pour de la nourriture qui n'est pas payée à son juste prix. On s'est également demandé si le consommateur est prêt à payer le prix de la qualité. Nous n'en sommes pas sûrs. Il faudrait que nous puissions en vivre et que les consommateurs soient satisfaits.

Des jugements trop hâtifs

Nous avons également parlé des jugements portés par les citadins - les non agriculteurs -, du fait qu'ils nous jugent sans réellement nous connaître. Nous sommes conscients qu'il y a un problème de communication. Quand je reçois des gens de la ville dans mes chambres d'hôte, je réalise combien ils sont demandeurs d'explication. Quand on discute amicalement avec eux, ils découvrent qu'ils ignorent nos problèmes et comprennent un tas de choses. Ce manque de communication est en partie de notre faute, mais nos métiers nous occupent énormément. Les médias pourraient faire un meilleur travail dans ce sens-là.
Autre sujet, celui de la qualité et de la remise en cause de notre manière de travailler. Le Gers a obtenu des tas

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 58

de médailles au concours de la Foire agricole de Paris, parce que nous essayons tous de produire de la qualité. Je le répète, par rapport à l'ensemble de l'Europe, les professionnels de la viande et les autres seront d'accord, la France est au top de la qualité et de la sécurité alimentaires. Et puis, on s'est posé cette question : « A-t-on encore vraiment besoin de nous ? » C'est malheureux et mauvais signe de se poser ce genre de question. On se demande si on n'a pas envie de délocaliser nos productions avec tout ce que ça engendrerait. On peut tous y réfléchir.

A-t-on besoin d'agriculteurs ou de ruraux ? Vers une ruralité moderne

Autres questions du groupe : « Sommes-nous capables de proposer autre chose que ce qu'on nous a imposé jusqu'ici, qui puisse contenter ceux qui nous regardent ? » « Les gens de la campagne veulent-ils vraiment le développement de leur zone et qu'en attendent-ils ? » « Faut-il des agriculteurs ou des ruraux ? » Il faut répondre à cette question, car nous pensons tous que l'agriculture se sent menacée. Au cours de ce débat, M. Fèvre, qui est dans la salle, a mis un peu de sel dans la réunion et a posé des questions sur d'éventuelles orientations. L'agriculture perd des emplois, on a tous envie que nos enfants y restent ou y reviennent pour créer de l'activité, pour créer une ruralité moderne, réaménager le territoire, aller à l'encontre de ce qui s'est fait pendant ces 30 dernières années. Ce monsieur disait, on est tous un peu d'accord, qu'il faut essayer d'élaborer des produits finis, des services finis, avec une forte image territoriale, sans oublier la fonctionnalité. Je le disais tout à l'heure, l'agriculteur doit aussi être éleveur, commerçant, exercer des métiers très différents. Nous n'arrivons pas tous à tous les assumer. M. Fèvre a donné un exemple : dans le pays de Val d'Adour, on se heurte à un problème de qualité des projets innovants en milieu rural, doublé d'un problème de financement. Sur 20 projets, une dizaine sont bons, mais les banques ne suivent pas. Il racontait que sur 23 000 foyers, 10 000 seraient prêts à donner 1 000 F pour constituer une cagnotte et insuffler de l'élan. Pourquoi pas ? Mais, enfin, normalement les banques sont là pour ça !

Ensuite, nous nous sommes posés la question de savoir si c'est aussi simple que ça. Le nombre d'agriculteurs diminuant, un développement non agricole est nécessaire pour maintenir les services. On a cru à certaines choses. Quand on a commencé à parler de télétravail, j'ai pensé que c'était une solution pour notre monde rural. En fait, ça ne marche pas très bien.

Pour finir, nous avons aussi parlé des outils créés par les agriculteurs dans les décennies précédentes, de notre chère banque, le Crédit Agricole, qui au départ était une banque de développement et qui est devenue une banque de profit comme toutes les autres. Et nos coopératives, créées au départ par des agriculteurs, sont devenues des trusts énormes qu'on ne maîtrise plus. Dans cette réflexion, nous nous sommes dits qu'il serait bon de revenir à des groupements du style des Cuma, mais ce n'est pas évident, car on ne déminera pas aussi facilement ces grosses coopératives et ces gros trusts. Autre question, celle de la transmissibilité à nos enfants et des problèmes sous-jacents : aide aux jeunes, prix de la terre… Comme disait Francis Daguzan précédemment, un jeune qui s'installe sans le soutien de ses parents connaît de gros problèmes.

Un manque de techniciens sur le terrain

Enfin, nous avons parlé de la convivialité, du travail en commun et de ces techniciens qui, il y a une vingtaine d'années, s'occupaient de production très précise. On a regroupé ces techniciens dans des chambres d'agriculture où ils sont devenus, malgré eux, des gratte-papier et des administratifs. Aujourd'hui, on manque de techniciens sur le terrain qui nous aideraient dans notre production. Nous avons aussi parlé de l'accueil des étrangers. M. Fèvre nous a dit que nous n'étions pas les plus accueillants en France. Le Gersois, le Gascon en général, se laisse un certain temps pour étudier les gens et voir s'ils vont dans le sens de nos traditions. Je crois que des étrangers sont devenus gascons et le resteront. Derniers points : on a abordé à nouveau la question des paysans gardiens du paysage et des bêtises qui ont été faites, des propriétés qui se sont agrandies, des maisons laissées à l'abandon… Mais, à voire la hausse de l'immobilier dans le Gers et tous les acquéreurs de maison dans notre pays, nos paysages ne doivent pas être si mal que ça. Sur ce point, on n'est plus très inquiets et on est tous d'accord pour dire qu'il n'y aurait pas de campagne sans les paysans. On est très bien dans notre pays. Des tas de gens viennent s'y installer en vacances. C'est bon signe. Il ne reste plus à notre agriculture qu'à subsister et que nous puissions y vivre décemment. Merci.

Anne-Marie GRANIE

Nous avons 25 minutes pour discuter.

On peut aller chercher le blé ou les tomates ailleurs, mais nos racines sont ici

Jean-François NARBONNE,

PROFESSEUR DE TOXICOLOGIE A L'INSTITUT DES SCIENCES ET TECHNIQUES DES ALIMENTS DE BORDEAUX.

Nous formons des ingénieurs en agroalimentaire, en qualité et sécurité, et maintenant on les mastèrise au 14 000 environnement-sécurité [1]. Je suis à l'Afssa, j'ai

(1) Les normes Iso 14 000 sont axées sur la gestion des incidences environnementales.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 59

longtemps présidé le groupe contaminants, résidus phytosanitaires… Mes grands-parents et mes oncles étaient agriculteurs. Nous sommes pratiquement la dernière génération qui a connu l'agriculture par la famille. Ce n'est plus le cas pour les générations qui arrivent. Vous parliez du rôle multiple de l'agriculteur d'aujourd'hui, il est pédagogue aussi. Alors, a-t-on besoin des agriculteurs ? Si c'est pour fournir des rations alimentaires, caloriques aux Français, non. On peut très bien obtenir des produits moins chers du Maroc, des États-Unis ou d'ailleurs. Qui est l'agriculteur maintenant ? Il est en charge de l'identité culturelle, c'est-à-dire porteur d'une image, de nos racines. Car, finalement, si on peut aller chercher le blé ou les tomates ailleurs, nos racines sont ici et on ne pourra jamais aller les chercher ni aux États-Unis, ni en Russie.
L'agriculteur est en charge de la culture. Le Corse entretient la Corse. Si on bétonne la Corse, les Corses auront perdu leur identité. Si on fait des betteraves dans le Gers ou qu'on rase les collines, ce ne sera plus le Gers. C'est extrêmement important.

L'agriculteur est en charge de la culture et des cultures

L'agriculteur a changé de métier et on a en besoin. Concernant l'entretien du paysage, il n'est pas question, bien sûr, de revenir à la forêt primaire. Il s'agit d'une longue tradition de culture et de cultures. On n'avait perdu cette notion de terroir. Après mes grands-parents, les enfants ont quitté la ferme. Pourquoi ? Parce que quand les subventions sont arrivées, on nous a dit « tous les terrains vont produire de tout ». C'est ridicule. On savait que chaque parcelle avait sa fonction, là du blé, ailleurs autre chose… J'espère qu'on va très rapidement retrouver cela. Vous parliez de l'accueil du Gers. Les Gersois sont extraordinairement accueillants. Certains de mes amis, qui ont des maisons secondaires ici, sont ravis de l'accueil gersois spontané. Autre point, la grande distribution n'est plus univoque. Aujourd'hui, les grandes marques de distribution s'engagent sur des politiques qualité et puis, je suis d'accord, la France est très contrôlée, y compris par les grands distributeurs d'ailleurs. En revanche, on parle peu de l'aspect médical.

La grande production au prix mondial ne garantit plus la qualité nutritionnelle des produits

Le problème des produits agricoles, c'est qu'on ne connaît pas leur composition. Dans un produit industriel, une télévision, une automobile, on connaît le nombre de pièces. Dans un aliment, on ne sait pas. Est-ce que vous garantissez la teneur en lycopène dans une tomate ? Non, c'est ça la vraie question, parce que l'aspect santé de la tomate tient dans sa teneur en antioxydants, en particulier en lycopène. Si on produit une tomate moins chère qui contient davantage d'eau et moins de lycopène, ce n'est plus de la tomate. Est-ce que vous garantissez les Oméga 3 (1) dans le lait par exemple ? Et les acides gras trans (2) ? La notion de qualité du produit ne prend pas en compte l'aspect santé, la grande production au prix mondial ne garantit plus la qualité nutritionnelle du produit. Car la vraie qualité n'est pas seulement la qualité sanitaire, mais surtout la santé dans notre assiette, sa composition. Il ne faut pas s'arrêter à la définition des années 50, au nombre de calories par kg de produit, mais à la vraie composition, les polyphénols, le resvératrol (3). Monsieur qui est producteur de vin le sait bien : comme pour l'huile d'olive, ces produits sont définis par des qualités qui n'étaient plus prises en compte dans la grande production.

Les agriculteurs sont privés de parole sur les paysages

Laurent LELLI,
GEOGRAPHE, MAITRE DE CONFERENCE A L'ENFA

Pour revenir sur la présentation très intéressante concernant le paysage, j'aimerais aussi aborder des questions comme celle de la réciprocité : d'un côté des agriculteurs, de l'autre des citadins et souvent une situation conflictuelle. Le citadin est donneur d'ordre d'un type de paysage, porteur de schémas culturels, esthétiques et les agriculteurs sont privés, d'une certaine manière, de la parole sur les paysages qu'ils perçoivent et revendiquent.
On essaie aussi quelque part de leur faire dire qu'ils ne sont pas dépositaires de leur propre paysage et ne savent pas en parler. Pour faire du paysage un véritable enjeu des questions de développement des territoires ruraux, je trouve qu'on ne se demande pas assez aujourd'hui quelle représentation véritable il y a derrière ces paysages. Un rapprochement, un dialogue entre agriculteurs et citadins pourrait tenter de créer cette citoyenneté autour de cette question de la représentation. Je ne suis pas persuadé qu'il y ait une relation directe entre un beau paysage et un bon produit, ni qu'on puisse associer spécifiquement un pays à un type de paysage. Je crois qu'il y a une uniformisation, une perte d'identité. D'ailleurs, ces termes sont de plus en plus souvent remis

(1) Les acides gras polyinsaturés oméga-3 sont des éléments nutritifs essentiels que seuls les aliments peuvent nous fournir, car le corps humain ne peut les synthétiser.
(2) Les acides gras trans se forment lorsque les huiles végétales sont hydrogénées dans les aliments transformés.
(3) Molécule produite par la vigne, en particulier le pinot noir, lorsque celle-ci a besoin de se défendre contre les attaques du botrytis. Les bienfaits du resvératrol sur la santé humaine portent notamment dans la lutte contre les maladies cardio-vasculaires (Source Bien Public)

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 60

en avant dans les questions liées au paysage rural. Dernier point, la grande distribution elle, en revanche, est arrivée très rapidement à utiliser médiatiquement ce qu'est un paysage agricole de qualité. Carrefour a mis en avant les paysages de terroir, Intermarché les paysages de qualité. Ils n'ont pas de problème eux pour parler du paysage rural. Bref, je crois qu'il faudrait accentuer la question des représentations, du dialogue avec les acteurs ruraux qui ont des choses à dire.

Vous avez une idée fausse de ce que pensent les consommateurs

Mme VELLA,
UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE (UFCS)

Je pense qu'on a une idée fausse de ce que pensent les consommateurs des agriculteurs. Je vous assure qu'on a fait beaucoup d'investigations sur le lait. Nous sommes allés voir des chercheurs, les services vétérinaires pour être sûrs qu'il n'est pas contaminé par le prion, qu'il ne contient pas de dioxine… Nous avons visité les usines 3A qui conditionnent le lait, le fromage, les yaourts de Midi-Pyrénées. Nous avons été rassurés sur la Listeria et tout ce qui concerne le lait. Pour la viande, nous avons essayé de savoir quels étaient les acheteurs de farines contaminées en 88, 89… On sait que les douanes connaissent les noms, mais on n'a jamais pu les avoir.

Cela a pénalisé tous les éleveurs, même ceux qui n'ont rien fait. Sinon, je pense qu'il n'y aurait plus de problème depuis longtemps. Et puis, nous rencontrons régulièrement la grande distribution, avec qui nous discutons des prix et de la rémunération des agriculteurs par rapport au prix de vente des produits. Nous espérons que les choses vont changer car ces rencontres finissent par porter leurs fruits. Enfin, notre association forme toutes les associations de consommateurs. Tous les ans nous organisons des stages subventionnés par le gouvernement. Le thème de cette année portera sur les signes de qualités. Pour finir, nous voudrions nouer des relations plus serrées avec les agriculteurs. Nous savons que l'Association « Alliance » cherche à réunir des agriculteurs, des associations de consommateurs, des écologistes pour discuter et mieux se connaître.

Yves PINEL,
COMPAGNIE D'AMENAGEMENT DES COTEAUX DE GASCOGNE

C'est l'usager de l'Université d'été qui s'exprime, avec bonheur depuis des années. J'ai été attiré dès le départ par le plateau d'intervenants de grande qualité. Cela est lié à la dynamique d'un homme, Jean-Claude Flamant. Mais je voudrais dire que c'est la première fois, grâce à la montée en puissance de la Communauté de communes Marciac et Vallons, qu'il y a enfin dès le début de la deuxième matinée une présentation organisée, de qualité, de forces vives locales. Ça laisse augurer d'un meilleur équilibre à l'avenir entre le thème général lié à la recherche, des premières journées, et des sujets plus en liaison avec les enjeux du développement rural traités lors des deuxièmes journées. Je voulais m'en féliciter et noter au passage que pour cette journée, il y a deux femmes à la tribune. Hier, à ma connaissance, il n'y en avait aucune.

Je suis un peu irrité

Hervé DUBOIS,
DIRECTEUR GENERAL DE VIVADOUR

Vivadour est un de ces grands trusts qui sont en train d'exploiter les agriculteurs ! Je suis un peu irrité par les propos que j'ai entendus. Je trouve ça un peu scandaleux, mais je pense que c'est par méconnaissance de l'outil qui est mis à la disposition des agriculteurs du département et de la région. Rappelons qu'une structure comme Vivadour, c'est l'organisation de la production de 5 000 adhérents du département. Autre remarque : ces adhérents ont des représentants dans le cadre d'un Conseil d'administration qui dirige la coopérative. Donc cette coopérative est dirigée par vos confrères, chère Madame. Et ils le font bien jusqu'à présent.

Deuxième point : vous ne pouvez pas vous permettre de traiter une coopérative de trust. Deux réflexions : d'abord, vous avez peut-être entendu parler de l'affaire Bourgoin, il y a quelque temps. Personne dans le département n'a entendu parler des conséquences dramatiques de cette affaire. Qui a relevé la filière avicole dans le Gers ? La coopérative Vivadour, aidée par d'autres coopératives du reste. Est-ce qu'un aviculteur a subi les conséquences du dépôt de bilan ? Quelques millions de francs ont été pris en charge par la coopérative, pour éviter à nos adhérents de subir les contrecoups économiques désastreux de cette problématique-là. Vivadour, c'est 1,5 million de canards dans le Gers, 8 millions de volailles… Et, pour finir, j'ai écouté les propos sur la problématique de la mise en marché des produits. Il est essentiel que vous compreniez que, aujourd'hui, la GMS, les grandes et moyennes surfaces, représente 80 % de la distribution agroalimentaire nationale. Vous êtes obligés de traiter avec elle. Mais par pitié, organisons-nous, dans le cadre de ces coopératives, pour mettre au marché vos produits de qualité dans lesquels nous essayons de mettre un peu de valeur ajoutée. Je peux vous donner des exemples dans le cadre de la coopérative où nous avons réussi, parce que nous avons été organisés à nous positionner par rapport à la GMS et aux industriels.

Hélène de RESSEGUIER

Je vais vous répondre Monsieur. J'ai parlé de trust, car cette réflexion est née au sein du groupe. Il faut que vous entendiez aussi, que les agriculteurs qui sont dans

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 61

ces Conseils d'administration se sentent un peu dépassés par l'ampleur qu'ont pris ces organismes. Ce n'est pas méchant.

Hervé DUBOIS
Si ce n'est pas méchant, je le prends comme tel, mais je tenais à repositionner le problème. Cette remarque est un peu irritante car les organismes économiques doivent faire partie de vos discussions. Je suis très surpris que vous vous retrouviez entre agriculteurs, alors que les coopératives sont par définition des assemblées d'agriculteurs. Nous, en tant qu'organisme économique - la GMS, la transformation, c'est mon métier de tous les jours - travaillons pour nos agriculteurs, pour vous. Il faudrait nous inviter à vos assemblées. Ça pourrait peut-être apporter quelques contributions.

La dynamique de l'eau

Christophe TERRAIN,
PRESIDENT DE LA COOPERATIVE VIVADOUR
Quand on dit que les administrateurs de la coopérative ont du mal à cerner les problèmes de la coopérative, qu'ils sont dépassés par la dimension de la structure… je veux m'inscrire en faux ! Je crois que des gens investissent beaucoup de temps dans cette coopérative et prennent le temps de se former. Si de tels propos ont été tenus, j'aimerais bien qu'on puisse en redébattre entre nous. Simplement, par rapport à l'intervention de départ, on a beaucoup parlé de pollution et de façon un peu culpabilisante de la part des agriculteurs. Toute activité génère de la pollution qu'elle soit agricole ou autre. Il est sûr qu'aujourd'hui le monde agricole a pris conscience des évolutions à mener dans la démarche. Quand on parle du dossier de l'eau, très important pour l'agriculture mais aussi pour l'ensemble de la société, je crois qu'il faut faire des distinguos très précis sur l'eau de production. C'est bien celle-là qu'on utilise en agriculture et qui est indispensable à l'agriculture du Sud-Ouest. Il y a des années que je me bats pour que cette notion de substitution, c'est-à-dire de stockage d'eau d'hiver pour restitution l'été, devienne réelle. Cette dynamique que nous avons eu il y a 30 ans - et pendant 10-15 ans - est en train de se rompre. Il faut à tout prix que qu'elle redémarre de façon correcte, cohérente.

Les mots à la source du paysage

M. RAVIER,
UNIVERSITE DE TOULOUSE 2
Je suis un collègue de Jean Pilleboue. Il se trouve qu'un groupe de travail, l'Institut du paysage a été créé dans notre Université. Je me permets de faire une suggestion à la Communauté de communes : qu'on fasse intervenir cet Institut dans la réflexion menée ici, à Marciac. Je dis ça non seulement en tant que professeur émérite de cette Université, mais également en tant que marciacais. Nous nous sommes en effet aperçu que cette question est d'une complexité effrayante et nous avons essayé, dans notre travail, de commencer par le commencement. D'abord, à quand remonte la conscience de l'existence du paysage en Occident ? A l'échelle historique, c'est relativement récent : le XVIe siècle. D'autre part, quels sont les sens donnés à ce terme dans différentes langues européennes ? Qu'est-ce que « Landschaft », en Allemand ? « Paysage » en Français ? etc. Je peux vous assurer qu'on arrive à des résultats vraiment extraordinaires quand on s'adresse aux mots. L'Institut est à votre disposition.

Philippe ALADENISE,
AGRICULTEUR
Apparemment tout le monde est d'accord pour que les paysans soient nombreux. Mais, je constate que l'orientation donnée par les structures en général, et dans le Gers en particulier, va vers l'agrandissement des fermes ce qui est contradictoire avec les installations nouvelles. Il faudrait changer cette orientation pour arriver, réellement, à créer de nouvelles installations.

Anne-Marie GRANIE
J'ai envie de faire un clin d'œil à Pierre Bourdieu, qui a écrit il y a quelques années : « Les paysans ne parlent pas, ils sont parlés ». Je suis contente car ici, à Marciac, ils parlent, même s'ils sont parlés par ailleurs. Maintenant, Dominique Desjeux va nous faire part de ses réflexions sur la matinée.

Dominique DESJEUX
GRAND TEMOIN, ANTHROPOLOGUE

Un sentiment de non maîtrise et de menace

Ce qui m'a frappé dans ce qui a été dit principalement par les agriculteurs, c'est à la fois un sentiment de non maîtrise et de menace. Je suis sociologue et anthropologue, je travaille en France et à l'international, dans de nombreux milieux. Ce sentiment n'est pas propre à l'agriculture. Pratiquement, tout le monde aujourd'hui se sent menacé et sans maîtrise. La question devient donc : y a t-il des gens qui maîtrisent quelque chose ? Ma réponse est plutôt non pour le moment. Vous êtes un élément d'une chaîne beaucoup plus générale, que j'avais appelée hier l'échelle de Perroquet.

Des petits et des gros…

Deuxième thème très récurrent, le gros et le petit. « The small is beautiful », le petit est magnifique. En réalité, le petit ou le local n'est pas mieux que le gros ou le central. Simplement, on a l'impression de mieux maîtriser à l'échelle du petit ou du local. Il se trouve que je travaille sur des petits et sur des gros, ces derniers étant

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 62

par exemple Leclerc ou Intermarché. J'ai fait aussi des enquêtes dans le bricolage aux USA et en Chine et je découvre que les gros se sentent également menacés. La grande distribution européenne se sent menacée par le développement de Wal-Mart qui est l'un des plus gros distributeurs américains qui, peut-être lui aussi, se sent menacé par je ne sais qui. Quand je travaillais sur le développement des logiciels au ministère de l'Équipement, je voyais bien que Microsoft, l'un des gros dans les processus d'innovation, se sentait menacé par les concurrents. Quelque part, il a développé un modèle où il les a tous éliminés, et s'il s'est fait coincé par l'État américain, il a finalement gagné en appel. Il ne s'agit pas de justifier le gros ou le petit mais de mieux raisonner les rapports de pouvoir entre les deux.

… sur une chaîne d'incertitude

Retenons juste qu'il n'y a pas de bouc « hémisphère » central, ni gros, ni petit. Chacun est sur une chaîne de non maîtrise et d'incertitude. Un problème réel que les agriculteurs connaissent bien : au sein de la filière agroalimentaire, comment se répartit la valeur ajoutée ? Le jeu de tout le monde, du petit et du gros, est de faire croire que c'est lui le perdant. Parfois c'est vrai, d'autre non. Vous connaissez le sketch de Fernand Raynaud qui disait « ça eut payé, mais ça ne paye plus ». Vieux sketch mais qui reste toujours vrai implicitement dans les schémas. Difficile à accepter, car chaque agriculteur est pris par le quotidien, par ses problèmes de trésorerie, par la bureaucratie. J'ai moi-même un centre de recherche, une toute petite Sarl de 5 ou 6 personnes. J'ai exactement les mêmes problèmes et bien entendu, comme vous, certains jours je râle contre les gros, les méchants, la bureaucratie, la technocratie, Bruxelles… Ça me fait du bien, mais je sais que le problème n'est pas exactement là. Le problème, c'est que certains jours je ne sais pas si dans un mois j'aurais des revenus pour payer les salaires. On a tous ce problème de maîtrise et de sentiment de menace.

J'ai peur de voir bêtement monter une poussée de pessimisme

J'ai une ou deux hypothèses : les gens qui se sont exprimés ici sont en partie ce qu'on appelait autrefois des baby-boomers devenus aujourd'hui, à 50 ans passés, des papy-boomers. Avec l'âge l'optimisme est souvent moins fort et la vision de l'avenir plus pessimiste. Retenez aussi que notre vision plus pessimiste peut être liée à un retour d'âge. J'ai 55 ans, j'essaie de me soigner. J'ai un peu de mal, j'ai peur de voir bêtement monter une poussée de pessimisme par manque d'énergie. Comme me disait un copain, avec l'âge les raideurs se déplacent. Et il parlait en connaissance de cause.

Dans les critiques que l'on fait, attention à faire la part de nos problèmes et de nos angoisses quotidiens qui sont parfaitement réels mais qui ne concernent que nous. Il faut donc faire la part de l'avancée dans le cycle de l'âge et des endroits où l'on peut se battre à l'intérieur de cette immense filière pour mieux répartir la valeur.

Pour terminer, je travaille beaucoup sur les consommateurs. J'ai été frappé d'entendre au cours du débat un certain nombre d'analyses tout à fait justes sur le consommateur, mais il ne faut pas en oublier une qui est très importante. Toutes les sociétés dans lesquelles je travaille, les USA, l'Europe, la Chine ou l'Afrique, connaissent des différenciations sociales, ce qu'on appelle des classes sociales, quel que soit le concept qu'on mette derrière. La grande distribution est organisée sur cette stratification sociale. Notamment les hard-discounters - ceux qui font les prix les plus réduits - sont pour les populations les plus défavorisées et, à l'autre extrême, on trouve la grande distribution pour les classes sociales plus favorisées.

Raisonnez en terme de classes sociales

Dans votre réflexion sur le problème du rapport de la qualité que vous produisez et du prix pour lequel vous pouvez être payé, ne raisonnez pas uniquement globalement, raisonnez aussi en terme de classes sociales, ce qui vous permet de faire des alliances. Il en existe entre des consommateurs et des syndicats de salariés ou des syndicats agricoles. Ces alliances ne sont pas faisables avec n'importe qui mais avec des gens qui, en gros, ont des problèmes semblables.

Jean-Claude FLAMANT

Merci beaucoup pour ces présentations. Comme cela a été souligné par un des intervenants, nous avons innové en ouvrant cette deuxième journée en donnant la parole à des agriculteurs qui avaient réfléchi dans le cadre du groupe de réflexion. Nous avons maintenant le grand plaisir et la grande chance d'accueillir Bertrand Hervieu, le Président de l'Inra, qui était aux antipodes il y a encore 24 heures. Nous devons vraiment le remercier d'être revenu de Pékin pour nous, d'autant qu'il retourne à Paris ce soir.

Bertrand, nous avons souhaité que tu participes à nouveau à cette Université d'été - tu étais venu il y a trois ans - parce que le groupe de réflexion a raisonné les problèmes d'une certaine façon et il est certainement important de répondre également à la question « Qu'est-ce qu'un paysan aujourd'hui ? » Toute cette réflexion renvoie, certes, à raisonner les mécanismes économiques, les jeux d'acteurs, mais aussi - comme nous l'avons d'ailleurs entendu hier à propos de la biologie - l'évolution de nos métiers.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 63

CONFERENCE

Bertrand HERVIEU
PRÉSIDENT DE L'INRA CO-AUTEUR DE L'OUVRAGE « L'ARCHIPEL PAYSAN : LA FIN DE LA RÉPUBLIQUE AGRICOLE »

« Qu'est-ce qu'un paysan aujourd'hui ? »

La question est assez redoutable. En guise d'introduction et de provocation, je pourrais faire la réponse suivante : pas un paysan. Je vais essayer de m'expliquer. Et pour cela, je n'ai pas d'autre solution que de faire un retour en arrière et d'enjamber le XXe siècle., pour tenter de comprendre quelle place notre société a assigné, tout au long de ce siècle, à ceux qui sont, aujourd'hui, disons les producteurs agricoles pour rester dans une tonalité assez neutre et peut-être un peu décharnée.

LE NECESSAIRE RECUL DE L'HISTOIRE

Ce qui me frappe, Dominique Desjeux a raison de le dire, c'est que notre génération, celle de l'après-guerre, a été marquée par la volonté extraordinairement dynamique et inébranlable de nos parents de sortir d'une période de déstabilisation et de manque terrible par des projets très forts. Ceci a profondément marqué notre génération, au point de lui laisser penser, parfois, que ce qu'avait fait la précédente était indépassable. A certains moments, l'absence de projets et de perspectives est issue très largement de ce genre d'idées. Je crois que pour en sortir, il faut regarder d'encore un peu plus haut, d'encore un peu plus loin. Je ne vais pas m'engager dans une comparaison à l'échelle du monde entier, qui mériterait pourtant d'être faite, je vais seulement rester à l'échelle hexagonale tout en essayant de prendre un certain recul historique.
Il me semble que l'on peut dire assez clairement que le producteur agricole a vu son statut social changer trois fois au cours du XXe siècle. Il y a eu le temps des paysans, il y a eu le temps de l'agriculteur et il y a maintenant le temps de ce que nous ne savons pas encore nommer. Le fait d'ailleurs que nous n'arrivions pas à trouver les mots n'est pas sans conséquence sur les difficultés que nous rencontrons.

PREMIER TEMPS : LE TEMPS DU PAYSAN, L'AGRICULTURE EN HERITAGE

Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, le temps du paysan n'est pas éternel. Aussi bien sur le plan historique, géographique que sociologique, cela ne va pas du tout de soi. Il n'y a pas eu des paysans de tout temps. La construction de la production agricole, de l'occupation du territoire et de la production alimentaire dans son ensemble a pris des formes extraordinairement diversifiées, historiquement situées.
Pour ce qui est de la France, le temps du paysan et son apogée coïncident avec la troisième République. Ce n'est pas inintéressant de voir que cette époque a été politiquement très fortement instituée par un projet qui n'était pas d'abord agricole, mais celui de la construction républicaine.
L'homme de ce grand projet a émergé dans une période terrible, 1870-1880, qui à la fois le désastre de Sedan, la Commune de Paris et la naissance de la guerre des deux France, avec cette extraordinaire montée du mouvement ouvrier qui se manifeste pour la troisième fois au cours du 19e s. et fait trembler sur ses bases l'ensemble des institutions et des ordres structurant cette société. C'est aussi une période de succession de catastrophes climatiques et, donc, de catastrophes agricoles et alimentaires au cours de laquelle la France moderne connaît ses dernières disettes. A cette époque, en France, des gens meurent encore de faim par manque de nourriture. Cette période connaît de très graves troubles institutionnels. Pensez à ce que représente Mac-Mahon à la tête de la IIIe république, au risque que ce personnage fait peser sur la pérennité des institutions. Dans ce climat de montée de la revanche contre l'ennemi voisin, la situation est terriblement noire et difficile.

GAMBETTA : « FAISONS CHAUSSER AUX PAYSANS LES SABOTS DE LA REPUBLIQUE »

Face aux grandes fractures sociales, politiques et culturelles qui s'opèrent alors dans le pays, Gambetta a l'idée d'un grand dessein pour la France. Pour pouvoir construire un régime stable, il pense qu'il faut l'appuyer sur des forces sociales qui tireront un bénéfice à l'institution de cet ordre. Le républicain Gambetta avait la plus grande méfiance, pour ne pas dire davantage, à l'égard de l'internationalisme ouvrier. Il n'était pas vraiment en osmose non plus avec les descendants des laboureurs de l'ancien Régime car ils n'avaient pas

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 64

été des Républicains sans états d'âme. Pourtant Gambetta a l'intuition que c'est sur cette base sociale, sur cette classe déjà un peu assise, ayant commencé à s'installer dans la propriété privée de la terre en grignotant les marges de la propriété nobiliaire ou de celle de l'Église, avant et après la Révolution, que la République pourra se stabiliser. Et, dans une envolée extraordinaire à la tribune de l'Assemblée nationale, il prononce ce fameux discours : « Faisons chausser aux paysans les sabots de la République. Lorsqu'ils les auront chaussés, la République sera invincible ». Pour ce faire, Gambetta crée en 1881 le ministère de l'Agriculture.

Il faut savoir que la France de Sully, éternelle pense-t-on, n'avait pas de ministère de l'Agriculture, parce qu'il n'existait pas de ministère technique et sectoriel sous l'Ancien Régime. Même dans des périodes intermédiaires au 19e s., alors qu'il existait un ministère de l'Industrie et du Commerce, l'idée d'un ministère de l'Agriculture n'était jamais apparue comme allant de soi. On considérait, en quelque sorte, que ce secteur n'avait pas besoin d'être administré.

LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE SUR LE MODELE DE CELUI DES COLONIES

Ce qui est fort intéressant, c'est que Gambetta crée le ministère de l'Agriculture sur le modèle du ministère des Colonies. Ce ministère va s'occuper de tout, à la fois des populations, des territoires, de l'espace rural dirions-nous aujourd'hui, et de la fameuse question des subsistances, comprenez de la sécurité alimentaire. D'ailleurs cette trilogie sera reprise dans le préambule de la loi complémentaire de 1962, à travers la célèbre formule d'Edgar Pisani : « L'homme, le produit, l'espace ». Et, c'est sur ce modèle d'une mise à l'écart totale du monde paysan de la société urbaine, et surtout du monde ouvrier, qu'a été construit un dispositif où l'on s'occupe, par l'intermédiaire de grands corps d'ingénieurs d'État, à la fois d'éducation - puis de recherche en 1946 -, de sécurité sociale, de production, d'amélioration de la production, de progrès, de relations internationales, mais aussi de gestion territoriale à travers la voirie, l'électricité, l'eau puis le drainage et l'assainissement. On s'occupera aussi bien entendu, le jour venu, de transformation et de commercialisation…

AUCUN SECTEUR, DANS AUCUN PAYS, N'A ETE GERE D'UNE FAÇON AUSSI GLOBALE ET AUSSI SPECIFIQUE

Aucun secteur, dans aucun pays, n'a été géré d'une façon aussi globale et aussi spécifique. Le ministère de l'Agriculture reste encore aujourd'hui à part dans son mode de fonctionnement et dans ses missions, avec une vision très ferme et très unifiée : faire en sorte que cette classe des laboureurs accède, avec la plus grande ampleur possible, aux acquis de 1789, c'est-à-dire aux acquis de la révolution bourgeoise au sens historique du terme ; qu'elle accède à la stabilité que procure la propriété. A cette fin, une politique patrimoniale se met en place avec, notamment, un dispositif bancaire facilitant l'accession à la propriété foncière. C'est la fin du spectre de la domination, de l'instabilité et de la Saint-Michel, date à laquelle tout le monde déménage. C'est, par un phénomène de mimétisme inversé, une véritable revanche contre la grande propriété foncière et, d'une certaine façon, l'épanouissement, à un siècle d'écart, des acquis de 1789.

Cette politique patrimoniale avait et a eu un écho extraordinaire sur le plan national et patriotique. Il faut bien comprendre à quel point dans le discours républicain, de la fin du 19e s. à la première guerre mondiale, il y a eu convergence entre le discours patrimonial paysanniste et le discours patriotique revanchard. Gambetta, d'ailleurs, disait que les paysans seront capables de défendre les frontières de la patrie quand ils seront capables de défendre les bornes de leurs champs. Vous retrouvez aussi dans l'ensemble du dispositif, d'un point de vue culturel et des représentations, les racines du patrimoine, de la patrie et du pater familias, car nous étions bien dans la construction d'un système patriarcal de transmission du patrimoine. Il y a bien entendu des exceptions, au moins dans les Pyrénées, où le droit d'aînesse absolu a subsisté à ces constructions républicaines centralisatrices et nationales.

LA FRANCE EST UNE MOSAIQUE OU L'ON PRODUIT UN PEU DE TOUT PARTOUT

Au bout du compte, il en ressort un modèle extraordinairement subtil et complexe qui se répand sur l'ensemble du territoire. Ce modèle est fondé sur le principe qu'il faut produire un peu de tout partout. Et c'est cette homogénéité, cette identité partagée qui permet à la République de conquérir à son profit ce qu'a été l'unité nationale construite par l'Ancien Régime et par les rois de la Renaissance, jusqu'à la Révolution. L'idéal, l'objectif du paysan du 19e s. ce n'est pas le marché, mais la sécurité, la subsistance de sa famille, sa reproduction élargie et, si possible, la transmission d'un patrimoine élargi. Ceci explique que le paysan de cette époque a, le moins possible, recours au marché, du moins dans son approvisionnement. Quand il y a recours, c'est pour écouler un peu de sa production, ce qui est rare car cette époque est très largement déficitaire sur le plan alimentaire. Chaque ferme, chaque ter-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 65

roir, chaque région devient ainsi une mosaïque : la France devient une mosaïque où l'on produit effectivement un peu de tout partout. Nos 360 fromages sont l'expression la plus emblématique de ce modèle : un même type de production mais une mosaïque extrêmement diversifiée de conditions pédo-climatiques et de traditions. C'est ainsi que prend forme notre modèle alimentaire, et l'exceptionnelle diversité de ses composantes.

LE PAYSAN SE CONSTRUIT PAR UNE COLLECTIVITE LOCALE LA PLUS AUTONOME POSSIBLE

Nous retrouvons bien là une définition donnée par les historiens, puis par les sociologues, de ce qu'est le paysan : il est construit par une collectivité locale qui se veut la plus autonome possible. D'ailleurs, la IIIe république ne touche pas aux 36 000 paroisses. On aurait pu imaginer que pour imprimer sa marque elle sorte définitivement, comme elle l'avait fait pour les provinces, de cette cartographie héritée de l'après conquête romaine, sur laquelle se sont instituées les paroisses de la christianisation. Au contraire, la République reprend à son compte ce découpage fin et minutieux du territoire pour en faire autant de petites républiques paysannes où les paysans, chefs de famille, gèrent ensemble au sein du conseil municipal les parties communes de leur propriété privée, comme le ferait un syndicat de copropriétaires. Le tout est bouclé par la construction de la mairie si possible en face de l'église, ce qui permet de porter au cœur de la France la très charnelle, la fameuse guerre des deux France dont la République sortira vainqueur un siècle plus tard.

Ce qui frappe, c'est le caractère très local, très patrimonial, très peu marchand de ce modèle ; l'influence qu'y exerce le groupe domestique, c'est-à-dire la famille élargie à une domesticité proche, Tout cela amenant une vision du monde peu distanciée de celle du village. La patrie n'est, en quelque sorte, que l'extension du village, entité à partir de laquelle le monde est regardé. D'ailleurs, dans ce village de la fin du 19e s., le paysage n'existe pas, car il suppose une distanciation du rapport au monde.

Sur la question de la construction du paysan, comprenez qu'à aucun moment, dans aucun pays ni aucune histoire, le paysan ne s'est construit par lui-même, mais toujours dans une relation d'altérité conflictuelle ou consensuelle par rapport aux cadres qu'on lui posait ou lui refusait. Le paysan n'est pas une sorte d'essence posée de façon éternelle, mais bien une construction qui prend des formes différentes et différenciées selon les pays et les moments historiques.

DEUXIEME TEMPS : LE TOURNANT DE L'APRES-GUERRE, L'AGRICULTURE PENSEE COMME METIER

Le deuxième grand moment que connaît le monde agricole est bien sûr l'après-guerre. C'est un tournant absolu : la paysannerie, pensée comme un état dont on hérite, s'efface au profit de l'agriculture et de la fonction d'agriculteur pensée comme métier que l'on apprend. Que se passe t-il exactement au lendemain de la deuxième guerre mondiale ?

D'un côté, la classe politique et une grande partie de la haute fonction publique française, avec des gens comme Armand et Ruef, René Dumont ou Claudius Petit, prennent conscience qu'avec 33 % de sa population active employée dans l'agriculture et son incapacité à assurer sa couverture alimentaire, la France se trouve dans une situation qui ne peut plus durer. La modernisation des infrastructures et de l'industrie, encore largement manufacturière, a besoin de main d'œuvre. Et il faut la puiser dans le réservoir paysan. On faisait ainsi le pari que ces départs allaient entraîner, de fait, l'accroissement de la productivité du travail, de la productivité du sol et de la productivité du capital et permettre à la France d'assurer, enfin, sa couverture alimentaire. Cet exode avait toujours été freiné par les Républicains, pour qui perdre un paysan c'était perdre un patriote, mais aussi par les catholiques pour lesquels un paysan perdu pour la terre est également perdu pour Dieu. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, tout le monde s'accorde finalement sur l'idée qu'il y a trop de paysans.

D'un côté, nous avons donc une classe dirigeante convaincue qu'il faut moderniser l'agriculture. De l'autre, un mouvement social d'inspiration catholique et non républicaine, qui réclame la parité avec le reste de la société, un mot très moderne au lendemain de la seconde guerre mondiale. Ils revendiquent la fin de leur mise à l'écart du reste de la société et de la stigmatisation de l'état de paysan. Ils aspirent à une relativité moderne, c'est-à-dire l'exercice d'un métier parmi d'autres. Cette approche, on la retrouve dans bien d'autres domaines. Un slogan intéressant a ainsi fait florès dans les éditoriaux au lendemain de la seconde guerre mondiale : « La charité doit se faire technicienne » Ce qui était valable pour la charité, l'était bien évidemment pour l'agriculture. Tout ceci s'organise autour du mouvement d'idées qui, avant la seconde guerre mondiale, avait retourné la vision fixiste de la théologie catholique dominante sur la création et la soumission à la nature, au profit de cette idée théologique révolutionnaire que le travail de l'homme est la poursuite et l'épanouissement du travail du créateur. Irénée de Lyon ne disait-il pas : « Dieu s'est fait homme, pour que l'homme soit Dieu. » A partir de là toute légiti-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 66

mité était donnée au projet de transformation du monde, et a fortiori de l'agriculture.
A la fin de la IIIe république, on voit ainsi émerger conjointement un groupe, à la fois politique et technique, de modernistes et un groupe social assez nombreux, bien que minoritaire, qui veut sortir d'un archaïsme dans lequel il a le sentiment d'être englué. Je vous renvoie à cette page extraordinaire de la Révolution silencieuse de Michel Debatisse où il raconte ce que cela représentait de conflit familial d'obtenir la liberté de pouvoir prendre son vélo pour aller tenir une réunion dans le canton voisin un dimanche après-midi. On mesure là toute l'étendue du bouleversement culturel et social qui s'annonce.

LA MODERNISATION DE L'AGRICULTURE N'EST PAS UNE AFFAIRE TECHNIQUE, MAIS UNE QUESTION DE REPRESENTATION DE SA PLACE DANS LE MONDE

Il faut bien comprendre que cette modernisation de l'agriculture, qui commence à émerger en 1950, n'est pas qu'une affaire technique : c'est bien une vision du monde qui se joue là. Voilà pourquoi, elle a tant imprégné les esprits. Il ne s'agissait pas de simples idées lancées en l'air, mais d'une nouvelle représentation de la place occupée par cette activité dans le monde. Je n'insiste pas, juste un chiffre : en l'espace de 30 ans, la productivité du travail en agriculture a été multipliée par 7,2 soit à peu près autant qu'en 3 000 ans d'histoire de l'agriculture. Il y a de quoi avoir le vertige.
Autre point : ce mouvement de modernisation, dont le grand symbole a bien sûr été la loi de 1960 et la loi complémentaire de 1962, ne s'est pas opéré dans le cadre patriotique de l'hexagone, mais dans le cadre européen. Cette modernisation s'est accompagnée d'une politique des structures et d'une véritable politique économique de construction des prix et des revenus en agriculture ; une politique vraiment efficace. Enfin, dernier point : on voit se manifester la volonté très forte de mettre la science au cœur du dispositif. Déjà, en 1936, le CNRS avait été créé par le Front Populaire, dans une vision prémonitoire de la nécessité de développer un appareil scientifique afin de moderniser la France. L'INRA, lui, est créé en 1946 comme une réponse nécessaire pour opérer la modernisation de l'agriculture. Cette vision positiviste peut apparaître un peu simpliste. Il faut se reporter 55 ans en arrière et ne pas juger le discours de 1945 avec les yeux de 2001, mais le contextualiser et voir ce que cela signifiait déjà comme modernité.
L'INRA a été créé à partir de quelques services extérieurs du ministère de l'Agriculture autour de la plante et de l'animal, avec une foi dans la génétique et dans la nutrition qui, il faut le dire, a produit des résultats peut-être discutables mais incontestables. Aucun dispositif n'aurait avancé avec une telle force s'il n'y avait pas eu trois ingrédients :
1) des politiques publiques extrêmement volontaristes relayées par la Politique agricole commune ;
2) un fort mouvement social de personnes qui voulaient sortir de l'ancien temps et une immense soif de modernité ;
3) un dispositif permettant à la recherche et la formation de devenir le quotidien de ce milieu, un point discutable, révisable comme le reste, mais pour autant légitime dans cette période.

UNE SOCIETE QUI A ATTEINT SES OBJECTIFS S'EN DESINTERESSE ET PASSE A AUTRE CHOSE. C'EST CE QUI EST ARRIVE A L'AGRICULTURE

Que se passe-t-il alors ? Permettez moi de citer Edgar Pisani : « Cette politique ayant fonctionné, ayant atteint ses objectifs bien plus vite que prévu, il y a eu une sorte de déphasage. Dès lors que le but est atteint, pourquoi voudriez-vous qu'on continue à le poursuivre ? » Il y a eu, je pense, 15 à 20 ans de désarroi car le but était atteint, mais on continuait de le poursuivre, comme s'il était indépassable, comme si cette vache sacrée imaginée au lendemain de la seconde guerre mondiale ne pouvait être remplacée. Or, une société qui a atteint ses objectifs s'en désintéresse et passe à autre chose. C'est ce qui est arrivé à l'agriculture. Alors que le monde agricole continuait de poursuivre sur sa lancée, vers un but qu'il avait conquis, arraché, le corps social a commencé à s'intéresser à autre chose. Ce qui me paraît symptomatique dans cette affaire, au regard des problèmes actuels sur la sécurité des aliments, l'environnement, c'est que les choses ont basculé dans les têtes le jour où la France est devenue excédentaire en matière de production alimentaire. En seulement l'espace de 10 à 15 ans, le changement a été radical et je suis frappé que l'on ne le réalise pas davantage : en 1950, les gens étaient encore marqués par les restrictions alors qu'en 1960, la France est déjà confrontée, dans certains secteurs, à des problèmes d'excédents. Réalisez : la fin du problème de la malnutrition, la fin de la faim, émerge pour la première fois dans l'histoire. Notre génération est la première dans l'histoire de l'humanité qui a l'assurance de manger à sa faim trois fois par jour et ce jusqu'à sa mort. Et si des gens ne mangent toujours pas à leur faim, ce n'est pas par manque de nourriture, mais parce qu'ils n'y ont pas accès ; une situation totalement différente des sociétés où il n'y a rien à manger. Ce basculement dans l'abondance annonce le début de l'insouciance. Dans cette société chrétienne, le « Donnez-nous notre pain quotidien » répété matin,

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 67

midi et soir, depuis XXe siècles, avec une obsession absolue, devient d'un coup pur symbole, voire pur non-sens. Du coup, la représentation et la place de celui qui produit s'effondre. Le malentendu est total et dans la guerre des significations, il n'y a pas de convergence possible.

Une deuxième chose me frappe : le projet de l'après guerre était, intelligemment, l'héritier du projet paysan patriarcal, la ferme paysanne devenant l'exploitation agricole à deux Unités Travail Homme Année. Je n'ai pas une tendresse extraordinaire pour ce terme, mais il est ainsi codifié dans la loi, et vous savez très bien que ces 2 UTHA étaient, en fait, l'homme et la femme. Dans cette après-guerre, émerge le concept d'exploitation de couple. D'ailleurs, bien des leaders syndicaux ont développé ce terme d'« exploitation du couple » dans tous les sens du terme. Cette sorte de poursuite familialiste du projet agricole offrait une transition très intéressante. Le seul problème, c'est qu'elle a explosé au bout d'une quinzaine d'années. Pire, aujourd'hui, on continue à penser une agriculture familiale à 2 UTHA, alors que la moitié de la Surface agricole utilisée (SAU) en France est gérée ou possédée par des formes peu ou prou sociétaires. La propriété foncière est devenue une propriété sociétaire. Le producteur agricole peut être à la fois son propre propriétaire, à travers une société civile immobilière ou un GFA, travailleur à l'intérieur du Gaec, de la Scea, de l'Earl, ou locataire des terres d'une société dont il est membre par ailleurs. Ces dispositifs sociétaires sont extrêmement compliqués. L'agriculture d'aujourd'hui est de plus en plus solitaire et de plus en plus sociétaire.

Nous sommes loin du modèle hérité d'une vision patrimoniale familiale. L'agriculture reste fortement emprunte d'une dimension familiale, mais sous des formes complexes où, de plus en plus souvent, trois générations se retrouvent partie prenante des dispositifs sociétaires. Les plus anciens comptent sur le patrimoine qu'ils ont accumulé pour leur servir de retraite, tandis que les plus jeunes ont besoin du capital pour pouvoir construire leur exploitation. Quant à la génération intermédiaire, je ne sais pas comment elle va s'en sortir, comprimée comme elle l'est dans l'ensemble de ce dispositif. J'ajoute que l'agriculture a quitté le modèle paysan basé sur le « un peu de tout partout » pour un modèle hyper-spécialisé. On devient producteur de lait, de maïs, de fruitier, de canard, de quelques productions… Cette spécialisation est la traduction de la spécialisation des territoires et de leur construction, avec cette conséquence implicite : si on ne retient de l'agriculture que sa seule dimension productive, un certain nombre de territoires deviennent tout simplement inutiles ou, en tout cas, perdent une grande partie de leur sens.

Enfin, dernier résultat de cette dynamique, on est passé d'une vision européenne à une vision mondialisée. Très vite, la France est passée de sa mission assignée d'assurer sa couverture alimentaire à une vision conquérante et exportatrice. Cela en fait le deuxième exportateur mondial de produits agricoles et surtout de produits agricoles transformés, et fait de l'agriculture un des fers de lance de la mondialisation et de la croissance des échanges sur le plan mondial avec le paradoxe et les complexités qui en découlent.

QUEL PAYSAGE POUR LE XXIE SIECLE ?

Alors, quel paysage se dessine pour le XXIe siècle ? Certainement pas un retour au XIXe siècle et à la reconstruction nostalgique d'un paysan patriarcal coupé du marché, refermé sur son village et attaché uniquement à sa famille. Je pense qu'il se dessine un modèle à la fois économique et culturel. On ne peut pas s'en sortir par la seule porte d'entrée de l'économie. Bien sûr, l'économie est déterminante, mais elle ne suffit pas à comprendre et à construire ce métier et ses fonctions, qui correspondent aux nouvelles attentes de la société, que vous avez évoquées et discutées dans la table ronde et que je résumerai sous le terme de multifonctionnalité. Au fond, je pense que cette multifonctionnalité est une chance parfaitement moderne de ré-ennoblissement du métier. Elle permet d'attribuer à ce groupe social et à ses territoires, non plus une simple fonction de production de matières premières, mais une complexité de la fonction, du métier, du revenu et des relations avec le reste du corps social.

LA MULTIFONCTIONNALITE EST UNE CHANCE MODERNE DE RE-ENNOBLISSEMENT DU METIER… DE PAYSAN

Pour exprimer l'ensemble des missions qui sont confiées à ces hommes, les termes d'exploitant agricole ou de producteur sont trop pauvres, trop limités. Il faut trouver un terme qui exprime la synthèse, la complexité des attentes envers ce métier et sa capacité d'y répondre… D'où le recours de plus en plus fréquent, dans le monde agricole lui-même, au terme de paysan, alors qu'il avait été banni dans la décennie 50-60, comme étant le symbole absolu de l'archaïsme dont il fallait à tout prix sortir. Il est aujourd'hui réinvoqué pour exprimer qu'on attend du monde agricole à la fois de la production matérielle et immatérielle, de la production alimentaire et non alimentaire, de la production marchande et non marchande.

La production matérielle et production immatérielle. Bien entendu, on attend du monde agricole des productions mesurables, quantifiées et qualifiées, mais

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 68

aussi de l'immatériel comme la production de paysage. Mais, nous avons compris que l'obtention des paysages nécessite de l'activité en amont et que la définition de ces activités permet ou non de produire du paysage. On sait qu'un pays qui possède une diversité de paysages - pour prendre cet exemple - possède un patrimoine collectif plus riche que le pays qui les a entièrement rabotés. Vous savez aussi que la France ne reste pas la première destination touristique mondiale, pour ses seuls Versailles, Mont St Michel, tour Eiffel, châteaux de la Loire et autre Côte d'Azur, mais que l'ensemble du territoire français participe de cette performance touristique, qui en fait un lieu extraordinairement envié. Le cadre de vie est une donnée très forte de ce dispositif. Quant au patrimoine public immatériel, là encore, un pays qui a tout saboté est moins riche qu'un pays qui préserve l'ensemble de son patrimoine public, de son environnement, c'est-à-dire la richesse des sols, des sous-sols, la biodiversité, sa qualité, son enrichissement - qui est en même temps un patrimoine privé et se construit à travers une activité matérielle. Ce n'est pas toujours très facile à expliquer : cette distinction entre production matérielle et immatérielle est une sorte de découplage qu'il faut immédiatement recoupler. Cela n'a d'intérêt que pour expliquer que c'est à travers la production matérielle que l'on produit l'immatérielle, et que cette dernière informe sur la première.

J'en dirai autant de la production marchande et de la production non marchande : il est vrai que le paysage, l'environnement, la diversité, etc., sont des productions non marchandes au sens de bien public, mais qu'elles sont la résultante d'une production qui, elle, est marchande. De la même façon que les productions alimentaires et non alimentaires se distinguent et se complètent dans des approches culturales diversifiées.

Là, interviennent plusieurs débats. Si on se met d'accord sur cette richesse des missions imparties par notre société moderne au monde agricole, je répète - sans insulte à ceux qui ont conquis ce projet nécessaire de l'après seconde mondiale - que la demande de nos contemporains en ce début de XXIe s. est beaucoup plus riche, beaucoup plus complexe et beaucoup plus noble qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Il est en train de se jouer la capacité ou non du monde agricole de comprendre la richesse de la demande qui lui est adressée et d'inventer la richesse et la complexité du métier à exercer à l'horizon 2050. On l'a dit, ce métier est de plus en plus complexe, de plus en plus synthétique. Cette synthèse n'est pas l'héritage du paysan du XIXe, mais doit se construire sur l'analyse de la demande sociale, parce qu'on ne vit que du regard que porte l'ensemble de la société sur le métier qu'on exerce, on ne définit pas seul son métier. Vous râlez suffisamment après le chercheur qui pourrait dans un moment de folie imaginer qu'il a la seule légitimité pour définir ce que doit être l'orientation de la science, et vous avez raison. Il en va de même de l'agriculteur qui ne peut pas penser la construction de son métier au nom du seul héritage dont il serait le détenteur. La modernité, la contemporanéité de son métier se construit bien sûr par l'histoire, mais aussi par l'exigence et l'attente du regard le plus contemporain qui soit à l'égard de ses missions qui, encore une fois, me paraissent d'une richesse extraordinaire. Le monde agricole peut-il penser la reformulation de son métier au-delà de cette analyse, au-delà des apports scientifiques et technologiques les plus avancés qui sont à sa disposition ? Je pourrais faire le parallèle avec le chercheur de synthèse dont vous rêvez. Il ne peut pas être l'héritier de l'agronome du XVIIIe, mais forcément la résultante des disciplines les plus pointues du XXe s.

VOUS SOUFFREZ D'UN SENTIMENT D'ASSISTANCE, ALORS RENVERSONS LA VAPEUR

Deuxième point très important : la construction du revenu. Si nous sommes d'accord pour dire que ce métier est producteur d'une richesse publique non marchande qui profite à tous, nous sommes peut-être d'accord pour dire que le marché n'est pas destiné à la rétribuer. Vous souffrez, vous l'avez dit, d'un sentiment d'assistance, alors renversons la vapeur ! Si vous êtes les producteurs d'une richesse non marchande dont notre société a besoin, vous n'avez pas besoin d'être assistés. Revendiquez d'être rétribués, nom d'une pipe ! Ceci n'a rien de honteux et est d'une légitimité absolue. Il y a un vrai débat autour de ces notions. Qu'est-ce qui relève du marché, de la rétribution publique ? Où sont la part du découplage et celle du couplage ? Simplement, je pense, que dans une démocratie à peu près moderne ce qui ne relève pas du marché et qui pour autant est d'intérêt public relève de la chose publique et des politiques publiques. Et une politique publique moderne est une politique contractuelle. On me dit que c'est compliqué. Je constate, moi, que les producteurs sont capables de passer des cahiers des charges avec des marchands de pommes de terre qui font 20 pages, mais quand il est insurmontable d'en établir un de 3 pages avec l'État… Je pense qu'on arrivera à surmonter ça. La modernisation des politiques publiques tient au rôle de chacun mais, en revanche, si on laisse le marché rétribuer ce que notre société attend - qui est d'intérêt public et d'ordre public patrimonial, collectif, intergénérationnel mais qui passe par le travail privé - je crois que le marché le fera très mal. Nos paysages seront dégradés, notre biodiversité ne s'en sortira pas, nous nous appauvrirons. Si on se balade un peu de par le monde, on découvre le développement de productions les plus brutes, voire les plus bes-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 69

tiales. Bien des pays aussi malins que nous, aux civilisations paysannes davantage affirmées que la nôtre, seront capables de faire ce que la France a été capable de faire en 1960, au prix d'une immense dégradation de l'ensemble de leurs paysages. Pour nous, il est encore temps de sauvegarder l'ensemble des richesses marchandes, non marchandes, quantifiées, qualifiées. Je crois que nous avons la chance de vivre en France, le pays au monde qui a la plus longue tradition politique publique en agriculture. Cela lui donne un devoir d'innovation. Ainsi, je pense que peut émerger dans notre société un métier extrêmement riche et complexe, parfaitement original, à la fois en continuité et en nouveauté absolue avec ce qui a été joué pendant un siècle et qui peut être prémonitoire de ce qui pourrait se jouer à l'échelle européenne. A condition de le faire avec un peu de distance, en pensant que ce métier est à construire et non pas à transmettre. Je vous remercie.

Jean-Claude FLAMANT
Merci Bertrand. Après le déjeuner, nous reprendrons le débat au cours d'une longue table ronde. Mais tout de suite, quelques informations techniques.

Arnaud LIBILBEHETY
Hier, le Bureau national interprofessionnel de l'Armagnac nous a offert l'apéritif. Aujourd'hui, petite explication avec Pierre de Saint Pastou qui aura le plaisir de nous offrir le digestif. Ce soir, après la clôture des débats, les producteurs Plaimont et de Porc Noir gascon, nous offrirons une mise en bouche des produits du terroir, et Adeso nous fera découvrir des produits à base de maïs.

Pierre de SAINT PASTOU
Vous connaissez j'imagine les règles de production de l'Armagnac, mais je vais me permettre de vous les rappeler. L'appellation Armagnac est une AOC qui se situe essentiellement sur la partie Ouest du département du Gers et se divise en trois régions : Ténarèze, Haut Armagnac et Bas Armagnac. L'Armagnac est obtenu par la distillation uniquement de vins blancs produits à partir de quatre cépages : Baco blanc, Fol Blanche, Ugni Blanc et Colombard.
Un mois après les vendanges, nos vins sont prêts à être fermentés, ils vont peser entre 8 et 10 % d'alcool. Puis, vient la distillation dans un alambic, dont le principe est le suivant : en chauffant le vin, de la vapeur se dégage. Quand on la refroidit, on obtient de l'eau de vie blanche par condensation. C'est cette eau de vie blanche qu'on peut retrouver dans le Floc de Gascogne, composé d'un mélange d'1/3 d'eau de vie et de 2 /3 de jus de raisin, à 17 % d'alcool. Ensuite, les lettres de noblesse de l'Armagnac se font bien sûr par son vieillissement, durant de longues années, en fût de chêne. Au cours du vieillissement, le breuvage va prendre une texture grasse qui lui donnera son côté onctueux et de l'arrière bouche, c'est-à-dire que vous avez encore l'Armagnac en bouche _ h après la dégustation. Au cours du vieillissement en fût de chêne, le taux d'alcool grimpe, c'est pourquoi, nos Armagnac affichent entre 40 et 45 % d'alcool.
Après le déjeuner, nous vous proposerons une petite dégustation offerte par deux producteurs : Armagnac Baronne Jacques de St Pastou et Mme Della Vedove qui vient de Bastous dans le Haut Armagnac et qui est membre du groupe local de réflexion.

QUELQUES CONSEILS DE DEGUSTATION

Nous allons vous servir l'Armagnac dans la tasse à café. Vous allez prendre le temps de chauffer votre tasse et de lui faire faire un petit mouvement circulaire avec la main. Car durant le vieillissement en fût de chêne, des esters, qu'on trouve aussi dans les vieux vins, se forment, et il est important de les évacuer de l'Armagnac. Ils sont très volatils, ils auront donc disparu au bout de 5 minutes et vous ne garderez que le cœur aromatique de l'Armagnac. Dans le même temps, le réchauffement permet d'obtenir un produit onctueux en bouche. Ensuite, les papilles gustatives dans notre bouche sont concentrées sur le bout et sous la langue. Si je mets l'Armagnac dessus, directement sans ajouter de salive, l'alcool prend le dessus, ne développe pas son onctuosité et son côté aromatique. Voilà pourquoi je conseille toujours de mettre une bonne quantité de salive sous la langue et de prendre une infime quantité d'Armagnac.
Vous allez prendre le temps de faire ce mélange, cette osmose Armagnac-salive sous votre langue, d'en baigner vos papilles en commençant par le bout pour aller de plus en plus vers le fond de votre bouche. Enfin, vous avalez et vous notez ce petit retour fougueux très agréable.
Si vous suivez mes conseils, vous apprécierez cette dégustation.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 70

SEANCE DE L'APRES-MIDI
TABLE RONDE

« Que demandons-nous aux agriculteurs et à l'agriculture ? »

Bertrand HERVIEU
ANIMATEUR

LE MONDE AGRICOLE N'EST PAS ATTENDU PAR LA SOCIETE COMME IL AIMERAIT L'ETRE. MAIS IL EST ATTENDU

Que demandons-nous aux agriculteurs et à l'agriculture ? Nous allons tenter de définir l'expression ferme et évolutive des attentes de la société à l'égard de ce métier. Ceci repose sur un postulat, que je crois fort intéressant et sur lequel il me semble qu'il y a une amorce de consensus : le sens d'un métier n'est pas seulement donné par les détenteurs de ce métier, mais aussi par le regard que ceux qui ne l'exercent pas portent sur lui. Si on se pense dans cette altérité des métiers, des fonctions, des regards, des attentes, on crée à la fois du sens et de la cohésion, donnant forcément la réponse à une attente. Ma conviction profonde ? Le très grand privilège du monde agricole aujourd'hui - dont il n'a pas conscience et qui est à la source de son désarroi - c'est que le monde agricole est attendu, tout le monde ne peut pas en dire autant. Le drame, c'est qu'il ne l'est pas comme il aimerait l'être. Cette attente est différente de celle de 1950, mais ce pas pour autant qu'elle n'a pas de sens. Au contraire, elle est lourde de sens et c'est autour de ces attentes et de leur sens, que nous devons débattre cet après-midi.

Pour mener ce débat avec vous, sont venus à la tribune des représentants d'associations qui s'efforcent de construire l'expression de cette attente, des représentants d'expressions de politiques publiques résultant de débats parlementaires et puis des agriculteurs, d'anciens agriculteurs qui vont témoigner de ce qu'ils ressentent par rapport à ces nouvelles expressions. Et puis vous tous. Je vais demander à ceux qui sont autour de moi de se présenter et de donner en quelques minutes une idée forte qui leur tient à cœur dans ce débat. Puis nous débattrons tous ensemble.

Je vais passer successivement la parole à Bertrand Raux, représentant de la Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie, puis à Bérangère Chambon, présidente Midi-Pyrénées Nature Environnement, Uminate. Hervé Bichat qui est membre du Conseil général du Gref (1), ancien Directeur général de l'Inra, rapporteur du schéma des services collectifs des territoires naturels et ruraux, schéma qui a été voulu par la loi d'orientation d'aménagement durable du territoire, et à Jean-Claude Flamant qui a été un des animateurs des États Généraux de l'Alimentation. Tous deux sont des opérateurs de la maïeutique sociale pour que s'exprime ce dont le législateur a besoin autour de ces questions. Enfin trois personnalités impliquées dans le débat sur le métier d'agriculteur : Jean de Galard, agriculteur, ancien président de la Chambre départementale d'agriculture de la Haute-Garonne, André Pochon, agriculteur - éleveur en Bretagne qui vient de publier « Les sillons de la colère » et Hélène de Resseguier qui est agricultrice, maire de sa commune, représentante de sa commune à la Communauté de communes. Ils s'exprimeront autour de la reformulation du métier d'agriculteur et de ses missions. Et vous tous.

Bertrand RAUX,
SECRETAIRE MIDI-PYRENEES DE LA CLCV

Représenter les consommateurs, ce n'est pas évident. Si on ne mange plus de vache folle, on mange le consommateur à toutes les sauces. Ça ne nous dérange pas car, depuis 50 ans, notre préoccupation, notre réflexion, reste cette idée forte inscrite dans nos statuts, à savoir placer le consommateur au centre de la production qu'elle soit industrielle ou agricole. Les événements chaotiques de ces derniers temps, que ce soit l'ESB ou la tremblante du mouton, font que le monde agricole est un peu perturbé. Il y a besoin de dialogue, de retrouver la confiance du consommateur, qui passera par des notions simples de transparence, d'information et de participation.

Transparence : que nous apprend la crise de l'ESB ? Depuis plus de 10 ans, nous réclamions la traçabilité de la viande bovine mais, jamais, nous n'avons pu l'obtenir des professionnels. Finalement, elle s'est mise en place en quelques mois, car l'intérêt de la filière l'imposait.

On voit bien l'importance de l'information. Nous réclamons pour toutes les matières, les OGM par

(1) Génie rural eaux et forêts

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 71

exemple, la même exigence au niveau de l'étiquetage, de l'information, du droit au choix du consommateur.
Participation : on en a parlé hier et ce matin. C'est vrai que nous sommes pour l'échange avec les professionnels. Nous participons maintenant aux CDOA [1], nous sommes dans les organismes certificateurs, nous sommes associés à l'élaboration de cahiers des charges… Tout cela nous permet d'être acteurs dans le débat de l'orientation agricole.
On nous a dit que le consommateur est versatile. C'est vrai, il tient des propos différents de son comportement, car à travers son comportement, le portefeuille parle. Quant à la meilleure qualité au meilleur prix, d'accord, sauf que le prix est une notion aléatoire. Quand on sait qu'une hausse des produits agricoles de 15 % à la production ne représente parfois que 2 % à la vente, c'est ridicule. On se trompe de débat. On a parlé d'intermédiaires. Les intermédiaires, les transformateurs produisent de la valeur ajoutée, soit, mais il y aurait à réfléchir sur les filières en examinant d'un peu plus près les intermédiaires qui ne produisent pas de valeur ajoutée, qui ne font que de la logistique. On dira que la logistique est nécessaire et qu'elle apporte d'une certaine façon de la valeur ajoutée, mais il faudrait lui redonner la place qui convient. On a parlé de qualité sans la définir exactement. Dans le monde industriel, la qualité consiste à viser juste, à répondre à la demande de son client. Certes, pour le monde agricole, il n'est pas toujours évident de répondre à la demande du consommateur. Nous, nous défendons la notion d'agriculture durable ou raisonnée, un terme un peu galvaudé par la grande distribution actuellement. Nous la définissons précisément comme une agriculture qui s'intègre, dès le départ, dans un écosystème sans le perturber, dans le choix même de la culture. Ainsi, il paraît incohérent de faire du maïs dans des régions où il y a un problème d'eau…
Concernant l'orientation agricole, je répète que nous sommes dans les CDOA. Nous ne voulons pas être des consommateurs alibi, mais participer activement. Cela pose le problème de l'expertise associative, elle-même liée aux moyens. B. Chevassus, le Président de l'Afssa, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, rappelait récemment que le budget de son instance correspond à environ un euro par habitant, exactement ce que réclame le mouvement consumériste et ses 17 organisations agréées au plan national. Avec moins d'un franc par habitant, les capacités d'expertise de ce mouvement restent loin de celles de l'Afssa. Nous devons réfléchir à notre capacité à être des interlocuteurs productifs dans le débat.

(1) Commission départementale d'orientation de l'agriculture

Pour revenir aux CDOA, nous avions bon espoir que le volet environnemental prenne de l'importance au niveau des Contrats Territoriaux d'Exploitation, les CTE.
J'aurais tendance à dire « Peanuts ». Dans le Lot, je constate, une fois de plus, qu'on détourne les orientations de la loi, en profitant des CTE pour continuer l'intensification des cultures et des élevages. On est loin de la vache dans le pré. On a dit que l'environnement a un coût qu'il faut assurer, non pas à travers une valeur marchande mais un service pour la collectivité toute entière. Effectivement, cela ne devrait pas être nommé « aide » mais « financement » d'une action pour l'ensemble de la société. J'interviendrai ultérieurement sur le commerce éthique, si cela se présente.

Bérengère CHAMBON,
PRESIDENTE DE L'UNION MIDI-PYRENEES NATURE ENVIRONNEMENT (UMINATE)

Je suis la présidente d'Uminate. Cette Fédération régionale Midi-Pyrénées des associations de protection de la nature et de défense de l'environnement existe depuis 27 ans. Nous y travaillons en commissions, dont une agricole. Uminate est membre de FNE, France nature environnement, notre fédération nationale au sein de laquelle la question agricole est une préoccupation depuis de nombreuses années. Concrètement, il n'y a pas plus de 2 ans, nous avons réalisé une exposition nommée « De l'étable à la table » et en préparons une autre, de septembre à novembre 2001, sur l'agriculture durable à la Maison régionale de l'environnement, à Toulouse.
Pour revenir au sujet, en tant que représentante des APNE, nous considérons que nous sommes à une étape très importante dans notre vie. Après tout ce qui s'est passé dans le monde agricole en 30 ans, pour en arriver aux crises que nous connaissons, nous vivons une période de transformation, un passage. C'est un enjeu formidable et un défi extraordinaire. Il faudra bien transformer l'essai ensemble, s'apprivoiser à nouveau, recréer des liens avec le monde agricole, les agriculteurs et les agricultrices et tous ceux qui travaillent sur ces questions. Il va falloir s'atteler à cet énorme travail. Il y a trop de malentendus, d'incompréhensions, il faudra réanimer ensemble le débat.
Que demandons-nous à l'agriculture et aux agriculteurs et agricultrices ? Juste un point, qui nous semble très important en particulier pour notre région : la reconquête des sols pour notre agriculture d'aujourd'hui et de demain. Nous avons besoin d'un sol vivant, fertile. Différents éléments participent à cette vie des sols, des minéraux, de l'eau, des gaz, de la matière organique à différents stades de transformation, de l'humus, des bactéries, des champignons, tous ces micro-organismes qu'on oublie souvent. Car, au bout du compte, pour que les humains et tous les êtres vivants aient une ali-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 72

mentation saine, il faut un sol sain au départ. L'agriculture participe à l'alimentation humaine mais aussi à bien d'autres choses, la biodiversité notamment. Il nous semble enfin que les sols fragiles par leur composition ne devraient plus être cultivés, mais devraient peut-être retourner en prairie, en forêt. Les années qui viennent sont importantes. Voilà pour l'introduction.

Bertrand HERVIEU

Merci Bérangère Chambon pour ce plaidoyer pour le sol auquel les pédologues seront sensibles. Savez-vous que dans une cuillère à café de sol bien entretenu, il y a autant de micro-organismes que d'humains sur la Terre. Hervé Bichat le sait sûrement. Du coup, je lui passe la parole. A la suite du vote de la loi d'orientation d'aménagement durable du territoire, Hervé Bichat a été désigné pour rassembler des avis et construire la réflexion sur le Schéma des services collectifs des espaces des territoires naturels et ruraux. Alors, qu'est-ce qui te tient à cœur Hervé ?

Hervé BICHAT,

CONSEILLER GENERAL DU GREF, RAPPORTEUR DU SCHEMA DES SERVICES COLLECTIFS DES TERRITOIRES NATURELS ET RURAUX.

D'abord, un petit mot du Schéma de services. Je vous rappelle que cette loi a deux caractéristiques principales : la première, c'est que, désormais, la planification territoriale ne se fait plus au niveau national mais régional. C'est une décision de très grande portée politique. La deuxième, c'est que la planification ne se fait pas à partir de l'offre mais de la demande des citoyens. Là aussi, par rapport à la tradition de la planification française, c'est un changement structurel. Et pour arriver à une concertation dans un certain nombre de domaines, la loi a créé 9 schémas de services, dont l'un concerne les espaces naturels et ruraux. Comme tu reviens de Chine, où on parle toujours de chiffres, cher Président, je vais vous présenter ce schéma à travers des chiffres.

Le schéma de services, c'est 4 ans de réflexion. Il est désormais déposé au Conseil d'État et accessible sur le site Internet de la DATAR (1). Ce sont les 2 principes de base que sont la multifonctionnalité et le développement durable, les 3 problématiques fondamentales concernant les grandes régions agricoles, les zones en déprise démographique et la maîtrise de la progression de la péri-urbanisation ; mais aussi 5 services collectifs : ressources naturelles, biodiversité, aménité, protection, prévention des risques naturels et production agricole et forestière ; enfin, ce sont 10 enjeux stratégiques nationaux, 7 d'entre eux concernant une base géographique, les 3 autres des réseaux, notamment la péri-urbanisation et les équipements, le réseau écologique national et les problèmes forestiers. Enfin, ce sont 60 cartes que je compte éditer prochainement sous la forme d'un atlas. Notamment, la carte des sols montre que votre région est une des plus sensibles au problème de l'érosion avec la Normandie. Une fois cela dit, 3 points concernent plus particulièrement votre région. Premier point : il a été arrêté au niveau du Schéma de services que les espaces naturels et ruraux fournissent à la collectivité des services généralement non marchands. Il y a eu débat pour savoir s'il fallait rendre marchands ces services non marchands ou, au contraire, favoriser leur accessibilité au plus grand nombre. Bien sûr, c'est cette deuxième voie qui a été retenue, mais encore faut-il trouver les moyens de financer les personnes chargées de la gestion de ces espaces, naturellement les agriculteurs et les forestiers au premier rang. En complément de ce qu'a dit Mme Chambon, on a oublié que la biodiversité c'est d'abord la conservation des habitats. Il est donc très important que l'on puisse repérer ensemble des zones devant être protégées et des continuités entre ces zones, afin de permettre aux espèces animales et végétales de faire face aux aléas dus à l'homme ou aux événements naturels. Enfin, troisième sujet, très important ici, l'eau en quantité et en qualité, auquel nous sommes tous sensibles. Il est clair que l'agriculture, notamment, joue maintenant un rôle dans la production d'eau, car l'eau ne se donne pas, elle se produit. L'agriculture doit répondre à cette nouvelle demande et il faut aider les agriculteurs à faire face à cette nouvelle attente de la société.

Bertrand HERVIEU

A travers ces trois premières interventions, que l'on prenne les sols, l'eau ou la biodiversité, il se dessine déjà de l'expression de ces demandes que nous ne sommes pas en face de problématiques conservatoires ou conservatrices, mais de problématiques productives et de production. Un sol se produit, l'eau se produit… Je pense que nous sommes déjà dans des lignes de convergences possibles autour de l'idée que ce métier n'est pas destiné à conserver mais à produire, à gérer et non à retenir. Je passe la parole à Jean-Claude Flamant qui a été au cœur des débats des États généraux de l'alimentation, qui constitue l'autre volet de ces politiques publiques, non seulement sur la production mais aussi sur l'alimentation.

Jean-Claude FLAMANT

Je démarrerai par une anecdote. Hier à notre table ronde sur le débat public, quelqu'un a dit qu'il faudrait engager des débats publics en dehors des situations de crise, que ce serait mieux à froid. Effectivement, à

(1) Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale. Site Internet : www.datar.gouv.fr

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 73

l'automne 99, quelques mois après la crise de la dioxine, le Premier ministre a décidé d'engager les États généraux de l'alimentation. Après quelques remous, le climat s'était apaisé. Ces États généraux se sont donc déroulés en septembre, octobre et novembre 2000, où nous avons écouté les débats de centaines de personnes. Ce devait être à froid, sauf que cela s'est déroulé en pleine crise de la vache folle, avec un certain 13 novembre où le président de la République venait de prendre des positions publiques pour la suppression des farines animales et où le Premier ministre, finalement, annonçait le 14 novembre qu'on allait les supprimer. On était en plein dans la crise. On ne pouvait pas imaginer de débats publics dans une situation aussi chaude, aussi incertaine… Nous avions monté cette opération sans savoir évidemment que cette crise allait se déclencher. Nous avons programmé des débats dans cinq villes, à Lyon, Lille, Nantes, Marseille et Toulouse, se terminant par un colloque national à Paris le 13 décembre, avec les 3 ministres concernés et le Premier ministre. Ceci nous a permis à moi-même et aux collègues de la Mission des agrobiosciences, qui étions chargés du suivi et de l'animation, d'écouter débattre des centaines de personnes dans toute la France. Ce fut passionnant. Une de mes plus grandes expériences professionnelles.

Quatre scénarios pour le futur

Je souhaite attirer l'attention sur le malentendu fort existe entre les consommateurs et les agriculteurs au sujet de l'intensification, et qui a été exprimé au cours de ces Etats généraux par les personnes non impliquées dans le système alimentaire. En introduction aux cinq forums publics, j'avais posé la question de savoir si la mise en cause du modèle concerne le gain de productivité, qui a permis sur 30 ans une baisse considérable du coût des aliments et des matières premières utiles à l'agroalimentaire, des gains de productivité extraordinaires réalisés par les agriculteurs, ou bien s'il s'agit de la mise en cause d'une certaine manière de réaliser ces gains de productivité qui conduit à des pollutions, à des usages de pesticides plus importants réputés nocifs et déplorés par les consommateurs. De façon intuitive, les gens mettent l'intensification en cause. En tant que chercheur, je réponds qu'intensification ne rime pas forcément avec pollution. Il faut trouver des solutions. A partir de ce constat de base pour lequel je n'ai pas eu de réponse, j'ai imaginé quatre scénarios pour le futur de notre système d'alimentation.

Premier scénario, dont malheureusement on peut dire qu'il est en cours de réalisation, c'est le futur redouté des crises à répétition. Premier schéma donc, toutes les conditions sont réunies pour que les crises du type vache folle, dioxine, fièvre aphteuse, pesticides se répètent. Pourquoi ? Parce qu'il y a une distance de plus en plus grande entre le producteur et le mangeur et que notre système d'information se prête très bien à la mise en exergue de ces scandales. Avec cette échéance possible, que les filières économiques concernées ne finissent par s'effondrer sous les coups de boutoir de ces crises à répétition. Les contribuables pourraient bien dire un jour ne plus vouloir mettre d'argent dans l'agriculture. Vous voyez à quelles catastrophes conduit ce scénario et ces logiques.

Deux autres scénarios rêvés. Dans l'un, on peut rêver d'un futur dans lequel l'information et l'éducation permettent de prévenir les risques, d'apaiser, de sécuriser. Un futur dans lequel aussi avec plus de contrôles on puisse quand même améliorer ce système générateur de crises. Les pouvoirs publics peuvent, là, engager des opérations fortes. Les différents opérateurs de ces filières alimentaires peuvent, également, passer des contrats, des accords pour parvenir à sécuriser les filières. Dans le troisième scénario, la science est au premier plan. Après toutes ces histoires de pesticides, de vache folle, d'OGM, on dit aux citoyens que « nous allons résoudre ces problèmes avec plus de savoir ». La vache folle et les farines animales, par exemple. Je pense que dans 10 ans, on aura la solution, dès lors qu'on saura détecter la maladie dans sa phase d'incubation chez l'animal et chez l'homme et que l'on disposera d'un traitement. Alors, il n'y aura plus de problème, cette maladie deviendra banale.

Quatrième scénario : celui d'un futur où les crises se répètent, mais où les acteurs coopèrent pour construire des régulations durables. Nous avons entendu des citoyens, des consommateurs et des industriels dire : « Jouons la proximité, la sécurité passe par là. » C'est vrai ou ce n'est pas vrai, toujours est-il que, depuis décembre 2000, on parle beaucoup de politique de proximité, de police de proximité, d'élus de proximité… Aujourd'hui encore, il surgit de nos échanges que face à l'incapacité de maîtrise de l'ensemble du système, ce rapprochement entre consommateurs et producteurs est une bonne chose. Parmi les 5 villes où se sont déroulés les débats, cette idée s'est exprimée avec davantage de force à Toulouse, où les consommateurs ont raconté leur proximité avec les agriculteurs, les produits de qualité, les produits du Gers… Certains Marseillais ont même dit qu'ils achètent des produits du Gers… sur Internet.

Bertrand HERVIEU

Merci Jean-Claude de cette illustration sur les retournements de situation et sur les liaisons possibles entre les technologies les plus modernes et la résolution de problèmes complexes. Bref, nous ne sommes pas dans une problématique du retour en arrière mais de construction de la connaissance de l'alimentation à partir d'éléments les plus contemporains. Qu'est-ce que ceci inspire à des praticiens de l'agriculture ?

Jean de GALARD,
AGRICULTEUR, ANCIEN PRESIDENT DE LA CHAMBRE DEPARTEMENTALE DE LA HAUTE-GARONNE

A la question « L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ? », j'aurais tendance à répondre : « L'agriculteur peut-il retrouver son identité et sa dignité en recouvrant la plénitude de ses activités ? » Pour mieux comprendre ce raisonnement, un bref retour en arrière.

La création de l'Univers date de 13 milliards d'années, celui de la Terre de 4,5 milliards. L'arrivée du monde végétal et animal date de plusieurs centaines de millions d'années et celle de l'homme de 7 millions. Avec l'arrivée du feu, la fusion des métaux, l'homme moderne apparaît il y a quelques milliers d'années. En quelques centaines de milliers d'années, l'homme passe de la cueillette au système pastoral. Mais depuis un siècle, que de choses se sont passées ! Que de bouleversements sociaux, que d'accélération depuis le Haut Moyen Age. Je dirai même, depuis que l'homme vit de façon concentrée autour d'une cité, pour se défendre et s'organiser, le monde rural a perdu, petit à petit et sans s'en apercevoir, sa substance essentielle.

Maintenant, c'est le choc en retour. Le monde rural est confronté à un nouveau style de vie que lui impose le reste de la société. On a beaucoup parlé des consommateurs, mais les problèmes du monde urbain viennent en particulier de l'absence totale de rapport de l'homme à la nature.

Le monde rural, les paysans, les agriculteurs et les forestiers, avec tout ce corps d'artisans et de professions libérales, sont à la base les hommes d'un pays. Le hiatus est d'autant plus fort que la loi de décentralisation fait obligation à la société moderne de se réinsérer dans une notion de démocratie participative, c'est-à-dire de mener un dialogue avec ceux qui sont à la base. Comprenez, cette politique moderne doit être contractuelle. Le monde rural et le monde agricole sont confrontés à cette idée d'interrogation par le dialogue et la concertation. Est-ce pour nous une chance de remettre l'homme au milieu de ce dialogue ? Nous, les détenteurs de cet espace revendiqué par bien d'autres, nous les opérateurs privilégiés, nous les responsables de tous les maux qui nous ont été reprochés, mais en même temps porteurs de qualité de la vie essentielle, sommes-nous capables de répondre à cette nouvelle dimension culturelle, à cette nouvelle interrogation sur notre mission ? Pouvons-nous revenir à la notion de production, à la notion de vie ?

Bertrand HERVIEU

Merci Jean de Galard pour cette réponse en forme de questions qui nous permet dans cette démarche, ô combien talmudique, de passer paisiblement aux Sillons de la colère.

André POCHON,
AGRICULTEUR BRETON,
AUTEUR DE « LES SILLONS DE LA COLERE »

Une agriculture prospère qui nourrisse bien de nombreux paysans, dans le respect de l'environnement et de la qualité des produits. A condition…

La colère d'un paysan breton. Évidemment, l'agriculture est directement concernée par ces interrogations si nous voulons résoudre le problème de la qualité des produits, la sécurité alimentaire et la pollution de l'eau, puisque nous occupons le territoire et que nous fabriquons les produits à la base. Donc, la qualité des produits et de notre environnement dépend directement de la façon dont nous allons cultiver nos sols et élever nos animaux. La question devient alors : « La France et l'Europe, peuvent-elles avoir une agriculture prospère qui nourrisse bien de nombreux paysans, dans le respect de l'environnement, de la qualité des produits et, même, des paysages ? » Ma réponse appuyée sur une longue expérience – j'aurai 70 ans dans un mois - est « Oui ».

Un « Oui » franc et massif, à condition que nous revenions à l'équilibre entre un sol qui fait pousser des plantes qui, elles-mêmes, nourrissent des animaux qui, par leurs déjections, continuent d'entretenir la fertilité des sols. Chaque fois qu'on s'éloigne trop de cet équilibre, on prend une mauvaise direction. C'est le cas en Bretagne, où les productions animales sont trop nombreuses au regard des sols, mais aussi dans d'autres régions, chez vous ou dans le bassin parisien et ses zones céréalières qui ont abandonné toute forme de productions animales depuis près de 30 ans… Toutes vont dans la mauvaise direction, parce que l'humus fout le camp !

Les agriculteurs engagés dans le développement durable polluent moins, travaillent moins et gagnent plus

Un « Oui » franc et massif, donc, et pour affirmer cela, je m'appuie sur une expérience que nous avons menée dans l'Ouest. Tout a commencé en Côtes d'Armor, avec une petite équipe qui a créé le Centre d'études pour le développement d'une agriculture plus autonome. Nous étions 8 au départ, nous sommes 450 aujourd'hui. Notre expérience a fait des petits dans tout le Grand Ouest. Nous sommes rassemblés dans le Réseau Agriculture Durable de l'Ouest, qui possède un Conseil d'administration et des animateurs, représentant plus de 3 000 éleveurs-agriculteurs engagés dans cette forme de développement durable. Tout prouve, chiffres à l'appui, qu'avec cette reconversion, ils gagnent plus, travaillent moins et polluent beaucoup moins. Cela a été audité et prouvé par nos amis de l'Inra, durant 5 ans.

Il n'y a là aucun miracle ! mais un retour à l'agronomie élémentaire, telle que je l'ai apprise sur les bancs de l'école… primaire ! Le système repose sur des notions d'assolement, de bonnes rotations des cultures, de logement des animaux sur de la paille pour faire du fumier, etc. Pour être concret, je vais prendre deux exemples.

D'abord, les vaches. On peut et on sait les nourrir avec du maïs et du soja américain ou brésilien. Mais on peut aussi, nom de Dieu, les nourrir à l'herbe, tout simplement, puisque ce sont des herbivores. Et ce n'est pas moi qui le dit, mais des gens de l'Inra, comme René Dumont et Cie. Il y a 45 ans, ces gens-là nous ont dit : « Faites des prairies, flanquez vos animaux au milieu, vous verrez c'est un animal extraordinaire. Il a une barre de coupe à l'avant, l'épandeur à l'arrière, le travail se fait tout seul ». C'était vrai il y a 45 ans, c'est encore vrai aujourd'hui. A l'époque, des gens, comme Pierre Chazal, nous ont dit « La prairie, c'est intensif. Vous, les Bretons, si vous nourrissez vos animaux avec de l'herbe, vous allez nourrir 2 à 3 fois plus de vaches à l'hectare, avec 2 à 3 fois moins de coût et de sueur. » C'est ce que nous avons fait, ce que j'ai fait. J'ai mis quasiment en herbe toute ma petite ferme de 8 ha, à St-Mayeux. Deux années plus tard, j'étais devenu le plus gros producteur de lait de la commune et, de surcroît, le plus gros producteur de cochons, puisqu'à l'époque, comme on disait, le cochon était « pendu au pis de la vache ». Plus la production laitière était importante, plus on pouvait faire de production porcine. Je vendais 90 porcs gras par an, alors que mon père en faisait 12, pour 25 ha. Donc, si on veut revenir à un élevage laitier, bovin, performant, il faut revenir à une alimentation à base d'herbe. Cette alimentation équilibrée ne nécessite pas de protéines américaines, contrairement au soja. On a tout à y gagner sur le plan économique, sur le plan de l'indépendance de l'Europe et sur le plan de l'environnement. Car vous savez qu'avec l'herbe, le sol est occupé toute l'année. Il n'y a plus besoin de pesticides, ni de fumure azotée quand on fait des prairies à base de trèfle blanc comme nous l'avons mis au point.

Deuxième exemple, la production porcine que je connais bien. Figurez-vous que lorsqu'une région veut faire du porc, elle se base toujours sur le modèle breton-hollandais. Nous avons abandonné notre production de type danois des années 60 pour suivre le modèle hollandais avec ce résultat : les cochons sur caillebotis donnent du lisier, ce qui nous a mis, pardonnez-moi l'expression, dans la merde. Mais, aujourd'hui, on fait du porc sur litière et on est gagnant à tous les niveaux. Les cochons sont plus heureux, donc de meilleure qualité, et se vendent plus cher. L'éleveur travaille dans de meilleures conditions, le bâtiment coûte 1/3 de moins, l'humus obtenu est remis sur les sols. Mieux, dans notre région où on ne sait plus que faire de l'azote, les chercheurs de l'Inra ont montré qu'avec les porcs sur litière, l'azote du départ diminue jusqu'à 80 % par un phénomène de dénitrification naturelle qui ne coûte rien. On a donc les moyens de s'en sortir, de changer le modèle périmé, car la technique n'est pas neutre contrairement à ce que l'on dit parfois. Les Bretons commencent à changer leur fusil d'épaule. D'où mon coup de colère quand je viens dans vos régions qui ont des projets de porcherie sur le modèle breton-hollandais, appuyés par les groupements de producteurs, par la Chambre d'agriculture et, évidemment, par les marchands d'aliments qui gravitent autour. Caillebotis, caillebotis, caillebotis ! Comme si on ne savait pas faire autre chose. Ras le bol. Il est possible de changer, on en a la preuve. Des gens savent le faire.

Comment faire avancer les choses à grands pas ?

Le problème maintenant : comment faire avancer les choses à grands pas ? Parce qu'on est pressé. D'abord, pas de sinistrose, il faut y croire. Je m'élève contre ces gens qui du soir au matin disent que le monde paysan est foutu, qu'on ne gagne pas sa croûte, qu'on est obligé de produire beaucoup pour gagner sa vie. Ce n'est pas ainsi que les choses changeront. Autrefois, nous avions la foi, nous, la jeunesse agricole catholique… Ensuite, il faut mettre les chiffres sur la table Des milliers d'agriculteurs, derrière moi, font la preuve qu'ils gagnent plus en travaillant moins, sauf qu'ils n'osent pas dire qu'ils gagnent plus que les autres. Foin de tout ça, ayons le courage de le dire quand on a de meilleurs résultats que les autres en travaillant autrement. Ça commence doucement et, depuis que ces chiffres sont sur la table, je m'aperçois que les choses avancent beaucoup plus vite. Autre chose : Messieurs les consommateurs, c'est à vous. Le mouvement est enclenché, mais il doit prendre de l'ampleur. Ce sont les consommateurs qui tirent la machine, dans le bon ou le mauvais sens. S'ils continuent d'acheter des cochons sur caillebotis, des œufs de poule en cage et tartempion, évidemment ces productions continueront. Mais, si demain ils ne veulent plus de caillebotis, plus de viande faite de maïs, fourrage et soja, ça ira très vite et la production suivra, même chez les Bretons, qui sont des fanas du productivisme, parce que quand le consommateur panique, la production ne va pas très loin. Dernier point, très important, il faut que la Politique agricole commune accompagne ce développement. Nous en avons les moyens. Le budget colossal - près de 300 milliards de francs - correspond à 3 000 F payé par chaque ménage européen. Le problème, c'est que ces aides sont données directement, tous les ans au mois d'octobre, à Pierre, Paul et Jacques. On peut produire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment… on touche le pactole. Pour que ça change, il suffit que ces primes soient octroyées aux agriculteurs respectueux de l'en-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 76

vironnement, qui font des produits de qualité, conservent les emplois, etc. Cela s'appelle l'éco-conditionnalité des primes. On dispose, là, d'un outil fantastique pour faire évoluer l'agriculture européenne en un an ou deux, si on a le courage de l'appliquer. J'espère que la réforme de la réforme ira jusque-là. Bien sûr Bertrand, les CTE sont une bonne idée, mais ils s'appuient sur du volontarisme, ça n'avance pas très fort. Je crois que l'éco-conditionnalité des aides est un moyen très efficace pour faire changer rapidement la politique agricole. Simplement, parce que les paysans sont près de leurs sous…

Bertrand HERVIEU
10 000 CTE en 2 ans, peux-tu me dire combien il y a eu de DJA (1) en 2 ans, au lendemain de la loi de 1962 sur les structures ?

André POCHON
Je suis d'accord. J'espère d'ailleurs que le CTE bien fait sera l'éco-conditionnalité des aides. Que pour toucher les aides, il faudra passer un contrat.

Bertrand HERVIEU
Oui, il y a un contrat et 2 volets dans la loi, un sur l'environnement, l'autre économique. Dans cet avenir dénitrifié, chiffré et sensé nous avons progressé d'un pas. Je passe la parole à Hélène de Resseguier.

Hélène de RESSEGUIER
Juste une petite réaction sur chaque intervention. Bertrand Raux, les agriculteurs sont aussi des consommateurs. Comme vous, nous faisons nos courses, nous ne produisons pas tout et tout agriculteur qui se respecte est d'accord pour la transparence. Quant aux intermédiaires, il y aurait de quoi faire à ce niveau-là. Est-ce que le consommateur est prêt à payer la qualité ? C'est aussi un problème. Consommateurs et agriculteurs ont tout à gagner à travailler ensemble. Ensuite, Mme Chambon est intervenue sur les sols vivants. Je voulais dire qu'un sol vivant est un sol travaillé, pas un sol en friche. L'agriculture participe à la vie du sol, pas n'importe comment. Les agriculteurs
doivent le travailler, pas uniquement le conserver. Nous voulons bien être les gardiens du paysage, mais nous voulons aussi travailler et vivre de ce qu'on fait pousser. Pour revenir aux scénarios de M. Flamant, informer est la première chose, je crois. Vous avez aussi parlé de proximité. Produire est peut-être une solution pour nous. On le voit ici, des producteurs bovins vendent leur viande sous le chapiteau. Tout le monde est ravi de la consommer, de parler des produits, de qualité. Nous devons communiquer avec les consommateurs. Je crois que le travail de proximité peut être facile dans un premier temps. Et je suis de l'avis de M. Pochon, les agriculteurs sont inquiets pour eux et leurs enfants. Il faut rester optimiste, se rappeler qu'on a tous besoin les uns des autres, qu'il y existe des solutions, qu'on arrivera à garder à des agriculteurs dans nos campagnes, où les gens ont encore envie de venir. Arrêtons cette agressivité entre agriculteurs et consommateurs. Nous sommes aussi des consommateurs et nous vivons les mêmes problèmes.

Bertrand HERVIEU
Merci de ces premières réactions. Nous ouvrons le débat avec vous tous.

Il manque un élément dans le débat : la prise en compte des négociations qui se font à l'OMC

Jacques BERTHELOT
Je vais faire le lien entre le premier scénario des crises à répétition de Jean-Claude Flamant et avec la multifonctionnalité de Bertrand Hervieu, payée par des aides, ou la proposition que vient de faire André Pochon. Il manque un élément dans ce débat, la prise en compte des négociations qui se font à l'OMC et le point de vue très ambivalent que défend l'Union Européenne. Car, à côté du double langage de Franz Fischler, le Commissaire Européen à l'agriculture, de préserver à la fois la multifonctionnalité et la vocation agro-exportratrice, il y a, plus important, le langage de Pascal Lamy qui est le véritable négociateur à l'OMC et qui ne cesse de répéter l'échec de Seattle (1) aux pays en développement, pour les amener à accepter, en novembre prochain à Doha (2), un cycle complet du Millénaire (3), prétendant que s'ils acceptent d'ouvrir leurs marchés aux firmes qui comptent pour l'Europe - c'est-à-dire celles qui vendent de la high-tech et des services, pour Vivendi, Bouygues, Nokia, Deutsche Télécom, etc. -, alors l'Europe ouvrira son marché à leurs produits agroalimentaires. On a déjà fait l'opération séduction

(1) Dotation d'installation des jeunes agriculteurs

(1) Troisième conférence ministérielle de l'OMC, du 30 novembre au 3 décembre 1999, à Seattle
(2) Quatrième conférence ministérielle de l'OMC, du 9 au 13 novembre 2001, à Doha au Qatar
(3) La troisième conférence de l'OMC à Seattle en 1999 devait aboutir à la définition de l'agenda du prochain cycle de négociations commerciales multilatérales, dit cycle du Millénaire, c'est-à-dire ce que les Ministres du Commerce des 135 États signataires du Traité de Marrakech instituant l'OMC allaient négocier à partir de janvier 2000, quand et selon quelles modalités. Mais elle n'a débouché sur aucun accord et à cette occasion, la légitimité de l'OMC et de son approche de la libéralisation des échanges ont été contestées par la « société civile ». (source Inra).

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 77

« tout sauf les armes » en février, dans laquelle on a accepté d'importer tous les produits y compris le riz, le sucre et les bananes des pays les moins avancés. Mais, bien plus important, début juillet, l'Union Européenne a proposé aux pays du Mercosur (1), qui produisent les mêmes produits que les nôtres mais à des prix infiniment moins élevés - les céréales, le maïs, le blé et les produits laitiers pour l'Argentine, le sucre pour le Brésil, les viandes, etc. -, qu'en six étapes et d'ici la fin de la décennie, elle ouvre son marché à 90 % de leurs exportations agricoles. Il faut prendre cela en compte.

Autre point très important : la multifonctionnalité, le paiement par des aides. Justement à l'OMC, la renégociation de l'accord agricole est en cours. L'Europe y défend l'idée qu'elle ne fait pas de dumping parce qu'elle vend au prix mondial : on a baissé le prix de nos céréales et de la viande bovine au prix mondial tout en accordant des aides directes. Ça ce n'est pas du dumping ? Bien sûr, les agriculteurs ne pourraient pas produire s'ils ne bénéficiaient pas de ces aides directes. Je condamne l'octroi de ces aides, mais vous allez dire qu'elles vont rémunérer des services non marchands. D'accord, sauf que ces aides, destinées à rémunérer des biens publics, sont versées à des agriculteurs qui produisent aussi des produits.

Vous ne pourrez pas empêcher que ces produits soient subventionnés au moins partiellement par la rémunération des biens publics. C'est du dumping, c'est intolérable vis-à-vis des pays du Sud. Je m'étonne que quelqu'un qui a écrit un livre remarquable sur le droit des peuples (2) en soit venu à défendre l'idée qu'il faut subventionner les agriculteurs par le biais des contribuables et non pas pratiquer des prix corrects pour tous les paysans du monde. En reconnaissant le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, c'est-à-dire à se protéger de l'importation, la seule façon de ne pas faire du dumping, que le monde entier puisse se nourrir.

La négociation multilatérale n'aura de sens que si le débat public affirme ce que nous voulons pour notre agriculture européenne

Bertrand HERVIEU

Merci Jacques Berthelot de ce double rappel, sur l'importance de la négociation multilatérale, car l'Europe a effectivement signé le traité de Marrakech et sur les termes de ce débat, sur le problème du découplage des aides entre la production et l'aide elle-même et le recouplage à travers l'éco-conditionnalité, qui n'est pas forcément à mes yeux incompatible avec l'idée d'une protection nécessaire des pays du Sud et des pays émergents pour défendre leur production agricole, comme l'Europe l'a fait elle-même avec la préférence communautaire. Je regrette comme toi que ce débat ne soit pas suffisamment porté publiquement, pour que l'Europe, l'opinion publique et les démocraties européennes puissent dire ce qu'elles veulent de leur agriculture, de leur territoire et de leur alimentation. Nous ne pouvons pas être entièrement construits par la négociation multilatérale, qui n'a de sens que si par ailleurs le débat public affirme ce que nous voulons pour notre agriculture européenne. Ceci n'est pas inconciliable avec un débat sur la régularisation de la mondialisation.

Jean-Louis CAZAUBON,
PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE HAUTES-PYRENEES

Chez les paysans, c'est comme chez les scientifiques, il y a les bons et les autres aussi. Ceci dit, je suis d'accord avec ce que dit André Pochon concernant les équilibres, c'est-à-dire sans excès. J'ai un troupeau de vaches laitières, elles mangent de l'herbe mais aussi du maïs, par souci d'équilibre, au vu de l'herbe des Pyrénées en hiver. L'association des deux est à nos yeux idéale. Ce matin, on a parlé du paysage. M. Hervieu, vous avez écrit un livre sur les producteurs de paysage (1) qui a souvent été cité, à juste raison. Autant en milieu urbain, un espace vert peut être créé et entretenu par l'homme, que dans l'espace rural le paysage a besoin du couple homme-animal. Mon souci concernant l'équilibre est celui-ci : j'ai peur qu'on arrive à un seuil où il n'y ait plus assez d'hommes pour entretenir ce paysage et d'animaux pour les faire vivre, notamment en montagne. En plaine, on arrive, jusqu'à certaines altitudes, à façonner, à créer le paysage avec des moyens mécaniques ; en haute altitude, on peut se
passer de l'homme, encore que le terrain a besoin d'être pâturé par les ovins si on veut faire du ski. Là, on arrive à la question de la multifonctionnalité qui commence tout juste à être prise en compte. Elle implique de savoir si les autres couches sociales reconnaissent que la présence de l'agriculture est nécessaire. Dans ces secteurs-là, s'il n'y a pas d'agriculture, il n'y a pas de tourisme, pas d'activités d'accueil, pas de sport d'hiver… Cela doit être dit et redit.

Autre point, toujours dans le souci d'un équilibre : Toulouse est approvisionnée à 80 % en viande bovine produite hors des frontières de Midi-Pyrénées, d'Allemagne, Hollande et autres pays.

Il y a, là, sans doute un important travail à faire, on a quelques idées en la matière. J'aimerais aussi souligner

(1) Marché commun du Sud, constitué par les gouvernements de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay.

(2) « Du droit des peuples à se nourrir eux-mêmes », Bertrand Hervieu, Flammarion, 1996.

(1) « Au bonheur des campagnes », Bertrand Hervieu, Jean Viard, Éditions de l'Aube, 2000.

l'inquiétude du paysan de ne pas pouvoir vivre de cette multifonctionnalité. On le situe toujours dans le cadre d'une fonction économique, mais sa présence dans le cadre de la multifonctionnalité va-t-elle être prise en compte ?

Le monde agricole est-il capable d'être force de propositions sur la multifonctionnalité ?

Bertrand HERVIEU

Votre intervention est symptomatique. Le monde agricole est-il capable d'être force de propositions par rapport à cette thématique de la multifonctionnalité. On est tout le temps dans une sorte de jeu de cache-cache : l'opinion vous dit qu'il y a une attente, de complexifier vos pratiques, votre métier, ce à quoi vous répondez « Est-ce qu'on va être rétribué ? » Allez jusqu'au bout, dîtes dans quelles conditions, comment, quelles transformations cela implique pour votre métier… comment vous saisissez cette attente. Ne demandez pas à l'opinion de faire la question et la réponse. La réponse est largement entre vos mains. Dans ce débat sur l'avenir de la politique agricole, il manque aujourd'hui très largement des réponses à certain nombre de questions posées. Dans les années 50-60, le projet de réponse à la question posée après la guerre a été largement porté par le monde agricole lui-même. Je vous demande donc si le monde agricole peut être, en partie, force de proposition par rapport aux nouvelles questions, difficiles je suis d'accord, qui émergent ? S'il ne s'y risque pas, on n'y arrivera jamais, on restera dans le malentendu.

Oui, le jour où il sera découplé du monde économique

Henri SALANABE,

AGRICULTEUR

Je crois que le monde agricole pourra répondre à ces questions le jour il sera découplé du monde économique auquel il est intensément lié. C'est pourquoi nous avons porté plainte au niveau de la Chambre d'agriculture des Hautes-Pyrénées pour que les élections se refassent parce qu'actuellement le monde agricole, le monde syndical en particulier, est intensivement lié au monde économique. De la banque à la coopérative, en passant par la MSA, les Cuma… tout est lié à un syndicat. Quand vous posez des questions aux agriculteurs, c'est ce monde-là qui répond « Continuez à faire du maïs, continuez à développer l'agriculture industrielle. » Si les paysans arrivent à se découpler de ce monde-là, je crois qu'ils répondront favorablement à votre question parce qu'effectivement ils sont dans un désespoir tel que ça ne leur fait pas peur de changer, de devenir les agriculteurs de demain.

Dominique DRON,

CHARGEE DE MISSION A L'INRA

Une réaction sur les questions de l'environnement dans les prochaines politiques agricoles communes et l'OMC. Précédemment, quelqu'un a dit qu'il fallait savoir comment la multifonctionnalité pouvait porter ses fruits aux agriculteurs.

Vous savez que ce sera la fin de la clause de paix (1) à partir de 2004.

Il faut donc passer une partie des aides sur des éléments découplés de la production. Parmi les travaux très intenses réalisés au niveau de l'OMC et de l'Union Européenne, certains concernent les indicateurs d'intégration de l'environnement dans les politiques agricoles communes.

Parce que l'un des éléments découplés de la production sur lequel on peut à la fois légitimer une partie des aides publiques et, d'une certaine manière, recoupler au territoire des pratiques agricoles, c'est l'environnement. Par exemple, un plan européen sur la biodiversité en agriculture a été adopté très récemment. Il y est dit, par rapport aux indemnités dans les zones de handicap naturel par exemple, qu'une partie de la justification de l'aide à l'agriculture, dans ces zones menacées de déprise, vient du fait qu'on va pouvoir y préserver la biodiversité induite par les activités agricoles. On a donc bien une introduction à la multifonctionnalité. Sur l'aspect environnemental, l'Union Européenne travaille aujourd'hui sur 35 indicateurs agri-environnementaux, dans le but explicite de caractériser des pratiques agricoles sur un certain nombre de ces critères, afin d'en rémunérer la capacité à satisfaire des soucis publics au niveau communautaire, de sauvegarde des ressources, etc. Alors, bien sûr au niveau de l'OMC, comme au niveau de l'Union Européenne, ces travaux ne sont pas complètement neutres puisque chaque pays ou chaque groupe de pays y défend les avantages comparatifs de ses propres systèmes de production. Bien sûr, tout cela ne se fait pas dans l'angélisme. Néanmoins, on a bien là des possibilités de faire passer au moins un des aspects de la multifonctionnalité sous forme de rémunération directe.

(1) La clause de paix fait partie de l'Accord sur l'agriculture (AoA), qui reprend les mesures concernant l'agriculture à travers les différents accords de l'OMC. Cette clause prévoit qu'aucune mesure ne peut être prise pour contrer les mesures commerciales prises dans le respect de l'AoA, ce jusqu'à la limite d'application de ces mesures. Un pays a donc la possibilité d'octroyer par exemple des subventions à l'exportation même si ce soutien artificiel de l'État implique, par là même, une baisse artificielle du prix pour vendre sur le marché mondial. Cette clause de paix est effective jusqu'à la fin de l'année 2003. Au-delà de cette date, de telles subventions ne seront plus autorisées. C'est pourquoi, il est essentiel pour l'UE de conclure les négociations de l'OMC dans le domaine agricole pour cette date. Dans le cas contraire, l'UE serait contrainte de réorganiser complètement son régime d'aide aux agriculteurs. (source Thema « Le monde paysan dans l'ornière », Arte).

Christian GARNIER,
FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Je crois que le Président Hervieu a posé la question essentielle : quels projets les agriculteurs vont-ils porter pour l'agriculture ? Je ne connais pas bien les Pyrénées, mais je vais vous parler de l'éleveur chez lequel je serai dans 3 semaines, dans une commune de montagne des Hautes-Alpes. Ce monsieur et sa femme font dans la multifonctionalité, ils font de l'accueil à la ferme. Simplement, autour de chez eux, il y a un certain nombre d'autres exploitants, dont certains sont en train de construire un peu partout des porcheries sur caillebotis. Il se demande pendant combien de temps encore il va pouvoir continuer l'accueil à la ferme. Et puis, qui tient les pâturages dont on parlait pour la randonnée, le ski, les avalanches, etc. ? C'est lui. Comme c'est curieux. Alors, quels projets pour quelle agriculture ? Et quels agriculteurs, pour faire quoi ? Autre question : ne pensez-vous pas qu'il faudrait aussi raisonner la question du projet agricole dans un pays diversifié, avec des agricultures diversifiées qui n'auraient pas les mêmes réponses partout, sur toutes les filières ? Et élargir le raisonnement, car les agriculteurs vont, comme moi, au supermarché de temps en temps. Ils transportent aussi des matières, comment ? Ils consomment de l'énergie, plus ou moins… On ne peut pas dissocier les enjeux de l'agriculture des autres enjeux.
Prenons la question des transports. Bien entendu les Hongrois, les Roumains, les Polonais, leurs paysans ont le droit de vivre. Il y aura des échanges entre eux et nous, mais si le coût du transport subventionné en Europe continue tel qu'il est, il ne faudra pas s'étonner de voir circuler des choses dans tous les sens. Dans l'industrie, ça s'appelle les flux tendus ; dans l'agriculture, ça s'appelle les échanges tous azimuts, n'importe comment. Autrement dit, dans le dialogue que l'on doit avoir entre les environnementalistes, les écologistes et les agriculteurs, il va peut-être falloir discuter non seulement de ce qu'on met dans tel champ, mais aussi du fonctionnement global en terme de production, de consommation d'énergie, de transport, etc. Est-ce que vous êtes d'accord ou non ?

Christophe TERRAIN,
PRODUCTEUR DE MAIS ET AGRICULTEUR
DANS CETTE RÉGION.

Merci d'avoir apporté ce matin un témoignage qui redonne le moral et un objectif à l'agriculture. Sauf que derrière se pose la question suivante : « Est-ce que le monde agricole peut faire une proposition concernant son évolution ? » Dans son intervention, Monsieur Berthelot nous rappelle que dans le jeu il y a aussi la Politique agricole commune, Bruxelles et l'OMC. Il manquait dans le débat de ce matin cette notion relative au marché. Elle me paraît indispensable, notamment concernant la dépendance ou l'indépendance de l'Europe en matière alimentaire. C'est vrai, ça a été dit, on pourrait se passer de l'agriculture européenne et trouver sur le marché mondial de quoi nourrir la population européenne, à des prix corrects.
Le débat de fond tourne autour de : « Voulons-nous la dépendance ou l'indépendance alimentaire ? » Je pense par exemple au sujet prégnant concernant les protéines pour la viande bovine. Cette filière, qui a été complètement abandonnée en Europe, fait que nous sommes très dépendants de l'extérieur. Aujourd'hui, tant que d'autres règles n'ont pas été fixées, la vocation exportatrice de la France et de l'Europe doit se poursuivre. J'imagine, mais personne ne veut l'entendre, que nous allons vivre pendant un certain temps une agriculture à double vitesse. L'agriculture doit répondre à deux vocations : au marché européen - et Dieu sait si la Politique agricole de 92 nous a permis de reconquérir un marché important des céréales pour nourrir nos animaux, qui étaient nourris au gluten feed (1) et non pas au maïs ou au blé européen - mais aussi à nous ouvrir à la multifonctionnalité. Mais attention, ne mettons pas derrière la multifonctionnalité une fausse barbe à un accompagnement économique qui est indispensable pour que ça fonctionne. Aujourd'hui, la période est un peu floue. Il faut prendre en compte à la fois ces nouvelles orientations mais aussi cette notion de marché et d'obligation. J'ai eu l'avantage d'être présent à Seattle, j'espère faire le voyage jusqu'à Doha. Que fait-on quand le commissaire Lamy fait des propositions et fait des évaluations ? On prend la machine à calculer et on compte le nombre d'hectares de jachère que ça implique. Dans les négociations à l'échelon mondial toutes les valeurs que nous développons depuis deux jours sont perdues. Demain, au lieu d'avoir sur notre territoire des activités décriées parce que parfois trop intensives, nous n'aurons plus d'agriculture du tout. A cette même tribune, il y a cinq ans je crois, on a parlé d'eau, d'irrigation. Dans ce département, si on ne fait pas quelques cultures de printemps irriguées - car sans irrigation il n'y a pas de récoltes - comme le tournesol ou le maïs, mais uniquement de l'herbe, vous faites une seule coupe au mois d'avril, puis vous entrez dans la sécheresse et, après, il n'y a plus rien.
Je crois que la diversité des paysages et la diversité de l'activité sont liées à cet ensemble de facteurs. Il y a de la place pour une autre agriculture que celle qui serait uniquement liée aux pâturages et à la production d'herbe. Moi qui suis un défenseur de l'espèce maïs, je souffre énormément quand on me dit qu'il faut de l'eau pour faire du maïs. Non, il y a partout en France des terres à maïs que l'on peut faire sans eau. Mais je sais

(1) le corn gluten feed encore appelé gluten feed est produit à partir des déchets de la fabrication de l'amidon

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 80

aussi que si je veux faire du maïs de qualité, type maïs spécialisé, maïs semence ou maïs doux pour la consommation humaine, notamment dans le cadre du schéma contractuel, l'irrigation est une obligation. C'est pour ça que je me bats tous les jours, pour que l'adéquation entre le stockage de l'eau de l'hiver et l'utilisation de l'été soit possible.

Francis DAGUZAN
Pour titiller encore un peu le débat et redire ce que j'ai dit ce matin, si les aides sont versées au consommateur, est-ce que l'agriculteur pourra les répercuter sur le prix pour obtenir un véritable revenu de son travail ? C'est un autre débat, parce qu'entre l'agriculteur et le consommateur il y a aussi la grande distribution et de nombreuses personnes qui vivent de ces productions, peut être plus facilement que l'agriculteur.
Autre sujet qui nous concerne beaucoup dans le Sud-Ouest, les oléagineux. Voilà une culture très bien adaptée à notre région, à bien des égards moins consommatrice d'eau, bien plus propre parce qu'elle ne consomme pas d'azote et que les phytosanitaires qu'on utilise sont davantage biodégradables, mais voilà une culture qu'on ne peut produire à cause des accords internationaux. Alors, quand on dit que l'agriculture doit avoir son projet, malheureusement, les agriculteurs sont coincés par les accords de Berlin (1), même si la France les a bien défendus. C'est dans ces débats-là, auxquels nous sommes confrontés tous les jours, que nous avons aussi à nous intégrer. C'est dans ces débats-là que l'on crée de l'opposition entre les consommateurs, que nous sommes tous, et les quelques producteurs que nous sommes : 5 % aujourd'hui, 3 à 4 % demain. Nous n'avons donc certainement pas intérêt à nous agresser mutuellement parce que, comme le disait Christophe Terrain et comme je l'ai soulevé ce matin, finalement on n'a pas besoin de l'agriculture française pour manger. Nous pouvons nous approvisionner ailleurs, mais ça ne durera qu'un temps, une saison, puis on se rendra compte très vite que nos productions, mêmes si leur qualité est critiquée, sont garanties d'un point de vue sanitaire. Et c'est parce que nous sommes très surveillés, soumis à tant d'analyses et de contrôles, que nous avons d'avantage de problèmes que d'autres. Nous avons tout intérêt à préserver cette agriculture-là, en étant le plus consensuel possible, sans critiquer systématiquement ce que font les uns ou les autres. Revenons à des solutions de qualité, à des solutions de vie commune, de conservation.

(1) La réforme de la politique agricole commune (PAC) prévue dans le cadre de l'ensemble des réformes dites Agenda 2000 a été adoptée par les chefs d'États et de gouvernements au Conseil européen de Berlin le 26 mars 1999.

Jean de GALARD
Je profite d'être en pays d'Adour pour redire que les acteurs sont au pied du mur. Sont-ils capables d'agir et de proposer ou vont-ils une fois de plus subir ? Sont-ils capables d'accueillir et de partager ? Autrement, ce sera la contrainte. Je crois qu'il faut savoir prendre la balle au bond. La loi est devant nous. Elle a été faite en partie pour nous. Sachons répondre, proposer, au lieu de se plaindre.

L'agriculture durable est économiquement viable, écologiquement soutenable et socialement équitable. Il est urgent de la construire ensemble

Bérengère CHAMBON
Je voulais dire pourquoi nous soutenons l'agriculture et le développement durables. L'actualité a fait naître des craintes, pourtant la population et les APNE sont attachées au maintien du tissu agricole français. L'agriculture durable est pour nous à la fois économiquement viable, écologiquement soutenable et socialement équitable. Il est donc urgent de la construire ensemble, car elle constitue une réponse globale aux dérives actuelles. Elle concerne les différents acteurs publics, professionnels et l'ensemble des citoyens, y compris les consommateurs dans leurs comportements de consommation au quotidien.

Bertrand RAUX
André Pochon a parlé d'éco-conditionnalité des primes. Les consommateurs, je le rappelle, siègent dans les CDOA, mais nous ne sommes que des observateurs. Que peut-on faire dans cette instance sur ce thème ?

Bertrand HERVIEU
Vous n'êtes pas observateur que je sache, vous êtes membre de plein de droit.

Bertrand RAUX
Oui, mais nous ne sommes qu'un parmi une très grande assemblée. Vu le nombre de dossiers à examiner, on dit bien souvent Amen aux dossiers que nous avons à traiter, réalisés par les techniciens de l'Adasea (1).

Bertrand HERVIEU
Ils sont à votre disposition pour travailler avec vous en amont. Ce n'est pas simple, c'est compliqué, ça s'apprend, ça prend du temps, je suis absolument d'accord. Mais ne minimisons pas ce que représente l'élargissement des Commissions départementales, même si le

(1) Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, organisme professionnel.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 81

rapport de force n'est pas ce que vous voudriez qu'il soit. Il faut le construire et ça demande effectivement une grande technicité que les nouveaux membres doivent acquérir. Les services techniques qui préparent ces Commissions sont autant à votre disposition qu'à celle des organisations agricoles.

Bertrand RAUX
Comprenons-nous bien, nous ne demandons pas que le rapport de force nous soit favorable dans une instance où l'on ne doit pas l'être. Notre participation est une petite pierre à l'édifice.

Bertrand HERVIEU
Cette pierre à l'édifice doit être grande. Vous devez saisir à bras le corps les moyens techniques qui sont autant à votre disposition qu'à d'autres. Ce n'est pas facile. C'est une donnée.

Bertrand RAUX
D'accord. Je voulais poser une question à André Pochon. Il a donné une grande importance au pouvoir du consommateur dans son acte d'achat. C'est effectivement un pouvoir colossal que ni
vous, ni nous, n'arrivons à canaliser. Comment pouvez-vous vous organiser pour que vos bons produits soient plus faciles à repérer par le consommateur, que vos lieux de vente soient bien identifiées de façon à ce que nous, associations de consommateurs, puissions vous épauler dans ce travail que vous faites au quotidien ?

André POCHON
A la première question, la participation des consommateurs dans les Commissions CDOA, sachez qu'en Côtes d'Armor, nous - comprenez les consommateurs, les représentants de la Confédération paysanne, des écologistes - sommes minoritaires. N'empêche, nous avons obtenu un Contrat territorial d'exploitation quasiment unique en France, avec de fortes contraintes d'adhésion. Je vous dirai même que sous la pression des consommateurs, des écologistes, de la Confédération Paysanne, du Cedapa (1) et du Conseil général, le Préfet des Côtes-d'Armor, qui s'est trouvé en minorité à la CDOA, avec 17 voix contre son projet, douze voix pour, a dit : « Je m'excuse, Messieurs, mais le vote n'est que consultatif. C'est moi qui décide et je maintiens mon projet », c'est-à-dire le projet concocté par nous, les consommateurs, les écologistes, etc.
Vous n'avez donc pas une petite minorité ; si vous savez faire alliance avec les écologistes, la Confédération paysanne, l'agriculture durable, vous pouvez obtenir des résultats. Reste que pour le travail au quotidien, j'insiste, il est nécessaire que vos représentants dans ces instances soient formés. En Côtes d'Armor, on a ouvert une formation concrète pour les écologistes, les consommateurs, etc. : comment évaluer un dossier d'installation classée ? Comment évaluer la valeur d'un projet de CTE ? Si on n'a pas cette formation, on n'avancera pas. C'est urgent.
Quant à l'autre question, à savoir comment identifier sur le marché, des produits qui viennent, grosso modo, de l'agriculture durable ? Tout le monde sait que des produits sont labellisés, avec le logo AB, qui implique un cahier des charges et, surtout, un contrôle très précis. Quand vous achetez AB, vous êtes sûr de ce que vous achetez. Seulement, cela est loin de satisfaire l'ensemble des consommateurs, qui voudraient trouver d'autres filières de l'agriculture durable. Je vous signale qu'il existe aussi le Label Rouge et que, désormais, arrivent sur le marché des produits de l'agriculture durable, obtenus selon un cahier des charges très strict, contrôlés également par des organismes qui contrôlent la « bio ». En Côtes-d'Armor, on trouve maintenant sur le marché de la viande produite selon le cahier des charges agriculture durable. Dans six mois, ce sera le lait. De grosses entreprises se sont engagées, on a créé un GIE pour collecter ce lait à part. C'est en marche. Mais sachez que cela demande un travail colossal et de longue haleine, mais avec de la ténacité on arrive au bout. Il a fallu 3 ans pour mettre au point l'histoire de la viande issue de l'agriculture durable en Côtes d'Armor. Je ne vous raconte pas le nombre de réunions le soir après le travail, à 30 et 40 km… J'en sais quelque chose, ma fille et mon gendre y ont participé. Et, on peut avoir des coups fourrés.
Là, je profite de la présence de Bertrand Hervieu : on sait comment les porcs Label Rouge, les veaux Label Rouge, les bœufs Label Rouge sont produits, selon un cahier des charges très précis, mais savez-vous qu'il y a un coup fourré sur les porcs émanant de l'agro-business breton. Dans le projet qui va être soumis au Ministre dans quelques jours, ils ont glissé que désormais les cochons sur caillebotis pourraient accéder au Label Rouge. C'est passé en commission, seul le Ministre peut désormais l'arrêter.

Bertrand HERVIEU
Nous retenons que les choses sont longues, mais après tout nous n'en sommes qu'à la première année du XXIe siècle, nous avons quelques années devant nous. En guise de conclusion, je vous laisserai seulement un petit souvenir. Je reviens de Chine, et quand on va dans un pays, la coutume veut que si l'on a été un peu impressionné, on ramène à la famille ou aux amis quelques souvenirs. Je vous laisse ce souvenir un peu énigmatique qui a jalonné ma réflexion tout au long de voyage en Chine, qui est une pensée de Lao Tseu qui dit la chose

(1) Le Centre d'étude pour le développement d'une agriculture plus autonome (Cedapa) a été en 1982 à l'initiative d'agriculteurs costarmoricains soucieux de pratiquer une agriculture durable.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 82

suivante : « La petite intelligence se divise, la grande intelligence englobe. » J'espère que nous avons un peu englobé. Merci.

Jean-Claude FLAMANT
Merci à tous les participants de la table ronde. Nous allons passer à la dernière phase de notre après-midi. Dans ce déroulement sur « L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ? », tout le monde a compris que se pose aussi la question du futur de l'agriculture. La question des futurs est revenue à plusieurs reprises. Consommateurs, organismes pour l'environnement, agriculteurs… chacun l'exprime à sa façon. Nous avons demandé à Philippe Lacombe, qui est intervenu le plus grand nombre de fois à l'Université d'été comme conférencier, cela fait trois fois aujourd'hui, de nous rapporter les conclusions des travaux du groupe de la DATAR qu'il a animé sur les futurs de l'agriculture. C'est une contribution. Nous n'aurons certainement pas le temps d'en discuter longuement, mais il nous a semblé en élaborant ce programme qu'il fallait avoir aussi cela en bagage pour élargir nos réflexions. Philippe, merci.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 83

CONFERENCE

Philippe LACOMBE
ECONOMISTE, ANIMATEUR DU GROUPE DE PROSPECTIVE A LA DATAR « AGRICULTURE ET TERRITOIRES EN 2015 »

« Quels scénarios du futur pour le système agricole ? »

Merci Jean-Claude de me donner l'occasion de présenter ce travail. Je ne suis pas un participant systématique mais épisodique de l'Université de Marciac. C'est pour moi l'occasion de participer à des débats qui me paraissent avoir une originalité évidente. Je constate cependant que l'intensification de l'agriculture a plutôt tendance à s'accentuer, et qu'on se rapproche des vaches à 10-12 000 litres, comme tu l'évoquais l'autre jour. Je constate aussi que malgré cette intensification, la qualité ne se dégrade pas. Ce serait plutôt l'inverse, ce qui donnera, peut-être, satisfaction à M. Pochon et à Jean-Claude Flamant.

Je voudrais, donc, vous présenter un travail qui n'ambitionne pas de conclure les débats de ces deux journées, mais plutôt de vous illustrer la façon selon laquelle ces débats ont tenté d'être pris en compte, par un groupe de travail de la DATAR.

Vous savez sans doute que la DATAR, conformément à ses missions, organise périodiquement des exercices de prospective. En 97-98, une nouvelle vague a été lancée sur le thème « Agriculture et Territoires en 2015 ». Peut-être avez-vous vu quelques publications qui rendent compte de ce travail, notamment dans la revue de l'Académie d'agriculture ou dans celle de la DATAR « Territoires 2020 ». D'autres livres et publications seront publiés sur ce thème.

La question que vous vous posez « L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale » est en effet une question qui anime l'ensemble du monde agricole et même, plus largement, toute la société. Si bien que lorsque nous avons engagé ces travaux, plutôt que de procéder à une série d'auditions sur des thèmes successifs un peu provocants comme « L'Europe peut-elle être le grenier du monde ? », « La recherche agronomique peut-elle prendre en compte les territoires ? », « Peut-on concevoir des pays sans paysans ? », « La qualité peut-elle prendre en compte les territoires ? », il nous a paru plus opportun, à l'écoute de nos quelque 150 invités, de construire un canevas permettant d'organiser les idées, de susciter des questions et d'animer des débats.

L'expérience que j'ai de la présentation de ce travail tend à montrer que, effectivement, la nécessité de ces débats et de disposer d'un cadre pour les orienter s'impose à l'évidence aujourd'hui.

Je voudrais dans un premier temps vous décrire l'état d'esprit de ce travail. Pourquoi un exercice de prospective aujourd'hui sur l'agriculture et les territoires et comment s'y est-on pris ? Dans un second point, je vous présenterai les résultats synthétiques de ce travail. Comme je ne dispose pas de rétroprojecteur, vous disposez d'une photocopie intitulée Les scénarios. Dans ma troisième partie conclusive, je voudrais proposer un certain nombre d'enseignements qui me paraissent pouvoir être dégagés de ce travail.

A LA RECHERCHE DE NOUVELLES REFERENCES

Alors, d'abord, pourquoi un exercice de prospective aujourd'hui ? Parce que, nous vivons une période de transition, entre une phase dans laquelle les références du développement agricole, de la politique agricole, étaient relativement reconnues, relativement partagées, relativement acceptées. Je ne veux pas sous-estimer les débats qui ont eu lieu sur la Politique agricole d'après-guerre officialisée notamment en 60-62, Bertrand Hervieu l'a fait ce matin, je crois qu'on peut quand même dire que ces références ont été fortes et ont structuré le milieu. Nous sortons donc de cette période pour entrer dans une phase plus incertaine. Ces deux journées, comme bien d'autres colloques et séminaires, ont montré que précisément on est à la recherche de nouvelles références, de nouveaux points d'appui, de nouvelles façons de travailler. Vous connaissez tous les références qui s'effondrent : l'augmentation de la production vient buter sur une demande constante, le soutien des prix est limité par l'épuisement des concours publics, l'exploitation agricole familiale elle-même est mise en cause par la pluriactivité et le développement des formes sociétaires, les institutions agricoles créées par vos pères et grands-pères sont même parfois mises en cause aujourd'hui… Avez-vous remarqué le débat ce matin, très opportun à mon sens, avec les responsables de Vivadour ? Voilà qu'un groupe réfléchissant sur la dynamique de l'agriculture de cette zone ne convoque pas Vivadour, dont le rôle est pourtant essentiel dans le développement régional. J'ai discuté avec les différents intervenants pour noter avec eux la signification de cet écart. Vous avez noté comme moi les difficultés de contact entre le Crédit Agricole et Groupama, à travers la bancarisation. Vous savez bien que le Crédit Agricole finance davantage le loge-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 84

ment que l'agriculture, que Groupama assure davantage les automobiles et les maisons de non agriculteurs que d'agriculteurs. Et s'il n'en était pas ainsi, ces institutions auraient disparu. Avez-vous noté enfin la réduction de l'agriculture dans le système administratif français ? La Répression des fraudes est passée au Ministère des finances, la Recherche agronomique dépend largement pour ses ressources du Ministère de la recherche. Il n'y a plus d'équipe agricole au Plan. Il reste le Sénat, où les agriculteurs sont surreprésentés. Voilà cet effilochage, cet effacement…

POURQUOI CET EFFONDREMENT ?

Pourquoi cet effondrement ? D'abord parce que les moteurs du développement agricole de l'après-guerre s'essoufflent. La demande est en voie de saturation, on l'a dit, les soutiens publics sont plafonnés, l'emploi absorbe moins l'excédent d'agriculteurs libéré par les gains de productivité. Quant aux nouvelles fonctions, peut-on y répondre aisément pour tenter de trouver une place légitime à l'agriculture, comme B. Hervieu nous y invitait avec beaucoup de fougue et d'enthousiasme. Certes, nous devons y penser. Mais y penser, c'est aussi soulever les problèmes que la prise en compte de ces nouvelles fonctions soulèvent. S'intéresser à l'environnement, bien sûr, mais avec quelle rémunération ? S'intéresser à la qualité, bien évidemment, mais sa prise en compte fournira-t-elle une place à tous les agriculteurs ? Et les consommateurs accepteront-ils de payer les surprix afférents à cette qualité ? Prendre en compte la sécurité, incontestablement, mais les agriculteurs ne sont pas seuls, ils sont insérés dans une chaîne agroalimentaire d'acteurs, en amont et en aval, qui contribuent eux aussi à la gestion de cette sécurité. S'intéresser à l'emploi, bien sûr, mais la politique agricole est orientée depuis la guerre, et officiellement depuis 60-62, sur la réduction de l'emploi consécutivement aux gains de productivité. Et à ces interrogations sur les missions s'ajoutent des interrogations sur l'identité même des agriculteurs. Êtes-vous des entrepreneurs, comme certains d'entre vous le souhaitent ? Sans doute, mais vous êtes aussi largement les exécutants de ce que l'amont et l'aval vous demandent. Vous êtes largement dépendants pour vos revenus des concours publics, vous rapprochant autant d'un statut de fonctionnaire que d'un statut d'entrepreneur, ce qui de ma part n'est pas dit pour écorcher les oreilles des agriculteurs présents dans cette salle. Ils doivent plutôt prendre cette affirmation comme un compliment, je suis moi-même fonctionnaire… Êtes-vous des patrons ? Bien peu. Vous avez peu de salariés autour de vous. Êtes-vous des salariés ? Pas pleinement, car c'est vous qui portez les risques. Êtes-vous des aménageurs ? Certainement, mais gratuitement. C'est bien parce que toutes ces questions s'entremêlent que le débat durant ces deux jours a pris une telle intensité, avec un désir de prise de parole très fréquent, notamment dans la matinée où un certain nombre de personnes se sentant frustrées ont menacé de partir si le Président ne leur donnait pas la parole. Voilà ce que je veux dire lorsque j'affirme que nous sommes dans une période de transition. D'où l'importance du désarroi et le sentiment de menace, que Dominique Desjeux a souligné très opportunément.

LES LIMITES ACTUELLES

Face à ce désarroi, à cette situation de transition, quelles propositions trouve-t-on ? Je voudrais rapidement balayer les propositions existantes aujourd'hui, pour vous en montrer les limites et justifier le travail de prospective que je vais présenter au grand galop.

On trouve d'abord le discours standard, international qui a été insuffisamment présent dans votre assemblée, parce que vous ne l'aimez pas. Je vous le résume, à la suite de l'intervention de Jacques Berthelot. C'est le discours que l'on rencontre à l'OCDE, à l'Organisation mondiale du commerce, à la Banque Mondiale et, un peu atténué, à Bruxelles. Comme je suis payé pour lire cette littérature, je vous la résume brièvement. On est en présence d'un secteur agricole pour lequel l'offre est tendanciellement croissante compte tenu des gains de productivité. Cette offre vient buter sur une demande constante, par conséquent les prix sont appelés à baisser, la concurrence mondiale y incite d'ailleurs fortement. Cette baisse des prix doit inciter à la baisse des facteurs de production engagés dans le secteur agricole, travail et terre. C'est ceci qui structure la pensée internationale sur l'élaboration des politiques agricoles. Ce discours ne me convient pas du tout, probablement pas non plus à la majorité d'entre vous, mais il faut le connaître et savoir pourquoi il ne convient pas. Certes, il permet une première familiarisation pour savoir que l'agriculture a des gains de productivité importants, que la demande est en voie de saturation. Les enfants de paysans le comprennent très rapidement dans leur vie quotidienne et c'est ce qu'on explique non moins rapidement à des étudiants de 1re année. Mais, ce discours s'avère insuffisant d'abord parce que les questions de qualité et de définitions de produits, indispensables au fonctionnement du marché - je ne conteste pas, là, le marché - sont ignorées, tout comme les questions de gestion de l'espace, de défaillance et de dysfonctionnement du marché, d'emploi et de cohésion sociale. Au point que je me demande si l'adhésion internationale à ce discours standard, dont je viens de vous présenter de manière à peine caricaturale le noyau dur, procède d'une adhésion sincère, d'un calcul, d'une prudence, d'une paresse ou d'une servilité. Je ne sais pas.

A côté de ce discours international, on trouve la Pac ré-

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 85

formée (en 1992, puis 1999) qui ne répond pas non plus à cette interrogation sur l'issue de la transition, pour trois raisons principales. D'abord, parce que la Pac réformée est ambiguë. Avez-vous noté qu'au nom du marché, au nom des prix et de leur vérité, au nom de l'entreprise, on a fait du secteur agricole un secteur administré comme il ne l'a jamais été. Sommes-nous dans le champ du marché ? Dans le champ de l'administration, du contrôle, de la planification ? Deuxième limite, qui est souvent revenue dans les questions : on est en présence d'une réforme conformiste, dans le sens où, globalement, les aides sont réparties proportionnellement au capital détenu, à la terre détenue. Par conséquent, troisième limite, ces réformes sont assez largement contre-productives, dans la mesure où elles incitent à la croissance foncière et à la réduction de l'emploi. Ces analyses se confirment dans les statistiques. Si j'étais responsable professionnel agricole, je serais sans doute assez peu satisfait.

La loi d'orientation agricole de 99 constitue-t-elle une réponse ? J'espère que oui, dans l'état d'esprit de l'intervention de Bertrand ce matin, mais ce n'est pas garanti. Pourquoi ? Parce qu'on ne sait pas encore comment le milieu agricole, et même, plus généralement, la société s'emparera des propositions avancées par cette loi. Je crois que cette loi est porteuse d'innovation, même malgré les déceptions que l'on peut avoir quant à la mise en œuvre des CTE. Mais ne s'agit-il pas d'un tuyau d'orgue supplémentaire dans un buffet déjà bien garni ? Les CTE ne sont-ils pas un outil bureaucratique de plus, s'ajoutant aux innombrables dossiers que vous ne manquez pas d'élaborer et d'aménager. Vous payez même des salariés pour cela, puisque, on nous l'a dit, les conseillers agricoles voient leur métier évoluer dans ce sens.

Dans une telle situation de transition sans débouché, de succession sans relais, il peut être intéressant de s'adresser à la démarche prospective en rappelant ce qu'elle est.

IDENTIFIER DES FUTURS POSSIBLES

Cette démarche ne vise pas à dire ce qu'il faut faire, mais à identifier des futurs possibles. Peut-être connaissez-vous le terme de futurible, qui a donné son titre à une revue bien connue. Futurible veut dire futur possible. Le but de la prospective est donc d'identifier des alternatives selon les circonstances, les ambitions, les stratégies. Il ne s'agit pas de faire des prévisions, mais d'explorer l'avenir et de réfléchir à des stratégies. Cette démarche suppose évidemment - rappelez vous la première matinée - que l'avenir n'est pas complètement déterminé. L'ambition de ce travail est donc de construire des scénarios prospectifs en se donnant des obligations de cohérence, de logique, des scénarios dont on puisse débattre des conditions d'occurrence et à propos desquels on puisse poser des hypothèses d'évolution. Ces scénarios, vous verrez, n'ont pas tous la même probabilité d'occurrence. Ils ne sont pas équiprobables mais ils ont, je crois, tous une légitimité. Ils ne sont pas complètement exclusifs les uns des autres et ont une certaine vraisemblance.

Ce travail a été réalisé par une organisation à géométrie variable. Nous avons réuni 150 experts. Le travail a été conduit et rédigé par un groupe de pilotage réunissant 8 à 10 personnes, représentant différents milieux, la recherche, l'université, l'enseignement supérieur public et privé, des bureaux d'études privés et des bureaux d'études de la profession agricole. Nous avons été aidés par Hugues de Jouvenel, le directeur de la revue Futurible. Au terme de nos réunions avec ces experts, nous nous sommes trouvés devant une masse considérable de variables susceptibles de marquer l'évolution de l'agriculture. Notre premier travail : les regrouper en domaines ou en sous-systèmes.

Je vous cite rapidement les 5 domaines que nous avons retenus : le contexte géopolitique et socio-économique, les politiques publiques et les marchés agricoles, les patrimoines et les territoires ruraux, les techniques et les pratiques agricoles, et les producteurs et leurs organisations professionnelles agricoles. Regardons maintenant l'organigramme intitulé « les scénarios ». C'est un peu compliqué, mais tout cela va s'éclairer avec mon commentaire.

D'abord, nous avons défini différents états caractéristiques que chacun des 5 domaines peut prendre. Sur chaque ligne du graphique, vous trouvez les différents états que peut prendre un domaine.

Ainsi, la première ligne est consacrée aux différents états que peut prendre le domaine « contexte socio-économique et géopolitique » : l'Europe libérale, la croissance retrouvée, l'Europe balkanisée, la société paralysée, le nouveau contrat social.

La deuxième ligne est consacrée aux différents états susceptibles d'être pris par le domaine des politiques publiques et les marchés agricoles : exportation et premiers prix, économie en survie, produits régionaux, produits de qualité, produits fermiers.

La troisième ligne est consacrée au patrimoine et aux territoires ruraux, la quatrième au domaine techniques et pratiques agricoles et la dernière aux producteurs et organisations professionnelles.

A partir de ces différents états susceptibles d'influencer l'évolution de l'agriculture, l'étape suivante a consisté à se demander si l'on pouvait dégager des scénarios. Nous avons recherché des affinités et des exclusions entre ces différents états. Certains s'invitent mutuellement, d'autres sont proches, d'autres encore s'excluent. Puis, nous avons défini 4 scénarios qui nous paraissent susceptibles de donner une image de ce que pourrait être l'agriculture à l'horizon 2015.

Bilan de cette démarche. Elle constitue un effort de

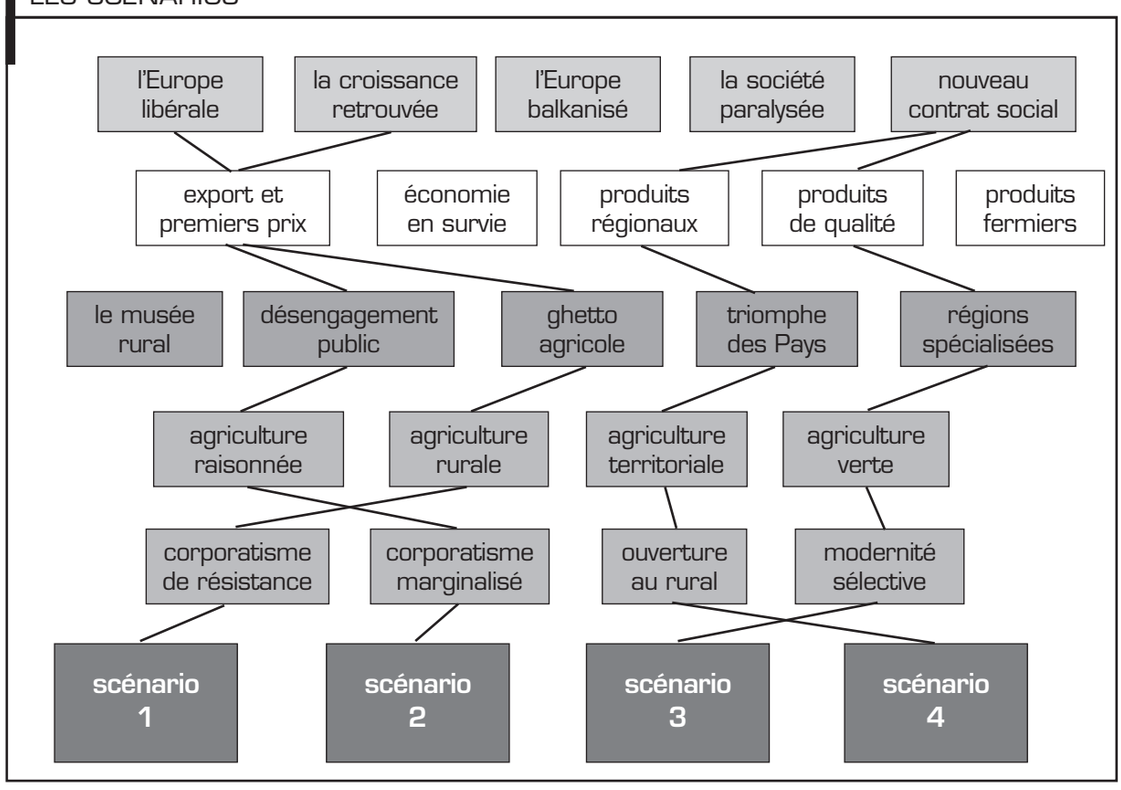
07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 86

construction, de rationalisation de manière à sortir de la subjectivité de chacun et s'efforce de répondre à des attentes. Que peut être la succession de la situation de transition que nous connaissons ? Vous voyez combien un tel travail amène à se documenter, à mobiliser une information extrêmement large et diversifiée et, pour des chercheurs professionnels, pour des intellectuels, cela conduit aussi souvent à des choix radicaux un peu compliqués à réaliser.
Dans un deuxième temps, je vais vous présenter les 4 scénarios. Je vous suggère de vous reporter au document « Les scénarios ». En ligne, vous trouverez les scénarios et en colonne leurs principales caractéristiques.

PREMIER SCENARIO : L'ADAPTATION DU PROTECTIONNISME AGRICOLE EUROPEEN

Le premier scénario repose sur la conservation du protectionnisme agricole européen, la prolongation de la situation actuelle. Nous ne l'aurions pas proposé si Berlin, en 99, n'était pas venu largement confirmer la réforme de 92, alors que nous nous attentions à des changements. Ce scénario se caractérise par la recherche d'une efficacité à travers la baisse des prix, avec les compensations que vous connaissez, et une administration croissante du secteur, notamment le développement des aides directes et des contingents qui pourraient bien se poursuivre quand on connaît les réserves de gain de productivité et le nombre de productions déjà sous contingents : outre le vin et la betterave, les semences y sont depuis longtemps, le lait plus récemment, les céréales par le biais du gel… Ces contingents pourraient se développer, d'autant que le marché extérieur risque de ne pas absorber la totalité de cette production de masse à cause de l'insolvabilité de la demande, de la contestation des restitutions - voir les discussions sur les boîtes bleues à l'OMC -, et à cause, aussi, de la recherche de l'indépendance alimentaire par un grand nombre de pays, légitimés, Jacques Berthelot l'a rappelé, par la reconnaissance des peuples à se nourrir eux-mêmes. Je constate que les agriculteurs français commencent à prendre cela en compte. Avez-vous lu l'article du Président du CNJA, syndicat majoritaire, le 27 juillet dernier, disant qu'il fallait aider les agriculteurs à protéger leurs agricultures, afin qu'elles se mettent en place tout simplement Sinon, autant leur dire « Vous n'avez pas besoin d'agriculture. Nous, Européens, pouvons vous nourrir », avec toute

LES SCENARIOS



Document DATAR.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 87

la dépendance politique que cela signifie. Je suis assez attentif à cette question parce que si vous avez suivi le congrès du CNJA, le discours sur les prix change un peu. Quels sont les acteurs de ce protectionnisme européen conservé ? Ce sont les entrepreneurs agricoles bénéficiaires des aides directes, que nous avons intitulé ici « entrepreneurs agricoles Pac ». Ne dites pas pacsés. Si vous évoquez le Pacs et dites que les aides directes sont très inégalement réparties, vous achevez de vous faire vider de la tribune. Dans l'ensemble, ce sont les lobbies agricoles et les pouvoirs publics. Qu'en est-il des produits caractéristiques ? On est en présence de commodités, c'est-à-dire de produits agricoles et agroalimentaires de masse, s'échangeant souvent sur les marchés internationaux. L'espace est un facteur de rente différentielle. On est en présence d'une agriculture agricolo-centrée. Nous avons complété ce premier tableau par un second tableau consacré aux modes de régulation, car il est très important de savoir comment cet ensemble est géré. La régulation repose sur un marché économique, mais aussi sur un marché politique. Les économistes savent qu'un courant de pensée en économie s'efforce d'interpréter la politique économique en terme de marché : « Je vote pour toi, tu me donnes des aides directes ». Un peu brutal et rapide, mais il est déjà 17 h 25. Les mécanismes fonctionnent à la fois par la concurrence sur les prix à l'international et une administration du secteur par des aides directes et des contingents. Ce premier scénario est évidemment contesté du fait de son coût, du fait des distorsions dont il est porteur et du fait des inégalités qu'il entraîne.

DEUXIEME SCENARIO : LE PILOTAGE PAR LES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

D'où la pensée et l'organisation d'un second scénario intitulé « l'affirmation du nouvel ordre des IAA ». Là, les acteurs sont constitués par les firmes agroalimentaires et par les agriculteurs qui sont en situation de sous-traitants ou de partenaires. On a eu tendance à présenter ce scénario de manière un peu plus enjolivée. Il y a un an, nous le présentions de manière un peu critique et, assez étonnamment, ce sont des agriculteurs eux-mêmes qui nous ont dit qu'ils se retrouvaient dans ce scénario. « C'est celui que nous vivons. Il n'y en aura pas d'autre possible pour nous. Au lieu de nous présenter comme des agriculteurs intégrés ou sous traitants, peut-être pourriez-vous nous présenter comme des agriculteurs partenaires pour peu que nos organisations professionnelles et syndicales s'intéressent davantage au partage de la valeur ajoutée le long des filières agroalimentaires. » Dans ce scénario, les produits sont différenciés. Ce sont des produits de qualité mais, il s'agit d'une différenciation retardée, en langage d'économiste industriel. Cela ne veut pas dire qu'elle est en retard, mais qu'elle arrive tardivement dans l'élaboration des produits. Les agriculteurs font des produits de masse. Le cas typique est le lait, largement standardisé et diversifié en des yaourts diversement parfumés, différents types de fromages et de produits laitiers. Vous voyez qu'il y a là une notion de la qualité tout à fait différente de celle qui va apparaître dans le scénario suivant, à savoir la qualité fondée sur le terroir, sur les conditions d'élaboration du produit. Ceci est très sympathique, mais la Politique agricole se négocie largement à Washington, à Genève ou au Qatar, où les contestataires iront peut être moins facilement. La conception de la qualité française de type Appellation d'origine est parfaitement incompréhensible pour un Américain. Il faut prendre une soirée pour lui expliquer et au bout du compte il vous dit : « Mais comment se fait-il que les Côtes du Rhône qui faisaient tant d'hectolitres il y a 10 ans, en font 1,5 fois plus aujourd'hui ? » J'ai beau lui expliquer que c'est grâce à la labellisation de parcelles qui ne l'étaient pas jusque-là, il me répond : « Les parcelles labellisées récemment ne pouvaient pas faire de Côtes du Rhône il y a 10 ans et aujourd'hui elles le peuvent ? » Bref, ceci pour vous montrer les débats sous-jacents. Dans ce second scénario, l'espace est un facteur de production. L'identité de cette agriculture pourrait être intitulée une agriculture industrialo-centrée. La régulation se fait principalement par le marché, accessoirement par les organisations. Concernant les mécanismes, l'insistance est mise sur la différenciation et la concurrence hors prix. Le rôle des pouvoirs publics est constitutionnel, concernant la politique de concurrence, la politique de qualité, la définition des produits. La définition de la qualité est industrielle, ce n'est pas méprisant. C'est une qualité technologique qui s'oppose à une autre conception de la qualité qui vous est certainement plus familière dans le Gers, qu'on pourrait appeler la qualité originelle.

TROISIEME SCENARIO : LA PRIORITE A LA QUALITE D'ORIGINE

C'est pourquoi le 3e scénario est intitulé la qualification des produits et des terroirs. Sa définition repose sur la qualité issue des terroirs et des pratiques agricoles. C'est dans les conditions de la production agricole agroalimentaire que l'on légitime la qualité. Vous voyez, cela est très différent de la qualité retardée évoquée dans le scénario précédent. Les acteurs, les défenseurs de ce scénario sont généralement des entrepreneurs agricoles hors système Pac. Les produits voient leur qualité définie par des conditions de production et de transformation. L'espace est ici un facteur de qualité.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 88

Discutable, voir mon histoire des Côtes du Rhône il y a un instant. On pourrait parler d'une agriculture identitaire. La régulation repose sur le marché. Le producteur de foie gras étranger vous concurrence, vous allez peut-être vous aussi vous approvisionner à l'étranger pour vendre sur le marché de Samatan. La concurrence n'est pas éliminée mais elle se déroule dans une organisation stricte, parce que les produits sont très strictement définis. Les mécanismes : ce sont des concurrences entre organisations, le rôle des pouvoirs publics jouant plutôt le rôle de développeur. Ce scénario est fondé sur les relations qualité des produits agricoles-territoire, mais le territoire peut être à l'origine d'autres relations, de la conception d'une agriculture co-animatrice des transformations de l'espace rural, dont on a parlé souvent pendant ces 2 jours, insistant sur la renaissance rurale.

QUATRIEME SCENARIO : L'AGRICULTURE DE SERVICES

Ce scénario repose sur les postulats suivants : la France adopte un système moins jacobin qui laisse davantage place à une plus grande autonomie régionale. Dans ce cadre, la régionalisation des politiques agricoles apparaît comme une nécessité pour éviter les dérives bureaucratiques de toute centralisation excessive. On ne peut pas exclure que, face à des crises brutales, les solutions nationales apparaissent inadaptées et qu'on soit conduit naturellement à changer de stratégie même en France ; l'évolution de nos sociétés vers une réappropriation différente de la ruralité sera un autre facteur déterminant en faveur de ce scénario. La tenue du territoire ne dépendrait plus alors de la seule production agricole, mais serait la conséquence d'une multiplicité d'activités de services dans lesquels les agriculteurs pourraient trouver des opportunités de diversification de leur activité.

Les conditions d'évolution vers un tel scénario sont les suivantes : la politique agricole changera nécessairement d'objectif pour devenir plus rurale et moins orientée vers la seule compétitivité des produits dans le cadre de filières indépendantes les unes des autres. Les collectivités territoriales en charge de sa mise en œuvre seront beaucoup plus préoccupées par l'harmonie des activités régionales que par les marchés extérieurs ; cette politique rurale entraînera une évolution des activités vers les services. Pour les agriculteurs, cela se traduira par une plus grande prise en compte de ce qu'on appelle aujourd'hui la multifonctionnalité ; pour qu'une telle évolution puisse se faire, il faudra éviter les réactions des autres catégories socioprofessionnelles qui pourraient être tentées de s'y opposer. Pour ce faire, il serait logique que l'on adopte un statut commun de l'entrepreneur rural.

Bien évidemment chacun de ces scénarios ne dispose pas du même espace de développement.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS POUR L'ACTION

Après cette phase d'analyse, de mise en forme, d'organisation, passons au registre se rapprochant de l'action. Je voudrais donc finir sur quelques enseignements autour pour l'action collective pour la politique agricole… Premier enseignement, il existe des alternatives de politique agricole, des espaces de choix contrairement à ce qui est souvent dit. Vous vous rappelez qu'au cours de ces journées, les témoins on a insisté sur les marges de manœuvre… D'abord, parce qu'il y a une diversité d'acteurs, une diversité de fonctions. Mesdames et Messieurs les agriculteurs, si vous ne vous y intéressez pas à l'élaboration de la réponse à cette diversité de fonctions, d'autres s'y intéresseront pour vous. Il y aura des aménageurs de l'espace rural. Ne vous faites pas d'illusion, il y en a déjà à travers les lotissements, les stations de ski, les golfs, les circuits équestres, etc. Il existe aussi une alternative de politique agricole dont voilà une illustration. Je ne sais pas si vous avez vu le rapport dit de prospective élaboré par le Ministère de l'agriculture en 1996. Pour aller un peu vite, je m'en excuse auprès de ceux qui ont participé à son élaboration, ce rapport était la transcription française du discours international standard. La seule issue était la baisse des prix et la compétitivité sur le marché international et la transformation de l'agriculture européenne en grenier du monde. C'est tout à faire contraire à ce que dit Jean-Luc Duval, le président du CNJA, syndicat majoritaire. Trois ans après la loi d'orientation agricole 99, la multifonctionnalité arrive. Je n'ai pas le temps d'en faire l'histoire. Pour cela, se référer à Bertrand Hervieu, mais aussi au groupe de Seillac (1) et d'autres travaux de ce genre.

Deuxième enseignement : il existe différents acteurs de la politique agricole. Ces journées ont été très significatives à cet égard : vous avez invité, pas tout à fait à parité mais c'est une étape, non seulement des agriculteurs, mais aussi des représentants des consommateurs. En revanche, les Iaa (2) m'ont paru assez peu présentes au point que Vivadour, qui finance cette affaire, n'a même pas été convié à la réflexion sur l'agriculture locale. Extraordinaire, quand même. S'il est surprenant de voir que ce groupe a ignoré Vivadour, il est non moins surprenant que l'état major de Vivadour n'a pas suivi le détail de cette affaire et le découvre ici. C'est l'intérêt de l'Université d'été.

(1) Edgar Pisani et le groupe de Seillac : « Pour une agriculture marchande et ménagère », Éditions de l'Aube, 1994
(2) Industries agroalimentaires

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 89

De nouveaux acteurs de la politique agricole, donc, ce qui signifie Mesdames et Messieurs des organisations professionnelles agricoles que nous sortons du face à face qui vous était si familier entre pouvoirs publics et grandes centrales syndicales. Parce que vous ne représentez plus que 4 % de la population active du pays et que vous êtes confrontés à de nouvelles questions qui intéressent l'ensemble de la société. Ces nouveaux acteurs résultent de la multiplication des échanges, mais aussi de la diversité des fonctions et de la revalorisation de certaines d'entre elles, notamment la fonction alimentaire, dont on se demandait, il y a à peine 15 ans, si elle n'allait pas être banalisée, comme l'est la production de vêtements… On en est loin compte tenu des événements récents.

Troisième enseignement : entre ces acteurs, anciens et nouveaux, de nouvelles coordinations se mettent en place selon des voix diverses. Le marché bien sûr mais aussi des organisations privées, contrats, associations, syndicats ou des formes d'intervention publique qui seront à coup sûr moins orientées sur le soutien mais davantage sur la réglementation, le contrat, la formulation de projets. Et dans ces formes de coordination, il y aura bien sûr des alliances ou des conflits, pour le partage de la valeur, pour la gestion de l'espace.

Quatrième enseignement, ces évolutions des acteurs et de leurs coordinations appellent de nouvelles formes d'intervention publique plus souples, plus négociées, plus adaptatives. Je crois qu'il y a là une affaire passionnante pour notre génération et pour les jeunes générations. On ne peut pas gérer les mesures agri-environnementales, les CTE, les projets « Leader » comme on a géré l'IVD (1) : quand, en caricaturant, le Ministre prenait un arrêté pour toutes les grands mères aux cheveux blancs de plus de 62 ans et moins de 1,70 m, l'Adasea (2) se mettait en route et toutes les dames de cette catégorie bénéficiaient de l'IVD survalorisé. La loi environnement ne peut pas être gérée ainsi. Rappelons nous l'exposé de Patrick Champagne, hier, sur les modalités de la prise de décision et de notre collègue de l'Université de Charentes, qui a évoqué le besoin très fort d'arène, d'agora. Ce besoin, je crois, ne peut pas être simplement lu comme l'expression d'un caprice psychologique ou d'une inspiration individuelle. Cela donne une autre dimension à ces agoras : les décisions que l'on a à prendre aujourd'hui appellent souvent le débat parce qu'elles ne peuvent pas être prises de manière centralisée. Ça nous amène à voir la décision de manière un peu différente.

Jusqu'à présent, on a vu la décision comme l'établissement de compteurs ou de programmation donnant des informations servant les décisions : je fais du maïs ou j'en fais pas, j'irrigue ou j'irrigue pas…

Face aux problèmes que nous rencontrons, les décisions ne se prennent pas de cette façon. D'abord, les arènes vont cerner, définir le problème de manière conflictuelle. Puis, on va repérer les alternatives et les intérêts vont s'affronter pour tenter de choisir l'alternative qui leur convient.

J'essaie de vous faire partager là très rapidement, ce que nous ont expliqué Daniel Boy, D. Desjeux et d'autres intervenants de la table ronde d'hier. Quand ils ont parlé des conférences de consensus ou de citoyens, ils ont abondamment insisté sur le fait qu'on est en plein tâtonnement. C'est normal, puisqu'on gère des questions nouvelles.

UNE NOUVELLE MANIERE D'ASSOCIER BIEN PUBLIC ET BIEN PRIVE

A ce quatrième enseignement, je rajouterai une idée qui me paraît essentielle pour comprendre l'évolution des formes d'intervention publique Les prises de décision n'obéissent plus au même processus et elles doivent associer de manière nouvelle le public et le privé. Laissez moi vous expliquer ce qu'est un bien public en économie, c'est essentiel. Il y a bien public quand la consommation du bien n'exclut pas la consommation par d'autres. Le cas typique, c'est le paysage et l'exemple canonique est celui du phare.

Si je suis un bateau autour d'un phare, je consomme le phare sans que la consommation que je fais vous empêche de le consommer aussi. Même chose pour un paysage. Et, assez fréquemment, on se trouve à gérer des biens publics que le marché ne peut pas gérer, puisqu'on ne peut pas identifier qui en est le consommateur ou l'utilisateur principal.

Si je vous vends ma voiture, c'est un bien privé. Une fois négocié, vous prenez la voiture, moi je me débrouille comme je peux. Ici, il y a des gens debout à la porte. Comme c'est gratuit, ils pourraient venir s'asseoir, sans nuire au succès ou à la pauvreté de notre rencontre. Peut-être même apporteraient-ils une contribution supplémentaire. Vous voyez que la gestion des biens privés et des biens publics ne peut pas être du même type et qu'en présence de biens publics le marché est défaillant. Ceci est reconnu internationalement. C'est donc un thème de discussion fort. Si nous faisons reconnaître que nos produits sont du type bien public, on a un argument de négociation international. Encore faut-il le faire reconnaître. Je m'y emploie, ça me paraît un argument audible.

(1) Indemnité viagère de départ

(2) Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 90

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE AU CŒUR DU DEBAT SOCIAL ET POLITIQUE

Je finis en deux temps en vous invitant à réfléchir sur la portée de ces outils de prospective. Il me semble que ce travail, bien évidemment démolissable et reconstructible, constitue un bien public, une référence qui permet d'organiser, de s'équiper, de débattre. C'est pourquoi la prospective retrouve un intérêt aujourd'hui. On s'en sert dans les régions. Jean-Claude et bien d'autres en sont les animateurs. La DATAR retrouve un intérêt dans la prospective, l'Inra a un service de prospective et la profession agricole manifeste une disponibilité évidente. Deuxième conclusion : les questions agricoles et agroalimentaires n'ont pas disparu de la scène politique et sociale. Cela signifie les douleurs que portent un certain nombre d'entre vous. On pouvait s'attendre à ce qu'elles disparaissent pourtant. Dans les années 90, n'entendions-nous pas dire que l'Inra était surdimensionnée, qu'il y avait trop de chercheurs sur ces questions agricoles et agroalimentaires. D'ailleurs, vous ne faites que 2 % du PIB et 4 % de la population active, on ne va quand même pas s'embêter avec ça. Je me suis demandé si, à cette époque, on n'assistait pas à l'enterrement de l'économie agricole. Tel n'est pas le cas. Au contraire, l'agriculture et l'agroalimentaire sont au cœur du débat social et politique, au point que D. Dron a publié un article dans la revue Études « L'environnement, ou la résurrection des agriculteurs ? ». Face à ce débat, on comprend bien qu'une fraction des agriculteurs et de leur entourage soit marquée par l'inquiétude, soit exposée au repli, à la recherche d'assurance, à la fuite du débat. D'autres y voient une chance, des opportunités, des innovations, de nouvelles frontières. Quand on est face à de nouvelles frontières et à de nouveaux espaces, on peut à la fois avoir peur et être enthousiastes. Sans doute que les pessimistes vont insister sur les dangers, alors que les optimistes insisteront sur les opportunités. Je suis persuadé que l'Université d'été aura permis à chacun de gagner en réalisme.

Jean-Claude FLAMANT

LE DEBAT ET L'EXPLICATION SONT DES ELEMENTS IMPORTANTS POUR ACQUERIR DE NOUVELLES LUCIDITES

Merci, Philippe pour cette performance étant donné les conditions audiovisuelles, d'autant que nous n'aurons pas le temps de débattre. Assurément, tous ces scénarios soulèvent quantité de questions et éclairent des futurs possibles, potentiels, espérés ou redoutés, choisis ou débattus. Voilà l'énorme intérêt de la démarche prospective. Je crois que ton exposé nous apporte une ouverture ce soir. Je vais tenter de l'articuler avec différents éléments de nos débats d'hier et d'aujourd'hui, puis je laisserai à Francis Daguzan et à Alain Beneteau le soin de faire une mise en perspective au nom des collectivités qui ont porté cette Université.

Pour notre part, sur le fond, le mot clé de ces deux jours était « bouleversement ». Hier matin, je posais la question : « Qu'est-ce que nous entendions par bouleversement ? Quel jugement de valeur portions-nous sur les bouleversements ? », selon qu'ils étaient subis, voulus, qu'ils étaient ressentis individuellement ou se traduisaient par des actions collectives… comment ils se traduisaient dans les domaines de l'économie, du territoire. En conséquence, je posais la deuxième question : « Qu'est-ce que les bouleversements induisent dans nos comportements d'acteurs individuels, économiques, institutionnels pour les collectivités et les pouvoirs publics ? » Ces bouleversements, je le soulignais, peuvent en effet se traduire par des conflits, qui nous touchent tous et peuvent finir par détruire ce qui a été construit au cours des décennies antérieures. Ils peuvent aussi se traduire par un besoin de négociation, pour parvenir à des compromis, ou faire l'objet de débats. Mais, ces bouleversements peuvent également laisser indifférent, parce que nous évoluons dans une société mondialisée, ce qui se traduit par davantage de morcellements des groupes mais aussi un besoin de chacun d'entre nous d'auto-reconnaissance et d'individuation. Je ressens l'impuissance de répondre totalement à ces questions. Je sens que nous disposons aujourd'hui de matériaux extrêmement riches.

Quand même, le bouleversement peut se traduire par de l'impuissance, par un fort sentiment d'incertitude, de fragilité. Mais, à écouter B. Hervieu, nous prenons conscience que les bouleversements considérables des dernières décennies sont peut être passés. Nous sommes peut-être à une nouvelle étape. Ces bouleversements ont conduit à un nouvel équilibre qui est actuellement ressenti comme étant mis en cause. Cela nous trouble, nous inquiète. Il me semble que nous ressentons l'action de puissances qui provoquent ces bouleversements, des puissances difficilement identifiables, d'où l'inquiétude. Si une puissance, un décideur, un pouvoir organisait la transformation, peut-être saurions-nous comment agir. Sauf, que nous ressentons ces puissances comme très fortes au niveau individuel et local, et qu'elles-mêmes sont dans l'incertitude. Ce n'est pas simple.

Deuxième élément : ce bouleversement nous touche dans nos métiers. On a dit hier que l'évolution considérable des sciences du vivant modifiait fortement les métiers de la recherche, obligeait de créer de nouveaux outils mais poussait aussi les organismes de recherche à de nouvelles stratégies dans un contexte de mondialisation. On a vu aussi que le métier d'agriculteur change. Derrière, ce sont les acteurs, de plus

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 91

en plus divers, qui agissent dans ce contexte de mondialisation, avec des répercussions locales extrêmement concrètes. Tout cela pour dire que le bouleversement est aussi dans nos têtes et que nous ne savons pas très bien où nous allons. Nous avons besoin de lucidité.

A la Mission d'animation des agrobiosciences, nous pensons que le débat et l'explication sont des éléments importants pour acquérir ces nouvelles lucidités. Les données ne tombent pas du ciel. Le citoyen se sent menacé dans sa liberté, dominé par ces puissances et ces processus de décision. Nous avons eu hier matin de ce point de vue là un débat fascinant avec Jean-Didier Vincent. Si cela semblait un peu décalé à certains, pourtant la question du déterminisme génétique et de nos libertés devient de plus en plus prégnante alors que les sciences du vivant progressent et nous touchent au quotidien. Les agriculteurs se sentent aussi dominés et ne s'en sortirons que par le débat, la discussion, l'échange avec les autres composantes de la société. De même, les chercheurs ne peuvent décider seuls du basculement de leur science dans la société, sans débattre, sans l'approfondir avec l'exigence de tous. Ceci me renvoie une dernière chose, sous forme de réinterrogation : et si le bouleversement était la perception que nous avons des événements ? Le bouleversement ne suppose-t-il pas que nous soyons beaucoup mieux armés culturellement ? La culture ne devient-elle pas un élément essentiel ? Nos référentiels personnels, religieux, philosophiques, conceptuels… ne doivent-ils pas être mis sur la table ? Nous avons sans doute besoin d'être plus clairs.

La Mission d'animation des agrobiosciences s'investit donc dans l'organisation de débats publics. Nous avons l'ambition, la passion de construire des lieux de débats publics pour faire surgir cette plus grande lucidité dans la société. Nous avons ainsi mené cette Université en partenariat avec la Communauté de communes Marciac et Vallons avec Arnaud Libilbehety et Fabienne Martin qui en ont été les chevilles ouvrières, et sous l'égide du président Henri Cormier et de Francis Daguzan qui suit, maintenant, l'Université depuis plusieurs années et prend une place toujours plus importante à nos côtés. Pour la Mission, Jean-Marie Guilloux, le directeur des programmes, porte avec l'équipe la conception et l'organisation matérielle de toutes les manifestations. Le programme de l'Université d'été lui doit énormément aujourd'hui, tant dans la recherche des conférenciers que dans la structure des débats. Sylvie Berthier va contribuer à l'édition de la revue que nous allons publier, Erwane Monthubert élabore notre site web, sur lequel vous pourrez retrouver notre actualité et éditer les actes des débats, Annabelle Cassagneau qui est stagiaire nous a beaucoup aidé dans le laboratoire d'idées d'avant hier. Reste Christine Barbace qui plus que le secrétariat porte notre organisation logistique. Je voulais aussi mentionner deux personnes qui ne sont pas de la Mission mais sont en partenariat très étroit : Daniel Borderies du Sicoval, Communauté de communes du Sud-Est toulousain, est le concepteur du Café des sciences et de la société à Ramonville dont la formule va essaimer, dès l'automne, en Midi-Pyrénées avec l'aide du Conseil Régional. Ici, dans le cadre des Forums de l'innovation rurale à Marciac, ou encore à Montbrun-Bocage dans le Volvestre en Haute-Garonne, Tarbes dans les Hautes-Pyrénées. Par ailleurs, Valérie Péan, est actuellement impliquée dans l'Acrat, l'association du Concours régional agricole de Toulouse qui est l'opérateur de la Sisqa, Semaine Internationale Sécurité et Qualité Alimentaires, organisée en décembre par le Conseil Régional Midi-Pyrénées, et à laquelle nous contribuons. C'est une manifestation importante pour la Région, de notoriété nationale et internationale, pour laquelle nous avons mobilisé une quinzaine de personnalités européennes. Enfin, nous avons franchi cette année une étape complémentaire dans la conception du programme et dans l'organisation logistique grâce au portage par la Communauté de communes qui est maître d'ouvrage. Au cours de ces deux jours, notre équipe a écouté comment vous ressentiez cette Université et nous avons déjà quelques idées pour faire évoluer les choses. Je voulais remercier également Patrick Legrand et les collègues de la Mission Environnement et Société qui ont réalisé une opération nouvelle : des discussions à l'extérieur du chapiteau, dont les contenus figureront dans les actes de cette Université. La formule de l'espace livre est également très intéressante, nous allons réfléchir à la manière de l'étoffer. Merci à tous de votre apport, de vos réflexions, de vos idées et des encouragements que vous nous avez manifestés.

Francis DAGUZAN

Je voudrais remercier tous ceux qui ont permis à l'Université d'été de l'innovation rurale de vivre ces trois journées, à commencer par la Communauté de communes de Marciac et Vallons, à continuer par le groupe de réflexion local animé par Gilles de Mirbeck et Jean Pilleboue, mais aussi à tous ceux qui ont apporté un soutien financier, dont vous par votre participation et le ministère de l'agriculture par le soutien de l'Inra, le conseil général du Gers et l'appui important de la Région Midi-Pyrénées. Alain Beneteau, le Vice-Président du Conseil Régional, en charge de la Recherche, est là depuis plusieurs jours. Je dirais simplement que nous essayons d'améliorer la formule tous les ans. Comme l'a souligné Jean-Claude, cette année nous avons élargi les débats. Je le remercie très largement et son équipe pour la qualité des interventions et des intervenants.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 92

ALAIN BENETEAU,
VICE-PRESIDENT DU CONSEIL REGIONAL MIDI-PYRENEES

LA DECISION POLITIQUE DOIT S'INSCRIRE DE PLUS EN PLUS DANS UN PROCESSUS COLLECTIF

Merci de me donner le mot de la fin. C'est autant par intérêt personnel qu'en tant qu'élu suivant de très près ces questions que je suis ici. Je retiendrai deux points. Le premier, je crois effectivement, comme Jean-Claude Flamant l'a rappelé, qu'une étape importante a été franchie dans l'Université cette année, dans le cadre de la Communauté de communes Marciac et Vallons. On a parlé d'arène, d'agora, de débats… A l'évidence, il faut débattre, échanger, confronter un certain nombre de propositions, faire de la prospective. Je trouve que l'initiative d'un groupe de réflexion d'agriculteurs est extraordinairement importante, mais un intervenant a souligné que ce groupe était peut-être trop fermé. Je ne suis sûr qu'il fallait l'ouvrir dès la première étape. On a entendu aussi la confrontation entre les responsables de Vivadour et les agriculteurs. Il est probable que leur discussion ne pouvait pas se faire dans le cadre de cette Université, mais il existe un autre cadre dans lequel cela est possible et de manière permanente, puisque la Région a en charge l'aménagement du territoire et la construction des Pays. Je trouve que tous ces débats que nous avons ont toute leur place dans la construction des Pays et en particulier dans la mise sur pied des chartes de développement. Ce débat doit se passer là. Je crois qu'il faut tirer une sonnette d'alarme : je suis un peu déçu par le manque de dynamisme et la prise en charge de cette construction de Pays par beaucoup d'acteurs de terrains. Il faut probablement pousser la mécanique. On a dit qu'on était pressé, qu'il fallait donner très vite un certain nombre de réponses. Nous ne les donnerons que dans le cadre territorial, dans le cadre de construction de ces pays.

Ensuite, ce débat soit être permanent en dehors même de la structure territoriale et des pays. Il faut multiplier les Cafés des sciences et de la société, car la confrontation entre agriculteurs, économistes et consommateurs doit se faire tout au long de l'année. Jean-Claude Cazaubon a souligné que 80 % de la consommation de l'agglomération toulousaine échappe à la production de Midi-Pyrénées. C'est vrai. Ce matin, le responsable de Vivadour m'a dit que la logique de la grande distribution échappe totalement à la production régionale. Il faut que nous trouvions d'autres circuits de consommation et de distribution pour peser sur la grande distribution. Et si nous voulons redonner confiance aux consommateurs, il nous faut donner cette réponse très rapidement.

Autre enseignement : il y a les optimistes, les fatalistes, les volontaires et les volontaristes. Vous avez entendu comme moi le message de Bretagne. Je crois qu'il nous faut développer des coopérations inter-régionales. Je pense, en particulier, sur l'élevage du porc sur caillebotis, que Midi-Pyrénées commence peut-être certaines erreurs commises par les Bretons, qu'eux sont en train de corriger. D'où, la nécessité d'un débat croisé et de rencontres.

Dernier point qui me paraît fondamental : on parle beaucoup de crise et nombre de nos concitoyens ne comprennent rien à ce qui se passe dans le milieu agricole. Ils sont écrasés par la somme d'information rapide et contradictoire. Ils ont l'impression d'une crise et de quelque chose d'un peu dramatique qui évolue depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Or l'intervention de Bertrand Hervieu nous montre, fondamentalement, que si nous voulons réagir de manière positive, optimiste dans une situation, il faut disposer les éléments historiques qui ont amené à cette situation. Je le dis très franchement : j'ai énormément appris de cette conférence et je pense qu'il y aurait un travail considérable à réaliser pour que cette connaissance du monde agricole et du monde paysan soit connue dans les milieux agricole, politique, syndical et de la citoyenneté. On comprendrait alors que nous sommes dans une évolution historique, que la situation n'est pas dramatique, mais un état à faire évoluer, permettant à celui qu'on pourrait nommer à nouveau paysan dans ce nouveau contexte de retrouver sa place. J'ai proposé à Bertrand Hervieu de revenir dans un cadre un peu plus institutionnel, car il me paraît fondamental que le monde politique, les décideurs économiques, du monde agricole ou syndical reprennent ce débat, pour qu'à partir de l'histoire du monde agricole, ils tirent un certain nombre de conclusions. Je pense que si un certain nombre de décisions politiques étaient prises en connaissance de cause, elles ne seraient pas toujours celles que nous connaissons aujourd'hui. Dernier point. Lors de la Conversation d'avant hier, il a été dit, si je me souviens bien, que « La décision politique est doit être éminemment collective et elle est forcément incertaine ». Ce n'est pas toujours ce qu'attendent nos concitoyens. Ils attendent une décision certaine. Le politique ne peut pas se tromper ou s'il se trompe « il est coupable de tous les mots ». Je pense qu'il y a là une réflexion à mener sur le monde politique, qui doit avoir beaucoup d'humilité. Toutes les questions qui ont été abordées sans complexe sont portées par des groupes d'acteurs très différents. Personne ne détient une vérité. C'est vraiment la confrontation et le débat collectif qui peuvent amener quelque chose. S'il faut faire passer un message dans notre société, à nos concitoyens et au monde politique, c'est précisément que la décision politique doit être maintenant de plus en plus un processus collectif. L'Université de Marciac est un des éléments indispensables de ce processus de décision collective. Tout ce que je peux souhaiter c'est

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 93

que nous retrouvions tous et encore plus nombreux l'année prochaine, pour montrer que le processus est continu. Merci aussi à la Mission agrobiosciences qui est inscrite au contrat de plan, financée à égalité par l'État et la Région. En sept ans, on peut construire et réaliser.

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 94

LISTE DES PARTICIPANTS

Mesdames, Messieurs,

ABADIE Jacques, ENSA Toulouse
AMAT Jean-Marie,
AUGE Serge, Expert Agri
BARBACE Christine, ENFA-MAA
BARRERE J-Jacques, CMR
BAYLAC Michel, Adasea du Gers
BEDECARRAX J-Jacques, LEGTA Auch
BENETEAU Alain, CR MP
BENSE Charles, Abbé
BERTHELOT Jacques, ENSAT
BERTHIER Sylvie, ENFA-MAA
BEZ Jean-Marie, CESR
BICHAT Hervé, CGGREF
BLIN Hervé, CACG
BOISTARD Pierre, INRA Toulouse
BONGIOVANNI Jean-Luc, Exploitant agricole
BONNASSIEUX Alain, Univ Tlse Le Mirail
BONNEFOY Cécile, Foyer Rural
BONNY Sylvie, INRA
BORDERIES Daniel, ENFA-MAA
BORIES Anita, Agromip
BORIES Georges, INRA Toulouse
BORILLO Andrée, Univ. Le Mirail
BORILLO Mario, IRIT
BOUNIOLS Andrée, INRA Toulouse
BOURBON Christian, Com. Com. Les Castels
BOY Daniel, Politologue, Cevipof
BOYAZOGLU Jean, EAAP
BREHERET Joseph,
BRUNET Bernard, CESR MP
CASANAVE Jean, Ifocap-Adour
CASSAGNEAU Annabelle, ENFA-MAA
CASTAING Julien, Adaeso
CATTIAU Gilles, INRA Toulouse
CERQUIGLINI Bernard, CSLF
CHAMBON Bérangère, UMPNE
CHAMPAGNE Patrick, INRA
CHAPPUIS Jacques, CRAMP
CHAUZY Jean-Louis, CESR MP
CHICOYE Cécile, CR MP
CLAVERIE Claude, Vivadour
CORBES Stéphane, Librairie La Préface
CORMIER Henri, CC Marciac Vallons
CORTADAS Monique,
COUDURE Régis, Adaeso
COULOM Francis, Mairie Caussade Rivière
DADOUN Roger, Psychologue
DAGUZAN Francis, CC Marciac Vallons
DARREON Jean-Louis, IUT Tarbes
DARRIS Bernard, Adasea du Gers
DE CASTELBAJAC Arnaud, Pioneer Semences
DE GALARD Jean, Agriculteur
DE MIRBECK Gilles, GL de Réflexion
DE RESSEGUIER Hélène, GL de Réflexion
DELAGE J-Louis, CPIE Périgord-Limousin
DELLA VEDOVE Marie-Claude,
DENARIE Jean, INRA Toulouse
DESJEUX Dominique, Univ ; Paris V
DIDIER Marc, Adasea du Gers
DRON Dominique, INRA Paris
DUBOIS Hervé, Vivadour
DUBOURG Michel, CC Marciac Vallons
DUGROS Alain, Ch Agri Htes Pyr.
ESTOUR Emmanuel, DRAF Rhône Alpes
ESTRAMPES Jean-Pierre, Architecte
FABRE Isabelle, DRAF MP
FARINEAU Karine Carr. Rur. Europ. MP
FAURE Gérard, Pioneer Semences
FEBVRE Éric, Semadour
FENECH Jean,
FENECH Maryvonne,
FERRAN Charles, Abbé à Marciac
FITERE J-Claude, UFC Que Choisir
FLAMANT Jean-Claude, ENFA-MAA
FRAYRET Monique, Vivadour
FREBOURG Hélène, HF Conseil
GABARD J-Paul, CSTS
GARNIER Christian,
GASSIOT J-Marc, Vivadour
GESSLER Roland, Vivadour
GOMA Gérard, INSA
GOT Florent, Genopole
GRANIE Anne-Marie, ENFA
GUGLIELMI Gilles, INRA
GUICHANE Pierre, Vivadour
GUILHAUMON Jean-Louis, Mairie Marciac
GUILLOUX Jean-Marie, ENFA-MAA
GUITARD Christian, CRAMP
HALTER Céline,
HERVIEU Bertrand, INRA Paris
HUCHETTE Sonia, Adasea du Gers
JOBIN Emmanuelle, Etudiante
JOLY Pierre-Benoît, INRA Grenoble
KEARNS FAURE Françoise, American Soybean Ass.
LABENELLE Robert,
LABIT Jacques,
LACOMBE Philippe, INRA Paris
LAFFONT J-François, MRJC
LAFITTE François, INTERFEL
LAFORET Christian, Vivadour
LAGRAVE Pascal, MC3
LAJUS Pierre, Vivadour
LANNELONGUE Gérard, Vivadour
LAPEZE Daniel, Vivadour
LARRIBAT Patrick, Vivadour
LASCOUMES Pierre, CNRS
LE PERCHEC Sophie, INRA Paris

07028-MP7euniversite 1/08/02 14:27 Page 95

LE THEULE François-Gilles, Maiz'Europ
LEBELLE Claire, Journaliste
LEGRAND Patrick, INRA Paris
LELLI Laurent, ENFA
LEMETAYER Jean-Michel, FNSEA
LESOIN Alain, CR MP
LESOIN Yvette, SICOVAL
LIBILBEHETY Arnaud, CC Marciac Vallons
LUCHMIAH Nicole,
MAISONHAUTE Aline, Com. Com Les Castels
MARCHESIN Patrick, GL de Réflexion
MARCOUX Alain, MAP
MARTIN Fabienne, CC Marciac Vallons
MARTY Fabrice, INRA
MATHEZ A. Marie,
MATHEZ Jacques,
MAURE Michel, FRMFR
MELLIET Paul, ADEL 32
MICHEZ J. Michel, AGER
MIRANDE Marcel, Ifocap-Adour
MONDOT Robert, DRAF Auvergne
MONOD J-François,
MONOD J-Pierre, Promaïs
MONSEMPES Béatrice, Vivadour
MONTGOBERT Claire,
MONTHIER Nathalie, Psychologue
MONTHUBERT Erwane, ENFA-MAA
MOUCHET M., Libraire
MOULIA, Abbé Diocèse de Bayonne
MOURREJEAU Jean, CMR
NARBONNE Jean-François,
NICOL Jean-Pierre, INRA Paris
ORLIAC Christiane,
ORLIAC Gérard, CESR MP
OSSARD Hervé, INRA Toulouse
PAGES Jean, Vivadour
PARADIS MAINDIVE Sylvie, CNRS
PARGADE Gérard, Vivadour
PASTOURET Michel, CG Pyr. Atlan.
PEAN Valérie, Acrat
PERIER Martine, CRT MP
PIETERS Christiane, Ch. Agri Gers
PILOT André,
PINEL Yves, CACG
POCHON André, Agriculteur
POMMIES Nicolas, GL de Réflexion
RANDE Alain, Vivadour
RAUX Bertrand,
RAVIER Xavier,
RAYNAUD Bernard, CR MP
RENAC J-François, SICOVAL
REQUIER Luc, Vivadour
RIBA Guy, INRA
RIVIERE Louis-Marie, INRA
SALLANABE Henri, Agriculteur
SAMSON Jean-Luc, GL de Réflexion
SEMPE Guy, Vivadour
SICARD Véronique, Horticultrice
SOUQUES Jean-Bernard, Vivadour
SURQUAIN J-Louis, SOFRED
SYLVANDER Bertil, INRA Le Mans
TAFFONNEAU Marcelle, Enseignante
TEMPLIER Auguste, Univ. de Pays
TERCE Martine, INRA Paris
TERLAY Chantal, CESR MP
TERRAIN Christophe, Vivadour
TINE Gérard, Plasticien
TOURNIER Marie-Claude, UFC Que Choisir
TOUZAN Charles,
TRIBOULET Pierre, INRA
TROUCHE Christian, Adasea du Gers
TROUSSON Alain, Philosophe
VELLA Marie, UFCS
VILLAS Philippe, Vivadour
VINCENT Jean-Didier, Biologiste
WAGNER Kristina, CEP Florac
ZALTA Jean-Pierre, UPS-CNRS